

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - FACULTÉ DE DROIT

Gérard THIBAUT-LAURENT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

ATTACHÉ AU PARQUET

LA PREMIÈRE INTRODUCTION DU DIVORCE
EN FRANCE
SOUS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

(1792-1816)

Thèse pour le Doctorat

Président: M. GUENOUN, *Professeur,*

Assesseurs { MM. MORIN, *Doyen,*
 TISSET, *Professeur,*

CLERMONT-FERRAND

IMPRIMERIE MODERNE - 15, RUE DU PORT

1938

LA PREMIÈRE INTRODUCTION DU DIVORCE
EN FRANCE
SOUS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER - FACULTÉ DE DROIT

Gérard THIBAUT-LAURENT

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

ATTACHÉ AU PARQUET

LA PREMIÈRE INTRODUCTION DU DIVORCE EN FRANCE

SOUS LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE

(1792-1816)

Thèse pour le Doctorat

Président: M. GUENOUN, Professeur,

Assesseurs } MM. MORIN, *Doyen*,
TISSET, *Professeur*,

CLERMONT-FERRAND

IMPRIMERIE MODERNE - 15, RUE DU PORT

1938

FACULTÉ DE DROIT DE MONTPELLIER

MM.

MOYE, Doyen honoraire, professeur de Droit International Public.

MORIN, Doyen, professeur de Droit Civil.

BEQUÉ, professeur de Droit Civil.

DE NESMES-DESMARETS, professeur de Droit Administratif.

BOSC, professeur de Procédure Civile.

VIALLETON, professeur de Droit Civil.

GUENOUN, professeur de Droit Romain.

COURTIN, professeur d'Economie politique.

LÉGAL, professeur de Droit criminel.

DEMONTÈS, professeur de Droit commercial.

ANTONELLI, professeur d'Economie politique.

DELBEZ, professeur de Droit constitutionnel.

TISET, professeur d'Histoire du Droit.

OURLIAC, Agrégé.

DIJOL, Chargé de Cours de Capacité.

BABY, Secrétaire.

DUBOIS, Secrétaire honoraire.



JURY

MM. GUENOUN, *Président.*

MORIN, *Doyen, Assesseur.*

TISET, *Assesseur.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions écrites dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

Bien faible témoignage de ma grande
reconnaissance et de ma profonde
affection.

A MES CHERS GRAND'PARENTS

qui ont entouré mon enfance de
tendresse.

A MON FRÈRE

A TOUS LES MIENS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A NOTRE PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR GUENOUN

Nous le remercions de l'honneur qu'il
a bien voulu nous faire en acceptant
la présidence de cette thèse.

A NOTRE JURY DE THÈSE

MONSIEUR LE DOYEN MORIN

MONSIEUR LE PROFESSEUR TISSET

A NOS MAÎTRES ET A NOS CAMARADES

DES FACULTÉS DE DROIT DE PARIS ET DE MONTPELLIER

BIBLIOGRAPHIE

I. — ETUDES GENERALES SUR LE DIVORCE ET LA SEPARATION DE CORPS.

- E. GLASSON. — Le mariage civil et le divorce. Paris, 1880.
H. COULON. — Le divorce et la séparation de corps. T. I et II (historiques).
CARPENTIER. — Le divorce. 1894.
TISSOT. — Le mariage, la séparation de corps et le divorce.
DEPEYRE. — Le divorce.
G. POULLE. — Le divorce. 1886.
V. RUSSE. — Le divorce par consentement mutuel (étude historique et critique). *Th. dr.*, Paris, 1909.

II. — ETUDES HISTORIQUES.

- J. BRISSAUD. — Histoire du droit privé. Edition de 1935. Paris. De Boccard.
C. LEFEBVRE. — Leçons d'Introduction générale à l'Histoire du droit matrimonial français.
— Histoire du droit matrimonial français. T. II : Le lien de mariage.
ESMEIN. — Le mariage en droit canonique. 2^e éd. mise à jour par Génestal et Dauvillier. Paris. Sirey, 1929 et 1935.
JEAN DAUVILLIER. — Le mariage dans le droit classique de l'Eglise. *Th. dr.* Paris, 1933.
QUINQUET DE MONJOUR. — Histoire de l'indissolubilité du mariage en France depuis le v^e siècle jusqu'au Concile de Trente. Paris *Th. dr.*, 1901.
FUNCK-BRENTANO. — Le Moyen-Age, Paris, Hachette, 1923.
DESMAZE. — Débauche et prostitution à Paris au xviii^e siècle.
DAMAS. — Origines du divorce en France. La loi du 20 septembre 1792. *Th. dr.* Bordeaux, 1897.
G. MALLET. — Le divorce pendant la période intermédiaire: *Th. dr.*, Paris, 1900.

- OLIVIER MARTIN. — La crise du mariage dans la législation intermédiaire. *Th. dr.*, Paris, 1901.
- MARCEL CRUPPI. — Le divorce pendant la Révolution (1792-1804). *Th. dr.*, Paris 1909.
- H. HAYEM. — Polémiques de presse sur l'institution du divorce (An IX-An XI). Chez Rousseau, Paris 1910.
- SAGNAC. — Législation civile de la Révolution française. *Th. let.*, Paris, 1898.
- D'AUTEVILLE. — Le divorce pendant la Révolution, article paru dans la *Revue de la Révolution française*, de G. Bord, année 1883, p. 206 et 473.
- ESMEIN. — Précis élémentaire de l'Histoire du droit français de 1789 à 1814.
- DE TOCQUEVILLE. — Ancien Régime et Révolution.
- TAINE. — Origines de la France contemporaine. T. 1.
- DE GONCOURT. — La société française pendant la Révolution.
- AULARD. — Paris pendant la réaction thermidorienne.
- DE BONALD. — Le divorce, 1801.
- A. NOUGARÈDE. — De la législation sur le mariage et le divorce. Paris, An X.
- FENET. — Travaux préparatoires du Code Civil.
- LOCRÉ. — Esprit du Code Civil.
- MERLIN. — Dictionnaire universel de jurisprudence. Paris, 1812. V° Divorce.
- CHEVALLEY. — La distinction des ordres de lois appliquée au divorce de Napoléon. Paris, *Th. dr.*, 1912.
- FRÉDÉRIC MASSON. — Joséphine répudiée.
- WELSCHINGER. — Le divorce de Napoléon.
- COLMET DE SANTERRE. — Le divorce de Napoléon et le Code Napoléon. Paris, chez A. Picard, 1894.
- A. DUMAS FILS. — La question du divorce.
- A. NAQUET. — Religion, propriété, famille.
— Vers l'union libre.

III. — ETUDES SOCIOLOGIQUES.

- LEGRAND. — Le mariage et les mœurs en France.
- ANDRÉ MOLLIER. — La question du divorce. *Th. droit*, Dijon, 1930.
- LI-MON. — Etude sociologique et statistique sur le divorce en France. *Th. lettres*, Paris, 1936.

IV. — RECHERCHES D'ARCHIVES.

Les Archives Parlementaires - 1^{re} et 2^e série.
Collection du *Moniteur*.

Série Etat-civil des *Archives départementales* de l'Hérault, du Gard, de la Lozère, de l'Aveyron, du Cantal et du Puy-de-Dôme.

INTRODUCTION

Ce n'est pas sans arrière-pensées que nous avons fait porter le sujet de notre thèse sur une étude de droit intermédiaire. La Révolution Française est une mine précieuse d'enseignements toujours actuels. Ses dirigeants, souvent animés de vues généreuses mais parfaitement idéologiques, se sont en effet livrés à des expériences du plus haut intérêt pour nous.

La France était soumise depuis plusieurs siècles à un gouvernement monarchique dont les rouages, d'une complication croissante, tendaient à se dérégler. Il fallait réformer ce régime vieilli.

Mais, prenant le contre-pied des méthodes empiriques de leurs prédécesseurs, les Révolutionnaires tentèrent de procéder, d'après un plan très rationnel, à une refonte totale des institutions.

Si leur œuvre politique devait être durable, il n'en fut pas de même en droit privé, où les évolutions sont toujours lentes et où les subversions totales se heurtent à la résistance obstinément conservatrice des populations qui, tôt ou tard, détermine un retour, au moins partiel, aux principes anciens.

On peut en trouver l'exemple frappant dans les folles innovations, bientôt rapportées, introduites en matière de régime successoral par le législateur de Nivôse an II.

Mais nous avons préféré consacrer cette étude à l'épisode du divorce révolutionnaire, plus intéressant en ce qu'il met en jeu,

comme tout ce qui touche au mariage, les problèmes les plus élevés d'ordre philosophique et religieux.

Dans ce domaine la tâche nous a été facilitée par les travaux antérieurs, au premier rang desquels il faut citer la si remarquable thèse de M. Olivier-Martin ; notre historique lui doit beaucoup et nous tenons dès l'abord à exprimer notre reconnaissance à celui qui fut à Paris, en 1931-32, notre maître très aimé.

Mais par ailleurs nous avons tenté de dégager quelques indications précises sur l'aspect statistique et sociologique du problème. Par une enquête assez vaste menée dans presque tous les centres importants et, avec détails, dans plusieurs départements d'Auvergne et du Midi de la France, nous nous sommes efforcés d'apporter quelques données nouvelles permettant notamment d'évaluer le nombre probable de l'ensemble des divorces révolutionnaires dans notre pays de 1792 à 1803.

CHAPITRE PREMIER

LES PRÉCÉDENTS HISTORIQUES

Aux origines de l'humanité la force règne à peu près seule. Par sa faiblesse même, la femme est placée dans un état d'infériorité vis-à-vis de l'homme, qui jouit sur elle d'un pouvoir très étendu allant souvent jusqu'au droit de vie et de mort (1).

Il est dès lors aisément compréhensible que dans les sociétés primitives la volonté du mari ait joué un rôle presque exclusif dans la rupture du lien conjugal du vivant des époux.

Avec le temps toutefois, les influences morales et religieuses s'exercèrent en faveur de la femme ; chez les peuples évolués la répudiation fut entourée de formes protectrices : institution des lettres de divorce et surtout recours de l'épouse renvoyée devant le prêtre ou le magistrat, qui examinera le bien fondé de la rupture.

Puis, dans les civilisations brillantes de l'antiquité grecque et romaine, le divorce par consentement mutuel fait son apparition et la femme elle-même s'arroe le droit de répudiation.

Au début de notre ère l'institution connaît un succès inquiétant, étroitement lié à la décadence de la famille et au déclin des croyances religieuses chez les peuples raffinés et corrompus de l'Empire romain.

(1) Suivant l'expression de Fournier de Saint-Lary à la Chambre des députés, le 2 mars 1816, « la législation primitive n'est autre chose que l'empire brutalement exercé de la force sans moralité sur la faiblesse sans défense... L'homme sauvage est un despote, sa compagne est sa première esclave... »

Le christianisme va lentement, mais sûrement, déclencher une réaction qui aboutira au triomphe complet de l'indissolubilité du mariage. Ce n'est d'ailleurs pas sans lutttes et controverses nombreuses, à l'origine surtout, puisque sur le point capital des enseignements du Christ, les Evangélistes s'étaient divisés.

Les Pharisiens lui ayant demandé s'il était permis à l'homme de répudier sa femme et ayant invoqué la loi de Moïse en faveur de l'affirmative, le Maître répondit d'après St. Mathieu : « Ce que Dieu a uni, l'homme ne le sépare pas. C'est à cause de la dureté de votre cœur que Moïse vous a permis de renvoyer vos femmes : mais il n'en était pas ainsi à l'origine. Aussi, je vous déclare que quiconque a renvoyé sa femme, si ce n'est pour cause d'inconduite, et en a épousé une autre, commet un adultère, et que celui qui a épousé celle qu'un autre avait renvoyée commet un adultère » (2).

Dans un autre passage de son Evangile : Chapitre V, versets 31-32, St. Mathieu reproduit absolument la même doctrine confirmant pour le mari le droit de répudier sa femme adultère avec liberté de se remarier.

A l'inverse, St. Marc (Chapitre X, versets 11-12) et St. Luc (Chapitre XVI, verset 18) relatant les mêmes paroles prononcées par le Christ, ne font aucune allusion à l'exception d'adultère de la femme.

La question se posa alors dès les premiers siècles de savoir si les répudiations devaient être interdites d'une manière absolue ou si, au contraire, l'indissolubilité du lien conjugal pouvait être tempérée par l'exception mentionnée par St. Mathieu.

Sur ce point les plus grands théologiens se divisèrent (3).

Quelques-uns, parmi lesquels Tertullien, St. Astère, Evêque d'Amasie dans le Pont, St. Epiphane enfin, autorisèrent la répudiation pour cause d'adultère de la femme.

Mais la grande majorité des docteurs de l'Eglise, réagissant vigoureusement contre les désordres contemporains, se prononcèrent en faveur de l'indissolubilité absolue. Pour régénérer les mœurs, ils bâtissent du mariage chrétien une théorie des plus élevées. Certes, à la suite de St. Paul (4), ils professent, et ce sera là

(2) MATHIEU, XIX, 6 et ss. (traduction latine du texte grec de l'Evangéliste);

« Quod Deus conjunxit homo non separet : quoniam Moyses ad duritiam cordis vestri permisit vobis dimittere uxores vestras : ab initio autem non fuit sic. Dico autem vobis quia quicumque dimiserit uxorem suam nisi ob fornicationem et aliam duxerit, mœchatur... et qui dimissam duxerit mœchatur ».

(3) Cf. ESMEIN. *Le mariage en droit canonique*, T. II. Paris, Sirey, 1935, p. 52 et ss.

(4) Chapitre VII de la 1^{re} épître aux Corinthiens.

pour toujours la doctrine de l'Eglise, que l'état de chasteté et le célibat, permettant aux individus de se consacrer pleinement et uniquement à Dieu, sont supérieurs à l'état de mariage. Mais, à ceux qui ne possèdent pas la vertu de continence, c'est ce dernier qu'ils recommandent.

Pour eux d'ailleurs, c'est une institution essentiellement différente du « *liberum matrimonium* » romain de l'époque classique, état de vie commune acceptée dans la famille et ne se continuant que par le libre consentement des époux.

Le mariage chrétien est, lui, d'essence divine et sacrée. C'est un sacrement, c'est-à-dire un « mystère », destiné à imiter dans chaque union conjugale l'alliance du Christ et de son Eglise, donc indissoluble comme elle. Cette conception idéale, principalement tirée de l'Épître de St. Paul aux Ephésiens, fut développée par St. Augustin. Elle trouvait une expression très frappante dans les formules de l'Ancien Testament confirmées par le Christ : « *Erunt duo in carne una* » (Genèse) ; « *Jam non sunt duo, sed una caro — Quod Deus conjunxit, homo non separet* » (Evangiles).

C'est Dieu qui unit les époux. A leur consentement se joint sa volonté supérieure qui noue irrévocablement le lien conjugal. Des initiatives humaines ne pourront plus le rompre désormais (5).

Unis pour toujours les époux doivent trouver dans l'exercice des vertus de charité chrétienne le moyen de se supporter mutuellement et d'accomplir leur tâche primordiale : l'éducation des enfants. Dans cette œuvre la femme, foncièrement égale à l'homme, doit accepter sa direction affectueuse. Le mari n'est pas le maître de sa femme, sa supériorité physique lui confère seulement la direction du ménage et l'autorité maritale lui donne les moyens de la mener à bien.

L'un et l'autre doivent chercher dans le pardon des torts réciproques le moyen de poursuivre, toujours unis, à travers les mille difficultés de cette vie. Ils ne doivent jamais se séparer sans esprit de retour.

Le divorce est donc entièrement prohibé, même dans le cas d'adultère de la femme. C'est d'abord l'intérêt des enfants, auquel les époux doivent toujours se sacrifier, considération que St. Ambroise fit valoir avec force.

Et puis, c'est la solution idéale, vers laquelle il faut tendre autant qu'il est possible. Les Pères de l'Eglise pensent donc que le

(5) LEFEBVRE. *Introduction générale à l'histoire du droit matrimonial français*, p. 463 à 476.

Histoire du droit matrimonial français, T. II : le lien du mariage, p. 245 à 248.

mari doit reprendre sa femme adultère repentante et la pardonner, et que, même s'il a le droit et le devoir de s'éloigner de celle qui persévère, il n'aura jamais celui de se remarier.

C'est donc au principe de l'indissolubilité absolue du lien conjugal que se rallièrent peu à peu tous les esprits les plus éminents et notamment les papes, recrutés dans une élite, mais telle était la force des traditions antérieures que plusieurs siècles durent s'écouler avant le triomphe définitif de la doctrine nouvelle.

Les Empereurs chrétiens : Constantin, Théodose, Justinien, se bornèrent à procéder par voie de restriction : leurs Constitutions cherchent à limiter le nombre des divorces et à en réserver l'usage aux seuls cas vraiment sérieux, dont elles dressent la liste, souvent remaniée. Ceux qui divorcent en dehors de ces causes sont frappés de pénalités sévères comme l'interdiction du remariage, perpétuelle ou temporaire.

Ce furent là les seules satisfactions, pratiques et détournées, accordées par les princes convertis aux théories nouvelles.

Mais, les Invasions terminées, l'Eglise ne cessant de grandir comme autorité morale et puissance publique, les textes saints, leurs commentaires et leur interprétation par les Conciles, primèrent de plus en plus les anciennes lois civiles, romaines et barbares. De cette évolution, naturellement très favorable à l'indissolubilité, on peut suivre les progrès, assez pénibles il est vrai, dans les Canons ecclésiastiques et les Capitulaires franques de la période prémédiévale (6).

Puis, à partir du IX^e siècle, la prohibition du divorce s'affirme sans conteste dans tous les conciles, chez tous les grands écrivains ecclésiastiques : Hincmar, Réginon, Yves de Chartres (7), comme dans tous les textes « du Corpus Juris Canonici » (8), où le terme « *divortium* » recouvre un contenu nouveau.

En effet l'Eglise, en même temps qu'elle proclamait l'indissolubilité du mariage, était obligée de lui apporter quelques atténuations nécessaires en admettant le divorce dans deux cas, à la vérité assez restreints, en instituant la séparation de corps et enfin en développant la théorie des nullités de mariage.

L'Eglise rejette le divorce antique. Toutefois dans deux hypothèses très spéciales, elle admet la rupture complète de l'union conjugale suivie de remariage, et ce dans l'intérêt de la religion.

(6) ESMEIN. *Le mariage en droit canonique*. T. II., p. 60 et ss.

(7) Cf. QUINQUET DE MONJOUR. *Histoire de l'indissolubilité du Mariage en France depuis le ve siècle jusqu'au Concile de Trente*. Paris. *Th. Droit*, 1901, p. 86 et ss.

(8) ESMEIN, op. cit., p. 88 et ss.

Tout d'abord, si de deux époux infidèles l'un seulement se convertit, l'autre s'y refusant et mettant en danger par cette attitude obstinée la foi récente du néophyte, ce dernier peut divorcer et se remarier, parce que son union première n'ayant pas été scellée du sacrement chrétien de mariage, n'est pas considérée comme indissoluble.

Le second cas de rupture du mariage c'est l'entrée en religion de l'un des conjoints ou seulement le vœu fait par lui de vivre à l'avenir dans le monde en observant une continence absolue. L'assentiment de l'autre n'est pas nécessaire, si l'union n'a pas été consommée, et le convol de cet autre époux devient alors possible.

Il finit d'ailleurs par être admis d'une manière générale, que le Souverain Pontife, dans sa toute puissance, pouvait prononcer la dissolution de tout mariage qui n'avait pas été charnellement consommé.

Ces exceptions n'étant que d'une portée très restreinte, il fallut aménager pour les couples mal assortis un remède approprié dans le cadre des principes ; ce fut la séparation de corps (9).

Si deux époux ne peuvent absolument pas mener une vie commune, qu'ils se séparent ! Mais le lien conjugal subsistera et, non seulement ils ne pourront se remarier, mais tous leurs efforts devront tendre à la réconciliation par le pardon et l'oubli des torts réciproques.

C'est la *separatio « quoad torum et mensam »*, mais non « *quoad fœdus et vinculum* », séparation quant au lit et à la table, mais non quant au lien, qui, dans les textes canoniques, reçut le nom de « *divortium* ».

Elle fut prononcée pendant tout le Moyen-Age jusqu'au xvr^e siècle par les juges ecclésiastiques des officialités (10), qui jouissent d'un large pouvoir d'appréciation. La séparation de corps peut être prononcée « *ob multas causas, ad certum vel incertum tempus* ». Elle n'est pour l'Eglise qu'une mesure de circonstance plutôt temporaire.

Les motifs n'en sont pas limitativement déterminés : ce sont les manquements graves de l'un des conjoints envers l'autre : adultère, sévices, injures très sérieuses, corruption des mœurs ou de la foi (hérésie : « *formicatio spiritualis* ») (11). Toutefois ni les

(9) ESMEIN, op. cit., p. 100 et ss.

(10) Il n'existe aucun règlement de séparation de corps aux coutumes rédigées comme d'ailleurs en tout ce qui concerne le lien personnel de mariage. C'est le droit canonique qui est exclusivement applicable.

(11) BERNARD, *Observations de droit*, page 293, cite le procès célèbre de Catherine Arnaud contre Isaac le Maistre, son mari, qui ayant embrassé le protestantisme, lui réclamait ses enfants. Elle obtint la séparation de corps et la garde de ceux-ci.

méfais, ni les turpitudes d'un conjoint, même suivies de condamnation criminelle, n'étaient causes de séparation, pas plus d'ailleurs que les tares physiques (12) ou morales.

Mais surtout, par un renversement des usages antiques, les tribunaux ecclésiastiques, dans leur appréciation des motifs, tenaient entre les deux époux une exacte balance. Les causes étaient les mêmes pour l'un et l'autre, l'adultère du mari excusait celui de la femme et il entraînait la séparation à la demande de celle-ci, sans reproche de son côté. C'était toujours entre eux « eadem lex », comme l'avaient enseigné dès le début les Pères de l'Eglise.

Cette séparation de corps, simple palliatif aux unions mal assorties, ne pouvait satisfaire les époux vraiment trop dissemblables et bien décidés à rechercher une rupture complète et définitive.

Comment y parvenir sous un régime d'indissolubilité ?

En faisant déclarer que le mariage n'avait jamais existé parce que nul « ab initio », faute de remplir une condition essentielle de validité.

Ainsi, comme il était naturel, la prohibition stricte du divorce donna une importance considérable à la question des nullités de mariage et les empêchements dirimants furent l'ingénieux circuit auquel eurent recours les époux désireux de recouvrer leur liberté complète.

Cette pression de conjoints malheureux sur les autorités ecclésiastiques pour obtenir d'elles un accroc à la règle de l'indissolubilité devait être particulièrement impérieuse lorsqu'il s'agissait de souverains qui, lassés de leurs premières femmes, désiraient les répudier pour se remarier avec d'autres. Il est fort intéressant d'étudier à cet égard l'attitude des papes à travers les siècles. On constatera que la défense par eux des principes traditionnels fut d'autant plus énergique que les titulaires du Saint-Siège étaient des Pontifes d'une haute valeur morale, puissants et respectés.

A l'inverse, cette latitude d'arbitraire dont l'Eglise jouissait pour tempérer la rigueur de l'indissolubilité, il lui arrivait d'en user avec une faiblesse marquée dans les époques de décadence. Et précisément d'une des plus graves crises : celle de la Renaissance, sortira la réforme protestante qui, à l'encontre de la doctrine catholique de toujours, reconnaîtra le divorce.

(12) Cf. LEFEBVRE, op. cit., pages 259-260. Le pape Alexandre II (1159-1181), dans ses lettres à l'archevêque de Cantorbéry (Thomas Becket) et à l'évêque de Bayeux, défend le divorce aux époux, même pour cause de lèpre, leur prescrivant alors seulement une séparation momentanée. Cf. COULON, *Le divorce et la séparation de corps*, T. I, page 127.

Toutefois les nombreuses opinions soutenues sur ce point par les docteurs protestants accusent de singulières divergences (13).

Pour les uns, comme Luther et Mélanchton, le mariage est du ressort unique de l'autorité civile. Le législateur en autorisant le divorce et en en réglementant les causes, agit dans son domaine propre avec la délégation divine (14).

Pour d'autres au contraire, le mariage est encore un sacrement et il y aurait danger à l'abandonner complètement au pouvoir civil. A cette thèse se rattache Théodore de Bèze (« De repudiis », 1566-1610), qui, dans le mariage, ne voit pas seulement un contrat, expression de la volonté des parties, mais trouve quelque chose de divin. Il estime donc que le simple consentement mutuel est insuffisant pour le dissoudre.

Quant à la latitude à accorder au divorce, grandes différences d'opinion aussi.

Tous admettent certes le divorce pour adultère de la femme par interprétation extensive du texte de St. Mathieu. De Bèze pourtant se déclare partisan dans ce cas, de la compensation des torts entre les époux coupables.

Mais la plupart des docteurs ajoutent aussi qu'en faisant allusion à la répudiation pour cause d'adultère de la femme, le Christ n'a pas entendu exclure le divorce pour d'autres motifs légitimes, parmi lesquels Luther énumère l'abandon frauduleux de l'un des époux par l'autre, les sévices ou injures très graves.

Certains en vinrent même à soutenir que le divorce était fondé toutes les fois que l'union entre les époux était rompue au fond des cœurs et cessait d'être l'image de l'union du Christ et de l'Eglise. Une trop grande sévérité, disaient-ils, à l'exemple de celle du droit canonique, n'aboutirait qu'à rendre les caractères hypocrites et les mœurs licencieuses. Enfin, aux maximes : « Erunt duo in carne una », « Quod Deus conjunxit, homo non séparet », ils répliquent que deux époux ne sont pas une même chair, mais que chacun d'eux a sa voie (15), et que précisément s'ils se séparent, c'est que leurs cœurs n'étaient pas faits l'un pour l'autre. Leur union

(13) Cf. QUINQUET, op. cit., pages 128-132.

(14) LUTHER, *Propos de table* : « A mon avis les questions de mariage appartiennent aux juristes ; ne sont-ils pas appelés à légiférer et juger sur les droits du père, de la mère, des enfants ? Pourquoi ne s'occuperaient-ils pas aussi du divorce entre époux ? » Et ailleurs : « Quand César, par ses lois et ses ordonnances, dissout les mariages, ce n'est pas un homme qui les dissout, c'est Dieu ».

(15) Au moment de la rédaction du *Code civil*, en 1803, Bonaparte soutiendra aussi « qu'il n'est pas dans la nature des choses que deux êtres organisés à part soient jamais parfaitement identifiés ».

était œuvre humaine et non divine ; or ce que les hommes ont uni, un tribunal d'ici-bas peut le désunir (16).

Contre de telles doctrines, souvent destinées à justifier des cas particuliers et en tous cas si manifestement contraires à ses principes, issus d'une longue tradition, l'Eglise catholique réagit violemment.

Le Concile de Trente (1543-1560), dans sa 24^e session relative au sacrement de mariage, formula d'une manière plus intransigeante que jamais, le principe de l'indissolubilité absolue du mariage chrétien. Ce fut l'objet du 7^e canon : « Si quelqu'un dit que l'Eglise est dans l'erreur, quand elle enseigne, comme elle a toujours enseigné, suivant la doctrine de l'Evangile et des Apôtres, que le lien du mariage ne peut être dissous par le péché d'adultère de l'une des parties et que ni l'un ni l'autre, non pas même la partie innocente, qui n'a point donné sujet à l'adultère, ne peut contracter d'autre mariage pendant que l'autre partie est vivante, mais que le mari qui, ayant quitté sa femme adultère, en épouse une autre, commet lui-même un adultère, ainsi que la femme qui, ayant quitté son mari adultère, en épouserait un autre : qu'il soit anathème » (17).

En outre, dans le 5^e canon, le Concile repoussait le divorce pour cause d'absence, d'hérésie ou de cohabitation fâcheuse (18) ; dans le 8^e, il consacrait l'usage de la séparation de corps, et dans le 10^e il affirmait la supériorité idéale du célibat sur l'état du mariage.

La doctrine catholique ainsi formulée s'est transmise jusqu'à nos jours (19). Pour l'Eglise le mariage est toujours un sacrement. Les époux eux-mêmes en sont les ministres par l'échange de leurs consentements réciproques. Toutefois, pour mettre fin aux difficultés de preuve et aux abus résultant des nombreuses unions clandestines, le Concile de Trente ordonna à peine de nullité, la célébra-

(16) COULON, op. cit., page 147-149.

(17) Cette rédaction, assez embarrassée, était beaucoup plus tolérante que le premier projet élaboré ; elle fut établie à la demande des Vénitiens, craignant qu'une formule trop brutale ne leur suscitât des difficultés avec leurs sujets grecs, qui admettaient le divorce conformément aux usages des Eglises chrétiennes d'Orient.

(18) « Si quelqu'un dit que le lien du mariage peut être rompu pour cause d'hérésie, d'une cohabitation fâcheuse ou d'absence affectée de l'une des parties, qu'il soit anathème ».

(19) Cf. Encyclique de Léon XIII sur le mariage, du 10 février 1880, qui insiste sur le caractère de droit naturel de l'indissolubilité. Cet argument avait été produit dès le XII^e siècle par Yves de Chartres qui, contrairement aux enseignements classiques, en tira cette conséquence logique : le mariage de l'infidèle doit être aussi indissoluble que celui du chrétien. Cette conclusion retira d'abord à la théorie nouvelle la faveur de nombreux docteurs, mais, reprise par Saint Thomas d'Aquin (*Somme* contre les Gentils, II, 123), elle reçut à partir du XIX^e siècle une grande extension de la part des Pontifes romains qui, face, aux Etats laïques, y trouvèrent le moyen d'affirmer le principe de l'indissolubilité, même sur le terrain extra-religieux.

tion du mariage « in facie Ecclesiæ » : par le propre curé de l'une des parties en présence de deux ou trois témoins (20).

Le mariage n'étant qu'un sacrement religieux, l'Eglise a seule qualité pour en régler les conditions de validité et ceci à l'encontre de la subtile distinction, vulgarisée par les légistes régaliens, entre le sacrement et le contrat, le premier appartenant à l'Eglise et le second au pouvoir civil (21).

Toutefois la compétence de l'autorité séculière est reconnue en ce qui concerne les effets civils du sacrement (22).

C'est la distinction, bien connue dans l'Ancien Droit, « quoad vinculum » et « quoad effectus » : ce qui a trait au lien du mariage est la compétence des Officialités, les développements temporels de l'union appartenant aux juridictions civiles.

Logiquement appliquée, elle devait faire attribuer aux Officialités les procès en séparation de corps, puisqu'il s'agissait dans ces cas de relâcher le lien conjugal (23).

Telle fut en effet la solution universellement adoptée en France jusqu'au xvi^e siècle.

Mais à partir de cette époque, la doctrine et la jurisprudence séculières, travaillant à restreindre la compétence des juridictions ecclésiastiques dans le cadre de la théorie du contrat civil préexistant au sacrement, soutinrent qu'en matière de séparation de corps il ne s'agissait nullement de statuer sur la régularité du mariage, c'est-à-dire sur l'existence et la validité du lien engendré par le sacrement, mais seulement de dire si une union *régulièrement contractée* devait continuer à produire tous ses effets civils (autorité maritale) et pécuniaires (substitution à la communauté de la séparation de bien).

Ces prétentions, quelque peu hardies, furent néanmoins consacrées par les Parlements, grâce au mécanisme ingénieux des appels

(20) Ces canons disciplinaires du Concile de Trente ne furent pas reçus en France, mais par l'Ordonnance de Blois, en 1579, le roi en reproduisit les dispositions d'intérêt public, telles que celles-ci.

(21) « Cette distinction qui est plutôt une séparation, ne peut en effet être admise puisqu'il est reconnu que, dans le mariage chrétien, le contrat ne peut être séparé du sacrement et que, par conséquent, il ne saurait y avoir dans le mariage de contrat vrai et légitime sans qu'il y ait, par cela même, sacrement ». (Encyclique du 10 février 1880. Cf. GLASSON, *Le mariage civil et le divorce*, page 219).

(22) « L'Eglise n'ignore pas et ne méconnaît pas que le sacrement du mariage, qui a aussi pour but la conservation et l'accroissement de la société humaine, a des liens et des rapports nécessaires avec les intérêts humains. Ce sont là vraiment des conséquences du mariage, mais qui touchent aux matières civiles, et ces choses sont à bon droit de la compétence et du ressort de ceux qui sont à la tête de l'Etat ». (Même Encyclique).

(23) Cf. LEFEBVRE, op. cit., page 258.

comme d'abus (24), et, à partir du XVII^e siècle, ce sont les juges laïques qui, en France, tranchent les procès en séparation de corps (25).

Il en résulta une profonde transformation de l'esprit de notre droit en cette matière. Défavorable aux femmes, elle se rattache au durcissement général de notre droit privé à la fin de l'ancien régime. Dans une société fortement hiérarchisée, des tendances autoritaires se font jour : on veut de la subordination partout. Il en résulte notamment un renforcement très net de l'autorité maritale (26) aussi bien que de l'autorité paternelle (27).

Chez les Juristes règne à l'égard des femmes une méfiance un peu dédaigneuse. Bourjon par exemple, qualifie de « salutaire » l'incapacité qui préserve le ménage « de l'inexpérience, de la légèreté et des caprices de la femme » (28).

Sur le point particulier de la séparation de corps, contrairement aux traditions chrétiennes d'égalité entre les époux, il est fait une différence marquée entre le mari et la femme quant aux motifs les autorisant à agir (29).

L'adultère du mari n'est plus une cause de séparation pour la femme, même quand il entretient une concubine au domicile conjugal (30).

(24) Cf. DEPEYRE, *Le Divorce*, page 70, rapporte un arrêt du Parlement de Paris, de 1663, déclarant « qu'il a été nullement et abusivement procédé par l'Official de Châlons dans une demande en séparation de corps, la séparation de corps et de biens ne se jugeant que par les juges royaux et non point par les juges ecclésiastiques, ainsi que l'avait dit Monsieur l'Avocat Général Bignon dans ses conclusions conformes ».

(25) En Grande-Bretagne, les Cours d'Eglise resteront compétentes jusqu'en 1857.

(26) Cf. tirade d'Arnophe dans *l'Ecole des femmes* de MOLIÈRE, acte III, scène II, où la femme est exhortée à toutes les vertus de soumission : « Pour son mari, son chef, son seigneur et son maître ».

(27) Cf. *Traité de la Puissance paternelle*, par AYRAULT, dédié « à René Ayrault, son fils, soy-disant Jésuite », qui était entré dans cet ordre contrairement à sa volonté.

(28) Cf. OLIVIER-MARTIN, *Précis d'histoire du droit*, page 368.

(29) Cf. POTHIER, *Contrat de mariage*, N° 507. « L'union du mari et de la femme, qui est formée par Dieu même, et le pouvoir que chacun des conjoints donne sur son corps par le mariage à l'autre conjoint ne permettent à une femme de demander la séparation que pour de très grandes causes. Elle est obligée, dans le for de la conscience, à s'attirer, par sa douceur et ses complaisances, les bonnes grâces de son mari ; et si en faisant tout ce qui est en son pouvoir, elle ne peut y réussir, elle ne doit opposer que la patience aux mauvaises manières de son mari et même à ses mauvais traitements. Elle doit regarder cela comme arrivant par l'ordre de Dieu et comme une croix qu'il lui envoie pour expier ses péchés. Cela ne doit pas l'empêcher d'aller, dans toutes les occasions, au devant de tout ce qui peut faire plaisir à son mari, et elle ne doit pas le quitter, à moins que les choses ne soient portées aux plus grandes extrémités ».

Au XIII^e siècle déjà, Beaumanoir avait écrit : « Moult doit preudefame souffrir et endurer avant qu'elle se mette hors de la compagnie de son mari ».

(30) Cf. Claude de FERRIÈRE, sur l'article 224 de la coutume de Paris, titre X, citant un arrêt du Parlement de Paris du 7 avril 1756.

Au contraire l'adultère de la femme est, en toutes circonstances, pour le mari une cause péremptoire de séparation (31). La femme reconnue coupable de ce crime, est très durement traitée : elle est déchue de son douaire et de sa reprise de dot. Enfermée dans un couvent comme sous Justinien, elle est, si son mari n'a pas consenti à la reprendre dans les deux ans, rasée, voilée et condamnée à terminer ses jours dans la communauté. Veuve, elle peut toutefois sortir du monastère si elle trouve à se remarier.

D'une manière générale et conformément à la tradition, la valeur des motifs allégués était librement appréciée par les juges (32). Mais il s'était formé sur ce point une jurisprudence à peu près fixe. En dehors du cas précité d'adultère de la femme, le mari ne pouvait guère la réclamer. On pensait en effet que, disposant de pouvoirs étendus, il lui était facile de la mettre à la raison sans recours à la justice. Si toutefois elle le maltraitait trop, il avait le droit de la faire emprisonner (33).

La femme, au contraire, se voit accorder la séparation si son mari la brutalise ou l'injurie indignement, s'il refuse d'exécuter la sentence qui l'avait condamné à lui fournir des aliments, ou encore s'il l'a calomnieusement accusée d'un crime capital.

Mais comme au Moyen-Age, les maladies les plus terribles, les

(31) « La raison de différence est évidente, écrit POTHIER au n° 516 de son *Contrat de mariage*. L'adultère que commet la femme est infiniment plus contraire au bon ordre de la société civile, puisqu'il tend à dépouiller la famille et à en faire passer les biens à des enfants adultérins qui y sont étrangers ; au lieu que l'adultère commis par le mari, quoique très criminel en soi, est à cet égard sans conséquence. Ajoutez qu'il *n'appartient pas à la femme qui est un être inférieur, d'avoir aucune inspection sur la conduite de son mari, qui est son supérieur*. Elle doit présumer qu'il lui est fidèle et la jalousie ne doit pas la porter à faire des recherches de sa conduite ».

On ne saurait mieux poser le conflit entre la loi morale et l'intérêt social. Toutefois les dernières considérations sont fâcheuses. Juvénal déjà, s'était plaint de cette différence (*Cf. GLASSON, op. cit., page 249*) : « *Dat veniam corvis, vexat censura columbas* ».

Parmi les Pères de l'Eglise, Saint Jérôme (*Œuvres, tome 1^{er}, colonne 455*), s'était prononcé, en termes parfaitement nets, pour l'égalité stricte entre les époux : « *Apud nos, quod non licet fœminis, œque non licet viris et eadem servitus pari conditione censetur* ».

(32) Comme de nos jours, la séparation volontaire des époux ne produisait aucun effet de droit. De même l'aveu du conjoint coupable n'était pas regardé comme une preuve suffisante, de crainte que par ce moyen détourné, on ne parvienne à la séparation amiable.

(33) On goûtera à ce propos toute la saveur de ce passage de Denisart (*Collections de décisions nouvelles, V^o Séparation d'habitation*) : « La justice doit écouter les plaintes des maris qui se trouvent dans cette malheureuse position, et doit, selon moi, ordonner la réclusion des femmes qui se sont portées à certains excès envers leurs maris. Ce ne serait pas assez d'ordonner qu'une femme convaincue de voies de fait et d'avoir été le tyran de son mari, sera enfermée dans un couvent ; une infinité de femmes qui ont passé leurs jours dans les exercices de la vertu (mais qui s'en écartent en cette partie et deviennent le supplice de leurs époux), font leurs délices d'une pareille retraite et ce serait plutôt les récompenser que les punir ; en leur imposant une pareille obligation, on doit les frapper par des endroits plus sensibles ».

difformités, la folie, n'autorisaient jamais les époux à se séparer. En effet, c'est alors un devoir pour le conjoint valide de soigner l'autre.

Quant à l'hérésie du mari, elle était admise avant 1685 comme cause de séparation en faveur de la femme, pour éviter qu'elle ne soit gagnée à son tour (34). Mais, après la Révocation de l'Edit de Nantes, de par la fiction légale de l'unité religieuse, il n'en pouvait plus être question (35).

La séparation de corps entraînait non la rupture, mais le relâchement du lien du mariage, la femme était déchargée de l'obligation de cohabiter avec son mari ; séparée de biens, elle devenait libre d'administrer les siens, sauf toutefois à obtenir l'autorisation maritale pour les actes de disposition.

L'éducation des enfants était confiée à l'époux innocent.

A la fin de l'Ancien Droit, la séparation de corps apparaît donc comme une demi-mesure aux dissensions conjugales, assez fréquentes avec l'extension du nombre des mauvais ménages. Plus étroite et plus injuste que celle du Moyen-Age, elle est conçue par les juridictions séculières dans un esprit de restriction très net de peur d'un usage trop étendu. En effet alors que dans la jurisprudence des Officialités elle était à durée indéterminée : jusqu'à la réconciliation souhaitée des époux, les Parlements tendent maintenant à la prononcer à toujours : c'est un régime nouveau et durable qui est instauré.

Le respect du principe de l'indissolubilité sera toujours marqué par ce fait que, du vivant des conjoints, le devoir de fidélité subsiste (36) et surtout nulle autre union légitime n'est pour eux possible.

Telle était la sévérité de la loi sur ce point, qu'elle ne souffrit jamais la moindre exception, même de la part des protestants (37), auxquels leurs croyances religieuses le permettaient cependant (38).

(34) Exemple : Séparation d'Isaac le Maistre et Catherine Arnaud.

(35) Cf. POTHIER, *Contrat de mariage*, n° 513.

(36) Le mari séparé peut encore poursuivre sa femme pour cause d'adultère.

(37) Sauf ceux d'Alsace, en vertu des traités de Westphalie.

(38) Dans son *Journal de Jurisprudence*, LEBRUN rapporte le cas suivant : « A la Rochelle le sieur Gautier et la femme Jacqueline Pousseau, tous deux protestants, avaient contracté mariage. Plus tard ne pouvant se supporter, ils divorcèrent conformément à leur dogme religieux. Ils vécurent donc chacun de son côté et contractèrent de nouveau mariage. Le gouverneur ayant appris ces faits, les fit appréhender et les condamna à être exposés pendant deux heures devant le Palais, attachés chacun à un collier, l'homme avec deux quenouilles, la femme avec deux chapeaux, après quoi il leur fut enjoint de s'en retourner ensemble et défendu de se remarier, sous peine de la vie ».

Seuls les Juifs pouvaient depuis Henri II, par tolérance, se marier et divorcer selon leurs usages (39).

Une jurisprudence aussi sévère, bien conforme aux tendances autoritaires du milieu social, devait être âprement critiquée au XVIII^e siècle par les Philosophes.

(39) La justice royale tint même compte, le cas échéant, de leurs divorces. Cf. Jugement du Châtelet de Paris en 1762, affaire Peixotto contre Sarah Mendès d'Acosta. Cf. MERLIN. *Dictionnaire universel et raisonné de jurisprudence*. Paris, 1812. V^o Divorce, p. 748.

CHAPITRE II

L'OPINION AU XVIII^e SIÈCLE

I. — LA THEORIE DU MARIAGE — CONTRAT CIVIL

Le XVIII^e siècle donne naissance, à partir de 1750, à un courant d'idées favorable au divorce. Cette offensive s'accompagna de très vives attaques contre l'Eglise romaine, à juste titre considérée comme l'initiatrice et le soutien inébranlable de l'indissolubilité, dont le triomphe n'avait été définitivement assuré que par l'application à la Chrétienté entière des règles canoniques

Tous les protagonistes du divorce à cette époque, après s'être efforcés de démontrer que c'était là une institution de tous les temps et de tous les lieux, en expliquent la disparition dans les pays catholiques par les intrigues des papes, visant à l'hégémonie universelle et entrevoyant dans le maniement des dispenses un puissant levier d'influence politique.

Cette thèse était de nature à obtenir un vif succès puisqu'elle flattait tout à la fois les tendances anticatholiques profondes des Philosophes, les rancunes des Jansénistes et jusqu'aux vellétés d'indépendance des Gallicans.

Or, s'il était assez facile aux « divorciaires » d'invoquer à l'appui de leur plaidoyer les pratiques matrimoniales contemporaines, c'était précisément qu'à la suite d'une série de déviations singulières, le mariage tel qu'il était conçu au XVIII^e siècle dans les classes élevées au milieu desquelles évoluaient ces écrivains, était bien peu conforme à l'idéal catholique traditionnel.

Par le christianisme le mariage avait toujours été considéré, nous l'avons vu, comme un acte d'une suprême gravité, promu

d'ailleurs à la dignité de sacrement, et dans lequel le premier rôle devait être joué par la volonté des contractants. L'élément consensuel et intentionnel était mis au premier plan, à tel point que jusqu'au concile de Trente, on n'avait attaché aux formes extérieures qu'une importance tout à fait secondaire.

Aussi l'Eglise, n'ayant aucun souci de la diversité des conditions (1), n'avait-elle jamais admis que l'autorisation des parents, qu'elle conseillait d'ailleurs fortement d'obtenir, fût une condition de validité du mariage et proclamait-elle valables les unions clandestines, contractées en dehors de cette autorisation.

Ce qu'elle redoute en effet avant tout, c'est le désordre des mœurs, que les parents ne pourraient éviter, même s'ils pouvaient empêcher le mariage.

Or, une nette opposition était vite apparue entre ces conceptions très morales du droit canonique et celles des juristes séculiers de notre ancienne France, porte-paroles d'une société civile très aristocratique redoutant les mésalliances et comptant pour les entraver sur l'autorité paternelle.

L'ambition suprême des pères de famille était d'assurer splendidement l'avenir de leur lignée. Pour y parvenir, le droit successoral leur offrait certes de nombreux moyens : système des substitutions fidéicommissaires, droit d'ainesse. Mais les mariages n'étaient-ils pas eux aussi, en cette matière, d'une importance capitale ? N'était-ce pas par des alliances brillantes ou fructueuses que serait assurée la pérennité du nom ?

Il convenait dès lors de se prémunir contre ces unions clandestines des enfants, susceptibles de ruiner les meilleurs calculs des parents ambitieux.

Sans doute le concile de Trente, obstinément fidèle aux traditions chrétiennes, avait-il rejeté la demande des ambassadeurs du Roi de France, tendant à faire déclarer nuls, comme non valablement contractés, les mariages des mineurs de vingt-cinq ans passés sans le consentement familial. Mais les Edits de 1557 et 1639, portant la lutte sur un autre terrain des plus efficaces, étaient venus frapper les mineurs insubordonnés de graves déchéances successorales (2).

Et c'est précisément dans le même but de réduire à néant l'empire des prescriptions canoniques, que les légistes du dernier siècle

(1) Au Moyen-Age, contrairement aux réglementations séculières, elle avait toujours reconnu la validité des formariages.

(2) Edit de 1557 : Les parents peuvent par une clause expresse les priver de leur part de succession.

Edit de 1639 : Ils sont automatiquement déchus de tous leurs droits héréditaires, sauf dispositions contraires de leurs auteurs.

de notre Ancien Droit s'étaient emparés de la théorie ingénieuse du mariage-contrat civil, habilement imaginée par certains théologiens du Moyen-Age (3).

Pour les canonistes, sacrement et contrat étaient, dans le mariage, intimement confondus, le premier absorbant le second.

Pour les légistes royaux au contraire, travaillant sur des données bien antérieures, le contrat naturel d'association entre les époux doit être nettement distingué du sacrement, auquel il préexiste, de telle sorte que le contrat absent, il ne peut plus y avoir sacrement, à ce dernier n'étant plus dévolu qu'un rôle purement sanctifiant (4).

Or ce contrat, dont le rôle est si capital dans le mariage, doit être, comme toute autre convention, régi par la législation civile quant à ses formes, ses empêchements et ses nullités, et c'est à bon droit qu'une Ordonnance royale viendrait déclarer nuls comme non valablement contractés, les mariages des mineurs de vingt-cinq ans passés sans le consentement de leurs parents.

Cette théorie fut pour la première fois formulée avec précision en 1677, dans des circonstances caractéristiques.

C'était au début du conflit entre Louis XIV et le Pape dans l'affaire de la Régale universelle, moment où le gallicanisme atteint à son apogée.

Un théologien, nommé Launoi, venait de publier en 1674 un gros ouvrage latin (5), où il affirmait avec la plus grande force les droits de la puissance séculière sur le mariage, lorsque, peu de temps après, paraissait une thèse de théologie catholique dont l'auteur : Gaston Chamillard, soutenait les principes inverses résumés en cette proposition : « Les princes souverains ne peuvent faire dans leurs Etats des lois et empêchements dirimant les mariages, l'autorité ecclésiastique étant seule investie de ce droit ».

Le Parlement, imbu de gallicanisme et défenseur naturel des prérogatives de l'Etat, se saisit aussitôt de l'affaire. L'audacieux et jeune docteur fut traduit devant lui et, le 16 Février 1677, à ses théories subversives quoique très traditionnelles, Talon, avocat du Roi, opposait la doctrine officielle :

« Les mariages, disait-il, par leur nature, leur objet et leur fin,

(3) Sur les origines de cette doctrine en théologie cf. ESMEIN, op. cit., T. 1^{er}, p. 83 et ss.

(4) Cf. DENIZART, op. cit. C'est selon les écrivains religieux l'erreur de Justinien qui, en 528, avait cru que le sacrement sanctifiait, mais n'unissait pas, le prêtre n'accomplissant qu'un acte de témoignage.

(5) « Regia in matrimonium potestas vel tractatus de jure sæcularium Principum Christianorum in sanciendo impediendis Matrimonium dirimantibus.

sont des contrats civils... Rendre ce contrat légitime ou valide, rendre les personnes qui contractent habiles ou inhabiles au mariage, c'est l'effet d'un pouvoir souverain sur le temporel. Si donc l'Eglise représentée par les conciles, par le pape et par les évêques (6), a le droit d'établir des empêchements qui annulent les mariages, elle aura le pouvoir de faire des lois civiles qui regardent purement le temporel. Ce qui causerait un renversement et une confusion des puissance ecclésiastique et séculière. » (7)

L'orateur terminait en affirmant que seuls les Princes peuvent mettre aux mariages des empêchements dirimants. Ils le faisaient à l'origine. Si par la suite, ils avaient « délégué » à l'Eglise l'exercice de cette prérogative, il aurait été absolument inexact d'en tirer cette conclusion qu'ils avaient entendu en faire l'abandon définitif (8).

Le président Lamoignon, prenant la parole après Talon, soutint le même raisonnement : « Le mariage, déclara-t-il, se rapporte à l'Eglise en tant que sacrement, mais il dépend du prince séculier en tant que contrat civil : de sorte que si l'Eglise peut faire des conditions dirimantes à l'égard du sacrement, le prince a aussi ce pouvoir à l'égard du contrat ».

Précisant sa pensée, il ajoutait même par allusion aux préoccupations contemporaines : « Si le contrat est nul *par défaut de consentement légitime*, le sacrement ne peut y être attaché, non plus que la forme ne peut subsister sans la matière ».

Chamillard, dont la thèse était si nettement condamnée, dut rétracter ses théories.

La doctrine du mariage-contrat civil ainsi dégagée, fut reproduite au XVIII^e siècle d'une manière à peu près textuelle par presque tous les civilistes.

Claude de Ferrière dans son « Dictionnaire de droit et de pratique », V^e Mariage, écrit par exemple :

« Le sacrement de mariage suppose une convention qui précède et cette convention est un contrat civil qui est dans le pouvoir de l'Etat et du Prince. Il dépend de la prudence de celui-ci de le

(6) On remarquera l'ordre suivi : les conciles passent les premiers, avant le Pape.

(7) Théorie gallicane de la distinction des pouvoirs, spirituel et temporel, dont l'origine remonte au conflit de Philippe le Bel avec Boniface VIII, au début du XIV^e siècle.

(8) Cet argument sera souvent reproduit par nos anciens jurisconsultes : Cf. LE RIDANT, *Code matrimonial* : « Le droit de l'Eglise en matière de juridiction matrimoniale n'est qu'une simple tolérance du prince, qui ne peut à la longue tourner en prescription, car les droits qui constituent la souveraineté sont imprescriptibles et incommunicables ».

régler, par exemple *par rapport au pouvoir des pères et mères, tuteurs et curateurs* ».

« De manière que lorsque le contrat est nul *par défaut de consentement légitime*, le sacrement n'y peut être attaché, non plus que la forme ne peut subsister sans la matière ».

Il ajoute que si l'Eglise était souveraine dans cet ordre, il en résulterait un anéantissement de la volonté du prince.

De même pour Pothier (« Contrat de mariage »), le sacrement est « une qualité qui survient au contrat », mais ne saurait exister quand celui-ci est nul.

Or le mariage comme tous les autres contrats doit être soumis aux lois de la puissance séculière établie par Dieu pour faire régner l'ordre dans la société civile, et ce serait à juste titre que les Princes pourraient en déterminer souverainement les conditions de fond ou de forme (9).

Dans une telle conception le sacrement-forme, auquel sont limités les droits de la puissance ecclésiastique, devient l'accessoire et presque l'esclave du contrat-matière. Néanmoins c'est encore un accessoire nécessaire : pour qu'il y ait mariage légitime, il faut la réunion des deux éléments.

Mais au XVIII^e siècle, dans le but de fournir aux protestants un état-civil régulier, quelques auteurs allèrent audacieusement jusqu'au bout du système et enseignèrent qu'il pouvait y avoir mariage valable au point de vue civil sans aucun sacrement, par l'existence du seul contrat.

« Le sacrement, disent-ils, ne fait pas le mariage, il sanctifie seulement un contrat préexistant ».

Dès lors, que les protestants ou même les catholiques tièdes ne reçoivent pas le sacrement, leur union n'en sera pas moins *civilement valable*, quoique privée des grâces que l'Eglise attache à sa réception (10). Même au point de vue religieux, ajoute-t-on, une telle solution n'aurait que des avantages, car le sacrement ne serait pas profané par des gens susceptibles de le recevoir dans des dispositions d'esprit absolument contraires.

Ainsi la théorie du mariage-contrat civil, initialement imaginée pour obvier au mariage des fils de famille, était utilisée à la solution d'un problème extrêmement ardu et préoccupant : la valida-

(9) Analogie avec les idées de Luther déjà rapportées.

(10) Cf. LE RIDANT, « Deux questions importantes sur le mariage », p. 186 : « Leur mariage à la vérité ne sera pas béni par le sacrement que Jésus-Christ a établi pour cet effet dans son Eglise, mais il ne laissera pas pour cela d'être un véritable mariage ».

tion des mariages protestants, qui, n'ayant pas été contractés devant un prêtre catholique, ne pouvaient produire d'effets civils.

Les préoccupations qui avaient inspiré nos légistes dans cette recherche, étaient d'ordre très pratique : on voulait trouver le moyen technique de sortir d'une impasse gênante.

Or leurs développements devaient être repris sur le plan, beaucoup plus général, de la tolérance religieuse et de la liberté de conscience par les philosophes, surtout Voltaire, dans son « Dictionnaire philosophique » :

« Le mariage, écrit-il (11), est un contrat du droit des gens dont les catholiques romains ont fait un sacrement. Mais le sacrement et le contrat sont deux choses bien différentes : à l'un sont attachés les effets civils, à l'autre les grâces de l'Eglise. Ainsi lorsque le contrat se trouve conforme au droit des gens, il doit produire les effets civils. Le défaut de sacrement ne doit opérer que la privation des grâces spirituelles ».

Le raisonnement est très simple : les catholiques considèrent le mariage comme un sacrement, libre à eux, mais qu'ils n'imposent pas leur doctrine à ceux qui pensent différemment, les privant de tous les effets civils attachés aux unions légitimes.

Les mêmes idées se retrouvent à l'article « Droit canonique » : « Il faut distinguer deux parties dans le mariage : d'une part le contrat civil ou l'engagement naturel, qui est une union légitime de l'homme et de la femme pour avoir des enfants, pour les élever et leur assurer le droits des propriétés, sous l'autorité de la loi ; et d'autre part le sacrement ou la cérémonie sacrée ». Or, affirme à nouveau le philosophe, « le mariage peut subsister avec tous ses effets naturels et civils indépendamment de la cérémonie religieuse ».

Le contrat est en effet la chose du prince qui peut le réglementer librement, y apposer tous empêchements qu'il veut et même — voici ce qui est nouveau et nous intéresse particulièrement — *le déclarer dissoluble par le divorce*. Voltaire (12) cite en modèle Joseph II, qui, dans une nouvelle législation, a donné au mariage le caractère d'un contrat civil, « ce qu'il doit être », et autorisé le divorce « sans exiger d'autre motif que la volonté constante des époux ».

Il termine par cette boutade : « Ce grand exemple sera suivi par les autres nations de l'Europe quand elles commenceront à sentir qu'il n'est pas plus raisonnable de consulter sur la législation les théologiens que les danseurs de corde ».

Pour Voltaire, instituer le mariage civil c'est donc arracher à

(11) *Dictionnaire philosophique*, V^o Mariage.

(12) *Dictionnaire philosophique*, V^o Adultère.

la tutelle de l'Eglise catholique une institution des plus importantes pour la société et dont les règles constitutives doivent être l'œuvre exclusive du Prince, statuant en dehors de toute considération religieuse avec la seule préoccupation de l'intérêt de l'Etat et du respect des principes philosophiques de raison et de justice.

Après cet exposé de l'évolution aux XVII^e et XVIII^e siècles de la théorie du mariage-contrat civil, une question doit être élucidée : Dans quelle mesure a-t-elle contribué à la répudiation des principes anciens d'indissolubilité et au triomphe du divorce en 1792 ?

Il faut distinguer : il semble bien qu'elle n'ait pas été très clairement aperçue du grand public, peu accessible aux raisonnements juridiques d'un caractère si abstrait. Pour la très grande majorité, même des esprits cultivés, le mariage est toujours demeuré étroitement lié à des notions religieuses exclusives de la liberté de divorcer. Il est à cet égard très frappant de noter qu'entre 1750 et 1792 presque tous les écrivains favorables au divorce se sont évertués, nous le verrons plus loin, à démontrer que, même sur le terrain religieux et à ne considérer que les traditions historiques et les dogmes de l'Eglise catholique, le divorce devait être permis, sa prohibition n'étant due qu'à l'interprétation abusive des textes sacrés par certains Papes.

Toutefois il ne faut pas oublier que la sécularisation du mariage opérée par la loi du 20 Septembre 1792 en même temps que celle de tous les actes de l'état-civil, fut l'œuvre de juristes très imbus des vieux principes gallicans et jansénistes et notamment de la distinction dans le mariage entre le contrat civil et le sacrement.

Or dès que le mariage se trouvait soustrait à la compétence de la seule religion qui interdise le divorce pour devenir la chose de l'Etat, rien ne s'opposait plus à ce qu'il fût déclaré dissoluble, si cela apparaissait conforme, sur un plan purement temporel, à l'intérêt de ce même Etat.

Voilà en quoi l'on peut dire que, d'une manière assez tortueuse certes, la théorie du mariage-contrat civil a conduit à l'introduction du divorce en France sous la Révolution.

Et il est vraiment curieux de constater l'usage qui en fut fait, bien différent de celui qui lui avait été initialement assigné.

Pour ses promoteurs, nos anciens civilistes, qui participaient aux aspirations de la société ambiante, il s'agissait « de contribuer à la prospérité des Etats en assurant le maintien de la société existante et de ses traditions par des mariages entre personnes de même rang et de même fortune, avec l'assentiment des parents » (13).

(13) OLIVIER-MARTIN. *La crise du mariage dans la législation intermédiaire*. Thèse de droit, Paris, 1901, pages 25-26.

C'était donc dans un esprit très nettement conservateur qu'après avoir séparé le contrat civil du sacrement, ils le livraient au Prince pour que lui soient apposés tous les empêchements susceptibles de contrarier les mésalliances des fils de famille.

Les mêmes préoccupations les conduisaient tout naturellement à repousser d'une manière catégorique le divorce ; si en effet l'intérêt de l'Etat et celui des familles réclamait des unions conformes aux convenances, il fallait aussi qu'elles fussent indissolublement scellées.

Même si la religion avait autorisé le divorce et le remariage des époux, les traditions de notre Ancienne France eussent commandé au Prince de déclarer le contrat civil indissoluble (14).

Ce n'était donc pas uniquement par soumission aveugle aux dogmes d'une religion d'Etat que l'indissolubilité était admise, mais parce qu'elle s'adaptait très exactement aux sentiments et aux aspirations du milieu social.

Mais ce principe établi que le mariage devait être livré à la discrétion entière du législateur civil, rien ne pouvait plus empêcher celui-ci, poursuivant en 1792 le but avoué de rompre les cadres rigides de la société d'Ancien Régime par « l'établissement de la liberté dans les familles », de proclamer, comme l'avait demandé Voltaire, l'union conjugale dissoluble par le divorce sur la base du mariage simple contrat civil, soustrait à toute influence et à toute autorité religieuse.

D'une théorie si conservatrice à ses origines devait être fait un usage absolument révolutionnaire.

(14) Thèse soutenue en 1757 par l'Avocat Général SÉGUIER au cours des débats du procès Borach-Lévy devant le Parlement de Paris : « Même si les lois de l'Eglise admettaient le remariage, vous n'autoriseriez jamais dans l'Etat politique un système aussi dangereux ». Le Parlement suivit l'Avocat Général et s'appuyant sur le caractère de droit naturel de l'indissolubilité du mariage, refusa à Borach-Lévy, Juif converti au catholicisme, le droit de se remarier avec une catholique, suivant les principes canoniques anciens. Cf. O. MARTIN, op. cit., page 45.

II. — LES ABUS DE LA POLITIQUE MATRIMONIALE D'ANCIEN REGIME ET LES CAMPAGNES EN FAVEUR DU DIVORCE

Ainsi, comme l'a bien noté M. Glasson (1), « l'introduction du divorce n'a jamais été demandée par les juristes, ce sont les philosophes du XVIII^e siècle qui, les premiers, ont proposé de supprimer l'indissolubilité du mariage ».

Nos anciens jurisconsultes ne travaillaient en effet, nous venons de le montrer, qu'à consolider l'ordre établi en donnant à l'Etat, mené par le Roi, les moyens d'action nécessaires.

Mais, cherchant à restreindre la compétence ecclésiastique en matière de mariage pour étendre parallèlement les prérogatives de leur maître, ils se rencontrèrent avec les Philosophes, eux aussi animés d'hostilité envers l'Eglise pour des raisons absolument inverses.

Alors que les légistes ne s'étaient heurtés à l'Eglise que parce qu'elle les avait contredits dans leur effort de conservatisme social et politique, les Philosophes, au contraire, entrent en lutte avec elle parce qu'elle contrecarre leurs tentatives de rénovation des institutions établies.

Au XVIII^e siècle en effet, la Monarchie, successivement menée par deux princes, l'un intelligent, mais indolent et débauché, l'autre honnête, mais faible et hésitant, s'abandonne visiblement : les institutions traditionnelles, souvent techniquement améliorées, ne reçoivent plus l'impulsion directrice et continue qui leur est nécessaire. Les résultats obtenus ne le sont plus que par des initiatives individuelles généralement éphémères. Instabilité du Gouvernement après le départ de Fleury, crise financière endémique, désordre dans les mœurs, alors qu'une vie intellectuelle des plus brillantes anime la capitale et les grandes villes, tel est le tableau de la France sous Louis XV et Louis XVI.

C'est alors qu'interviennent les Philosophes, pléiade d'esprits libres et curieux qui aux maux du temps cherchent à appliquer les remèdes appropriés. Par réaction contre les tendances autoritaires du milieu ambiant, convaincu des vertus de la soumission aux autorités établies et aux traditions anciennes, ils ont recours aux seules lumières de la raison pure pour bâtir, à grand renfort de vues a priori, une société nouvelle exempte des vices de celle qu'ils ont sous les yeux.

(1) GLASSON, op. cit., page 252.

C'est justement dans cet effort, souvent utopique, de construction qu'ils s'opposent inévitablement à l'Eglise catholique fortement organisée et hiérarchisée, dont les préceptes sont eux, au contraire, la résultante d'expériences séculaires.

Les Philosophes ne pouvaient que se dresser contre une telle religion qui, usant largement du principe d'autorité, « les condamnait à d'humbles attitudes et à de dociles pensées ».

Sur le terrain du mariage le conflit devait être particulièrement aigu.

Trop souvent cette institution n'était plus conçue dans les classes élevées et riches que comme instrument d'expansion politique pour la famille, l'exemple étant donné par la famille royale. Le mariage était plutôt un pacte politique entre deux familles que l'union de deux époux, déviant ainsi très nettement de ses buts traditionnels.

« Au XVIII^e siècle, écrit M. Glasson (2), le mariage avait perdu une partie de sa dignité, autant par la manière dont il se contractait dans les hautes classes, que par l'oubli des devoirs qu'il crée entre époux. Le duc de Luynes à 14 ans épousait Mlle de Neufchâtel qui en avait 13 ; le célèbre Maréchal de Richelieu qui devait à 84 ans contracter un troisième mariage, avait célébré à 15 ans ses premières noces ; la Reine d'Espagne, femme de Philippe V, s'était mariée à 13 ans ; Marie-Antoinette à 14 ans et demi ».

Il en résultait que pour nombre de jeunes « roués » se marier c'était se plier à l'empire des convenances, accomplir un rite obligé et presque banal, en se livrant parfois à une opération fructueuse de l'ordre politique. Après, on pourrait légitimement donner libre cours à toutes ses passions ou même à tous ses vices. De fidélité conjugale il n'était naturellement plus question (3).

Ces cas, fréquents dans les milieux éclairés, devaient fournir aux Philosophes un thème facile de critique du mariage chrétien indissoluble et les conduire tout aussitôt à l'éloge du divorce qui permettrait de rompre des liens fictices et de mettre fin aux tourments des époux honnêtes.

Ainsi s'expliquent et se justifient dans une certaine mesure les tirades de Diderot ou du Comte d'Antraigues contre les convenances et les usages qui ont corrompu, de manière si fâcheuse, les mœurs pures de l'humanité primitive.

En fait, rendre la religion et ses enseignements responsables de situations aussi déplorables, c'était oublier que l'état de choses

(2) Op. cit., page 256.

(3) Cf. *Lettre du Marquis de C...*, citée plus loin, p. 77, note 4, et extraite d'OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 53.

contemporain était en contradiction flagrante avec les principes de cette même religion.

Le mariage auquel s'en prennent les Philosophes n'est plus le mariage chrétien, pas plus d'ailleurs que n'était conforme aux règles traditionnelles le recrutement de nombreux membres des clergés catholiques séculier et régulier (4).

Mais il n'en est pas moins certain que de si graves déviations facilitaient singulièrement la tâche de ces écrivains, poursuivant le but de réformer profondément le régime établi, et devaient les induire à rechercher les causes de cette décadence du mariage et à organiser sur des bases « plus rationnelles », comportant notamment le divorce, « cette institution vieillie et si fâcheusement corrompue ».

Les solutions données au problème furent très nuancées suivant le génie particulier et les préoccupations de chaque auteur. Certes tous s'élèvent contre l'indissolubilité et prônent le divorce, mais le ton et la méthode employés diffèrent beaucoup.

Ainsi faut-il distinguer avec M. Olivier-Martin, parmi les Philosophes, les gens sérieux, qui traitent de la question avec toute la gravité et la pondération désirables, des facétieux qui, par de frivoles récits et de spirituelles boutades, visent à discréditer des institutions respectées comme le mariage, ou enfin des audacieux qui, rompant brutalement tous les cadres existants, échafaudent les constructions les plus hardies, voire même les plus utopiques.

Certains ont écrit sur le divorce parmi beaucoup d'autres questions, dans des ouvrages importants destinés à présenter des vues générales sur tous les problèmes d'actualité. Ce sont les Grands Philosophes.

D'autres au contraire, aux alentours de 1770 d'abord, puis au début de la Révolution, entre 1789 et 1792, ont cherché à créer un mouvement d'opinion en faveur de cette institution par la publication de courtes brochures, exclusivement consacrées à la réforme du mariage. Ces publicistes, dont certains sont pleins de valeur, ont souvent obtenu, tels Philibert et Hennet, le plus grand succès.

(4) Des filles prennent le voile, des cadets se font d'Eglise sans qu'une vocation bien profonde se soit manifestée en eux ; mais ce qu'on veut c'est laisser à l'aîné la plus grande part possible de succession pour sauvegarder « la splendeur du nom ». Des influences séculières très marquées s'exercent sur la collation des bénéfices depuis le Concordat de 1516. Au XVIII^e siècle, contrairement aux traditions égalitaires de l'Eglise, le haut-clergé est presque exclusivement composé de prélats de haut lignage, mais parfois bien peu religieux quant au fond, tels le Cardinal de Rohan, évêque de Strasbourg ; Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, puis de Sens ; Talleyrand, évêque d'Autun.

Suivant l'ordre chronologique, nous allons tous les passer en revue (5).

Mais il nous faut dès l'abord souligner qu'à la fin du xvi^e siècle déjà, et au début du xvii^e, le principe d'indissolubilité avait été l'objet d'attaques très vives.

Montaigne dans ses « Essais » en fait la critique et dans le « Traité de la Sagesse » composé par son disciple Charron, « le Patriarche des esprits forts », le mariage indissoluble était si violemment pris à parti que l'édition de ce livre parue en 1604 dût être expurgée avant de recevoir l'approbation royale.

Bodin, dans sa « République », recommande lui aussi l'établissement du divorce, mais ses idées furent reprises sur ce point avec plus d'ampleur, cent cinquante ans plus tard, par son disciple et commentateur : le Président Lavie, du Parlement de Bordeaux, dans un ouvrage paru en 1764 : « les Corps politiques ».

Au milieu des guerres de religion des polémiques s'étaient même engagées entre partisans et adversaires du divorce et des brochures avaient été publiées de part et d'autre (6).

Au xviii^e siècle la même discussion reprend, avec plus d'ampleur et de diversité.

Parmi les grands Philosophes c'est Montesquieu qu'il faut placer en tête des modérés, du moins le Montesquieu assagi de « l'Esprit des Lois ». Naturellement conduit à la tolérance par ses études de droit comparé, il en a dégagé le principe de la relativité des lois en rapport avec les climats, et il professe un certain scepticisme quant à l'immuabilité des vérités politiques et religieuses. Toutefois, désireux de ne pas choquer ses lecteurs et d'éviter à ses œuvres les rigueurs de la censure, il enveloppe sa pensée de continuelles réticences dont l'obscurité le rend parfois difficilement intelligible. Du moins y gagne-t-il, comme le fait remarquer M. Olivier-Martin, de toujours pouvoir opposer à ses détracteurs quelque petite phrase très orthodoxe extraite d'un passage de l'esprit le plus libre.

Pour le divorce, Montesquieu, comme à l'habitude, ne se prononce pas avec netteté, du moins si l'on s'en tient à la lettre de

(5) Nous définirons seulement les tendances générales de chaque auteur, quitte à réunir dans un autre paragraphe tous les arguments présentés par eux en faveur du divorce, ceci dans le but d'éviter autant que possible les redites.

(6) En 1581, « *Traité de la dissolution du mariage par l'impuissance et froideur de l'homme ou de la femme*, dont l'auteur : Antoine HOTMAN, réclame l'établissement du divorce dans ces 2 cas. Cf. Marcel CRUPPI. *Le divorce pendant la Révolution, th. de dr.*, Paris 1910, p. 9. — Ed. ESMEIN, op. cit., T. II, p. 311. En sens contraire paraît en 1586 un « Discours sur le divorce qui se fait par l'adultère et s'il est permis à l'homme de se remarier », dont l'auteur anonyme s'efforce de réfuter une fois pour toutes les arguments historiques des « divorciaires » et de leur « remontrer combien ils faillent lourdement afin que nul cy-après ne choppe ». Cf. CRUPPI, op. cit., p. 11.

ses écrits, sans faire appel au contexte. Il y a là un exemple tout à fait caractéristique de sa méthode.

Il commence par admettre l'indissolubilité, mais uniquement parce que cela est conforme aux conceptions du milieu social dans lequel il vit (7). Par contre, un peu plus loin, il prend bien soin de souligner tout l'intérêt qu'a la loi civile à réglementer le mariage (8), et il ne manque pas d'appuyer, par la même occasion, sur l'utilité civile et politique du divorce (9), allant jusqu'à blâmer Justinien d'avoir défendu à la femme de se remarier quand elle n'était point arrivée à la certitude de la mort de son mari par la déposition et le serment du chef, « tout cela parce qu'il n'avait en vue que le respect de l'indissolubilité alors que l'intérêt public et particulier réclamait une solution contraire ».

Conclusion de notre auteur : « les choses qui doivent être réglées par les principes du droit civil, peuvent rarement l'être par les principes des lois de la religion » (10).

En somme, « le divorce n'étant pas contraire à la nature et ayant une grande utilité politique et même civile, n'est écarté que parce qu'une religion d'Etat a légiféré en la matière », conformément aux mœurs présentes de la Nation. Mais c'est loin d'être la solution idéale et, « vienne un Gouvernement dont l'un des principes fondamentaux soit l'indépendance du pouvoir laïque et la liberté des cultes, cette institution se trouvera nécessaire » (11).

Donc sans que Montesquieu ait traité la question de front et à fond, il se dégageait sur ce point, comme sur tant d'autres, de la lecture de son « *Esprit des lois* » une impression de trouble et de malaise qui devait profondément imprégner les contemporains.

Sans prendre trop directement à parti les institutions existantes, il ruinait leur prestige. Par son travail de sape et son action dissolvante, il devait contribuer grandement à la répudiation des théories anciennes. Quoique indirecte, son influence sur le rétablissement du divorce devait s'avérer assez considérable et, à l'appui

(7) « C'est à la loi de la religion à décider si le lien sera indissoluble ou non, car si les lois de la religion avaient établi le lien indissoluble et que les lois civiles eussent réglé qu'il se peut rompre, ce serait deux choses contradictoires » (*Esprit des lois*, livre XXVI, chap. 13).

(8) « Les mariages étant de toutes les actions humaines celle qui intéresse le plus la société, il a bien fallu qu'ils fussent réglés par les lois civiles. » *Esprit des lois*, id.

(9) « Le divorce a ordinairement une grande utilité politique et, quant à l'utilité civile, il est établi pour le mari et pour la femme et n'est pas toujours favorable aux enfants. » *Esprit des Lois*, livre XVI, chap. 15.

(10) Cf. DAMAS. Les origines du divorce en France. *Thèse de droit*. Bordeaux, 1897. p. 30.

(11) OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 36.

de cette innovation, son autorité sera sans cesse invoquée par les orateurs révolutionnaires.

En 1748, la même année que « L'Esprit des Lois », paraissait un livre intitulé « Les Mœurs », d'idées si audacieuses que les rigueurs de la censure s'abattirent aussitôt sur lui. Parmi les réformes préconisées par l'auteur : l'ancien avocat Toussaint, figurait l'institution du divorce en France.

Toutefois ses vues étaient assez modérées sur ce point. Il reconnaissait que « pour le bon ordre de la société, il importait que le mariage fût un engagement pour la vie, la nature elle-même semblant en avoir fait un précepte ». S'il réclamait le divorce, c'était simplement comme une exception à la règle, un remède à certaines situations malheureuses. Il entrevoyait cette réforme comme une dérogation raisonnable, susceptible de renforcer le principe d'indissolubilité : « Les dispenses et les exceptions, écrivait-il, lorsqu'elles ne sont pas fréquentes, loin de détruire la loi, servent plutôt à l'affermir ; ce serait vouloir l'abroger que de l'étendre à des cas où elle est impraticable ».

Ces développements, si pondérés, nous conduisent tout naturellement à classer Toussaint avec le Montesquieu de « l'Esprit des Lois », parmi les auteurs prudents et réfléchis.

On peut leur joindre le baron d'Holbach qui, dans son ouvrage : « La Morale universelle ou les devoirs de l'Homme fondés sur la nature », définit l'union conjugale : « Le plus respectable des liens, le plus intéressant et pour ceux qu'il unit et pour toute la société », et n'admet le divorce que lorsque l'antipathie entre les époux enlève au mariage toute sa raison d'être. Il faut alors « briser pour toujours des nœuds qui ne servent qu'à lier des malheureux ».

Une seconde catégorie d'écrivains est celle des frondeurs spirituels et légers, criblant de traits parfois acérés, les pratiques matrimoniales de leurs contemporains.

Montesquieu fut, dans ses « Lettres Persanes », l'initiateur du genre. Usbek et Rhédi y discutent de manière fort plaisante, mais aussi bien impertinente, sur les conceptions chrétiennes du mariage si exclusives du divorce. Mais la démonstration, développée avec beaucoup de charme, est très séduisante.

Voltaire, lui, traite incidemment du divorce dans les articles « Adultère », « Divorce », « Droit Canonique » et « Mariage » de son « Dictionnaire philosophique ». Il n'a jamais présenté sur la question de théorie d'ensemble, complète et cohérente. En effet son but est pratique et ses objectifs sont limités : ce qu'il poursuit c'est purement et simplement l'instauration en France d'un système assurant à tous la liberté de conscience. Aussi lui paraît-il intolérable

que les catholiques soient parvenus à faire complètement prévaloir en la matière les principes de leur discipline religieuse et que la séparation de corps selon les règles canoniques, soit le seul remède, et un remède stupide, offert aux époux mal assortis. Il s'élève avec une ironie véhémence contre l'indissolubilité du mariage, « produit de la tyrannie des Papes ».

Le divorce lui paraît en effet une évidente nécessité psychologique (12), son introduction en France serait une correction d'humanité à des lois cruelles pour les époux malheureux et vraiment indéfendables à ce point de vue.

C'est la thèse qu'en un style d'une mordante indignation il soutient en tête de l'article « Adultère » de son « Dictionnaire philosophique », dans l'imaginaire « Mémoire d'un Magistrat », inspiré de l'œuvre de Philibert, qui devait paraître peu après et dont Voltaire avait eu connaissance avant sa publication.

Voici les plaintes véhémentes de ce magistrat qui, outrageusement trompé par sa femme, est néanmoins privé par les lois en vigueur du droit de se remarier alors qu'il est jeune encore :

« Mon épouse est criminelle et c'est moi qu'on punit. Une autre femme est nécessaire à la consolation de ma vie, à ma vertu même et la secte dont je suis me la refuse ; elle me défend de me marier avec une fille honnête. Les lois civiles d'aujourd'hui, malheureusement fondées sur le droit canon, me privent des droits de l'humanité. L'Eglise me réduit à chercher ou des plaisirs qu'elle réprouve ou des dédommagements honteux qu'elle condamne : elle veut me forcer d'être criminel...

« Quel renversement de l'ordre a donc fait chez les catholiques, une vertu de souffrir l'adultère et un devoir de manquer de femme quand on a été indignement outragé par la sienne ?

« Pourquoi un lien pourri est-il indissoluble, malgré la grande loi adoptée par le code : « quidquid ligatur dissolubile est »... Je ne jouis plus du mariage et je suis marié. Quelle contradiction ! Quel esclavage ! Et sous quelles lois avons-nous reçu la naissance ! »

Ainsi Voltaire s'élève contre l'indissolubilité du mariage parce qu'il y voit un odieux servage, fatal au bonheur de nombreux époux et surtout une manifestation de cet esprit d'intolérance religieuse qu'il s'applique à pourchasser jusque dans ses derniers refuges. Mais ce sont en somme des modifications de forme et de détail,

(12) *Dictionnaire philosophique*, V^o Divorce. « Le divorce est probablement de la même date à peu près que le mariage. Je crois pourtant que le mariage est de quelques semaines plus ancien, c'est à dire qu'on se querella avec sa femme au bout de 15 jours, qu'on la battit au bout d'un mois et qu'on s'en sépara après 6 semaines de cohabitation. »

qu'il voudrait voir apporter à la législation matrimoniale : l'état-civil serait sécularisé, le divorce instauré dans certains cas bien déterminés, mais quant au reste l'union conjugale serait demeurée ce qu'elle avait toujours été.

Il n'en est pas de même d'une dernière série d'auteurs infiniment plus audacieux : ce sont les révolutionnaires qui veulent abolir tous les cadres existants et substituer aux institutions « vieilles » comme le mariage, corrompues par les convenances et les usages du monde, des règles nouvelles, inspirées de l'idyllique état de nature.

Dans ce domaine, on peut trouver un précurseur en la personne du Maréchal de Saxe (13), qui, dans le but de combattre la dépopulation dont la France était déjà affligée, du moins dans les classes « éclairées », proposa tout un plan d'organisation sociale assez étrange, d'après lequel le mariage eut été désormais à terme, le maximum de ce terme étant de cinq ans, mais renouvelable, sauf dispense de l'autorité publique dans les cas où l'union s'était révélée stérile.

Dans un tel système, uniquement basé sur l'intérêt politique de l'Etat, il n'était naturellement plus question d'indissolubilité du lien conjugal.

Mais c'est surtout Diderot qui échafauda en la matière les théories les plus extravagantes.

Bougainville ayant fait le tour du monde de 1766 à 1769, publia en 1771 le récit de son voyage. Diderot écrivit alors un « Supplément » prétendu au voyage de Bougainville pour, dans un chapitre soi-disant inédit de la relation du navigateur, initier ses lecteurs aux mœurs simples et pures des sauvages de l'Ile d'Otaïti, en Océanie.

L'aumônier de Bougainville a reçu l'hospitalité chez un patriarche fort disert de la tribu : le vieil Orou. Les deux hommes en viennent à parler des coutumes matrimoniales de leurs patries respectives et le vieux sauvage critique avec beaucoup d'esprit les lois des peuples blancs auxquelles les sociétés européennes sont, d'après lui, certainement redevables de la plupart de leurs maux.

Ce qui le surprend au plus haut point, c'est qu'en Europe les femmes mariées ne puissent pas librement disposer de leur personne et doivent fidélité exclusive à l'homme auquel elles ont été unies pour la vie. De telles prescriptions sont, dit-il, contraires à la

(13) « Réflexions sur la propagation de l'espèce humaine », publiées en 1754 par l'Abbé PÉRON, en tête d'un ouvrage militaire intitulé *Mes Rêveries*. L'abbé, dans son « Avertissement », s'excusait d'avoir conservé, après hésitations, ce « morceau singulier ».

fois à la nature et à la raison « parce qu'elles supposent qu'un être pensant, sentant et libre peut être, tout comme une chose inanimée, qui n'a ni sensibilité, ni pensée, ni désir, ni volonté, la propriété d'un autre être semblable à lui ».

Rien ne lui paraît « plus insensé qu'un précepte qui proscriit *le changement qui est en nous*, en enchaînant pour jamais deux êtres l'un à l'autre ».

A Otaïti au contraire, règle l'union libre et essentiellement éphémère des sexes, dont la durée, d'un maximum de trois mois, est exclusivement limitée à l'accomplissement de son but immédiat : la procréation des enfants.

Ces brefs « mariages » dont certains, nous révèle Diderot, prennent fin après un quart d'heure, produisent les effets les plus heureux : des mœurs très pures, touchantes même, une jeunesse nombreuse et saine élevée par les mères, avec l'aide de toute la tribu.

A la fin du « Supplément », Diderot s'en prend à toutes les notions de convenance, qui, en nous éloignant de l'idyllique état de nature dont jouissent encore pour leur bonheur les Otaïtiens, sont cause de tous nos tourments.

La constance et la fidélité dans l'amour conjugal sont des chimères car, écrit-il, « un serment éternel ne peut se prêter sous un ciel qui change, sur un autel qui tombe, par deux êtres qui doivent se quitter ».

Et voici maintenant comment il explique que le mariage soit devenu « la source la plus féconde de notre dépravation et de nos maux » :

« C'est par la tyrannie de l'homme, qui a converti la possession de la femme en une propriété ;

par les mœurs et les usages, qui ont surchargé de conditions l'union conjugale ;

par les lois civiles, qui ont assujetti le mariage à une infinité de formalités ;

par la nature de notre société, où la diversité des fortunes et des rangs a institué des convenances et des disconvenances ;

par une contradiction bizarre et commune à toutes les sociétés subsistantes, où la naissance d'un enfant, toujours regardée comme un accroissement de richesse pour la nation, est plus sûrement encore un accroissement d'indigence dans la famille ;

par les vues politiques des souverains qui ont tout rapporté à leur intérêt et à leur sécurité ;

par les institutions religieuses qui ont attaché les noms de vices et de vertus à des actions qui n'étaient susceptibles d'aucune moralité ».

D'après lui la loi civile ne peut donner de bons résultats si elle est en contradiction, comme de son temps, avec la loi naturelle.

C'est dans l'effort perpétuel déployé par notre civilisation pour atteindre un idéal de convention que réside tout le secret de nos misères : « Il existait un homme naturel ; on a introduit au dedans de cet homme un homme artificiel et il s'est élevé dans la caverne un guerre civile qui dure toute la vie ».

Ces développements extravagants traduisent la réaction brutale et véritablement anarchique, de certains esprits contre les tendances autoritaires de la société ambiante.

Ils devaient être lus avec d'autant plus d'avidité dans les cercles éclairés gravitant autour des Philosophes, que plusieurs passages du « Supplément » assez licencieux (14), devaient flatter leur goût de libertinage (15).

Diderot devait d'ailleurs pousser plus loin encore le paradoxe dans la « Suite au Rêve d'Alembert ». Entraîné par la logique de son raisonnement, il en arrive à fléchir la chasteté, la continence et même la pudeur qui, « comme le vêtement, est une invention ». Il termine par cinq ou six pages « capables de faire dresser les cheveux », avouant lui-même que « sa doctrine n'est pas bonne à prêcher aux enfants, ni aux grandes personnes ».

Il semble du reste que toutes ces élucubrations aient, dans une certaine mesure, seulement constitué de la part de leur auteur une fantaisie, assez singulière il est vrai.

Dans d'autres ouvrages en effet, Diderot professe des idées beaucoup plus orthodoxes : le mariage est un devoir social (16) ; on peut douter de l'opportunité d'introduire le divorce lorsqu'il y a des enfants (17) ; et ceci sans même parler des opinions extrêmement prudentes, étalées aux articles « Divorce » et « Mariage » de la Grande Encyclopédie (18).

Un autre écrivain plus brutal encore et peut-être aussi plus

(14) Certains détails sur le séjour de l'aumônier, qui ne tarde pas à s'adonner aux mœurs « si simples » des indigènes d'Otaïti sont nettement scabreux.

(15) De plus, il n'est pas inutile de noter dès maintenant que le législateur révolutionnaire a subi, lui aussi, à plein, le mirage de cette illusion, lancée par Rousseau, et qui inspire le « Supplément », de la bonté foncière de l'homme régénéré et restitué à l'état de nature.

(16) *Écrits philosophiques* : Le prosélyte répondant par lui-même.

(17) Réfutation de l'ouvrage d'HELVETIUS : *De l'Homme*.

(18) V^o Divorce : « Le divorce est certainement contraire à la première institution du mariage qui, de sa nature, est indissoluble. » Au mot « Mariage » par contre, on assure qu'« il n'y a rien dans la nature et dans le but de l'union conjugale qui demande que le mari et la femme soient obligés de demeurer ensemble toute leur vie après avoir élevé leurs enfants », et l'on insinue que l'on doit avoir à l'égard du mariage « la même liberté qu'en matière de toutes sortes de sociétés et de conventions ».

original dans ses conceptions audacieuses parce que sans doute plus sincère que Diderot, c'est le financier Helvétius.

Dans son livre posthume « de l'Homme », il se livre à une vive critique du principe du mariage perpétuel, institution beaucoup trop étroite, « bien appropriée certes à l'état de laboureur, où les deux époux toujours occupés, toujours utiles l'un à l'autre, supportent sans dégoût l'indissolubilité de leur union », mais peu adaptée aux nécessités des autres professions.

Aussi Helvétius serait-il partisan du mariage à l'essai (19), un peu comme celui que le Roi de Prusse a admis pour ses troupes en déplacement. Les enfants seraient confiés à l'Etat, qui les élèverait avec l'argent d'une grande quantité de fonds ecclésiastiques sécularisés.

Toutefois avouant ces réformes prématurées en France, notre auteur se contente de réclamer pour les époux mal assortis le divorce, après lequel les garçons seraient confiés au père et les filles à la mère. Helvétius ne pense pas qu'il y aurait abus, et quand même cela serait, il n'y verrait pas d'inconvénients, bien au contraire (20).

Notre ingénieux philosophe imagine en effet d'utiliser à des fins utiles pour l'Etat, l'inconstance humaine et le désir de changement inné en tout individu : « On pourrait, écrit-il, proposer la possibilité du changement comme le prix du mérite et essayer de rendre par ce moyen les guerriers plus braves, les magistrats plus justes, les artisans plus industrieux, et les gens de génie plus studieux. »

Le divorce deviendrait une récompense accordée aux meilleurs, car « quelle espèce de plaisir ne devient point entre les mains d'un législateur habile un instrument de la félicité publique ? »

Ces spéculations naïves jusqu'à l'absurdité, furent l'objet des railleries du Jésuite Barruel qui, dans un pamphlet intitulé « les Helviennes », imagina sur ces bases « de faire servir les femmes galantes à la propagation de la vertu », ce qui devait être « assez facile ».

Diderot lui-même s'éleva contre de telles divagations (21) : « Faire du divorce le prix du mérite est une absurdité », écrivit-il,

(19) « Il est des nations où l'amant et la maîtresse ne s'épousent qu'après trois ans d'habitation. Ils essaient pendant ce temps la sympathie de leurs caractères. Ne se conviennent-ils pas, ils se séparent et la fille passe en d'autres mains. Ces mariages africains sont des plus propres à assurer le bonheur des conjoints ». Mais il est permis de se demander ce que deviendrait dans un tel système la dignité de la femme.

(20) « Au reste je veux que les désirs ambulatoires et variables de l'homme et de la femme, leur fissent quelquefois changer l'objet de leur tendresse. Pourquoi les priver du plaisir du changement, si, d'ailleurs, leur inconstance par des lois sages, n'est pas nuisible à la société ? »

(21) Réfutation de l'ouvrage d'HELVETIUS : *De l'Homme*.

car « est-ce que le sot n'est pas aussi malheureux avec une mauvaise femme que l'homme du plus grand génie ? Est-ce que les mariages ne sont pas indistinctement exposés aux incompatibilités de caractère qui font le supplice des époux ? »

A la vérité Diderot venait un peu tard à s'émouvoir. C'était dans ses œuvres qu'Helvétius avait puisé ses thèmes les plus hardis sur « la nécessité du changement ».

Quant à l'influence exercée sur les esprits par ces théories extrêmes, s'il serait inexact de l'exagérer, il faut néanmoins reconnaître qu'elles devaient contribuer à ébranler l'antique notion du mariage chrétien et qu'à Paris, au fort de la Révolution, grâce aux facilités de la loi de 1792, les contemporains pourront goûter aux mœurs d'Otaïti.

Ce n'avait pourtant pas été le vœu des publicistes qui, à partir de 1770, commencent à réclamer avec beaucoup d'insistance l'introduction du divorce en France. Leurs brochures, presque toutes anonymes par précaution, s'adressent sur ce sujet précis et exclusif, à un public le plus étendu possible. Utilisant pour leur œuvre de vulgarisation des arguments très divers, assez élevés parfois, mais toujours présentés en un style simple et direct, dépouillé de tout artifice, au surplus très modérées, elles devaient être et étaient en effet très accessibles.

Les auteurs ne sont que des seconds rôles, mais qui « témoignent du mouvement des idées et de leur propagation incessante dans les classes éclairées ».

Le premier ouvrage, qui est aussi sans doute le plus remarquable de ce genre, parut en 1768 sous le titre très précis de « Cri d'un honnête homme qui se croit fondé en droit naturel et divin à représenter à la législation française les motifs de justice tant ecclésiastique que civile et les vues d'utilité tant morale que politique qui militeraient pour la dissolution du mariage dans de certaines circonstances données ».

Ce petit opuscule (22), dont Voltaire avait donné l'analyse en tête de l'article « Adultère » de son « Dictionnaire philosophique », dans le « Mémoire d'un Magistrat », était en effet l'œuvre de Philibert, Prêtreur, c'est-à-dire représentant du Roi auprès des autorités municipales, en la ville alsacienne de Landau (23).

(22) In-12, 80 pages.

(23) Cette ville a joué un rôle notable dans l'histoire de l'introduction du divorce en France sous la Révolution. En 1771, en effet, un charpentier de Landau, abandonné par sa femme qui avait suivi un militaire en Suisse et l'y avait épousé, consulta à Luciennes quelques jurisconsultes sur le point de savoir s'il pouvait se remarier. La réponse fut affirmative. Un avocat de Paris : M^{re} Desnoyers, choqué par cette solution, publia contre elle une *Réfutation* assez curieuse (Bibliothèque Nationale F. p. 4644).

Ce dernier y conte ses infortunes avec beaucoup de simplicité. Marié à une femme qu'il aime, mais dont la conduite ne tarde pas à le ridiculiser, il est obligé de se séparer d'elle après la naissance d'un enfant. Le voici donc, jeune encore et sans reproche, condamné à un célibat sans remède, dont les bonnes mœurs lui interdisent les palliatifs :

« Me voici forçat éternel d'un sacrement qui me tient dans ses chaînes redoutables..., père de famille sans famille, déchu du droit de me marier sous de meilleurs auspices... sevré sans retour de la douceur d'être père, isolé au milieu des humains, puni enfin précisément parce que je suis offensé ».

Mais cette triste situation serait-elle donc vraiment sans aucune issue ? Est-il vrai que le divorce soit fermé à tout catholique respectueux des enseignements de son Eglise ?

Philibert ne le pense pas et, se basant sur son propre cas, il s'efforce de démontrer que le divorce pour adultère de la femme est en réalité permis par la religion catholique (24). Sur un ton fort modéré et respectueux des institutions établies, il fait état de tous les arguments d'ordre historique favorable à cette thèse.

La démonstration achevée sur ce terrain, il veut démontrer que, même d'un point de vue exclusivement temporel, le divorce est utile aux mœurs et à l'Etat :

« Si je prouve, écrit-il, que ce serait à d'autres égards une institution qui verserait dans nos mœurs une salubre infusion de pudeur, de sagesse, de retenue et d'honnêteté, dont elles auraient un besoin si réel et dont tout sage législateur comprendra sans peine qu'il ne saurait jamais assez les fortifier ; qui encouragerait probablement au mariage et qui, en en augmentant la fréquence parmi nous, le rendrait en même temps plus chaste et plus fécond ; qui enfin tendrait à une population plus nombreuse et d'une meilleure espèce, serait-il possible, après tout ce que j'ai prouvé, qu'un préjugé monstrueux, auquel j'ai déjà porté tant d'autres coups mortels, nous fût néanmoins toujours si cher qu'il dût prévaloir sur des considérations si multipliées et de cette importance ? »

Et sur le terrain de la morale et de la politique, Philibert entreprend de prouver que le divorce par ses effets immédiats ou indirects, serait pour la Nation entière un instrument de félicité.

En terminant son ouvrage il explique que par lui il a désiré faire œuvre de vulgarisation ; il s'excuse de s'être si souvent mis en scène, « suivant une mauvaise habitude ordinaire aux malheureux », et il clôt par ce souhait :

(24) PHILIBERT, naturellement, n'entrevoit pas du tout la question du divorce sous l'angle féministe : c'est la cause des maris trompés qu'il défend..

« Puissent mes disgrâces que je n'ai certainement pas exagérées m'avoir fourni l'occasion de répandre quelques lumières et quelques vérités de plus parmi les humains, dont ils veulent profiter ! Puissent-elles, surtout, devenir utiles dans ce sens à mes concitoyens ! Je les supporte depuis près de 9 ans avec cette fermeté tranquille et décente qui sied à un homme d'honneur qui se respecte. Mais, encore un coup, que nos lois se corrigent et que ma patrie en profite, je bénirai le ciel de m'avoir rendu malheureux à ce prix ».

Cette petite brochure, si pleine de sensibilité, parfois mêlée d'indignation, en outre très modeste dans ses revendications puisqu'elle ne réclamait le divorce que dans le cas d'adultère de la femme — il est vrai que nombre de ses arguments avaient une portée générale — devait obtenir grand succès, dans un public qu'un penchant naturel à la sentimentalité, développé par Rousseau, rendait pitoyable aux malheureux et facilement accessible aux démonstrations mélancoliques de Philibert (25).

Le jurisconsulte philosophe Cerfvol en profita aussitôt pour se livrer pendant trois ans à une intense activité littéraire en faveur du divorce.

Dès 1768, la même année que le « Cri d'un Honnête homme », il avait fait paraître, à Londres, un « Mémoire sur la population ». Sous le fallacieux prétexte de donner, à l'exemple du maréchal de Saxe, l'alarme au sujet de la dépopulation, il dressait un vigoureux réquisitoire contre le principe de l'indissolubilité du mariage, incriminé presque seul avec quelques phénomènes d'ordre secondaire tels que le libertinage, l'incontinence, l'allaitement mercenaire et jusqu'à l'usage du corset : « L'objet du mariage est d'avoir des enfants, écrivait-il, mais contraindre des personnes qui se haïssent non seulement à vivre ensemble, mais encore à s'aimer par la seule raison qu'il a été un temps où elles se convenaient, c'est exiger d'un athlète qu'il recommence éternellement sa carrière ».

Le remède au mal c'est le divorce, dont l'apparition devait être suivie de bienfaits sans nombre, parmi lesquels l'un des plus appréciable eut été la diminution immédiate du nombre des maladies vénériennes !

En 1769, Cerfvol publie, toujours anonymement, la « Législation du divorce », précédée du « Cri d'un honnête homme ». Comme Philibert, il démontre la légitimité du divorce au triple point de vue religieux, moral et politique. Il trouve le moyen « de rendre

(25) Plusieurs éditions furent promptement épuisées et le *Cri d'un honnête homme* sera désormais pour les auteurs le modèle type en la matière. Il sera d'ailleurs réimprimé vers 1880, avec une préface d'Alfred NAQUET.

aux mœurs une pureté sans laquelle il n'est point de solide prospérité, de réduire un célibat devenu formidable par ses accroissements, de rendre aux familles la tranquillité, le bonheur à la Société entière ».

Mais la partie la plus originale de l'ouvrage est celle où l'auteur, pour la première fois au XVIII^e siècle, nous donne sous le titre d' « Essai sur la manière de régir le divorce », une minutieuse esquisse législative.

En 1770, poursuivant sa campagne, Cerfvol donne à Genève une seconde édition du « Mémoire sur la population », sous le titre nouveau et plus exact d' « Utilité civile et politique du divorce ». Il y joint un petit factum d'une quarantaine de pages, intitulé « Parloir de l'Abbaye de... » ou « Entretiens sur le divorce par Monsieur de V... ». C'est une discussion dialoguée sur les mérites du divorce : une comtesse et une marquise mal mariées y gémissent d'être enchaînées pour toujours. Un abbé leur donne une réplique assez sottise, mais pressé d'arguments irrésistibles, d'ordre historique surtout, il finit par se déclarer convaincu, montrant par là que « pour un prêtre, il n'est pas absolument opiniâtre ».

En la même année 1770, notre infatigable philosophe publie, pour faire pendant au « Cri d'un honnête homme », le « Cri d'une honnête femme qui réclame le divorce conformément aux lois de la primitive Eglise, à l'usage actuel du royaume catholique de Pologne, et à celui de tous les peuples de la terre qui existent ou ont existé, excepté nous. »

Cerfvol, dont les méthodes sont extrêmement variées, utilise cette fois le genre épistolaire. La marquise d'Olman, mariée à un libertin, écrit à son ancien tuteur pour lui confier ses peines et lui demander le remède. Le tuteur, M. de R., qui, dans une telle situation, souhaiterait un divorce, a la malencontreuse idée de consulter un ecclésiastique de ses amis. Ce dernier, piteux représentant des idées traditionnelles, répond par une lettre où il accumule en faveur de l'indissolubilité les arguments les plus sots, voire même les plus odieux (26). Mais le tuteur, « sans autre guide que la raison et l'expérience, parce qu'ayant peu acquis par la lecture, il a beaucoup voyagé, beaucoup vu et encore plus réfléchi », n'a aucune peine à réfuter sa thèse. Puis la marquise, apprenant avec indignation que sa malheureuse situation est sans remède, s'élève avec une vigueur persuasive contre la cruauté des lois religieuses et civiles de son pays qui n'ont à lui offrir que deux issues également déplorables pour une « honnête femme » : l'adultère ou la stérilité.

(26) Voir plus loin page 76, note 4.

En 1771 enfin, Cerfvol clôture par un dernier ouvrage : « Intérêt des femmes au rétablissement du divorce », donné à Amsterdam, la campagne en faveur de cette institution déclenchée par Philibert.

Désormais et jusqu'en 1789, il ne sera presque plus question de cette réforme qui, on le sent bien, n'est pas mûre et se heurte à l'indifférence à peu près complète de l'opinion générale.

A peine peut-on signaler quelques manifestations isolées d'une très faible portée.

Roucher, au chant XII de son poème « Les mois », avait chanté la douleur des époux unis au mépris de leurs goûts par des parents ambitieux ou cupides et réclamé en leur faveur l'abrogation de l'indissolubilité du mariage (27). Il fit suivre ce passage d'une note, rédigée par un jeune avocat nommé Garat, qui, en termes très mesurés et sur le ton le plus sentimental, réclama pour les femmes le divorce, considéré « comme un mal destiné à prévenir de plus grands maux encore ».

De même en 1786, dans son « Encyclopédie Méthodique », V^o Divorce, Panckoucke se prononce, sous une force très mitigée, en faveur de cette institution qui, lui semble-t-il, présente, tout balancé, plus d'avantages que d'inconvénients ; il insiste toutefois sur la nécessité de la régler avec beaucoup de prudence et de soin.

L'ouverture de l'ère des réformes avec la réunion des Etats Généraux, le 5 Mai 1789 à Versailles, devait ranimer la polémique qui atteint cette fois une ampleur remarquable.

En effet, les premières escarmouches, entre 1768 et 1771, avaient un caractère d'originalité très marqué. Elles avaient été provoquées par les doléances de Philibert qui, à une époque où il n'y avait encore aucun espoir de rétablissement du divorce, s'était pourtant laissé aller à exhaler ses plaintes, et par l'activité intense de Cerfvol publiant brochure sur brochure en l'espace de trois ans.

A partir de 1789 au contraire, l'offense « divorciaire » exclusivement localisée à Paris, nous tenons à le signaler dès maintenant, se déroule dans une atmosphère de fièvre. Très vite les événements se précipitent et on entrevoit la possibilité de bouleverse-

(27) ...Si la loi sagement paternelle
N'opprimait pas l'hymen d'une chaîne éternelle
Plus de fiel, plus d'aigreur ; son front pur et serein
Ne se noircirait pas des ombres du chagrin ;
O vous donc qui devez le bonheur à la terre,
Rois et législateurs ! Ouvrez enfin les yeux :
Assez l'homme a gémi sous un joug odieux ;
Que ce joug soit brisé...
...Que la liberté soit le lien des cœurs :
L'amour même à l'hymen enviera ses douceurs !

ments complets jugés absolument impossibles très peu de temps auparavant. Tous les partisans du divorce reprennent alors leur campagne avec l'espoir, nullement chimérique cette fois, de la voir aboutir dans un avenir rapproché. Leurs adversaires répliquent avec vigueur et ainsi voit-on surgir de très nombreux opuscules, les uns favorables, les autres contraires à la suppression de l'indissolubilité (28).

Les auteurs en étaient très probablement, comme le suggère M. Olivier-Martin, « des gens de loi à qui le ralentissement des affaires laissait des loisirs ou d'obscurs disciples des grands philosophes, avides de vogue éphémère mais lucrative ».

Par eux la question est retournée sous toutes ses faces, les considérations de l'un attirant une réplique ou un complément de l'autre.

Certains de ces ouvrages sont de doctes traités au style pompeux, en général fort respectueux des institutions traditionnelles qu'ils s'efforcent de montrer parfaitement compatibles avec le divorce. D'autres ne sont que de courts pamphlets, au ton parfois agressif et tranchant : ce sont presque toujours les derniers venus.

L'un des premiers parus est le « Traité philosophique, théologique et politique de la loi du divorce demandée aux Etats Généraux par S. A. S. Monseigneur Louis-Philippe-Joseph d'Orléans, premier prince du sang » (29).

Publié en Juin 1789 sur l'ordre de ce dernier, il était l'œuvre d'Hubert de Maligny qui y soutient la thèse divorciaire avec des formes déclamatoires et une prolixité de style tout à fait remarquables. Après avoir chanté l'amour chaste des deux sexes, « effusion de la bonté divine », flétri le célibat qu'il montre pourchassé tout au long de l'histoire, chez les Hébreux, les Grecs, puis les Romains, il s'élève avec indignation contre l'adultère, après lequel le divorce

(28) M. OLIVIER-MARTIN en a compté 14 de la première catégorie et 6 seulement de la seconde. Mais il ne tient compte que de ceux portant exclusivement sur le divorce. Or la question a été traitée accessoirement dans bien d'autres ouvrages. Ainsi en 1789 paraissent *Les Etats provinciaux comparés avec les Administrations provinciales*, suivis des principes relatifs aux Etats Généraux à l'usage de ceux qui se destinent à concourir à l'intérêt public », dont l'auteur : LOISEAU, aux pages 399 et suivantes, cite parmi les modifications à apporter aux lois existantes : le divorce, remède efficace contre toutes les dissensions conjugales », conforme au droit naturel et qui n'est défendu ni par les lois civiles, ni par les lois religieuses.

(29) Le futur Philippe-Egalité, député aux Etats Généraux de la Noblesse de Crépy-en-Valois, fut un des plus ardents soutiens du divorce, mais non le plus autorisé. Lors de la discussion des textes du code civil sur le divorce, en 1803, Carion-Nisas, farouche défenseur de l'indissolubilité, s'écriera au Tribunal : « Qui le premier osa prononcer le mot de divorce ? Un homme d'autant plus abject dans l'opinion qu'il avait été élevé par la fortune, un misérable qui à tous les signes de la dégénérescence dont sa famille entière était malheureusement frappée, joignait les attributs particuliers d'une infamie affichée et d'un opprobre systématique ».

ne peut plus être évité : « Non, la tache de l'honneur conjugal est ineffaçable..... La femme n'est pas un vase d'or que le feu puisse purifier..... Le temple de l'hymen ne saurait se replâtrer ; profané par ce monstre horrible et sans yeux, il faut le renverser de fond en comble sans y laisser une seule pierre. Il faut brûler l'autel où l'impie a sacrifié. Il faut en un mot une dissolution complète ».

Et Matigny après avoir entrepris, comme à l'habitude, de démontrer que le divorce est conforme non seulement à la loi naturelle, mais aussi aux lois religieuses, termine par l'exposé d'un projet de loi réglementant le partage des biens et des enfants.

Pour la même année 1789 il faut encore citer l'ouvrage « Légitimité du divorce », le premier à porter le nom de son auteur : l'avocat et journaliste Linguet, qui s'y efforce presque exclusivement de concilier le divorce avec les principes catholiques, et enfin et surtout le livre « Du divorce » qui, considéré comme un des modèles du genre, ne devait pas connaître moins de trois éditions, dont la dernière, parue en 1792, était signée du chevalier Aïbin-Joseph-Ulpien Hennet.

Celui-ci avouait dans son introduction « qu'autrefois il osait à peine espérer la destruction de l'indissolubilité, si abusive qu'elle fût, mais que lorsque l'Assemblée nationale, dans la nuit mémorable du 4 Août, eut porté la hache dans la forêt d'abus antiques qui couvrait la France, il n'a plus douté que l'abus de l'indissolubilité ne suivît les autres dans leur chute ».

Aussi dans un but de propagande, va-t-il tenter de donner un exposé général et méthodique du problème.

Un premier livre est consacré à l'étude historique. Hennet montre que le divorce a toujours été le droit commun des peuples, aussi bien avant qu'après le christianisme, et que le triomphe de l'indissolubilité est exclusivement dû aux innovations abusives de certains papes.

Après avoir ainsi travaillé à éliminer tout scrupule de la conscience des catholiques, Hennet déplaçait la question : « On ne préjuge plus, écrivait-il, en conclusion de son livre I^{er}, on juge aujourd'hui ; on cherche non ce qui est, mais ce qui doit être ; *on veut des raisons et non des autorités*, et l'on commence à croire que nous pouvons dans un siècle éclairé faire mieux que n'ont fait nos pères dans des siècles d'ignorance. Il me reste donc à examiner si le divorce en lui-même est bon ou mauvais, avantageux ou nuisible. »

C'est l'objet du livre II, intitulé « Nécessités et avantages du divorce ». L'auteur y démontre que cette institution est non seulement conforme à la nature et à la justice, mais avantageuse pour la religion, les mœurs et la politique. Hennet, comme Philibert et

Cerfvol, donne libre cours à son enthousiasme et entrevoit dans le divorce une source inépuisable de bienfaits pour l'humanité.

Puis dans un livre III et dernier, il soumet à ses lecteurs une réglementation des causes et des effets du divorce dont s'inspirent très largement les rédacteurs de la loi de 1792.

L'œuvre de Hennet, bien qu'apportant peu de vues vraiment nouvelles et originales, donnait un classement fort bien conçu de tous les arguments favorables au divorce antérieurement présentés en ordre dispersé. Rencontrant la faveur du public, il suscita de la part des « antidivorciaires » et en particulier de celle de deux ecclésiastiques : les abbés Barruel et Chapt de Rastignac, ce dernier député du clergé aux Etats Généraux, de virulentes répliques (30).

Très différente par son esprit de celle de Hennet et pourtant elle aussi très remarquée, fut la brochure publiée en décembre 1789, sous le titre « d'Observations sur le divorce », par Emmanuel-Louis de Launey, comte d'Antraigues.

L'auteur, député aux Etats Généraux par la sénéchaussée de Villeneuve-de-Berg, en Vivarais, était en toutes matières partisan sincère de changements profonds (31), mais prudemment réalisés suivant les vues de l'expérience. C'est cette tournure d'esprit, sagement réformatrice, qu'il apporte à la solution du problème du divorce.

Il n'envisage l'établissement de cette institution que comme remède aux mœurs corrompues du temps. Pour lui, l'indissolubilité est le véritable idéal, un « sentiment sublime » la dicta, mais « nos mœurs infâmes » la rendent impossible, et notamment ces mariages de convenances, où tout préoccupe sauf les sentiments et la vertu de ceux qu'on unit : « Un père ambitieux vendra sa fille pour des honneurs, un père avide en achète une au poids de l'or. Quand les plus viles, les plus abjectes passions des pères sont assouvies, alors on conduit à l'autel les deux victimes. Quand telles sont les mœurs d'un peuple, l'indissolubilité est un fléau ».

A ces situations déplorables d'Antraigues imagine deux remèdes.

(30) *Lettres sur le divorce à un député de l'Assemblée Nationale* ou encore *Réputation d'un ouvrage ayant pour titre Du divorce*. Paris, 1789, par l'Abbé DE BARRUEL.

Accord de la révélation et de la raison contre le divorce par l'Abbé CHAPT DE RASTIGNAC, député à l'Assemblée Nationale. Paris, 1790, Archives Nationales, A D II, 33.

La question du divorce discutée sous les rapports du droit naturel, de la religion, de l'histoire, de la morale et de l'ordre social. Paris, anonyme, 5 décembre 1790.

(31) Dès 1788, dans un *Mémoire sur les Etats Généraux*, il avait réclamé la suppression des privilèges.

L'un d'ordre préventif : « Laissons, écrit-il, les citoyens se marier à leur gré... Il faut permettre aux hommes et aux filles de se marier à 20 ou 22 ans, sans le consentement de leurs pères et sans que ceux-ci puissent les priver de leur légitime et d'une pension alimentaire ».

L'odieux « despotisme domestique » étant ainsi réduit à l'impuissance, les jeunes époux pourront, sans souci des préjugés et des fortunes, laisser parler leur cœur et contracter d'heureux mariages d'amour (32).

Si néanmoins le résultat cherché n'était pas encore atteint, si malgré cette innovation il y avait encore des époux malheureux, alors seulement, il faudrait se résoudre à autoriser le divorce comme moindre mal et suprême remède.

D'Antraigues nous avertit dès l'abord qu'il n'est partisan de cette institution que parce que la religion catholique l'admet : « Que servirait, dit-il, de prouver la nécessité du divorce si la religion catholique y mettait un obstacle invincible. L'Assemblée nationale n'étant composée que des serviteurs du peuple, n'ayant de pouvoir que celui du peuple, ne pourrait prononcer un décret choquant la croyance religieuse de ce peuple. Un pareil décret serait un délit ». Mais l'auteur, comme tous ses prédécesseurs, démontre que si l'Eglise a jadis longtemps permis le divorce, c'est qu'il lui est apparu légitime.

Cette question préjudicielle tranchée, d'Antraigues entreprend de réglementer le divorce. Sans avoir ici à examiner de manière approfondie ses idées, que nous retrouverons plus loin, notons dès maintenant la prudence et la modération extrême de ses propositions : il n'autorise le divorce qu'en l'absence d'enfants issus du mariage et dans les cas seulement d'adultère ou de désordre très grave. Il repousse l'institution, proposée par Hennet, d'un tribunal domestique pour statuer sur les demandes.

Dans sa conclusion, empreinte de mélancolie, se retrouvent bien les tendances restrictives qui l'ont inspiré tout au long de son exposé : « Cette loi, écrit-il, est un malheur quand elle est devenue nécessaire ; et il faut user de tous les moyens possibles pour ren-

(32) Les chansonniers révolutionnaires s'empareront bientôt de cette idée. Cf. *Le divorce*, chanson des dames de la Halle, dans *l'Histoire chantée de la 1^{re} République* par Louis DAMADE, page 156 :

« Pour la vertu, faut z'être libre,

« L'choix qu'on fait soy-même est l' seul bon... »

Notons que le régime préconisé par d'Antraigues ne tardera pas à être introduit en France. De nos jours et depuis 1933, les enfants peuvent se marier à 21 ans sans le consentement de leurs parents et sans même avoir à leur adresser jusqu'à 25 ans les traditionnelles « sommations respectueuses ».

dre ce malheur infiniment rare. Nos mœurs sont corrompues. Puisse la liberté les régénérer et les rendre dignes de l'estime des peuples qui savent les honorer, mais *la licence du divorce accroîtra la corruption, si la loi ne la restreint avec la plus grande sévérité* ».

Cette brochure, si nettement différente de toutes les autres, prophétique même à certains égards, fut l'objet de l'approbation générale des « divorciaires », complimentant l'auteur d'avoir rompu avec les préjugés habituels de son ordre ; certains regrettent toutefois sa pondération, estimant que « sa manière de comprendre le divorce équivalait presque à un refus » (33).

Cette observation est caractéristique de l'évolution des esprits et du glissement rapide des idées qui se manifestent dans notre domaine comme dans tous les autres. Aussi les derniers écrits publiés en faveur du divorce, de 1790 à 1792, ne sont plus que de courts pamphlets partageant les mêmes tendances, de plus en plus avancées.

Ils sont le plus souvent animés d'un féminisme ardent que nous retrouverons dans les discours révolutionnaires (34). Dans les « Grievs et Plaintes des femmes mal mariés », de Cailly réclame le divorce avant tout pour soustraire la femme au despotisme marital : « Quoi, écrit-il, le mariage est une société légitime ; et dans cette société l'un est tout et l'autre n'est rien ! Ils ne font qu'un : et une moitié de cette union commande, l'autre sert ! L'une opprime, l'autre est opprimée et ne peut cesser de l'être ! » (35).

Corrélativement la séparation de corps est l'objet de très vives attaques (36), en particulier dans le dernier ouvrage important publié avant le vote du 20 Septembre 1792 : les « Observations sur l'accord de la Raison et de la Religion pour le Rétablissement du

(33) Cf. *Le Spectateur national* du 22 février 1790.

Le comte d'Antraigues ne devait d'ailleurs pas tarder à émigrer lorsque les événements prirent une tournure qu'il n'avait pas prévue. Il périt en exil, assassiné par un domestique italien à Barne, près de Londres, en 1812, après avoir travaillé à la Restauration des Bourbons.

(34) Le comte d'Antraigues s'était déjà, dans ses *Observations*, élevé avec beaucoup d'indignation contre la différence des traitements infligés par la loi aux époux adultères : « Par une justice absurde autant que révoltante, la loi ne fut sévère que pour les femmes... Si les suites du crime sont irréparables pour les femmes, la tentation de le commettre est la même ; le même attrait les abuse... La loi du divorce pour fait d'adultère doit être égale pour les deux époux ». C'est l'éternel conflit entre le sentiment moral et l'intérêt social, ce dernier défendu par nos anciens jurisconsultes.

(35) Cf. également l'*Essai sur l'éducation et l'existence civile et politique des femmes dans la constitution française* par Charles-Louis ROUSSEAU, député de Tonnerre ; et les *Vues législatives sur les femmes* adressées à l'Assemblée Nationale par Mlle JOBIN, fille d'un citoyen de Genève. — Le divorce par le meilleur ami des femmes, anonyme.

(36) Cf. *L'art de rendre les ménages heureux*, Paris 1789, anonyme.

divorce, l'anéantissement des séparations entre époux et la réformation des lois relatives à l'adultère » par Bouchotte, ancien Procureur du Roi au bailliage de Bar-sur-Seine et député de l'Aube à l'Assemblée Nationale.

Plus radical que tous ses devanciers, il se montre très large quant à la détermination des causes de divorce et se prononce vigoureusement en faveur des tribunaux de famille. Son plaidoyer, souvent teinté d'anticléricisme, est encore précédé d'un chapitre très étudié où il s'efforce de prouver la légitimité du divorce même sur le terrain religieux (37).

Peu après sont lancés des pamphlets infiniment moins soucieux de ménager les susceptibilités et les consciences catholiques. Telle la brochure intitulée « Nécessité du Divorce » dont l'auteur anonyme, dans le but de répliquer aux « Lettres sur le divorce » de l'Abbé Barruel, s'en prend très violemment aux principes ecclésiastiques d'autorité et d'infailibilité invoqués par son antagoniste (38). Tel encore le « Sermon capucino-philosophique par M..., ci-devant cordelier », paru en 1791, où un prétendu défroqué réclame en un style parfois ordurier et très peu respectueux des choses de la religion, le divorce avec le mariage des prêtres (39).

Sur la fin le roman lui-même se met de la partie. Le dramaturge Louvet dans « Emilie de Varmont ou le divorce nécessaire », montre quels tourments souffrent dans le mariage indissoluble les époux mal assortis. Son héroïne se suicide après avoir manqué à la foi conjugale, tandis que ses 2 filles, elles aussi mal mariées, attendent avec impatience le vote du décret libérateur.

(37) Il s'attache aux diverses disciplines successives de l'Eglise : 1^o discipline de l'Eglise persécutée sous le règne des empereurs païens ; 2^o triomphante avec les empereurs chrétiens ; 3^o soumise après l'irruption des barbares ; 4^o régnante avec les princes convertis ; 5^o féodale aux moments de l'établissement de la noblesse ; 6^o dominante sur les puissances séculières ; 7^o enfin souillée par les intrigues de ses prélats depuis cette époque jusqu'au Concile de Trente... « c'est cette dernière seule, prétend-il, dont on peut nous objecter l'autorité en faveur de l'indissolubilité du mariage ».

(38) « C'est cette infailibilité qui anathématisa le système de la rotation de la terre et fit gémir dans un cachot l'immortel Galilée pour prix de la plus sublime découverte. C'est cette infailibilité qui n'a pas su croire aux antipodes et a cru aux sorciers pour les brûler chrétiennement, qui a accredité les miracles les plus impertinents ; c'est elle qui a guéri les écrouelles par la vertu qu'elle a donnée à l'attouchement de nos rois, la peste par Saint Roch, la rage par Saint Hubert, etc... et en revanche a proscrit l'émétique, l'inoculation, la philosophie et la raison contre laquelle viennent enfin se briser ses argument et ses chaînes. »

(39) Le divorce et le mariage des prêtres apparaissent souvent liés dans les revendications révolutionnaires. On invoque en effet en leur faveur les mêmes motifs tirés du droit naturel, de la liberté individuelle inaliénable et de la repopulation conforme à l'intérêt de l'Etat.

III. — ARGUMENTS PRESENTES EN FAVEUR DU DIVORCE

Après cette revue de tous les auteurs et publicistes qui, dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, se firent les protagonistes de l'introduction du divorce dans notre pays, il nous a paru très intéressant d'exposer, ce que nous n'avons pas encore fait pour éviter les redites, les arguments d'ordres divers par lesquels ils entendaient justifier leur opinion.

Tout d'abord, il est, nous l'avons longuement souligné, tout à fait remarquable qu'à peu près sans exception, tous se soient efforcés, avec beaucoup d'ardeur, de prouver que même du point de vue religieux, cette institution était parfaitement admissible (1), et que l'interdiction portée contre elle était uniquement l'œuvre des Papes, interprétant dans un sens beaucoup trop respectif les textes sacrés et ceci dans un but politique : pour tenir à leur merci les souverains quand ils solliciteraient des dérogations au principe.

C'est la preuve tangible que chez les contemporains les idées religieuses sont intimement associées à la conception traditionnelle du mariage indissoluble et que la théorie du mariage simple contrat civil n'avait pas beaucoup influencé les profanes. Pour légitimer le divorce, on juge indispensable de le présenter dans le cadre de la religion ancestrale (2).

Tout le monde soutient donc à grand renfort de citations historiques que le catholicisme autorise le divorce.

La première démonstration de ce genre : celle de Philibert, devait être reprise par tous les écrivains postérieurs : Matigny, Linguet, Hennet ou Bouchotte.

Après avoir souligné que dans l'Ancien Testament la loi de Moïse accordait en termes très larges droit de cité au divorce, ils soutiennent que le Christ n'a pas entendu le proscrire absolument (3), et, à l'appui de leur opinion, ils invoquent l'Evangile de saint

(1) MATIGNY : « C'est une erreur et une injustice d'imputer à la proposition du divorce de porter atteinte aux maximes de la religion chrétienne et de la catholicité. »

(2) Cf. cette phrase si caractéristique du Comte D'ANTRAIQUES : « Que servirait de prouver la nécessité du divorce si la religion catholique y mettait un obstacle invincible ? » Cette position des auteurs « divorçaires » est exactement inverse de celle de SÉGUIER au procès Borach-Lévy, en 1758 : ils s'efforcent à démontrer la légitimité du divorce sur le plan religieux avant tout, alors que l'Avocat Général s'était prononcé pour l'indissolubilité sur le seul terrain civil, et ce, pour des raisons exclusivement tirées du bien de l'Etat.

(3) MATIGNY, *Traité philosophique* : Tout montre que Jésus-Christ a seulement voulu, en qualité de docteur céleste de la morale la plus conforme aux lois de la création, régler les mariages et les rendre plus parfaits, condamner l'abus que faisaient les Juifs de la liberté illimitée du divorce, toléré par des raisons d'une sage politique sous l'ancienne loi où Dieu agissait en partie comme législateur temporel ; que l'homme dégradé de l'état d'innocence a reçu l'indissolubilité du mariage comme une loi générale, mais non comme une loi absolue et sans exception. »

Mathieu (« nisi ob fornicationem »), dans le sens large où il avait été interprété dès l'origine par certains pères de l'Eglise, puis par les Eglises schismatiques d'Orient et enfin, réformées d'Occident (4).

D'ailleurs le divorce avait été admis par l'Eglise primitive, consacré par les Empereurs Chrétiens : Constantin, Théodose, Justinien, « qui savaient, je pense, leur religion » (5), et enfin pratiqué par les Rois de France de la première et de la deuxième race.

Les conciles du v^e au x^e siècle, dont les textes ne sont pas toujours très clairs et sont souvent contradictoires, étaient invoqués à l'appui de leurs thèses respectives et par les « divorciaires » et par les « antidivorciaires », chacun parvenant, grâce à un commentaire adroit, sinon très exact, de leurs canons, à y trouver son bien.

Le triomphe définitif de l'indissolubilité était attribué par les premiers, avec un ensemble parfait, à la tyrannie des Papes visant à la domination universelle (6), de même d'ailleurs que le célibat ecclésiastique (7). L'interdiction du divorce serait un nouveau coup de cette funeste cour romaine dont l'ambition a asservi l'Eglise gallicane.

(4) PHILIBERT s'écrie : « Ces paroles sont-elles claires ? Docteurs de sagesse, maîtres scientifiques, vous qui entendez l'Apocalypse... dites moi comment vous faites pour ne pas comprendre ce qui est si peu obscur ? Interprétez, commentez, retournez cette phrase tant qu'il vous plaira : ou elle est absolument vide de sens et de raison et le Saint Esprit aurait parlé pour ne rien dire, ce qu'il serait bien étrange de supposer ; ou il m'est permis de renvoyer ma femme adultère et d'en prendre une autre. »

(5) PHILIBERT id. *Cri d'un honnête homme*.

(6) Cf. VOLTAIRE, *Mémoire d'un magistrat* : « Enfin il vint un Grégoire IX ennemi des Empereurs et des Rois, qui par un décret, fit du mariage un joug insecouable ; sa décrétale devint la loi de l'Europe. Quand les Rois voulurent répudier leur femme adultère, selon la loi de Jésus-Christ, ils ne purent en venir à bout, il fallut chercher des prétextes ridicules... Il fallut mentir pour faire un divorce légitimement ». Id. *Prix de la justice et de l'humanité*, 1777 : « Les princes, les rois sont liés eux-mêmes par ces chaînes ridicules et funestes ; ils sont obligés de mentir hautement devant Dieu pour obtenir par grâce un divorce sous un autre nom de la part d'un prêtre étranger. Ce prêtre déclare, quand il le veut, le mariage nul, au lieu de le déclarer rompu. »

Id. CERFVOL, *Législation du divorce*, après avoir montré que l'indissolubilité ne fut établie que très tard et pour augmenter l'autorité de l'Eglise sur des Rois, invite discrètement à préférer l'Evangile au Pape « cette classe de chrétiens qui, fuyant également tous les excès, chérit et respecte une hiérarchie divinement établie », mais « sans prétendre que celui qui y préside réunisse la plénitude des deux puissances, temporelle et spirituelle », qui, « sans donner dans un rigorisme, ouvrage de l'homme, mène une vie régulière et conforme à l'Evangile », qui, « détestant toute nouveauté et s'en tenant constamment aux principes primitifs, demeure fermement unie au trône inébranlable de la croyance des Apôtres ». On sent bien là l'influence gallicane.

(7) VOLTAIRE, *Mémoire d'un magistrat* : Que nos prêtres, que nos moines renoncent aux femmes, j'y consens... Ils méritent ce malheur qu'ils se sont faits eux-mêmes. Ils ont été les victimes des Papes qui ont voulu avoir en eux des esclaves, des soldats sans famille et sans patrie, vivant uniquement pour l'Eglise. »

Objecte-t-on que cette abolition a été ratifiée par l'Eglise entière assemblée à Trente ? Il est facile de répondre, et on ne s'en fait pas faute en argumentant des termes embarrassés du 7^e canon, que le concile n'a pas entendu condamner d'une manière directe et entière le divorce ; que d'ailleurs l'eut-il fait, ses prescriptions ne jouiraient en France d'aucune autorité, parce qu'il s'agit d'une question de pure discipline et qu'en cette matière, en vertu des maximes gallicanes, les canons des conciles anciens sont seuls reconnus. Or « n'abandonnons pas trop légèrement les privilèges de l'Eglise gallicane » (8).

Enfin, un argument très à la mode parce qu'il se rapportait à des faits contemporains, est celui des divorces polonais. Les « divorciaires » prétendent que le divorce existe en Pologne toléré par l'Eglise catholique, ce qui est bien la preuve qu'il n'est pas absolument inconciliable avec ses principes (9).

A quoi les « antidivorciaires » répliquent aussitôt que « les dissolutions de mariage en Pologne ne sont pas fondées sur la faculté du divorce, mais sur des raisons de nullité et sur des empêchements dirimants » (10), surtout celui tiré du défaut de consentement des parties (11).

Des questionnaires furent envoyés aux Polonais, et leurs réponses, confirmant le point de vue des « antidivorciaires » furent l'objet de nombreuses controverses (12).

Au terme de cette longue démonstration, les partisans du divorce pouvaient conclure, comme Dumas 50 ans plus tard : « Ainsi nous voilà aujourd'hui demandant le divorce, reconnu par Moïse, consenti par Jésus, accepté par la première Eglise chrétienne, conservé par l'Eglise catholique, tantôt sous son vrai nom, tantôt sous un autre » (13).

Le divorce est d'ailleurs le droit commun de tous les peuples.

(8) PHILIBERT, op. cit.

(9) Cf. PHILIBERT, HENNET, D'ANTRAIQUES, *Pétition à l'Assemblée Nationale et enfin Réflexions d'un bon citoyen en faveur du divorce* : « Les Polonais ont conservé l'usage du divorce sans que Rome les ait retranchés de la communion, preuve sans réplique que le divorce, dans certains cas, n'a jamais été opposé au véritable esprit de la religion, qui n'a en vue que le bonheur de l'homme et son salut ».

Cette idée curieuse se retrouve chez LOISEAU, *Les Etats provinciaux*, 1789. Les lois de la religion ne peuvent qu'être favorables au divorce « parce que deux époux qui se haïssent contreviennent à la loi divine d'amour ». Leur salut est dès lors en danger, mais « par le divorce ils seront sauvés ».

(10) CHAPT DE RASTIGNAC, *Accord de la révélation et de la raison*, pages 247 et suivantes.

(11) NOUGARÈDE, Baron de Fayet, *Lois du mariage et du divorce depuis leur origine*, page 288.

(12) Cf. *Questions envoyées de France en Pologne et réponse envoyée de Pologne en France sur le divorce en Pologne*, anonyme, Paris 1792, Archives Nationales, A. D. II-33, antidivorciaire.

(13) DUMAS, *Du divorce*, page 123.

Sur ce point tous les « divorciaires » insistent à l'envie. Philibert s'exprime en termes particulièrement émus : « Par un mouvement naturel de curiosité, écrit-il, j'interroge leurs institutions religieuses et civiles (des autres peuples) sur ce qui m'attriste et, en leur proposant mon prétendu cas de conscience à résoudre, je voudrais trouver parmi eux, s'il était possible, quelque malheureuse société, imbuë des mêmes préjugés que nous, à qui j'en puisse témoigner ma compassion.

« Mais mon attente est vaine, car, malgré l'extrême variété qui se trouve entre tant de peuples divers qui habitent ce vaste globe, rien n'est plus uniforme que leurs sentiments sur la question que je leur fais ; car une même voix, sortie des temples des païens, des synagogues des juifs et des églises de nos frères errants, me répond qu'une femme qui a faussé la foi conjugale a brisé, par son fait, un lien sacré de soi-même indissoluble (14) ».

A la fin du xvi^e siècle déjà, Charron avait écrit dans son « Traité de la Sagesse » : « Le mariage a selon les diverses religions des règles plus lâches et larges ou plus étroites : selon la Chrétienté, la plus étroite de toutes, le mariage est fort sujet et tenu de court, il n'a que l'entrée libre, sa durée est toute contrainte, dépendant d'ailleurs que de notre vouloir. Les autres nations et religions pour rendre le mariage plus aisé, libre et fertile, reçoivent et pratiquent la polygamie et la répudiation, liberté de prendre et laisser femme ; accusent la Chrétienté d'avoir tollu ces deux et par ce moyen préjudicié à l'amitié et multiplication, fins principales du mariage. »

Si d'ailleurs le divorce est si universellement pratiqué, c'est qu'il est de droit naturel (15).

L'opinion des Philosophes français du xviii^e siècle sur ce point fut directement influencée par les théories de l'Ecole du droit naturel.

Puffendorf (1632-1694), l'un de ces chefs, résumait ainsi tous ses développements en la matière : « La question se réduit donc à savoir si dans le mariage, comme dans toutes les autres conventions, la partie lésée peut se dégager lorsque l'autre a violé du moins les principaux articles du contrat. Je réponds hardiment que oui s'il s'agit d'articles essentiels » (16).

(14) Cf. VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*, V^o Adultère - id. titre donné par CERFVOL à l'une de ses brochures : « Cri d'une honnête femme qui réclame le divorce conformément... à l'usage de tous les peuples de la terre qui existent ou ont existé *excepté nous*. »

(15) VOLTAIRE, *Mémoire d'un Magistrat* : « Les lois civiles d'aujourd'hui malheureusement fondées sur le droit canon me privent des droits de l'humanité... Je jette les yeux sur tous les peuples de la terre : il n'y en a pas un seul, excepté le peuple catholique romain, chez qui le divorce et un nouveau mariage ne soient de droit naturel. »

(16) PUFFENDORF, *Le droit de la nature et des gens*, livre VI, chapitre I « Du mariage ».

Les idées de Puffendorf furent vulgarisées en France par le biterrois Barbeyrac (1674-1744) qui, plus hardi que son maître, affirma qu'il était loisible aux époux de faire sur leur mariage toutes sortes de conventions : le stipuler à terme ou à vie, ajoutant qu'en tous cas, l'éducation des enfants terminée, ils redevenaient entièrement libres de leurs personnes.

Ces opinions se retrouvent souvent chez les partisans du divorce.

Montesquieu, dans la « Lettre Persane » N° 116, attribuée à Usbek ces propos : « Il est assez difficile de faire bien comprendre la raison qui a porté les chrétiens à abolir le divorce. Le mariage chez tous les peuples du monde est un contrat susceptible de toutes les conventions et on n'en a dû bannir que celles qui auraient pu en affaiblir l'objet. » Et dans « l'Esprit des Loix » il explique que si « chez les hommes, à la différence de ce qui se passe chez les animaux, l'union a un caractère de perpétuité », c'est « parce que l'éducation des enfants y est une œuvre de longue haleine » (17), insinuant que cette dernière terminée, rien ne s'oppose plus à la séparation des conjoints.

Cette conséquence logique, l'Encyclopédie la tire en propres termes à l'article « Mariage » : « Le mari, écrit-elle, doit demeurer avec sa femme jusqu'à ce que leurs enfants soient grands et en âge de subsister par eux-mêmes ou avec le bien qu'ils leur laissent », après quoi « il n'y a rien dans la nature et dans le but de cette union qui demande que le mari et la femme soient obligés de demeurer ensemble toute leur vie ».

L'auteur ajoutait ensuite comme Barbeyrac : « Il n'y a rien qui empêche alors qu'on ait à l'égard du mariage la même liberté qu'on a en matière de toutes sortes de sociétés et de conventions » (18).

Une telle conception du mariage-contrat résiliable par le divorce, qui se retrouve encore très nettement formulée dans l'œuvre du Président Lavie (19), devait connaître un prodigieux essor : reprise

(17) Livre XXIII, chap. 2.

(18) Toutefois on reconnaît en terminant que l'abus du divorce est possible et « qu'ainsi, quoique la chose ne fût pas mauvaise absolument et de sa nature, on devrait s'y conduire avec précaution. »

(19) *Les Corps politiques*, 1764, chap. VIII : « S'il est expédient de renouveler la loi de répudiation ». L'auteur base la légitimité du divorce sur un véritable pacte commissoire tacite, applicable au mariage comme à tous les contrats d'association, et dont l'effet est de dissoudre la société lorsque l'une des parties contrevient aux conditions posées. « Il est de règle, dit-il, que lorsque les associés violent les conditions expresses ou tacites sous-entendues, la société doit se dissoudre ». Cf. DUCASTEL à l'Assemblée législative le 13 septembre 1792, p. 99.

à la veille de la Révolution par presque tous les libellistes (20), expressement consacrée par la Constitution de 1791 (21), elle constituera l'un des fondements de la loi révolutionnaire sur le divorce, la pensée du législateur se résumant alors en ce syllogisme : le mariage est un contrat, tout contrat est dissoluble, donc le mariage est dissoluble.

Voici donc le divorce conforme à la nature ; la religion saine-ment interprétée, ne s'y oppose pas. Mais c'est surtout la justice qui conduit à préconiser une telle réforme. Il était facile de soutenir cette thèse en se basant sur ces nombreux mariages de convenances dans lesquels le consentement des époux avait été presque nul. On pouvait très équitablement réclamer le divorce pour ces conjoints mal assortis, engagés en dehors de leur volonté dans une union à laquelle rien ne les préparait.

Cet argument, déjà mis en lumière par Charron (22), fut abondamment exploité au XVIII^e siècle (23), et la loi d'indissolubilité, « barbare et cruelle », fut l'objet de violentes attaques qui s'étendirent à son succédané : la séparation de corps.

Aux séparations de corps : « ces immorales et indécentes procédures, inconnues aux tribunaux antiques et qui ont si souvent déshonoré les tribunaux modernes » (24), on reproche de couvrir de ridicule l'époux innocent et de conduire à un résultat inique au dernier point : « les deux époux sont réellement divorcés et cependant ils ne peuvent par la loi se pourvoir ailleurs » (25), car « la séparation ne rompt point le lien, elle ne fait que priver les époux de toute la douceur de l'union conjugale » (26). C'est surtout le sort de l'époux innocent qui excite la pitié. Obligé à

(20) MATIGNY, *Traité philosophique* : « Ce n'est pas seulement en vertu d'une loi divine purement positive que l'adultère et la désertion malicieuse rompent un mariage, mais parce que telle est la nature de toutes les conventions que quand l'une des parties ne tient pas ses engagements, l'autre est entièrement libre des siens ; ainsi en ces cas là un mari ou une femme sont naturellement en pleine liberté de se remarier si bon leur semble. »

(21) Titre II, article 7 : « la loi ne considère le mariage que comme contrat civil ».

(22) « Que s'il advient d'avoir mal rencontré, s'être mécompté au choix et au marché... l'on demeure misérable toute une vie. Pour une faute faite sans malice et par mégarde, bien souvent pour obéir et suivre l'avis d'autrui, l'homme est obligé à suivre une peine perpétuelle. »

(23) D'HOLBACH, *La Morale universelle ou les devoirs de l'homme fondés sur la nature*, écrit : « Une législation plus équitable... devrait briser pour toujours des nœuds qui ne servent qu'à lier des malheureux. Dès que le mariage ne produit que des peines, la loi ne devrait-elle pas anéantir une société si contraire à son but et à son institution. » GARAT déclare de même : avec le divorce « si l'on s'est mépris sur les dispositions de son cœur, une première erreur n'entraînera pas le malheur de toute une vie ».

(24) HENNET, *Du Divorce*.

(25) VOLTAIRE, *Prix de la justice et de l'humanité*, 1777.

(26) TOUSSAINT, *Les Mœurs*.

« languir dans un austère célibat », c'est lui qui paye la faute de son conjoint (27).

On s'étonne avec Cerfvol (28) que la cause de telles infortunes doive être cherchée dans le sacrement divin de mariage : « cette bénédiction qui ne peut avoir pour objet que le bonheur des époux » (29). Et l'on conclut avec Madame d'Olman : « La main de l'homme n'y aurait-elle rien ajouté ? Quelque intérêt particulier n'en aurait-il pas rétréci ou étendu les devoirs ou les conditions ? »

Le remède aux tourments des époux séparés, c'est donc la suppression de la séparation de corps, cette « institution bâtarde », et l'institution du divorce : « Vous entrevoyez la possibilité de faire deux heureux et vous faites cesser un mal présent, c'en est assez pour légitimer le divorce », s'écrie le comte d'Antraigues qui, par ailleurs, y pose des conditions très sévères et très étudiées.

La dissolution du mariage du vivant des époux étant justifiée au triple point de vue du droit naturel, de la religion et de la justice, reste à savoir quels en seraient les effets.

Sur ce terrain les « divorciaires » se montrent d'un optimisme sans borne, voire même d'une surprenante naïveté. Ils ont considéré le divorce comme la panacée, le remède universel aux maux dont leur époque était affligée. De déduction en déduction, ils en arrivent aux conséquences les plus inattendues, mais toutes plus heureuses les unes que les autres (30).

Il leur semble tout d'abord que le divorce, facteur puissant d'amélioration des mœurs, sera aussi pour cette raison, un remède

(27) PHILIBERT, *Cri d'un honnête homme* : « Me voici forçat éternel d'un sacrement qui me tient dans ses chaînes redoutables... père de famille sans famille, déchu du droit de me remarier sous de meilleurs auspices... sevré sans retour de la douceur d'être père, isolé au milieu des humains, puni enfin précieusement parce que je suis offensé. »

(28) *Cri d'une honnête femme*.

(29) D'où l'effort pour séparer le contrat du sacrement, en particulier chez VOLTAIRE. D'autre part tous les « divorciaires » criblent de sarcasmes la conception catholique du sacrement. Charron envisageant la réplique des catholiques aux arguments favorables au divorce, écrivait : « A tout cela on répond que le Christianisme ne considère pas le mariage par des raisons purement humaines, naturelles, temporelles, mais le regarde d'un autre visage. » La critique de ce visage est faite par MONTESQUIEU, (*Lettre Persane* N° 116) : « Quelque chose de mystérieux et de difficilement compréhensible, d'où le plaisir des sens est banni autant qu'il se peut, sacrement divin, dépourvu de signes sensibles. » Id. VOLTAIRE, *Prix de la justice et de l'humanité*, écrit : « Cette étrange jurisprudence (le droit canon) ne considère dans le mariage qu'un signe visible d'une chose invisible, de sorte que deux époux étant séparés par les lois de l'Etat, la chose invisible subsiste encore quand le signe visible est détruit », et ainsi, « des paroles inintelligibles empêchent un homme séparé légalement de sa femme d'en avoir légalement une autre, quoiqu'elle lui soit nécessaire. Il reste à la fois marié et célibataire. Quelle extravagante contradiction ! »

(30) Nous avons déjà donné page 47 une tirade très caractéristique de PHILIBERT.

presque souverain à la dépopulation qui affecte les classes élevées et dont on commence à se préoccuper.

C'était pour y pallier que le marchal de Saxe avait dans ses « Réflexion sur la propagation de l'espèce humaine », proposé la suppression de l'indissolubilité du mariage, système « impolitique au dernier chef » parce que contraire à la population : « Je suis persuadé, écrivait-il, que l'on sera un jour obligé de faire quelque changement dans la religion à cet égard... Selon les Saintes Ecritures, le premier commandement que Dieu fit à l'homme est : Croissez et multipliez ; de tous, c'est celui auquel on fait le moins attention ». Et il proposait un système social basé sur le mariage à terme, grâce auquel tous les Français devant avoir dans leur vie trois fils et toutes les Françaises trois filles (!), la France compterait aux alentours de 1930, 978 millions d'habitants !

Montesquieu, lui aussi, a cru voir dans le mariage indissoluble, ainsi d'ailleurs que dans le célibat ecclésiastique (31), une cause « terrible » de dépopulation. Il y insiste surtout dans les « Lettres Persanes » (32), pour y revenir sous une forme voilée dans « l'Esprit des lois » (33).

En dépit de l'expérience antique c'est une opinion très répandue au XVIII^e siècle chez tous les partisans du divorce (34). Certains donnent en modèle les peuples protestants chez lesquels, le divorce existant, les mœurs sont pures et la population en hausse constante (35).

Mais bien d'autres conséquences accompagneront encore la régénération morale du pays. Les auteurs en donnent une énumération abondante, pleine d'enthousiasme sinon d'ingéniosité.

(31) Cf. *Lettre Persane* N° 117. Pourtant des périodes de vie religieuse intense comme le Moyen-Age ont été très prolifiques.

(32) *Lettre* 116, Usbek à Rhédi : « Il ne faut point s'étonner si l'on voit chez les Chrétiens tant de mariages fournir un si petit nombre de citoyens. Le divorce est aboli... les femmes ne passent plus comme chez les Romains, successivement dans les mains de plusieurs maris qui en tiraient, dans le chemin, le meilleur parti qu'il était possible. »

(33) XVI, 15 : « Le divorce a ordinairement une grande utilité politique... »

(34) En 1791, on lit, dans le *Sermon capucino-philosophique* par M... *ci-devant cordelier* : « Le divorce fera éclore un grand nombre d'enfants ; en favorisant la population, il augmentera la force publique et les biens qui en sont la suite. Invoquons le divorce générateur ; que les bon citoyens s'écrient : « Veni Creator ».

(35) Cf. PHILIBERT affirmant qu'il en résultera à leur profit « une supériorité numérique, qui, bientôt leur permettra d'écraser la France ». — Dans la *lettre Persane* N° 117, MONTESQUIEU écrit de même : « Il est certain que cette religion (réformée) donne aux protestants un avantage infini sur les catholiques. Et j'ose le dire, dans l'état présent où est l'Europe, il n'est pas possible que la religion catholique y subsiste 500 ans ». A quoi DE BONALD et Mme NECKER répondront à la fin du siècle, que les pays protestants n'usant pas du divorce, lui attribuer leur bon état démographique et moral, c'est « faire honneur de la bonne santé des habitants d'une contrée à un médecin du voisinage qui n'y est jamais appelé ».

Tout d'abord, il leur apparaît certain que, de même qu'à l'indissolubilité doivent être attribuées les mauvaises mœurs du temps (36), à l'inverse les mariages seront d'autant plus purs et unis qu'ils seront dissolubles. Le sceptique Montaigne fut le premier à émettre cette affirmation paradoxale et ses paroles, extraites des « Essais » (Livre II, Chap. XV), ont figuré en exergue sur nombre de brochures révolutionnaires favorables au divorce (37) : « Nous avons pensé attacher plus ferme le nœud de nos mariages pour avoir osté tout moyen de les dissoudre ; mais d'autant s'est despris et relasché le nœud de la volonté et de l'affection que celui de la contrainte s'est restrécy : et, au rebours, ce qui tint les mariages, à Rome, si longtemps en honneur et sûreté, fut la liberté de les rompre qui voudrait ; ils gardaient mieux leurs femmes d'autant qu'ils les pouvaient perdre ; et, en pleine licence de divorce, il se passa 500 ans et plus, avant que nul s'en servit : « Quod licet ingratum est ; quod non licet acrius urit » (38).

Charron use d'une formule beaucoup plus brève : « L'amitié, prétend-t-il, est ennemie de toute contrainte et se maintient mieux en une honnête liberté » (39).

A la suite de ces deux vieux auteurs, Montesquieu se livre dans les « Lettres Persanes », à une longue démonstration des méfaits de l'indissolubilité : « Le divorce était permis dans la religion païenne et il fut défendu aux chrétiens. Ce changement... eut insensiblement des suites terribles et telles qu'on peut à peine les croire. On ôta non seulement toute la douceur du mariage, mais aussi l'on donna atteinte à sa fin ; en voulant resserrer ses nœuds, on les relâcha ; et au lieu d'unir les cœurs comme on le prétendait, on les sépara pour jamais... On voulut fixer le cœur c'est-à-dire ce qu'il y a de plus variable et de plus inconstant dans la nature : on attachait sans retour et sans espérance des gens accablés l'un de l'autre et presque toujours mal assortis »... Erreur profonde, car « rien ne contribuait plus à l'attachement mutuel que la faculté du divorce ; un mari et une femme étaient portés à soutenir patiemment les peines domestiques, sachant qu'ils étaient maîtres de les faire finir et ils gardaient souvent ce pouvoir en main toute leur vie sans en user, par cette seule considération qu'ils étaient libres de le faire ».

A l'inverse, « les chrétiens ne voient dans les désagréments du

(36) CERFVOL, *Mémoire sur la population* : « Ne nous arrêtons pas à chercher la vraie cause de notre dépopulation ailleurs que dans l'indissolubilité des mariages. Toutes les autres causes sont dérivées de celle-ci ou imperceptibles dans leur effet. C'est elle qui a donné naissance au célibat, et par une filiation naturelle à la corruption des mœurs ».

(37) Cf. *Réflexions d'un bon citoyen en faveur du divorce*, Paris 1789.

(38) OVIDE, *Amor.* II, 19, 3.

(39) *De la Sagesse*, livre 1^{er}, chap. VI.

mariage que leur durée et pour ainsi dire leur éternité ». Très vite il se forme entre époux des « séparations intestines aussi fortes et peut-être plus pernicieuses que si elles étaient publiques : chacun vil et reste de son côté et tout cela au préjudice des races futures. Bientôt un homme dégoûté d'une femme éternelle se livrera aux filles de joie ».

Sur le même sujet, Toussaint (« les Mœurs ») écrit en 1748 : « L'indissolubilité absolue loin d'attacher les époux à leurs devoirs réciproques, contribue peut-être plus que toute autre cause à leurs infidélités. Mécontents l'un de l'autre et voyant leur mal sans remède, ils ne songent qu'à le pallier; et pour adoucir leurs souffrances, ils les déposent et s'en consolent l'un dans les bras d'une maîtresse, l'autre dans ceux d'un amant ».

A l'indissolubilité doivent aussi être attribués les concubina-ges, « car on tremble de serrer des nœuds qu'on ne pourra plus rompre jamais ».

Même raisonnement chez le Président Lavie : Il n'est haine aussi forte que celle qui a pris racine dans un mariage indissoluble. C'est cette durée qui aigrit le tourment ; il déchire, il est toujours présent et ne doit pas finir. L'esprit humain peut supporter une douleur dont il envisage le terme : l'idée d'un long avenir l'irrite ; elle bannit l'espérance, seule capable de soutenir et de consoler » (40).

Pour Philibert c'est aussi dans l'indissolubilité qu'il faut chercher la cause des infidélités conjugales si fréquentes de son temps dans toutes les classes sociales. Les époux peuvent se les permettre en toute sécurité, puisque leur union est définitivement scellée. Le seul risque, mais il apparaît négligeable, est de perdre le cœur de son conjoint. De là viennent, conclut-il, « ces conventions, entre ce que nous appelons « les honnêtes gens », de ne point se gêner de part ni d'autre et de faire ensemble compensation de mauvaises mœurs ».

C'est enfin l'opinion de Cerfvol (41) : « Adultère ou stérilité, telles sont les deux issues, également fâcheuses, offertes sous l'empire du droit canonique aux époux mal assortis, réunis en un mariage indissoluble dont l'objet prétendu est de faire leur bonheur ».

L'institution du divorce déterminerait un renversement complet de la situation. En effet :

« Par le moyen du divorce, vous mettez une foule innombrable de célibataires dans le cas de se marier. Ils ne sont retenus que par

(40) *Des Corps Politiques*, chap. VIII.

(41) *Cri d'une honnête femme*.

la crainte qu'inspire un mariage éternel (42). Un grand nombre de mariages, en rendant les filles plus rares, rendra plus difficile la recherche illicite qu'en font les libertins. Avec les mêmes désirs et moins de moyens de les satisfaire hors du mariage, ils y seront amenés indispensablement, quoique sans violence.

Par le moyen du divorce, vous secondez les mariages, en les rendant plus nombreux, parce qu'ils seront moins troublés par les célibataires dont le nombre sera diminué, et parce que l'état des personnes mariées dépendant de leur conduite, elles en deviendront certainement plus circonspectes.

Par le moyen du divorce enfin, vous tirez parti du vice même, et vous vengez la vertu opprimée sans employer les voies de force. Les ménages qui actuellement vivent dans un divorce de fait et sont frappés de stérilité, redeviendront féconds par le revirement des parties que ce changement opérera. Vous rendez un homme à la femme qui est faite pour lui et une femme au mari qui lui convient ».

Ainsi, comme l'écrivait Garat en note du Chant XII des « Mois » de Roucher : « On ne sera plus forcé de chercher dans le vice des plaisirs qu'on pourra trouver encore dans des unions légitimes. Tout prendra sa place. Le mariage perdra peut-être quelque chose de ce caractère religieux que lui donne l'idée d'une chaîne éternelle, mais il ne cessera de paraître moins solennel et moins sacré que pour devenir plus pur et plus heureux. »

Le grand avantage du divorce ce serait donc le caractère presque exclusivement préventif de son rôle. Monsieur de R., tuteur de la Marquise d'Olman, y insiste dans une lettre à sa pupille (43) : « Dans presque toutes les contrées où j'ai passé, écrit-il, j'ai vu le divorce prévenir ou mettre fin à ces dissensions qui divisent éternellement nos maisons, qui en causent l'extinction et qui sont la source de tant de crimes. Oh ! Madame, que cet usage, s'il était pratiqué parmi nous, nous aurait épargné de chagrins ! Que d'assassinats, que d'empoisonnements, que de crimes atroces on aurait évité de punir !... Le divorce remédierait à ces énormes abus : et, bien différent des lois qui punissent le coupable, *il préviendrait le mal.* » Aux adversaires de cette bienfaisante institution, l'auteur lance cette pointe : « Il semble, en vérité, que ces gens-là aient un

(42) *Id.* CERFVOL, *Mémoire sur la population* : Si l'on demande à cette multitude de célibataires qui existent au milieu de nous pourquoi ils ne prennent point d'engagements, c'est, vous répondent-ils, parce qu'ils sont indissolubles. »

Id. LAVIE, op. cit. : « Combien de citoyens de l'un ou de l'autre sexe se réduisent au célibat par la seule crainte qu'inspire un mariage éternel ! »

(43) CERFVOL, *Cri d'une honnête femme.*

intérêt à multiplier les vices et que la corruption soit le thermomètre de leur félicité ».

La même idée est développée, en un style pompeux, presque lyrique, par Hennet (44). Après avoir affirmé qu'après l'établissement du divorce, l'adultère n'affligerait plus que très rarement nos sociétés, le célibat recevrait un coup mortel et la prostitution finirait par disparaître, il poursuivait : « Mais de tous ces avantages, le plus grand, le plus précieux, le plus général, celui qui intéresse tous les citoyens, celui qui seul pourrait faire décider la question, celui qui est reconnu par tous les moralistes, par tous les législateurs, celui qui est attesté par tous les peuples anciens et modernes, *c'est que la loi du divorce est le plus grand préservatif du divorce même; que dès qu'il est possible, il devient presque inutile; que dès qu'il est permis il est très rare et qu'il s'anéantit par lui-même.* Voulez-vous la paix, dit-on, préparez la guerre; je dirai de même : *voulez-vous qu'on ne divorce pas, permettez le divorce...* »

Oui, cette institution quand les nœuds de l'hymen sont relâchés, les resserre plus souvent qu'elle ne les rompt, prévient plus de fautes qu'elle n'en punit, empêche plus d'erreurs qu'elle n'en répare, enfin *elle est moins l'art de détruire les mauvais ménages, que l'art de rendre tous les mariages heureux* » (45).

Ils seraient d'autant plus heureux que, d'une manière nécessaire, le divorce transformerait en l'améliorant, l'éducation des enfants.

C'est ce que démontre Cerfvol dans sa « Législation du divorce. » : « L'admission de cette institution, écrit-il, change absolument l'éducation actuelle; et quand son rétablissement ne produirait que ce bien, c'en serait toujours un très grand.

On peut s'en rapporter à la nature sur les soins d'agrément qu'on aura pour les enfants nés d'une union chérie; les soins utiles y seront ajoutés par le même motif. Des époux qui s'aiment et qui sont convaincus que le bonheur ne s'est perpétué dans leur ménage que par l'honnêteté, la sagesse, la probité, l'économie, la douceur, ne manqueront pas de former leur postérité à ces vertus.

Le père inculquera à son fils que le milieu entre le mariage et le célibat est un état de crime; que l'exacte probité est la première des vertus, que, s'il est odieux dans tous les cas de violer sa parole, c'est un sacrilège d'enfreindre un serment fait en face des autels; que tromper une femme, c'est justifier d'avance les écarts dans

(44) *Du Divorce*, Paris, 1789.

(45) *L'art de rendre les ménages heureux* fut d'ailleurs le titre d'une brochure anonyme publiée en faveur du divorce au cours de l'année 1789.

lesquels elle donnerait ; qu'il faut toujours conserver la puissance maritale pour régner par la douceur sur le cœur de sa femme : que l'unique moyen d'éviter le dégoût, c'est de mettre de la décence dans les plaisirs et de borner la volupté, etc...

« La mère de son côté prescrira la pudeur à sa fille comme le principal ornement de son sexe. Vous n'avez pas la force en partage, lui dira-t-elle, elle vous siérait mal. Soyez douce, complaisante, affectueuse ; fuyez ces inégalités, ces caprices, ces tons décidés, ces emportements qu'un amant souffre parce qu'il ne vous respecte pas, mais qu'un mari aurait droit de corriger pour vous rendre respectable, etc...

« Si votre mari s'éloigne de vous, ne ménagez rien, pas même l'artifice, pour le ramener ; c'est là le cas où il est permis. S'il continue de vous outrager, invoquez les lois, elles vous dégageront. Vous serez après votre séparation une femme estimable que plus d'un homme recherchera.

« Ces leçons, conclue notre auteur, appuyées de l'exemple, influenceront puissamment sur la jeunesse. Elles seront suivies parce *qu'elles n'ont rien de contraignant* (46) et que le bonheur résultera toujours de leur pratique. »

Tandis que Cerfvol, envisage surtout le divorce comme le havre de grâce des femmes honnêtes qui connaissent le malheur parce qu'elles ont été unies à des époux libertins et débauchés (47), Philibert, lui, se basant sur son expérience personnelle, y voit seulement le moyen pour un mari outragé de se séparer de la femme qui l'a bafoué. Et, lorsqu'il attribue au divorce des vertus bienfaisantes quant à l'éducation des enfants, c'est à celle des filles qu'il fait allusion :

« Avec le divorce, écrit-il, une jeune femme à peine sortie de l'état de fille, qui l'a longtemps et beaucoup ennuyée, craindra d'y retomber. Cependant comme il faudra (du moins cela est probable) que le système de l'éducation change aussi dès lors, elle n'aura pas été élevée comme aujourd'hui dans le seul art de séduire un instant ; mais, au contraire, ses parents ne lui auront rien tant inculqué que ce qu'il lui importera de savoir toute sa vie, c'est-à-dire d'être une épouse fidèle, une digne mère, une sage économe, et cela de peur d'avoir à la doter deux fois.

« C'est avec ces dispositions que notre jeune personne entrera en ménage : et qu'en augurez-vous ? Qu'un tel mariage devra réussir et que toute la famille s'en trouvera bien. »

(46) A l'inverse de l'indissolubilité.

(47) Cf. *Cri d'une honnête femme*. — *Parloir de l'abbaye de...*

Et, si par hasard, se trouvait encore quelque épouse infidèle, la réprobation universelle qui résulterait pour elle du divorce qu'elle aurait subi, serait la punition toute naturelle de sa faute, « tandis que son mari, qui aurait cessé de l'être, jouirait dans les bras d'une nouvelle compagne, des droits de son honneur vengé, de la plénitude de son état et d'une satisfaction entière. Je me trompe fort, terminait Philibert, où un seul exemple dans ce goût influerait plus utilement sur les mœurs d'une province que 4 visites pastorales et 6 missions prêchées par les plus grands apôtres. »

C'est aussi l'opinion de Matigny : « Adoptons ces maximes, s'écrit-il, le mariage sera respecté. Il s'épurera de lui-même, le bon grain se séparera de l'ivraie. La tourbe des indignes époux, bientôt avilie dans l'opinion publique, restera dans la fange et dans l'opprobre. Nous aurons enfin des mœurs. »

Le divorce apparaît donc à ses protagonistes comme le moyen très efficace de régénérer les mœurs corrompus de leur siècle par la faculté désormais ouverte aux époux malheureux de se dégager de leurs liens en rejetant sur le conjoint coupable, le déshonneur de la rupture. Ainsi conçu, le divorce est éminemment moral puisqu'il apparaît comme la sanction de l'inconduite.

Mais un argument de poids pouvait être invoqué contre lui, susceptible de faire reculer nombre de bons esprits : en frappant l'époux coupable, n'allait-on pas aussi faire participer au châtiment les enfants issus du mariage et innocents du crime de leur auteur ? A quelle situation fausse et douloureuse n'allaient-ils pas être condamnés après la séparation et surtout le remariage de leurs parents ?

La difficulté avait été aperçue dès l'origine et Montesquieu, pourtant bien disposé par ailleurs pour le divorce, n'avait pas hésité à écrire (48) que, « quant à l'utilité civile le divorce, s'il est établi pour le mari et la femme, n'est pas toujours favorable aux enfants. »

Rousseau qui dans ses « Confessions » s'était, pour des raisons exclusivement sentimentales, lui aussi déclaré en faveur du divorce, avait admis cependant dans « La Nouvelle Héloïse » et par une formule presque analogue, que « les enfants fourniraient toujours une raison invincible contre le divorce. »

Enfin, nous savons déjà que Barbeyrac, s'il proclamait hautement le caractère de droit naturel du divorce, posait cette restriction que le mariage devait durer tout le temps nécessaire à l'édu-

(48) *Espirit des lois*, XVI, 15.

cation des enfants et que sa doctrine avait été reproduite par les Encyclopédistes.

Quelques-uns cependant, n'avaient pas hésité à nier l'argument et à le rejeter d'emblée. C'était le cas de Lavie, qui prétendit que « les faits détruisaient cette objection usée », parce que « dans les pays protestants d'Europe où existait la répudiation, il n'apparaissait pas que l'inconvénient fut majeur. »

A l'inverse, le comte d'Antraigues, vingt-cinq ans plus tard, devait repousser le divorce dans tous les cas de mariage fécond : « Vainement, écrit-il, voudrait-on établir le divorce entre des époux que l'hymen a rendu pères (*sic*), il ne saurait exister. » En effet « quand des enfants ont survécu au bonheur de leurs parents et que, nés quand ils s'aimaient, le ciel les fit orphelins sans conduire au tombeau ceux qui leur donnèrent la vie, alors la main des hommes ne peut, sans crime, séparer ceux qui malgré les lois et malgré eux-mêmes doivent toujours rester unis ; elle ne peut rendre éternel un malheur momentané... » car « la chaîne de l'amour peut se rompre, celle d'un sentiment mutuel pour les enfants reste toujours. » Conclusion : on ne peut « rendre libres ceux que le ciel n'affranchit pas et les autoriser à former une autre union quand la preuve de l'indissolubilité de la première est encore vivante ». Impossible alors « de porter entièrement ailleurs un cœur délivré de ses premières chaînes ».

Mais l'opinion du comte d'Antraigues ne rencontra à peu près aucun écho dans les cercles « divorciaires » et, alors que la question des enfants fournissait aux adversaires du divorce un de leurs arguments les plus solides (49), on vit au contraire le divorce réclamé par certains de ses partisans pour les enfants et dans leur intérêt (50).

On fit en effet remarquer qu'ils étaient aussi malheureux, sinon davantage, en cas de séparation de corps ou même de remariage de leur auteur survivant après le décès de l'autre. On préten-

(49) A signaler par exemple un article de MARMONTEL dans le *Mercure de France* du 6 février 1790, défendant l'indissolubilité en se fondant principalement sur le devoir d'éducation qui incombe aux parents.

(50) Cf. en 1791, *Pétition de Montaigne, Charron, Montesquieu, Voltaire, à l'Assemblée Nationale*, due à la plume de HENNET et composée d'extraits favorables au divorce puisés dans les écrits de ces philosophes. Elle est dédiée à un enfant nommé Emile dont les parents vivent en mauvaise intelligence : « Détracteurs du divorce, s'écrit l'auteur, laissez-moi réclamer pour lui le divorce, voyez-le faible, pâle, mélancolique, ignorant, vicieux, ruiné..., le divorce seul rendra le père, la mère et Emile au bonheur, à la vertu, à la liberté... Convenez avec moi que : l'ami du divorce est l'ami de l'enfance ! »

De même *L'ami des enfants* est une brochure, parue en 1790, dont l'auteur anonyme s'est donné pour but unique de réfuter les objections contre le divorce tirées de l'intérêt des enfants. Il interpelle ceux-ci en ces termes : « Êtres intéressants et chers, venez plaider la cause du divorce, elle est aussi la vôtre. »

dit que les disputes incessantes de leurs parents vivant en mauvaise intelligence, étaient beaucoup plus dangereuses pour leur moralité qu'une séparation franche.

Quant à leur partage entre les anciens époux divorcés, les systèmes proposés variaient : les uns confiaient l'éducation au conjoint innocent (51), d'autres auraient voulu opérer le partage d'après le sexe (52). Pour couper court à ces difficultés, un article du *Moniteur*, assez tardif il est vrai (53), imagina audacieusement de les faire tous élever par l'Etat aux frais des parents.

Ce problème théorique de l'éducation des enfants après la rupture de tout lien civil entre les divorcés, de même que celui de la valeur abstraite qu'il convenait d'accorder au divorce, des intérêts de divers ordres qu'eût présentés son introduction en France, touchaient aux domaines les plus élevés de l'esprit. Ils avaient donc suscité la verve des libellistes, très désireux de flatter le goût du jour si favorable aux spéculations pures. Par contre, sur d'autres points, ils s'étaient montrés infiniment moins prolixes et notamment peu nombreux avaient été ceux qui, après avoir justifié le principe, s'étaient préoccupés de bâtir l'édifice juridique du divorce. Ce fut l'apanage des auteurs sérieux.

Cerfvol, le premier, dans sa « Législation du divorce » de 1769, inséra, divisé en articles, un « Essai sur la manière de régir le divorce ».

Il admet le divorce par consentement mutuel sur le modèle de la législation justinienne, cette institution permettant « de secourir ceux qui, par respect pour eux et le public, eussent préféré être les victimes d'un chagrin dévorant, plutôt que d'en divulguer les causes (54) ».

Il autorise en outre dans quelques cas bien déterminés la répudiation unilatérale de l'un des conjoints par l'autre.

D'abord, conformément au texte de saint Mathieu et comme

(51) CERFVOL.

(52) BOUCHOTTE : tous les enfants à la mère jusqu'à 7 ans ; au-delà, les fils passent au père. C'est le système de la loi de 1792.

(53) N° du 21 mars 1792.

(54) Cette considération sera constamment invoquée à l'époque révolutionnaire.

LAVIE, après CHARRON, avait déjà écrit : « D'un côté, il paraîtrait extraordinaire qu'il fût permis de répudier sans articuler aucune bonne raison et de voir autoriser la pure fantaisie ; mais de l'autre côté, dans quels détails faudrait-il entrer ! Ira-t-on révéler sa honte ?... Il semble que la répudiation soufferte sans en alléguer la cause, mette l'honneur des deux parties à couvert ; chacune d'elles peut devenir une seconde fois utile à l'Etat par une seconde société : cet avantage serait peut être rare si les raisons étaient divulguées de part et d'autre. »

Pour ce motif, la loi de 1792 admettra le divorce pour incompatibilité d'humeur et le code civil, en 1803, le divorce par consentement mutuel.

l'avait si éloquemment réclamé Philibert, le mari pourra répudier la femme adultère, mais alors après l'avoir, comme à Rome, préalablement traduite devant les tribunaux criminels.

En outre l'un des conjoints pourra répudier l'autre pour divers motifs tels que : la condamnation aux galères, l'abandon injurieux, la folie, les sévices, les injures graves et, en dernier lieu, la conduite dissolue (55).

Enfin Cerfvol réclamait une procédure de divorce très longue, soumise à de nombreux atermoiements destinés à fournir aux parties tout le temps et l'occasion de se réconcilier.

Hennet se montre beaucoup plus large. Son système, développé dans le livre III du traité « du divorce », repose sur la distinction entre deux catégories de divorces.

Tout d'abord il établit 8 motifs péremptoires :

- 1° La mort civile,
- 2° Une condamnation infâmante,
- 3° L'emprisonnement de longue durée,
- 4° La captivité dont on ne peut prévoir la fin,
- 5° L'expatriation de l'un des conjoints ou sa disparition sans nouvelles,
- 6° La stérilité du mariage pendant un temps déterminé, sans qu'on puisse en rechercher les causes,
- 7° Une maladie incurable mettant obstacle à la génération,
- 8° La démence (56).

« Tous ces motifs, disait Hennet, peuvent se prouver sans scandale, ne peuvent se supposer quand ils n'existent pas, et à l'inverse quand ils existent réellement peuvent facilement se constater. » Aussi entraînent-ils de droit la dissolution du mariage.

A ce « divorce déterminé », il oppose le « divorce indéterminé », pour 4 causes :

- 1° Un crime quelconque,
- 2° L'adultère,
- 3° Le désordre extrême des mœurs,
- 4° L'incompatibilité de caractères.

(55) A noter que dans ce système la femme ne peut répudier son mari adultère que si, corrélativement, elle invoque sa conduite dissolue sur la base de l'article 9, paragraphe 5, du projet, édictant le divorce « pour une manière de vivre si dissolue, si crapuleuse et si libertine qu'elle ne puisse être supportée raisonnablement par celui des conjoints qui s'en plaindra. » C'est toujours l'inégalité traditionnelle entre le mari et la femme dans le divorce pour adultère.

(56) Dans tous ces cas le divorce est fondé soit sur l'impossibilité de la cohabitation, soit (6° et 7°) sur la stérilité du mariage.

La procédure étant alors susceptible de provoquer le scandale, Hennet propose de faire entendre les époux par un tribunal de famille, juridiction de parents qui statueraient sur la demande avec probablement une meilleure connaissance de la situation de fait que les tribunaux ordinaires, et surtout un plus grand souci de sauvegarder la dignité familiale en faisant, au besoin, tous les efforts possibles pour aboutir à une réconciliation.

Le Comte d'Antraigues, au contraire, s'élève contre de telles propositions ; il ne consent à reconnaître que deux motifs de divorce, l'un péremptoire : c'est l'adultère de l'un des époux, sans distinction de sexe ; l'autre facultatif : c'est le désordre extrême des mœurs soumis à la libre appréciation des juges qui pourront imposer au coupable un délai d'amendement.

Quant à l'incompatibilité des caractères il en fait non pas une cause de divorce comme Hennet, mais un motif de séparation prolongée :

« L'âge, le temps, le repentir pouvant rectifier les caractères, inspirer à l'un plus de tolérance, diminuer dans l'autre l'énergie de ses vices. »

Enfin d'Antraigues repousse avec beaucoup d'énergie de projet de soumettre les procédures de divorce à un tribunal de famille ; « C'est, dit-il, vouloir naturaliser chez un peuple sans mœurs, un tribunal qui n'existe qu'avec les mœurs et qui périt avec elles. » Au contraire, de la nécessité de poursuivre les demandes devant les tribunaux ordinaires, il n'escompte que de bons résultats : « elle sera un frein à la licence de ces demandes » et tant que leurs maux seront supportables, les époux malheureux hésiteront à porter leurs griefs à la barre d'une juridiction dont les débats sont publics.

Mais le bon sens souvent prophétique du comte d'Antraigues ne devait guère prévaloir. A mesure que le temps passe, les vues idéologiques inspirées par l'évolution politique séduisent de plus en plus les esprits.

Il n'est donc pas surprenant que le projet de réglementation du divorce inséré dans l'ouvrage de Bouchotte, le dernier paru avant la loi de 1792, ait été le plus hardi. Non seulement l'auteur s'y montre partisan résolu du tribunal de famille, mais il admet même le divorce sur la déclaration unilatérale de l'un des époux sans aucune justification de sa part, toujours pour cette raison que dans certains cas les époux doivent pouvoir être désunis sans que le conjoint offensé soit forcé de dévoiler les motifs qui le poussent à cette rupture ; par exemple, « s'il a été témoin de son déshonneur et que personne autre que lui n'en ait été le témoin, il ne peut être forcé de raconter les faits qui l'ont déshonoré. »

IV. — TENDANCES DE L'OPINION PUBLIQUE VIS-A-VIS DU DIVORCE A LA VEILLE ET AU DEBUT DE LA REVOLUTION

Nous avons, au cours des pages qui précèdent, relevé dans les œuvres des grands philosophes, dans les brochures et les pamphlets des libellistes, au XVIII^e siècle, la trace d'un courant indéniable d'idées en faveur de l'établissement du divorce en France.

Reste maintenant à savoir quels furent les résultats de cette campagne et si l'opinion s'est intéressée à l'introduction de cette institution dans nos lois civiles ; si en définitive, cette réforme, réalisée par la loi du 20 septembre 1792, correspondait bien en fait aux vœux de la nation.

Après un examen du problème ainsi posé, la réponse n'est pas douteuse : en 1789 la grande masse du peuple français souhaitait une meilleure répartition des charges fiscales, une participation plus étendue à la conduite des affaires, l'abolition des derniers vestiges de la féodalité, toutes réformes de l'ordre politique, mais demeurait par contre, fermement attachée aux institutions civiles et religieuses de l'Ancien Régime.

Pour prendre une vue exacte des aspirations du peuple français sur ce point, il faut consulter les Cahiers de revendications établis après la convocation des Etats Généraux. De réformer le mariage en supprimant l'indissolubilité, il n'est question en tout et pour tout que dans trois cahiers (1). Par contre, 4 cahier s'op-

(1) 1^o Cahier pour le Tiers-Etat du district de l'Eglise des Théatins à Paris, rubrique « objets d'utilité générale », article 26 : « Le divorce sera pareillement permis, car un contrat indissoluble est opposé au caractère inconstant de l'homme. » (*Archives Parlementaires*, 1^{re} série, tome 5, p. 316).

On relève ici, ce qui n'est pas surprenant à Paris, l'influence sur les rédacteurs des controverses philosophiques.

2^o Cahier des plaintes et doléances du Tiers-Etat de la Prévôté de Fleury-Mérogis — dans l'Oise — Sous la rubrique « lois civiles », on y lit en effet : « Pour éviter le scandale, il serait utile de laisser la liberté du divorce, en la rendant notoire par une simple *assemblée des parents des deux parties* devant le juge royal, où il serait pourvu aux droits et à l'existence des enfants, en leur laissant une partie des biens propres et de communauté des parties divisées. »

(*Arch. Parl.*, 1^{re} série, T. IV, p. 549, 1^{re} colonne.)

Là aussi on retrouve l'influence des théoriciens partisans des tribunaux de famille.

3^o On a soutenu que dans le cahier dont était porteur Philippe-Egalité, le divorce était réclamé. C'est une erreur : le Cahier de la noblesse de Crespy-en-Valois, dont ce prince était le député, ne dit rien de tel.

En réalité c'est dans les *Instructions* que le duc d'Orléans adressa à ses agents lors de la convocation des Etats Généraux, qu'on trouve, à l'article 12, cette recommandation : « On demandera l'établissement du divorce, comme le seul moyen d'éviter le malheur et le scandale des unions mal assorties et des séparations ».

En se ralliant à ces *Instructions* le Tiers Etat de Chateaudouble, en Provence, réclamait implicitement le divorce.

posent à l'introduction du divorce en France : deux Cahiers de paroisses (2) et 2 cahiers du Clergé (3).

A notre avis cette répartition est très caractéristique de la situation. C'est dans les masses paysannes, aux mœurs pures et aux tendances traditionnellement conservatrices, et dans le Clergé catholique, défenseur-né de l'indissolubilité, que les protagonistes du divorce se heurtaient, comme ils se heurteront toujours, aux résistances les plus opiniâtres (4).

En fait, pour l'immense majorité des Français la question ne

(2) 1^o Cahier de la paroisse d'Aulnay-les-Bondis : « Il serait du plus grand danger d'admettre le divorce, qui occasionnerait un bouleversement général en France et serait le sujet du plus grand scandale. » (*Arch. Parl.*, 1^{re} série. T. IV, p. 326, 2^e col., art. 17).

2^o Cahier de la paroisse de Stains, qui enjoint à son député de « s'opposer aux demandes qu'on pourrait faire pour le divorce. » (*Id.*, T. V., p. 124, 1^{re} col., art. 12).

(3) 1^o Cahier du Clergé de la principauté et province d'Orange : « Si on proposait à l'Assemblée des Etats Généraux l'introduction d'une loi qui permettrait le divorce, nous chargeons notre député de s'opposer à l'établissement d'une pareille loi, comme contraire au droit divin et aux bonnes mœurs. » (*Id.*, T. IV, p. 267, 1^{re} col.)

2^o Cahier du Clergé du Pays et vicomté de Soule (Pays Basque), demandant à l'article 42 : « Que l'on déroge à l'art. 1^{er} de la coutume, Titre des vendications, qui introduit la répudiation. » (*Id.*, T. V, p. 775).

Nous nous sommes reporté sur les *Coutumes Générales* de Bourdot de Richebourg au texte même de la coutume du pays de Soule et n'y avons trouvé aucun « titre des vendications », ni aucun article introduisant la répudiation. Il semble donc qu'il s'agisse d'une erreur des rédacteurs du Cahier.

(4) Aussi les « divorciés » qui, extérieurement, manifestent le plus grand respect du catholicisme et s'efforcent d'établir la légitimité du divorce même sur le terrain religieux, se livrent-ils à des attaques obliques très vives et souvent perfides contre le clergé.

Dans le *Mémoire d'un Magistrat*, Voltaire relate que les tourments de ce malheureux sont attribuables à ce fait que, dès avant son mariage, sa femme avait été *débauchée par un prêtre*. De même dans le *Supplément au voyage de Bougainville*, c'est l'aumônier de l'expédition que le vieil Orou initie aux mœurs idéales d'Otaïti et cet ecclésiastique, vite séduit, ne tarde pas à s'y adonner.

D'une manière générale, ce sont toujours les arguments les plus sots que l'on place dans la bouche des catholiques « antivivants ». Dans la *Législation du divorce*, Cerfvol attribue à l'un d'eux cette réplique : « Le divorce ? Y pensez-vous ? Songez donc que Dieu, que la religion le proscrivent ; que nos coutumes y répugnent, que de tout temps le mariage a été indissoluble, que du moins depuis que nous sommes chrétiens... »

Les ecclésiastiques sont représentés usant et abusant du principe d'autorité. A une Comtesse, épouse infortunée, qui invoque pour se délier le texte de Saint Mathieu, un abbé réplique sèchement : « Madame, ce n'est pas à vous à commenter la Sainte Ecriture. » (*Cerfvol, Parloir de l'Abbaye de...*).

« A l'égard des lois de l'Eglise, il ne s'agit pas de récriminer contre l'effet qu'elles produisent : il faut respecter la source dont elles partent, se soumettre et se taire », écrit un prêtre au tuteur de la marquise d'Oman dans le *Cri d'une honnête femme*. Le même ecclésiastique, pour condamner le divorce tire argument de ce qu'il est admis par les protestants : « Il faut vous faire un principe universel et qui soit applicable dans tous les cas : c'est que tout ce qui vient de la part des hérétiques est mauvais ; et cela parce qu'il ne peut être bon. » Et plus loin : « Il ne peut pas tomber dans l'esprit d'un chrétien que Dieu ratifie ce que le pape n'approuve pas. »

Enfin, le même abbé, loin de plaindre les époux malheureux, déclare : « Ceux qui ne trouvent pas dans le mariage tous les agréments qu'ils se promettaient, n'ont à se reprocher qu'à eux-mêmes de n'avoir point choisi l'état qui lui est opposé et préférable à tous égards (le célibat...) Plus l'état de

se posait pas. « Tel qu'il est, écrit M. Olivier-Martin (5), le mariage est passé dans les mœurs ; bien discrédité dans les hautes classes des grandes villes, il reste dans les classes moyennes et les campagnes, l'institution que l'Eglise a environnée de sa sollicitude et des plus impressionnantes splendeurs de son culte. »

A l'inverse, ce n'était pas absolument par hasard que l'un des trois cahiers réclamant la suppression de l'indissolubilité émanait de Paris. La capitale est en effet très différente du reste de la nation. Certains milieux « éclairés » ne craignent pas d'y étaler, comme d'ailleurs dans tous les grands centres, leur corruption et leur irreligion. C'est là que se trouvent principalement ces « mariages de convenances », ces unions mal assorties où fleurit l'adultère et auxquelles se réfèrent si souvent dans leurs ouvrages, les écrivains « divorciaires » qui les ont sous les yeux (6).

Comme l'a très bien observé M. Cruppi (7), le mouvement favorable au divorce se rattache à la crise philosophique et morale dans la noblesse et la bourgeoisie à la veille de la Révolution. Dans cette société raffinée, le libertinage est de bon ton (8). Par leurs spirituels et impertinents babillages, les Philosophes avaient discrédité les institutions les plus respectables (9) et les théories les plus audacieuses étaient toujours les bienvenues (10).

mariage sera périlleux et moins l'on s'y engagera : la vie célibataire sera alors la plus généralement pratiquée, comme elle est la plus agréable à Dieu. Le monde diminuera sans doute : mais l'œuvre du Seigneur augmentera et tout sera dans le plus haut degré de perfection possible. »

Par ces caricatures odieuses on espérait ridiculiser les meilleurs défenseurs de l'indissolubilité.

Dans le même but, un peu scrupuleux anonyme publia en 1790 une *Lettre du marquis de C... au comte de F., contre le divorce*. Le marquis est un jeune homme ruiné qui a épousé pour ses 80.000 livres de rente la fille d'un financier. Il s'est naturellement hâté de l'abandonner aussitôt passé le mariage pour se mettre avec la petite R... Le vote de la loi du divorce le ruinerait complètement ; mais, fort heureusement pour notre libertin, les prêtres sont là pour le protéger, qui savent payer les auteurs de libelles contre le divorce.

(5) OLIVIER-MARTIN, *La crise du mariage dans la législation intermédiaire*, p. 50.

(6) Cf. *Griefs et plaintes des femmes mal mariées* : Il faut en convenir, les mauvais ménages sont plus rares qu'on le croit : ils se forment plus ordinairement entre les gens de bon ton qu'entre les bonnes gens. » Il est d'ailleurs très symptomatique que tous les personnages mis en scène par les novateurs appartiennent à la haute société.

(7) Marcel CRUPPI, *Le divorce pendant la Révolution*, p. 20.

(8) Les *Mémoires* de Madame d'Epinaï nous permettent de juger de l'extrême licence régnant dans les cercles aristocratiques et policés au milieu desquels évoluait l'auteur. Elle y fait le récit des intrigues innombrables auxquelles elle fut mêlée en même temps que de sa vie privée, ses liaisons successives, celles de son mari, dont elle décrit les maîtresses, tout cela comme de la chose la plus naturelle du monde.

(9) Cf. Voltaire sur le mariage et le divorce : « Le divorce est probablement de la même date que le mariage, je crois cependant que le mariage est de quelques semaines plus ancien, etc... »

(10) TAINÉ, *Origines de la France contemporaine*, T. 1, p. 372. « La morale des sexes, écrit-il, semble bien lourde à des hommes de plaisir, aux compagnons de Richelieu, de Lauzun et de Tilly, aux héros de Crébillon fils, à tout

Le divorce était un sujet de conversation agréable et piquant. Beaucoup n'y voyaient du reste qu'un prétexte aimable à plaisanterie, ce libertinage légal apparaissant du plus haut goût. Parmi les brochures traitant de la question, les plus légères ne furent pas celles qui eurent le moins de succès (11).

Mis à la mode par les cercles mondains, vulgarisé par les nombreuses brochures parues entre 1789 et 1792, le divorce ne devait pas tarder à séduire nombre d'esprits honnêtes et sincères qui y virent le moyen infaillible de restaurer la pureté dans les mœurs (12), ne serait-ce qu'en assortissant mieux les unions (13).

ce monde galant et libertin pour qui l'irrégularité est devenue la règle. Nos gens de bel air adoptent sans difficulté une théorie qui justifie leur pratique. Ils seront bien aises d'apprendre que le mariage est une convention et un préjugé. Ils applaudiront Saint-Lambert, lorsqu'à son souper, levant un verre de champagne, il proposera le retour à la nature et les mœurs d'Otaïti ».

(11) En 1789, un ingénieux anonyme publie à Paris le *Procès-verbal et protestations de l'Assemblée de l'Ordre le plus nombreux du royaume* (Bibl. Nat., Lb, 39, 1827).

Cet ordre était, nous dit M. Cruppi, celui de ces époux infortunés que Molière nomme en son vert langage. A l'art. 6 le divorce était réclamé : « que le divorce sera établi, non pour favoriser l'inconstance des femmes et le libertinage des hommes, mais seulement pour ceux ou celles qui, ayant épuisé toutes les ressources de la patience envers une femme affichée ou un époux dépravé, ne pourront plus supporter le poids de leurs chaînes. »

Après ces graves considérations venaient maints détails beaucoup moins sérieux, puis le libellé se terminait par la liste des députés de l'Ordre ! Nette-ment diffamatoire, elle comprenait plus de 300 noms, orthographiés de la manière la plus transparente, par exemple : le Comte d'Antr...gues, et constituait, suivant l'expression de M. Cruppi le véritable « Gotha » des Cocus du temps.

Peu après on voit paraître, toujours anonyme et probablement du même auteur, qui exploite à fond son succès, une *Réponse des femmes de Paris au cahier de l'Ordre le plus nombreux du Royaume* (Bibl. Nat., Lb, 39, 1828), où l'on insiste longuement sur la vogue de ce dernier : « Il est dans toutes les mains, 3 éditions en sont déjà épuisées..., il sert d'entretiens dans tous les cercles..., entrez dans un café, soyez aux promenades, partout... on lit et on commente les listes... »

(12) On lit dans le *Cahier d'un citoyen du quartier de Bonne-Nouvelle* (Bibl. Nat., Lb, 39, 1561), le sieur Charron : « Pour réformer les mœurs, il serait bon d'établir le divorce. »

A Paris les mœurs dépravées des libertins avaient trouvé de nombreux adeptes dans le peuple, tant il est vrai, comme l'écrivait Cerfvol (*Cri d'une honnête femme*), que dans les capitales, où les modèles du vice ne sont pas rares, les progrès de l'exemple sont plus rapides qu'ailleurs ». Cf. sur ce point Desmaze, *Débauche et prostitution à Paris au XVIII^e siècle*, qui cite, parmi beaucoup d'autres, ce cas : « D'Argenson demande au ministre l'autorisation de faire enfermer au Refuge, une jeune femme de 16 ans dont le mari se nomme Baudoin ; elle publie hautement qu'elle n'aimera jamais son mari, qu'il n'y a pas de loi qui l'ordonne, et que chacun est libre de disposer de son cœur et de son corps comme il lui plaît, mais que c'est une espèce de crime de donner l'un sans l'autre. Suivant ces principes elle va coucher tantôt chez sa mère où elle trouve, dit-on, un ami, tantôt chez un autre amant. Elle regarde le mariage comme un essai, ajoutant qu'il n'y a rien de fait quand l'inclination ne s'accorde pas avec le contrat. »

Cf. encore les motifs de l'Ordonnance royale du 6 novembre 1778, sur la police des mœurs.

(13) Dans la collection générale des pièces tirées du coffre de l'Hôtel de Ville et de l'armoire du Châtelet (*Arch. Nat.*, série B A, carton 64), on lit : « Le divorce ne peut tourner qu'à l'avantage des mœurs. En effet sur cent ménages

Par la même occasion on libérerait de leurs chaînes ces époux infortunés dont les tourments attendrissent les âmes sentimentales.

En vain les « antidivorciaires » enflent-ils la voix derrière l'abbé Barruel (14), pour se lancer dans la longue démonstration des maux qui ne manqueraient pas de s'abattre sur la France après l'introduction du divorce, « désastreux pour les peuples qui n'ont pas de mœurs et inutile pour ceux qui en ont. » Dans notre pays, son établissement serait particulièrement funeste en raison de la légèreté de notre caractère (15). Comme à Rome, il provoquerait l'inconstance des époux, éloignerait du mariage ou ferait s'y engager sans réflexion suffisante, au détriment du bonheur conjugal et de la prospérité de l'Etat.

Mais la quasi-unanimité de la presse en faveur du divorce illustre bien la vogue dont cette réforme jouissait dans les classes aisées et intellectuelles. Tous les journaux, à la seule exception des « Petites Affiches », qui gardent sur la question une prudente réserve, ne tarissent pas de louanges à l'égard des auteurs « divorciaires » et, à l'inverse, malmènent sérieusement leurs contradicteurs et en premier lieu Barruel, accusé des plus noirs desseins (16).

Et lorsque par hasard un abonné proteste contre un article vraiment trop enthousiaste, la direction du journal, en publiant sa lettre, tient à bien faire remarquer que tout en respectant l'opinion de chacun, elle n'est pas du tout de l'avis de ce lecteur (17).

Menées avec un tel ensemble, ces campagnes devaient influencer sur l'opinion, surtout l'opinion parisienne si impressionnable.

De tout ceci il est possible de conclure que, si en 1789 l'esprit public était encore beaucoup trop respectueux des traditions religieuses et par ailleurs trop absorbé par les projets, infiniment plus à l'ordre du jour, de réforme politique, pour qu'une loi sur le divorce le préoccupât sérieusement, il n'est pas niable qu'à Paris, comme suite aux efforts persévérants d'un petit groupe de novateurs, un mouvement favorable d'opinion se dessinait.

d'aujourd'hui, au moins 90 sont mal assortis, ce qui produit un très grand désordre. Au contraire le divorce étant établi, sur 100 mariages, il n'y en aura peut être pas deux dissonants. »

(14) *Lettres sur le divorce à un député de l'Assemblée Nationale* (Il y en eut 4).

(15) BARRUEL, op. cit. : « Je ne serais pas étonné de voir une femme quitter son premier mari sous prétexte qu'il est aristocrate. Dans un autre temps c'eut été parce qu'il était Glouckiste et elle Picchiniste. » La prédiction ne devait pas tarder à se réaliser.

(16) *Le Spectateur National*, n° du 12 janvier 1790 : « Il pense que l'ordre du Dieu de tout bonheur et de toute justice, est que le malheur soit ici-bas le partage du plus grand nombre des époux. »

(17) *Spectateur Français*, 7 juin 1790.

Limité à l'origine aux cercles mondains, il gagne le peuple de Paris, mêlé de près aux événements qui se succèdent en tourbillon dans la capitale (18), puis les Assemblées, où l'on considérera vite l'introduction du divorce comme allant de pair avec l'instauration en France d'un régime de liberté.

La loi sur le divorce sera votée après le 10 août et les massacres de septembre 1792. Discutée dans une atmosphère de fièvre, elle dépassera de beaucoup les vœux de ses promoteurs.

On ne saurait, en effet, trop insister sur la modération de presque tous ceux qui avaient traité un peu à fond le problème. Le divorce n'était réclamé que comme exception au principe, l'indissolubilité continuant à demeurer la règle idéale.

Toussaint, par exemple, reconnaît parfaitement qu'il importe au bon ordre de la société que le mariage soit un engagement pour la vie et ne demande le divorce que comme un remède assez rarement appliqué, dont l'emploi serait justifié par cette considération que « les dispenses et les exceptions, lorsqu'elles ne sont pas fréquentes, loin de détruire la loi, servent plutôt à l'affermir », et que « ce serait vouloir l'abroger que de l'étendre à des cas où elle est impraticable. »

De même Cerfvol, à l'article 1^{er} de son projet de loi, pose le principe de l'indissolubilité du mariage : « Le mariage continuera d'être, comme il a toujours été et comme l'exige la pureté du christianisme, un lien sacré, perpétuel et indissoluble, hormis dans les cas ci-après déterminés », qui sont : des « exceptions rendues nécessaires par les imperfections de notre nature humaine. »

Opinion identique chez Garat (19) et Matigny (20). Quant à d'Antraigues, il s'était montré particulièrement net (21).

On peut donc affirmer que les partisans du divorce, déjà peu

(18) Arthur Young qui parcourt la France à cette époque établit un contraste frappant entre l'activité fiévreuse de Paris, où il se publie jusqu'à 92 pamphlets politiques par semaine, et l'atonie de la vie provinciale, où « les citoyens ne s'assemblent que pour apprendre les nouvelles de Paris et n'osent pas même avoir une opinion jusqu'à ce qu'ils sachent ce qu'on pense à Paris. » Cf. DE TOCQUEVILLE, *Ancien régime et révolution*, T. IV, p. 136-137.

(19) « Le divorce est une extrémité malheureuse rendue possible par la dureté de nos cœurs. Les partisans de l'indissolubilité visent à une trop grande perfection. C'est parce que nous sommes très imparfaits qu'il peut nous être nécessaire. » C'est « un mal destiné à prévenir de plus grands maux encore. »

(20) *Traité Philosophique* : « Il n'y a point de doute que c'est se rapprocher de la perfection de vivre inséparablement unis et que c'est donner à sa famille et à ses concitoyens une haute idée de ses vertus. »

(21) « Cette loi est un malheur quand elle est devenue nécessaire et il faut user de tous les moyens possibles pour rendre ce malheur infiniment rare... La liberté du divorce accroîtra la corruption si la loi ne la restreint avec la plus grande sévérité. » Et d'Antraigues repousse le divorce pour simple incompatibilité d'humeur.

nombreux par rapport à l'ensemble de la nation, étaient, Hennet et Bouchotte mis à part, presque tous des modérés. Le journal « Le Moniteur » le montre bien par cette note insérée dans son numéro du 27 juin 1790, sous une lettre favorable au divorce : « Les détracteurs de cette réforme si utile à la religion, aux mœurs, à la prospérité publique, feignent toujours de confondre le divorce sagement réglé et qui corrige plus de mariages qu'il n'en dissout, avec la faculté illimitée de changer de maris et de femmes. Faut-il proscrire les remèdes parce que mal administrés, ils deviennent des poisons ? »

Enfin, presque tous les juristes révolutionnaires, élèves de Pothier, étaient des praticiens de la vieille école, très prudents, très réfléchis (22).

Comment se fait-il dès lors, qu'un mouvement si modeste et si pondéré dans ses origines, et qui normalement eut dû être canalisé par les jurisconsultes, ait finalement abouti à une loi si hardie dans ses dispositions et, pour tout dire, si imprudente que celle du 20 septembre 1792 ?

Pour répondre à la question il faut analyser l'attitude des Assemblées révolutionnaires successives vis-à-vis du problème du divorce, en relation avec le déroulement presque vertigineux des événements politiques.

(22) Pour s'en convaincre il suffit de se reporter aux phrases manuscrites trouvées dans les cartons du Comité de Législation (*Arch. Nat. D. III, 362*) : « Il ne faut pas abolir trop facilement les lois qui sont anciennes et autorisées par un long usage. » Tite-Live a dit : « l'usage est le censeur et correcteur des lois ». — « Il faut tout connaître avant de réprouver ; tout prévoir avant de rien changer. »

Durand de Maillane déclarera : « Il faut non pas faire des lois nouvelles, mais rectifier simplement les anciennes sans les abroger. » (Rapport sur l'incident Talma).

CHAPITRE III

LES ASSEMBLÉES RÉVOLUTIONNAIRES

LE VOTE DE LA LOI DU 20 SEPTEMBRE 1792

Les Etats Généraux, transformés depuis juin 1789 en Assemblée Nationale, ne s'intéressèrent pas au divorce et il semble bien qu'ils lui aient été hostiles.

Au cours de leurs débats la question fut toutefois très incidemment agitée, lorsqu'en 1790 les députés furent saisis des réclamations des Alsaciens revendiquant au nom des principes nouveaux le maintien de leurs franchises anciennes, parmi lesquelles figurait pour les protestants le droit d'user du divorce. Bouchotte rapporte dans son opuscule, paru l'année d'après, qu'à la discussion prirent part avec l'abbé d'Eymar, grand vicaire du diocèse de Strasbourg, et Reybell, député de Colmar, Folleville et Le Chapelier, qui, parlant au nom du Comité de Législation, qualifia le divorce de « sage institution ».

Au terme de cet échange de vues, l'Assemblée décréta : « que les protestants des 2 confessions d'Augsbourg et Helvétique, habitants d'Alsace, continueraient à jouir des mêmes droits, libertés et avantages dont ils avaient joui et avaient droit de jouir, et que les

atteintes qui pouvaient y avoir été portées seraient considérées comme nulles et non avenues (1). »

Ainsi, écrit Bouchotte, la raison prévalut et la possibilité du divorce fut rendue à ceux qui la réclamaient.

M. de Marcère qui relate ce détail en 1882, dans un rapport à la Chambre sur la proposition Naquet, en tire comme le député de l'Aube cette conclusion : « qu'à une époque où l'on n'était point sous l'influence de cette agitation, de ce mouvement social considérable qui s'est produit en 1792 et qui a donné lieu à une législation critiquable sur le mariage, l'Assemblée Nationale avait reconnu que l'institution du divorce était utile, en l'accordant aux justes réclamations des Alsaciens (2). »

En fait, nous estimons avec M. Carpentier (3) que c'est tout à fait par raccroc qu'une allusion fut faite au divorce lors de la requête des Alsaciens, que « cette dernière ne fut l'objet d'aucune manifestation des sentiments véritables de l'Assemblée Nationale sur le fond du problème et que les discours qui purent être tenus à cette occasion ne fournissent que l'opinion isolée de quelques-uns de ses membres. »

La grande majorité des députés semble observer à l'égard du divorce une attitude d'indifférence dédaigneuse. C'est ainsi que le 8 avril 1790, Matigny offrant en hommage à l'Assemblée un exemplaire de son « Traité philosophique, théologique et politique de la loi du divorce », il en est seulement fait mention au procès-verbal (4).

Pourtant, le 5 août de la même année, l'abolition de l'indissolubilité est brusquement proposée : au cours des discussions sur l'organisation judiciaire nouvelle et la compétence des Tribunaux de famille, il venait d'être admis que les procès en séparation de corps se dérouleraient à l'avenir devant ces juridictions, lorsqu'un député nommé Gossin prit la parole et, après avoir loué de telles dispositions qui soustrayaient à la malignité publique des procédures particulièrement délicates, ajouta (5) :

« Mais lorsque vous détruisez l'un des inconvénients de *cet usage gothique* nommé la séparation de corps, pourquoi ne feriez-vous qu'une œuvre imparfaite ? Pourquoi ne proscririez-vous pas aussi un autre inconvénient de cette même séparation, plus absurde, plus

(1) Cf. *Moniteur universel*, année 1790, n° 232.

(2) *Journal officiel* du 9 mai 1882.

(3) CARPENTIER, *Le divorce*, p. 4.

(4) *Archives Nationales*, AD XVIII B, 22, p. 4.

(5) *Archives parlementaires*, 1^{re} série, tome XVII, p. 617 et non 317, comme l'indique M. Olivier-Martin qui par suite de cette erreur n'a pu retrouver l'intervention Gossin aux *Archives parlementaires*.

tyrannique, *plus contraire au bonheur, à la liberté de l'homme, plus funeste aux mœurs et à la société ?* » En effet, « bizarre et immorale dans les procédés », la séparation de corps était en outre injuste et impolitique dans ses efforts : après avoir à demi séparé les époux, elle laissait les deux parties, sans acception de l'innocent et du coupable, dans une situation cruelle pour eux, dangereuse pour la société :

« Oui, Messieurs, s'écriait l'orateur, je tiens que c'est *un attentat à la liberté de l'homme* que de lui dire : je te défends de vivre avec la femme que tu as épousée et je te défends d'en épouser une autre. Un tel arrêté serait encore rigoureux pour un époux très coupable, comment a-t-on pu le prononcer contre tant d'époux irréprochables ? Ah ! *pour admettre une telle loi, il faudrait anéantir la déclaration des droits de l'homme, etc...*

« Eh quoi ! Messieurs, partout où vous aurez trouvé des fers, vous les aurez brisés ! Partout où vous aurez vu des larmes vous les aurez taries ! Les diverses victimes des anciens abus sont libres et heureuses et *les victimes de l'abus conjugal* n'ont pas encore fixé vos regards ! Quand la philosophie vous les montre depuis si longtemps, quand la voix publique appelle sur elles votre pitié, quand 50 ouvrages, tous les journaux, tous les cercles réclament pour elles votre justice ! »

Puis, après avoir donné la liste de tous les arguments présentés à l'époque en faveur du divorce, il concluait : « Je vous en conjure donc, *assurez à jamais la liberté individuelle de l'homme*, en ajoutant à l'article que vous disputez celui que je vais avoir l'honneur de vous soumettre. Voyez que d'avantages en résulteront ! Un grand point de morale consacré, un grand préjugé détruit, tant de haines, de scandales, de désordres, de crimes même épargnés à la société ; tant d'individus des deux sexes rendus *à la liberté*, au bonheur, à la vertu ; tant d'enfants soustraits à une mauvaise éducation, à la perte de leur patrimoine ; les mariages plus nombreux, plus féconds, les bonnes mœurs rétablies et, surtout *les droits de l'homme respectés* dans un état auquel sont appelés tous les hommes. »

Sur ces bases, Gossin proposait à ses collègues de décréter : « que les époux séparés actuellement de corps en justice ou qui seront séparés à l'avenir, d'après les dispositions de l'article ci-dessus, seront libres de former de nouveaux liens. » C'était introduire le divorce en France.

L'Assemblée ne répondit pas à son appel, tout à la fois parce qu'elle était encore attachée aux doctrines traditionnelles et parce

qu'elle avait la ferme intention de ne pas gaspiller son activité en discussions accessoires (6).

Toutefois elle devait frayer la voie au rétablissement du divorce en consacrant le principe du mariage simple contrat civil. Elle y fut entraînée par les Jansénistes et les Gallicans, nombreux dans son enceinte et nourris des enseignements de nos anciens jurisconsultes (7).

Une maladresse du curé de Saint-Sulpice, à Paris, devait contribuer à mettre la question à l'ordre du jour. Il refusa de publier les bans de Talma, l'acteur célèbre, qui, ne pouvant dès lors se marier, protesta auprès du Comité ecclésiastique de l'Assemblée (8).

(6) Retenons toutefois que pour Gossin le divorce découle tout naturellement de la Déclaration des droits de l'homme et du respect de la liberté individuelle. C'est un argument qui ira s'amplifiant toujours et sur lequel la loi du 20 septembre 1792 fera en définitive reposer le droit au divorce.

On trouve les origines de cette théorie dans un ouvrage anonyme paru en 1781, sous le titre *Contrat conjugal ou lois du mariage, de la répudiation et du divorce*. Jacques LE SCÈNE DES MAISONS, auquel est attribuée cette brochure, y soutient que l'homme de par sa nature inconstant, ne saurait contracter l'engagement d'aimer toujours (c'est l'idée exprimée dans le cahier des Théatins), car « peut-on répondre de ce qu'on sentira à l'avenir ? Et a-t-on le droit d'aliéner ce qui de sa nature est inaliénable ? ». Il poursuit en déniait même à l'homme le droit de s'engager à perpétuité sous le prétexte que : « Vendre sa liberté physique, se vendre soi-même est un contrat absurde et qui tombe de lui-même. Combien plus absurde n'est-il pas d'ajouter à cette aliénation celle des sentiments et des pensées, d'engager un être idéal qui n'existe pas et qui n'existera peut-être jamais ? C'est en même temps un esclavage physique et moral, c'est une injure à la nature, c'est le plus monstrueux de tous les contrats ! »

Après la convocation des Etats Généraux et la Déclaration des droits de l'homme, ce thème reçoit en 1789-90, à l'époque précise où Gossin prend la parole, de très larges développements dans les brochures, les pamphlets et les journaux :

1789, *Griefs et plaintes des femmes mal mariées* : « Affranchis du despotisme royal, nous devons l'être aussi du sacerdotal. C'est une conséquence nécessaire du premier principe de nos législateurs qui ont fait de la liberté le premier des droits de l'homme ».

1790, *Vues législatives sur les femmes* par Mlle Jodin : « Le mariage indissoluble est un lien contre nature qui finit presque toujours par peser sur ceux qui l'ont contracté. Je ne connais point de serment plus inconsidéré que celui de l'éternelle fidélité que se jurent deux individus en face des autels ».

L'Ami des enfants : « Le divorce est une conséquence naturelle et nécessaire de la déclaration des droits de l'homme ».

Dans son numéro du 25 juin 1790, le *Moniteur* publie une lettre favorable au divorce qui se termine ainsi : « Suffit-il, d'ailleurs, de rendre le Français libre dans la vie publique, s'il est esclave dans la vie privée ? Interrogeons sur ce point Athènes, Rome, l'Angleterre, la Suisse, les Etats-Unis, qui tous ont reconnu le divorce avec la liberté ; ou plutôt imitons ces grands et sages modèles et qu'à la fête de la Confédération l'œil ne s'attriste plus à l'aspect d'un préjugé, d'un esclavage survivant à tant d'esclavages et de préjugés si glorieusement anéantis ». Ainsi le divorce apparaît nécessaire sous un régime politique de liberté.

(7) Parmi eux Durand de Maillane, Treilhard, Lanjuinais, membres influents des Comités ecclésiastique et de législation.

(8) Cet épisode ne fut pas le seul du genre. A Strasbourg, au début de 1792, l'évêque constitutionnel Brendel refuse la sépulture religieuse aux deux enfants du négociant Mühe parce qu'ils avaient été baptisés par des prêtres insermentés.

Le Directoire exécutif du Bas-Rhin, excédé par cet incident de la lutte

Ce fut précisément le janséniste Durand de Maillane (9), qui, dans un rapport présenté en décembre 1790 (10), tira la leçon de l'incident : « Le mariage comme sacrement, dit-il, peut être soumis à toutes les règles que l'Eglise a établies sans que les mariés qui s'en tiendraient à leur simple engagement civil, fussent tenus de les suivre. C'est là ce qu'il est essentiel de bien distinguer aujourd'hui, que, par notre constitution, tous les citoyens ont comme tels, des droits que la différence dans leurs opinions religieuses ne saurait leur faire perdre ».

Appliquant ensuite aux mariages ces principes nouveaux de neutralité religieuse de l'Etat, il demandait à ce que fussent retirées aux curés catholiques leurs fonctions d'officiers d'Etat civil, exercées par eux d'ailleurs, en tant seulement que mandataires du roi, pour les confier à des magistrats publics devant lesquels serait désormais contracté par tous les citoyens indistinctement, un mariage purement civil, dégagé de toute idée confessionnelle, analogue à celui des protestants devant les juges royaux, en vertu de l'Edit de 1787.

Cette thèse devait trouver sa consécration dans l'article 7 du titre II de la Constitution du 3 septembre 1791 : « La loi ne considère le mariage que comme contrat civil. Le pouvoir législatif établira pour tous les habitants sans distinction, le mode par lequel les naissances, mariages, et décès seront constatés ; et il désignera les officiers publics qui en recevront et conserveront les actes ».

Ce mariage civil, chose de l'Etat, pouvait être déclaré dissolu dès que celui-ci estimerait y avoir intérêt.

Néanmoins cette conséquence logique de leur système, il semble bien que la grande majorité des Constituants ne l'ait ni clairement aperçue, ni souhaitée. Bourgeois libéraux, n'entrevoyant dans les réformes apportées par la Constitution nouvelle qu'une exten-

entre les deux clergés catholiques : constitutionnel et réfractaire, soumet l'affaire à l'Assemblée Nationale, le 3 mars 1792, pour lui démontrer « de quelle importance il est que l'Assemblée Nationale rende enfin le décret qui isole les rites religieux des actes constatant l'état civil des citoyens ».

Dans l'attente de ce décret et par provision, le Conseil Général du Bas-Rhin ordonne aux municipalités de se faire remettre par les ministres du culte les registres paroissiaux qui devront être déposés au greffe des maisons communes.

Cf. E. HERZOG, archiviste du Haut-Rhin, *Introduction au répertoire méthodique de l'Etat-Civil du Haut-Rhin*, page X.

(9) Durand de Maillane, né en 1729 à Saint-Rémy (Bouches-du-Rhône), avocat au Parlement de Provence, député du Tiers aux Etats Généraux, puis membre de la Convention. Adversaire farouche des Montagnards et des Jacobins, il fut sous le Directoire député au Conseil des Anciens. Arrêté après le 18 fructidor, il fut relâché, puis nommé par Bonaparte juge au tribunal d'appel d'Aix.

(10) *Rapport sur le projet de décret des Comités ecclésiastique et de constitution concernant les empêchements, les dispenses et la forme des mariages* (Bibliothèque Nationale, Le, 29, 1170 et 1201).

sion de leurs prérogatives politiques, ils demeurent presque tous sincèrement attachés aux lois civiles de l'Ancien Régime, si protectrices de la famille, et notamment au principe de l'indissolubilité du mariage, dont le maintien est très fermement réclamé par Durand de Maillane dans son rapport.

Aussi ne devaient-ils prêter aucune attention à l'adresse qui leur fut envoyée le 16 Août 1791, à la veille de la clôture de leurs travaux, par « Plusieurs citoyens de la section de Bondy » suppliant l'Assemblée de ne point se séparer avant d'avoir rendu un décret sur le divorce.

Mais le 1^{er} Octobre les Constituants, dont les tendances modérées sont maintenant dépassées, cèdent la place à l'Assemblée Législative, d'opinions nettement plus avancées.

De ce moment les pétitions en faveur du divorce se multiplient, sans grand résultat toutefois pendant un an.

Dès le 4 Octobre 1791, c'est la « Pétition d'un citoyen philosophe à la Législative », suivie le 1^{er} Novembre de celle d'un sieur Durand, de Paris, puis le lendemain 2 c'est un sieur Benoist de la Mothe, citoyen de Château-du-Loir (Sarthe), qui « demande l'établissement du divorce comme seul moyen d'anéantir les dissensions qui règnent dans les familles et de prévenir les crimes qui souvent en sont la suite ». A l'appui de sa requête il cite un douloureux fait divers : à la Loisiatière, près du Mans, une femme, lasse des mauvais traitements de son mari, s'est pendue ou peut-être même a été pendue par lui.

Très ému, le Comité des Pétitions présente un rapport dans lequel il observe : « que si *l'acte constitutionnel admet le divorce*, il faut des lois explicites qui en règle (*sic*) les effets ; que rien n'est si instant que de s'occuper de cet objet, que le divorce peut seul ramener la pureté des mœurs si nécessaire à un peuple libre, la paix dans les familles et écarter des malheurs sans nombre dont il (le pétitionnaire) vous donne un exemple... Si la désespérée avait cru pouvoir rompre des nœuds que l'on avait regardé (*sic*) comme indissolubles, elle n'eut point eu recours à cette dernière ressource des malheureux à qui l'espérance même est enlevée ».

En conséquence, il propose le renvoi de la lettre du sieur Benoist au Comité de Législation, à seule fin de provoquer la rédaction d'un projet de loi sur le divorce.

Mais l'opinion du Comité des Pétitions, d'après laquelle le divorce est déjà « implicitement admis par la Constitution », apparaît isolée. Le 10 Décembre 1791, on voit en effet l'Assemblée Lé-

gislative passer à l'ordre du jour sur une motion de l'un de ses membres réclamant son institution en France (11).

Quelques jours après : le 21 Décembre, c'est la pétition d'un sieur Robin.

Avec l'année 1792, les réclamations populaires vont se multiplier suivant le rythme imposé à la vie politique par les événements intérieurs et extérieurs.

Le 3 Février, c'est la pétition d'Anne-Catherine Waterlot-Bagot : « Plusieurs fois on a proposé à la Constituante une loi qui permit le mariage des prêtres et le divorce ; plusieurs fois elle a éludé la question..... Si vos prédécesseurs ont cru devoir envelopper la vérité d'un nuage, respectons leurs motifs, mais rendez-leur grâce, Messieurs, de vous avoir laissé quelque chose à faire *pour la liberté et pour le bonheur des Français.....* Déchirez la gaze légère que, dans leur triomphe rapide, ils ont laissée sur la statue de la Vérité... C'est surtout pour le sexe qu'on est convenu d'appeler le plus faible et qui cependant s'est montré le plus ardent pour la Révolution, c'est pour ce sexe jusqu'ici soumis aux volontés arbitraires de l'autre que le divorce est plus nécessaire et *c'est celui qui abusera le moins de cette liberté... »*.

Le 13 Février 1792, Aubert-Dubayet, Secrétaire de l'Assemblée, donne lecture d'une adresse de « plusieurs citoyens et citoyennes du département de Paris », dont, on le notera, le ton se fait maintenant impérieux : « Messieurs, l'Assemblée Législative, sans cesse détournée de ses travaux par d'artificieuses manœuvres, est forcée de suspendre les lois nécessaires pour statuer sur *l'état des fils de famille et celui des femmes qui est plus dépendant et plus servile que jamais...* Considérez, Messieurs, que *tant que le despotisme sera dans nos foyers*, nous ne pourrons nous faire considérer comme une race d'hommes libres. Les générations naissantes, familiarisées avec le sentiment de la crainte, comme avec l'action du caprice, ne seront ni valeureuses, ni raisonnables. Considérez que les nations étrangères ne croiront pas que nous établissons le règne de la liberté et de l'égalité, si la puissance paternelle et celle maritale gardent le caractère du despotisme... ».

Mais comme les précédentes cette nouvelle pétition est envoyée au Comité de Législation qui l'enterre...

Quatre jours plus tard, le 17 Février, une courte escarmouche s'engage en marge du divorce : Hennet fait hommage à la Législative de la 3^e édition de son traité « Du divorce », qui obtient auprès du public un succès sans précédent. Quelques voix proposent l'or-

(11) *Archives Nationales*, A. D., XVIII B, 91, page 344. Nous n'avons pas trouvé cette intervention rapportée aux *Archives Parlementaires*.

dre du jour pur et simple, à la grande indignation des « divorciaires » de l'Assemblée, qui réclament une mention honorable au procès-verbal :

Roux : « La question du divorce n'est pas encore à l'ordre du jour, mais j'espère qu'elle y viendra. En attendant je demande la mention honorable de l'hommage fait à l'Assemblée ».

Ducos lui aussi, appuie la mention honorable, sans manifester d'opinion quant au fond, pour cette seule raison que « l'Assemblée doit toujours de la reconnaissance à ceux qui, par leurs ouvrages, préparent et facilitent ses travaux ».

Mais la mention honorable ne sera finalement décrétée qu'après une brève intervention de Dumolard, légèrement teintée d'anticléricalisme : « Il est inconcevable qu'on demande l'ordre du jour sur une pareille proposition. *Si nous étions dans un concile*, on pourrait ne pas s'en étonner, mais grâce à Dieu, nous sommes dans l'Assemblée Nationale. J'appuie donc la mention honorable ».

C'est la première fois que la Législation manifeste de la sympathie pour le divorce, bien que M. Olivier-Martin prétende qu'elle a surtout cherché à affirmer par là sa compétence en la matière (12).

Ce premier vote favorable n'est en effet suivi d'aucune réalisation immédiate. Aussitôt après, l'Assemblée retombe dans son apathie antérieure.

Le 18 Mars elle reçoit l'hommage du livre de Demati : « Sur le divorce et le célibat », puis, le 19, elle se voit adresser par le juriconsulte anglais William-William des « Vues sur le Divorce », tel que se proposait de le réglementer en Grande-Bretagne un projet de bill récemment présenté au Parlement. Ces documents sont, comme d'habitude, renvoyés au Comité de Législation et, sans aucune opposition cette fois, l'Assemblée vote la mention honorable.

Cependant, les sollicitations deviennent de plus en plus pressantes. Le 21 Mars 1792, le « Moniteur » écrit : « On demande de toutes parts la loi sur le divorce et l'Assemblée Nationale paraît à la veille de s'en occuper ».

Le 1^{er} Avril, suivant l'usage récemment instauré, des citoyennes pétitionnaires sont admises à la barre. Au milieu de l'indifférence générale, la citoyenne Aelders réclame en leur nom, parmi d'autres revendications, le divorce.

Le 22 Juin, parvient une adresse signée Roche et 39 autres : « Nos législateurs ! La presque universalité des citoyens est on ne peut plus impatiente d'apprendre que vous avez donné le jour et fait sanctionner cette loi sage et abolitive de l'indissolubilité du

(12) Olivier-Martin, op. cit., page 71.

mariage... Nous n'aurions plus de guerres intestines dans les ménages. C'est la base (*sic*) des vœux à former pour la France » (13).

Mais l'Assemblée semble moins convaincue que les 40 signataires de l'opportunité et, à plus forte raison, de l'urgence d'une telle innovation. Au printemps 1792, lors de la discussion du décret destiné, sur la base de l'article 7 du titre II de la Constitution, à séculariser l'Etat-civil en confiant aux officiers municipaux la tenue des registres, divers orateurs parmi lesquels Vergniaud, Gohier, et enfin Murairé, le rapporteur, feront montre de beaucoup de déférence à l'égard des conceptions traditionnelles (14).

Ils estiment avec Jollivet, que « la définition à donner du mariage ne doit rien faire préjuger sur la question du divorce » et que les règles anciennes doivent être suivies jusqu'au vote d'une loi formelle introduisant le divorce (15).

Celle-ci n'aurait probablement jamais vu le jour si les événements ne l'avaient pas imposée à la Législative. Le 20 Avril, les députés avaient acclamé « la guerre au roi de Bohême et de Hongrie », mais les premières opérations n'avaient pas été favorables aux armes françaises et à Paris l'agitation croissait sans cesse. Après le menaçant défilé du 20 Juin, c'est le 10 Août l'assaut donné aux Tuileries par le peuple des faubourgs. De ce jour la Révolution constitutionnelle et libérale de 1789 a vécu; par une évolution toute naturelle, elle cède la place à la Révolution jacobine et sanglante. Dans la capitale, que gouverne de l'Hôtel de Ville la Commune, l'Assemblée ne jouit plus d'aucune autorité. Dépassée par les événements, elle a décrété l'élection d'une Convention constituante dont la réunion est fixée au 20 Septembre. Dans l'intervalle elle se contente d'expédier, au milieu d'un certain désordre, le vote de projets anciens. Gagnée par l'atmosphère ambiante et dans l'espoir assez factice de conserver la faveur populaire, elle s'abandonne à des impulsions d'un radicalisme dont elle était fort éloignée encore très peu de temps auparavant.

Ainsi décrétera-t-elle d'enthousiasme le principe, puis la loi du divorce, après avoir si longtemps répugné à introduire en France cette institution. Jusqu'à la fin ses décisions seront du reste alternativement marquées de lenteurs, puis de hâtes, facilement expli-

(13) *Archives Nationales*, D III. 361.

(14) MURAIÉ : « Le mariage est un contrat civil dont la condition essentielle est dans le consentement des deux époux de s'unir *pour la vie* ». Et ailleurs : « La dissolution spontanée du mariage, la liberté d'en contracter un second après un premier qui ne serait pas légalement rompu, serait une liberté immorale et impolitique ».

(15) A noter cependant quelques opinions plus hardies. Oubor déclare notamment, le 25 juin 1792 : « Ce n'est pas la loi qui fait le mariage, mais la volonté des époux ». On rejoint ainsi en partie la théorie chrétienne, si attachée à la consensualité du mariage, mais on rejette le corollaire de l'insolubilité.

cables en cet été de 1792, où guerre civile et guerre étrangère se partagent notre sol.

Les députés furent mis en branle le 20 Août, par la pétition d'un sieur Grémion réclamant une nouvelle fois la loi sur le divorce. Elle fut renvoyée au Comité de législation « pour en faire un rapport sous trois jours, après lequel délai, tout membre serait autorisé à présenter un projet de décret ».

Mais aucun rapport n'ayant été déposé, c'est à l'improviste que, le 30 Août, la question revint devant l'Assemblée, au cours des débats sur la sécularisation de l'Etat-civil, grâce à l'intervention d'Aubert-Dubayet. Son allocution, d'ailleurs très brève, mérite d'être relatée en entier : « En faisant une loi pour constater l'état des citoyens, votre intention a été de régénérer les mœurs publiques (16). Par une de ses dispositions vous considérez le mariage comme un contrat civil. Mais vous n'avez point encore parlé de *la manière dont ce contrat pourra être rompu*. Notre ancien Code permet la séparation, loi barbare qui laisse subsister le lien du mariage sans qu'on puisse remplir l'engagement principal sur lequel est fondé le contrat, loi qui voue une femme vertueuse au malheur ou qui lui commande l'adultère (17). Il est temps de le reconnaître, le contrat qui lie les époux est commun ; ils doivent incontestablement jouir des mêmes droits, et *la femme ne doit point être l'esclave de l'homme*. Pour nous, qui vivons sous l'Empire de la liberté et qui avons juré de conserver ce bien précieux, l'hymen ne saurait admettre l'asservissement d'une seule des parties. Il semble que jusqu'à ce moment les femmes aient échappé à l'attention des législateurs ; les verrons-nous plus longtemps victimes du despotisme des pères et de la perfidie des maris ; les verrons-nous plus longtemps sacrifiées à la vanité ou à l'avarice (18) ; non, Messieurs, nous voulons que toutes les unions reposent sur le bonheur (19) et nous parviendrons à ce but en déclarant que le divorce

(16) La situation est critique, surtout la situation extérieure. On commence à réclamer le redressement par un grand effort de « régénération » dont la base serait l'anéantissement en France « de tous les despotismes ».

(17) Thèse soutenue par CERVOL dans le *Cri d'une honnête femme*.

(18) Allusion aux mariages de convenances.

(19) Faire régner le bonheur dans la société entière, tel est le but, fort louable, du législateur révolutionnaire, dont les aspirations se trouvent fidèlement reproduites dans ces paroles de Vergniaud, le 8 mai 1793 : « La Constitution la plus parfaite sera celle qui fera jouir de la plus grande somme de bonheur et le corps social et les individus qui le composent ».

La loi sur le divorce porte du reste l'empreinte généreuse, mais absolument dénuée de sens pratique, des Girondins dont l'influence est encore prédominante sur les Assemblées.

La personnalité d'Aubert-Dubayet est, elle aussi, très caractéristique : Français de Louisiane, officier général ayant servi en Amérique sous Rochambeau et La Fayette, il avait montré autant de bravoure sur les champs de bataille que d'inexpérience en matière de législation civile. Le 20 septembre 1792, jour du vote définitif de la loi sur le divorce dont il était le promoteur, il est à Valmy avec Kellermann.

est permis (On applaudit à plusieurs reprises). Je sais que des âmes timorées se récrieront encore contre cette loi ; respectons leurs croyances ; qu'elles restent dans les liens qu'elles croient indissolubles ; pour nous, ne craignons pas de déplaire par *cet acte de moralité* à un Dieu qui nous créa tous pour le bonheur. Loin de rompre ainsi les nœuds de l'hymen, vous les resserrerez davantage ; *dès que le divorce sera permis, il sera très rare*. A Rome il fut 400 ans en vigueur avant qu'on en usât. On supporte plus facilement des peines quand on est maître de les faire finir (20). Nous conserverons dans le mariage cette inquiétude heureuse qui rend les sentiments plus vifs. Une jeune épouse, maltraitée par celui qu'elle avait choisi, sûre que ses liens seront rompus aussitôt qu'elle aura déposé ses plaintes devant un juge, redoublera de patience et fournira à son époux l'occasion d'un retour ; mais si à l'injustice il joint la fréquence des procédés odieux, par malheur trop communs, tout exige que de pareils liens soient rompus.

Si j'osais, à cet égard, me citer pour appuyer l'opinion que je développe ? Uni à une épouse de 20 ans dont je tiens toute ma fortune, ne serait-il pas juste qu'elle jouît du bénéfice de votre loi si j'avais le malheur de devenir un jour indigne d'elle ? *Il est temps que les maris se courbent sous la justice universelle* : en décrétant le divorce, vous acquerez un titre précieux à la reconnaissance de la postérité ». (On applaudit à plusieurs reprises.)

Ces développements tout imprégnés, suivant les tendances du moment, de sentimentalité et de féminisme, étaient bien faits pour soulever l'enthousiasme des tribunes, dans lesquelles l'élément féminin était souvent prépondérant, et pour conquérir l'assentiment des députés, tant les esprits, enfiévrés par les événements, étaient enclins aux innovations, même et surtout les plus hardies.

Cet atmosphère était bien favorable aux réactions d'ensemble inspirées de l'instinct grégaire ; aussi ne devons-nous pas être surpris de voir, aussitôt terminée la harangue d'Aubert-Dubayet, « une foule de membres se lever pour appuyer sa proposition ».

En vain Ducastel, tout en approuvant lui aussi le principe, tente-t-il, suivant une opinion déjà exprimée (21), de faire distin-

(20) On relève ici l'influence de Montaigne et de Montesquieu.

(21) Cf. *Lettre contenant la proposition d'un amendement à faire à la loi du divorce*, publiée dans le *Moniteur* du 2 novembre 1790.

« Je compte bien, dit l'auteur, que notre législature actuelle établira le divorce ; mais, en observant la société, je parle de celle de Paris, j'avoue que j'ai été épouvanté du grand nombre de maris et de femmes qui se promettent, ou tout bas ou tout haut, de se séparer dès que la loi du divorce les y autorisera. Or, le but d'une pareille loi doit être de prévenir les séparations et non de les multiplier ; il serait affreux qu'elle amenât avec elle le scandale de cent mille hymens rompus à la fois... Je proposerai donc, pour prévenir ces inconvénients, de ne permettre le divorce aux époux actuels qu'après

guer « les mariages faits de ceux à faire ». De violents murmures accueillent ses paroles.

Par ailleurs Muraire, rapporteur du projet en discussion sur l'état-civil, tient à excuser le silence de ces textes quant au divorce : « Si le comité de législation, dit-il, n'a point annexé à la loi qu'il vous propose une disposition sur le divorce, c'est que son objet n'étant que de constater l'état civil, cette partie ne s'y réunit pas ». Il ajoute : « Nous pouvons cependant, en ce moment, déclarer un principe que réclament la morale, la politique et la Déclaration des droits et charger le Comité de proposer le mode d'exécution ».

Toutefois voici que Guadet intervient et s'élève contre le vote proposé jugé par lui inutile : « Je m'oppose, dit-il, à ce qu'on décrète le principe, attendu qu'il l'est déjà. Des tribunaux l'ont prononcé et moi-même, comme arbitre, dans un tribunal de famille (22) ».

Mais Reboul, reprenant l'idée émise dès la fin de 1791 par le Comité des Pétitions, lui réplique : « Il est indispensable de consacrer le principe, attendu qu'il n'est formellement exprimé nulle part ». Cette observation emporte l'opinion de l'Assemblée qui décrète, au milieu de l'enthousiasme général, que : « le mariage est un contrat dissoluble par le divorce ».

Le Comité de Législation est chargé de rédiger les textes réglementant l'institution nouvelle et Léonard Robin est désigné comme rapporteur (23).

Cependant à Paris l'effervescence populaire atteint son comble. A la nouvelle de l'investissement de Verdun, la dernière place qui, disait-on, couvrait Paris, la Commune fait, le 2 Septembre, sonner le tocsin et tirer le canon d'alarme. La Patrie est déclarée en

5 années, à compter du jour de la publication de la loi. Ils n'ont connu que le despotisme du mariage ; il faut leur faire goûter quelque temps son pouvoir limité par le divorce ».

(22) L'orateur fait allusion à la pratique qui s'était introduite après la promulgation de la Constitution du 3 septembre 1791, proclamant le mariage simple contrat civil, de divorcer devant notaire ou officier municipal ; « le mutuu dissensus » rompant alors le lien conjugal, d'essence contractuelle. Dès le 25 novembre 1791, le citoyen Espinay et sa femme divorcent par acte authentique et le premier se remarie presque aussitôt (*Cf. Pétition du citoyen Espinay*, le 17 Pluviôse an II, D III, 361, publiée par M. OLIVIER-MARTIN, page 231, et analysée plus loin p. 119, note 20).

Par ailleurs, les tables décennales de l'état civil de Versailles signalaient, d'après M. Olivier-Martin, un divorce à la date du 14 février 1792. Mais nous l'avons en vain fait rechercher.

Enfin, au moins de mai 1792, le *Journal des Débats* relate « qu'un maire du département de l'Eure, déjà séparé d'avec sa femme, a cru pouvoir faire un pas de plus et vient de signer avec elle l'acte de divorce. Il ne s'en est pas tenu là, et le voilà partageant sa couche avec une autre épouse... » Choqué, « un cousin à la mode de Bretagne voulut former opposition à ce nouveau mariage : les tribunaux non seulement levèrent l'opposition, mais encore condamnèrent à 3.000 livres d'amende le cousin à la mode de Bretagne, pour lui apprendre à se mêler des affaires d'autrui ».

(23) Léonard Robin, né à Angoulême en 1745 ; Juge suppléant, fut élu député de Paris à la Législative, puis, en l'An VIII, nommé Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de 1^{re} instance de la Seine.

danger. Danton, le véritable chef de l'exécutif, se rend à l'Assemblée et y prononce sa harangue enflammée : « Messieurs, il nous faut de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et la France est sauvée ».

Le même jour, commencent, à l'instigation de Marat et de la Commune, les hideux massacres de Septembre qui devaient se prolonger jusqu'au 6 et ne prendre fin que lorsque les prisons seraient vides de suspects. Horrifiée, la Législative, sans autorité et ne disposant d'aucune force armée, est incapable d'en suspendre le cours et de traduire dans les faits ses bonnes intentions affirmées.

On s'explique, dans ces conditions d'émeute sanglante à Paris et d'invasion de l'Est du territoire, que les députés, décontenancés par une évolution qu'ils n'avaient pas prévue, n'aient accordé dans leurs préoccupations qu'une place assez médiocre au problème du divorce.

De là viennent des retards, des lenteurs et des intermittences nombreuses dans la discussion du projet de loi, absolument noyé au milieu des débats les plus passionnés, des ordres les plus divers.

Le 6 Septembre, le rapport n'étant pas encore déposé, Aubert-Dubayet rappelle sa mission au Comité de Législation et, dès le lendemain 7, Léonard Robin présente à ses collègues les textes élaborés avec son rapport, qui commence ainsi :

« *Votre amour pour la liberté vous faisait désirer depuis longtemps de l'établir au milieu même des familles, et vous avez décrété que le divorce avait lieu en France. La Déclaration des droits et l'article de la Constitution qui veut que le mariage ne soit regardé par la loi que comme un contrat civil, ont paru avoir consacré le principe et votre décret n'en est que la déclaration* ».

Après avoir ainsi précisé, dès l'abord, le véritable caractère de la profonde réforme apportée à la législation matrimoniale française, le rapporteur s'excusait de ne donner qu'une analyse sommaire des textes proposés. Certes, prétendait-il, le Comité de Législation les avait « médités autant qu'il était possible et profondément discutés », mais, avouait-il ensuite, « le temps avait à peine suffi » pour mener le travail à son terme.

Précisant les intentions des rédacteurs du projet, il ajoutait : « Le Comité a cru devoir conserver ou accorder la plus grande latitude à la faculté du divorce à cause de la nature du contrat de mariage qui a pour base principale le consentement des époux et parce que *la liberté individuelle ne peut jamais être aliénée d'une manière indissoluble par aucune convention* ». Suivait une énumération des causes de divorce.

Toutefois « considérant que le mariage n'était point un contrat de pur droit naturel, qui puisse être abandonné au caprice des conjoints », mais que « c'était aussi une institution politique, con-

sacrée par la loi et dont la conservation n'intéressait pas seulement les époux, mais encore les enfants nés ou à naître et la société entière, pour laquelle la sainteté et la durée du mariage sont les garants les plus assurés des bonnes mœurs... le Comité s'était aussi employé à prévenir et empêcher les abus de cette faculté livrée à une si grande latitude ». Il l'avait « environnée, dans les cas où ces inconvénients étaient le plus à craindre, de délais et d'épreuves propres à les écarter et à assurer la société de l'indispensable nécessité du divorce pour la liberté et le bonheur des époux » toutes les fois où il en serait usé.

Il était par exemple proposé d'interdire aux époux divorcés de se remarier ensemble (24), ou de convoler immédiatement à d'autres noces, toutes choses « que l'honnêteté publique semble défendre ». De même, dans la liquidation des intérêts pécuniaires ou dans le partage des enfants, on s'était efforcé de frapper l'époux coupable ou suspect de légèreté en le privant de tous ses avantages et en attribuant à son conjoint la garde des enfants.

Après avoir entendu Léonard Robin, l'Assemblée ajourna la discussion qui est reprise le 13 Septembre seulement.

Sédillez (25) monte alors à la tribune pour y développer un contre-projet. Ses observations, souvent très pertinentes, doivent être largement reproduites :

« Vous avez adopté le divorce, commence-t-il, mais c'est moins une loi nouvelle que vous allez faire qu'un retour à la loi naturelle.

« Je n'examinerai pas les effets moraux ou politiques qui peuvent en résulter ; j'observerai seulement, en passant, que si le principe en est utile, s'il peut convenir à nos mœurs, il me semble (26) que lorsqu'avec beaucoup d'art et de sentiment, on a cherché à intéresser votre sensibilité en faveur d'un sexe alternativement adoré et opprimé, on a produit sur vous un grand effet, sans faire un grand raisonnement en faveur du divorce.

« En effet, Messieurs, je ne pense pas qu'à tout prendre, ce soient les femmes qui gagnent le plus à cette nouvelle institution. Il est à craindre que, dans les mains du mari, ce ne soit un moyen de plus d'abuser de sa puissance, car, oserai-je le dire, la Liberté et l'Egalité n'existent pas encore en France. Le divorce ne sera jamais pour elles qu'un triste remède, car, comme l'a dit un homme célè-

(24) Cette disposition, alliée à la suppression de la séparation de corps, était d'une extrême intolérance à l'égard des catholiques, qui, s'ils divorçaient pour se séparer, étaient privés de la possibilité future d'une réunion.

(25) Sédillez, né à Nemours en 1745, y était avocat lorsqu'il fut élu député de Seine-et-Marne à la Législative. Tribun sous le consultat, il fut, en 1805, nommé inspecteur général des Ecoles de Droit.

(26) C'est une critique adressée au discours d'Aubert-Dubayet.

bre (27) « c'est toujours un grand malheur pour une femme d'être contrainte d'aller chercher un second mari, lorsqu'elle a perdu la plupart de ses agréments chez un autre ». C'est un des avantages, des charmes de la jeunesse dans les femmes, que dans un âge avancé, un mari se porte à la bienveillance par le souvenir de ses plaisirs ».

« Je fais cette réflexion, concluait-il, non pour critiquer un principe que tant d'autres raisons peuvent avoir sollicité de votre sagesse, mais parce qu'en matière de législation surtout, il peut être dangereux de laisser croire qu'on s'est déterminé à une bonne loi par un motif insuffisant ».

Puis Sédille analyse le projet du Comité de Législation. Il y distingue très nettement le divorce par consentement mutuel des parties de la répudiation unilatérale de l'un des époux par l'autre.

Le premier c'est l'application tout simple de la théorie contractuelle du mariage. Toutefois l'orateur, voulant « préserver les citoyens de toute précipitation dans une démarche aussi importante », propose :

1° De mettre un intervalle nécessaire entre le projet de divorce et sa consommation, pendant lequel les parties vivront séparément pour éteindre le premier feu de la passion.

2° De les obliger, avant la déclaration définitive et dans l'espoir, assez chimérique, d'une réconciliation, à se réunir pour vivre et habiter ensemble pendant quelque temps.

3° D'imprimer à l'acte lui-même de divorce un grand caractère de solennité, pour bien pénétrer les parties de l'extrême gravité de leur démarche (28).

(27) Montesquieu. — Quelques années plus tard de Bonald reprendra l'argument.

(28) C'est une opinion alors assez commune que, sous le régime de liberté, destiné à le régénérer, auquel est maintenant soumis le pays, il faut environner les démarches de la vie civile de solennités impressionnantes, destinées, en frappant l'imagination des Français, à donner à ceux-ci la plus haute idée de leur devoir. Cf. BONNEVILLE, *Nouveau Code conjugal établi sur les bases de la Constitution*, Paris, 1792. « Les mariages seront contractés très solennellement, une fois par semaine, devant le peuple réuni. L'officier public, la Constitution à la main, dira aux futurs époux à haute voix : « Salut, citoyens libres, ayez toujours sous les yeux la loi qui vous unit en légitime mariage, par des nœuds que l'amitié seule et vos intérêts doivent rendre indissolubles... » Les époux répondent : « Vive la liberté, vive la nation ! Que les bons citoyens bénissent notre union, etc... » (Titre VI § 3, article 6).

De même le divorce (titre X) ne sera possible qu'après de nombreuses formalités destinées à attendrir le cœur des époux et à les faire renoncer à leur funeste projet. Le juge de paix est saisi par une déclaration du conjoint demandeur : « Juge de Paix, je ne puis trouver de bonheur dans des liens mal assortis ». Quelques jours après, deuxième déclaration, accompagnée cette fois d'une lettre au défendeur : « Homme généreux (ou femme sensible), je me trouve enchaîné (ou enchaînée) par des nœuds mal assortis. Cessons d'être époux, mais demeurons toujours amis ». Alors viennent des entretiens avec le juge de paix et des repas de famille où l'on fait aux époux de petits discours appropriés : « Il n'y a point d'homme ni de femme sans défaut ; le plus beau

Après quoi, il apparaissait très normal que deux époux, qui se sont séparés après une longue réflexion et des épreuves aussi sérieuses, ne puissent plus désormais être unis par un nouveau mariage.

Quant à la répudiation, Sédillez est d'avis qu' « elle doit être admise pour toute cause grave qui ôterait à celui qui réclame, toute espérance de trouver, dans l'union qu'il a contractée, le bonheur qu'il devait naturellement y chercher ». Toutefois comme on ne peut juridiquement rompre par une volonté unilatérale un contrat au maintien duquel l'autre partie est peut-être intéressée, il faut que la Société intervienne pour arbitrer le différend et peser la valeur des motifs allégués.

Sédillez proposait en conséquence de confier cet examen à un « jury de répudiation ».

« Le seul moyen de nous procurer une justice exacte, disait-il, c'est de nous former une conscience judiciaire, seule règle de tous les jugements : c'est ce que l'établissement du jury a créé au criminel. Nous ne pouvons trop étendre cette précieuse institution (29) ; mais ce ne sera que par des lois infiniment simples que nous parviendrons à l'établir au civil ».

A ce jury l'orateur donnait une composition tripartite : « Je crois, disait-il, qu'il aurait atteint le degré désirable de perfection s'il était composé de personnes nommées en nombre égal par chacune des parties et par le procureur de la commune du lieu ».

Puis, dans un élan de féminisme qui devait emporter l'approbation bruyante des tribunes, il s'écriait : « Je hasarderais aussi de proposer de composer le jury de répudiation de femmes, si c'est le mari qui provoque, et d'hommes si c'est la femme qui veut répudier (On applaudit). Je prie de considérer qu'il est ici question de choses dont les femmes doivent être de très bons juges, et même des juges assez sévères ; et d'ailleurs n'est-il pas temps enfin de compter pour quelque chose dans notre gouvernement, dans notre législation, la raison et l'esprit des femmes, qui sous plusieurs rapports, ne le cèdent en rien à l'esprit et à la raison des hommes ? ». (Nouveaux applaudissements).

Ce que désire avant tout Sédillez, c'est une loi de divorce infiniment simple : il raille plaisamment l'esprit de détail des juriconsultes « par lequel la législation romaine était devenue la charge de 50 chameaux ».

Sa conception est éminemment contractuelle ; le divorce par

ciel à ses orages ». Ce n'est que si toutes ces tentatives de conciliation échouent que le divorce sera prononcé. Cf. aussi plus tard les fêtes décadaires sous le Directoire.

(29) On retrouve ici l'admiration des révolutionnaires pour le jury, vieille institution française (jugement par les pairs) ressuscitée sous l'influence conjuguée de Montesquieu et des idées anglaises.

consentement mutuel est la résolution d'un commun accord ; la répudiation une résolution pour inexécution par l'une des parties des conditions du contrat. Il repousse d'ailleurs toute énumération limitative des causes de répudiation : elle serait forcément incomplète. Ce qu'il faut, c'est soumettre les faits à l'appréciation libre et souveraine d'un jury, émanation directe de la conscience populaire. Sur le vu de sa décision affirmative, l'officier d'état-civil prononcera le divorce.

Dans cet examen minutieux des motifs avancés par les époux, on pouvait relever une critique implicite à l'égard du mode de divorce sur simple allégation d'incompatibilité d'humeur, sans aucune justification, largement admis par le projet en discussion. Sédillez estimait, et la suite des événements devait lui donner raison, qu'une telle institution était susceptible de donner lieu à des abus. Dans tous les cas de répudiation il aurait voulu le contrôle, très simple, mais aussi très efficace, de son jury.

Aussi, Ducastel, au nom du Comité de Législation, va-t-il s'efforcer de rassurer les craintes de certains députés : « Le seul point de contradiction, dit-il, qui existe entre le projet du Comité et celui qui vient de vous être proposé, c'est que le Comité propose de permettre le divorce sur la demande d'une seule des parties pour cause d'incompatibilité ; or un caprice suffira, dit-on, pour que le divorce soit prononcé. Nous avons remédié autant qu'il est possible à cet inconvénient en privant de quelques avantages la partie qui demandera le divorce et en la condamnant aux dommages. Mais il est impossible de ne pas le permettre : parce qu'une femme peut avoir à se plaindre d'injures graves dont elle rougirait peut-être d'alléguer les preuves : *vous ne devez pas la réduire à dévorer ses larmes*. La loi doit, en ce cas, lui accorder faveur, et c'est ce qui a déterminé l'avis de votre Comité ».

Néanmoins Mailhe appuie les critiques de Sédillez car « lorsque l'un des époux demande à être séparé de l'autre, il faut des motifs bien constatés pour obtenir le divorce, il faut que la loi n'abandonne pas le mariage au caprice et à l'inconstance ».

Thuriot au contraire, après avoir brièvement condamné, du seul point de vue politique, le principe d'indissolubilité (30), assure « qu'il serait barbare de contraindre les familles à des discussions déshonorantes ». En conséquence renchérissant sur Ducastel, il demande que « *dans tous les cas*, les époux obtiennent le divorce sans en dire les causes ! »

Léonard Robin appuie Thuriot. Selon lui, les jurés qui refuse-

(30) « Je ne crois pas, Messieurs, que les lois d'un pays libre puissent contenir une telle disposition : elle serait tyrannique. »

raient le divorce « prononceraient un jugement d'esclavage, ce qui n'est point dans nos mœurs ».

Après quoi l'Assemblée refusant de prendre en considération le projet Sédillez, décrète le principe du divorce, puis le mode de consentement mutuel, dans le texte du projet du Comité de Législation.

Toutefois, lors de la discussion des articles sur la dissolution du mariage à la demande d'un seul époux, Henry Larivière s'élève encore contre le mode d'incompatibilité : « Si, dit-il, vous décrêtez que la simple volonté d'un seul suffira pour rompre un mariage, demain il n'en existera plus dans la société. Je voudrais que celui qui demanderait le divorce fût tenu d'alléguer des faits sur lesquels on jugerait sa demande ».

Cette opinion, sans doute la plus modérée de toutes, est combattue par Ducastel, qui emporte le vote de l'Assemblée en transposant avec une logique imperturbable, le problème entier sur le plan contractuel où tout semble s'éclaircir : « Le contrat de mariage, assure-t-il, est purement civil ; c'est un contrat de société par lequel deux personnes mettent en commun leurs biens, leurs plaisirs et leurs peines. Eh bien ! tout contrat de société est dissoluble par la simple volonté de l'une des parties, sauf par elle à payer les dommages-intérêts qui résultent de cette rupture. Mais si, par exemple, une femme est frappée tous les jours par son mari, elle allègue son fait, le prouve, le mari est déclaré prévaricateur et le contrat est dissous sans dommages-intérêts » (31).

Cette séance du 13 Septembre fut la seule à connaître une discussion vraiment digne de ce nom. L'examen du projet se poursuivait bien sans doute les 14, 15, 18, 19, puis 20 Septembre, mais très rapide (32), et sans donner lieu à aucun débat sérieux (33). On

(31) Ces paroles illustraient parfaitement l'opinion de ceux qui voulaient assimiler le mariage à un contrat, absolument ordinaire, de l'ordre privé, à l'exclusion de tout élément social ou religieux. Comme l'a très bien remarqué M. Esmein (*Histoire du droit français de 1789 à 1814*, page 227), on peut concevoir le mariage civil comme indissoluble (Cf. Ségulier et Durand de Maillane). Mais les membres du Comité de Législation de l'Assemblée Législative, encore imprégnés de la doctrine catholique qui depuis des siècles rattachait l'indissolubilité au sacrement du mariage, appuient la faculté du divorce sur l'affranchissement de cette doctrine : « Il semblait que par là même on rendait le mariage dissoluble ».

A cette théorie contractuelle du mariage, les « antidivorciaires » avaient répliqué en leur temps que juridiquement on ne saurait assimiler le mariage aux contrats ordinaires, d'abord parce qu'on le contracte « d'après le principe même de son indissolubilité », et ensuite parce qu'il est impossible de rétablir entièrement les parties dans leur état antérieur, ce qui est le but même de la réconciliation.

(32) Le rapporteur lit les articles les uns après les autres et presque personne ne prend la parole. Aux *Archives Parlementaires* (1^{re} série, tome 49), les diverses séances tenues par la Législative, le 13 septembre, occupent les

adopte purement et simplement les textes du Comité de Législation (34).

Les préoccupations des députés sont ailleurs. Les armées coalisées des Prussiens et des Autrichiens se sont emparées de Verdun le 2 Septembre, puis, le 14, ont forcé le défilé argonnais de la Croix au Bois. La route de Paris leur est ouverte et elles n'en sont plus qu'à 7 jours de marche. Dans la capitale, où les troubles se poursuivent, l'émotion est à son comble. L'Assemblée, nerveuse et inquiète, suspend à tout moment le cours de ses délibérations pour prendre connaissance des dernières nouvelles (35). En de tels instants la question du divorce ne pouvait qu'être rejetée à l'arrière-plan. Les députés qui, le 20 Septembre précisément, cèdent la place à la Convention, se sont bornés à expédier rapidement et sans trop de débats, le projet qui leur était présenté (36).

Mais, avant de porter un jugement d'ensemble sur leur œuvre, une analyse de la loi nouvelle est indispensable. Nous pourrions constater l'influence considérable exercée sur ses rédacteurs, pris de court et contraints d'aboutir vite, par les travaux des auteurs « divorciaires » antérieurs : les membres du Comité de Législation se sont largement inspirés de Cerfvol, Hennet et Bouchotte.

Le divorce s'obtenait pour trois catégories de causes énumérées au paragraphe I^{er} :

pages 595 à 627, dont seules les pages 609 à 613 sont consacrées au divorce. Par la suite, la place qui lui est faite se restreint encore :

14 septembre : pages 643-644 du tome 49,

15 septembre : page 678, —

18 septembre : pages 112-113 du tome 50,

19 septembre : page 149, —

20 septembre : pages 172-174 puis
188-191 —

la presque totalité des séances était consacrée aux rapports sur les événements intérieurs et extérieurs.

(33) Signalons pourtant que, le 14, Mailhe propose de ranger, parmi les causes du divorce l'incivisme et l'émigration. Ducastel objecte que c'est donner aux émigrés un moyen facile de soustraire leurs biens à la confiscation ; en vain, car, sur la remarque de Crestin que « l'émigration est une cause de divorce en Prusse », l'Assemblée décrète qu'il en sera de même en France.

La Prusse, sa législation, ses institutions, mises au point par Frédéric II, « despote éclairé », jouissent d'un grand prestige parmi les esprits libéraux, pour lesquels l'ennemie héréditaire c'est l'Autriche.

(34) Décrétée après dernière lecture dans la séance du 20 septembre 1792, la loi sur le divorce fut publiée le 25. Celle sur l'état-civil porte la même date du 20 septembre, bien que son origine soit très antérieure.

(35) Le 12 septembre les bataillons de volontaires avaient défilé dans la salle, on avait lu des bulletins de Dumouriez concernant les opérations de l'Armée du Nord. Le 14, la discussion de la loi sur le divorce est interrompue deux fois : la première pour faire lecture d'une lettre de Pétion, maire de Paris, annonçant les plus graves désordres dans la capitale, la seconde pour entendre une communication du Ministre de la Guerre.

(36) Ainsi se justifie cette opinion de Favart au Conseil des 500, le 20 Nivôse an V, que « la loi du divorce était l'acte « in extremis » de la Législative ». Elle correspond bien à la réalité, croyons-nous, les circonstances étaient peu propices à l'élaboration soignée de textes civils aussi importants.

I. — par le consentement mutuel des époux (article 2): « quod ligatur dissolubile est ».

II. — Pour 7 motifs déterminés, exclusivement imputables à l'un des conjoints (article 4), la dissolution du mariage se justifiant alors tantôt par la punition de cet époux coupable, tantôt par la réalisation d'une condition résolutoire, tacitement apposée au contrat : c'est la rupture du lien lorsque sa fin principale : la cohabitation des époux, devient impossible.

Dans le 1^{er} groupe doivent être compris les divorces :

pour crimes, sévices ou injures graves de l'un envers l'autre (3°),

pour dérèglement de mœurs notoire (4°) (37),

pour abandon de l'un des conjoints par l'autre pendant deux ans au moins (5°).

Au 2^e groupe sont rattachés les quatre motifs suivants :

la démence, folie ou fureur de l'un des époux (1°),

sa condamnation à une peine afflictive ou infamante (2°),

son absence sans nouvelles pendant 5 ans au moins (6°),

son émigration dans les cas prévus par la loi et notamment par le décret du 8 Avril 1792 (7°).

III. — Enfin, il était permis à l'un des époux de faire prononcer le divorce sur simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou de caractère entre son conjoint et lui.

L'introduction de ce mode très hardi avait soulevé, nous l'avons vu, de vives protestations, mais s'il avait été finalement admis, c'était, d'une part, pour permettre aux époux de se séparer sans avoir à livrer à la curiosité publique des révélations scandaleuses (Ducastel et Thuriot), et d'autre part pour garantir les principes de liberté individuelle (Léonard Robin et Thuriot).

En même temps qu'elle accordait aux époux une très large faculté de divorce, la loi du 20 Septembre 1792 supprimait la séparation de corps (article 7) et donnait aux époux antérieurement séparés toute latitude de conversion dans l'avenir (article 5).

Cette abolition de la séparation de corps par les Révolutionnaires pouvait s'expliquer par leur conviction que, le principe de la sécularisation du mariage étant admis, le divorce ne briserait plus qu'un lien civil, indépendant du lien religieux, et que par conséquent les catholiques pourraient en user pour se séparer, sauf à

(37) Une jurisprudence tardive (Tribunal de Cassation, 7 Nivôse an VII), devait admettre que l'inconduite de l'un des époux le rendait non recevable à demander le divorce pour dérèglement de mœurs de son conjoint. Cf. MALLÉ, *Le divorce pendant la période intermédiaire, thèse de droit*, Paris 1900, page 87.

ne point se remarier s'ils croyaient ainsi contrevenir aux commandements de leur religion (38).

Le fondement du divorce n'étant pas le même pour les 3 modes établis, les procédures organisées par le paragraphe 2 de la loi étaient bien différentes.

Les demandes basées sur une cause déterminée étaient considérées comme sérieuses. Aussi lorsque la preuve était faite de la réalité du motif allégué, la dissolution du mariage pouvait être immédiatement prononcée, sans aucun délai d'épreuve (article 15).

L'époux demandeur se présentait devant l'officier d'état-civil, muni d'une pièce établissant son droit au divorce : jugement dans le cas de conversion de séparation de corps ou de condamnation afflictive ou infamante (article 16), acte de notoriété attestant l'absence sans nouvelles pendant plus de 5 ans (article 17), ou enfin, pour les 5 derniers cas (folie, sévices, dérèglement de mœurs, abandon de 2 ans, émigration), décision favorable des arbitres de famille devant lesquels l'époux demandeur avait préalablement dû se pourvoir en la forme prescrite au Code de l'Ordre judiciaire pour les contestations entre mari et femme (article 18 et 19).

Dans le divorce par consentement mutuel, les raisons poussant les époux à rompre étaient inconnues. Aussi, craignant quelque prétexte futile, la loi en suspectait-elle le bien fondé en prévoyant toute une procédure destinée à les faire revenir sur une détermination peut-être inconsidérée. Une Assemblée de famille composée de parents ou à leur défaut, d'amis, se réunissait un mois au plus tôt après sa convocation (article 2). Les deux conjoints y comparaissaient pour recevoir les observations et représentations de leurs proches. S'ils persistaient dans leur intention, un acte de non-conciliation était dressé par un officier municipal requis (article 4). Puis, à l'expiration d'un nouveau délai d'un mois, ils se présentaient, munis de cette pièce, devant l'officier d'état-civil pour faire prononcer leur divorce (article 5) ; mais faute de remplir cette formalité dans les 6 mois de l'acte de non-conciliation, toute la procédure était réputée non avenue (article 6). En outre, si l'un des époux était mineur ou s'il y avait des enfants issus du mariage, les délais minima d'un mois étaient doublés (article 7).

Enfin le mode d'incompatibilité étant, de l'avis unanime, susceptible de donner lieu à des abus, une véritable présomption de légèreté pesait sur l'époux demandeur unique et sans motif, et la loi avait cru entourer de garanties sérieuses la prononciation du divorce en multipliant les tentatives de conciliation et en allon-

(38) Cf. discours d'Aubert-Dubayet le 30 août 1792. En fait, il y eut très peu de conversions de séparations de corps en divorces.

geant les délais. Le demandeur faisait citer son conjoint devant une assemblée de famille qui se réunissait un mois au plus tôt après la convocation (article 8). Le demandeur devait y comparaître en personne. Si les représentations de ses parents ou amis ne l'amenaient pas à renoncer à son projet, une seconde assemblée se réunissait deux mois après la première, suivie en cas d'échec d'une autre trois mois après la seconde (articles 10 et 13). Huit jours au moins et six mois au plus depuis le procès-verbal de non-conciliation dressé à l'issue de la troisième et dernière assemblée de famille, le divorce pouvait être prononcé par l'officier d'état-civil (article 14).

Par ce procédé absolument infaillible, la loi de 1792 consacrait la faculté illimitée du divorce, auquel il était toujours possible de parvenir en 6 mois sans avoir à donner aucune raison.

Quant aux effets du divorce par rapport aux époux, il en était traité au § 3 de la loi.

Chacun recouvre son entière indépendance (39) et peut se remarier (article 1^{er}), même avec son ancien conjoint divorcé (article 2), contrairement aux intolérantes dispositions du projet initial. Cette faculté était par contre susceptible de couvrir, nous le verrons, bien des fraudes.

Mais les divorcés ne peuvent convoler à d'autres noces qu'un an après la dissolution de leur précédente union dans les cas de divorce par consentement mutuel ou pour cause d'incompatibilité d'humeur. C'était là une nouvelle sanction prise à l'égard de ceux qui useraient de ces modes suspectés. On voulait aussi interdire aux divorcés tout espoir de remariage immédiat dans les cas où l'union n'avait été rompue que dans la prévision d'un nouvel hymen (40).

Au contraire, après le divorce pour cause déterminée, considéré comme sérieux, aucun stage n'avait été édicté sauf un délai de viduité d'un an pour la femme, dans le seul but d'éviter la confusion de part, duquel elle était naturellement dispensée dans le cas d'absence sans nouvelles de son mari depuis plus de 5 ans (article 3).

Quant aux rapports pécuniaires entre les anciens époux, ils étaient liquidés « comme si l'un d'eux était décédé » (article 4). Tous les avantages consentis par l'un à l'autre, soit par contrat de mariage, soit depuis le mariage, tombaient (article 6). Mais au cas de divorce pour motif déterminé, l'époux demandeur, victime de la

(39) C'est, ce que soulignent les actes de divorce, dans lesquels l'officier d'état-civil, en prononçant la dissolution du mariage, déclare les époux « libres de leurs personnes, comme ils l'étaient avant de l'avoir contracté ». Cf. annexes.

(40) Cf. appendice (Etudes locales) où se trouvent cités plusieurs cas de ce genre relevés dans le département de l'Hérault.

faute de l'autre, était indemnisé du tort qu'il avait injustement subi par une pension viagère prélevée sur les biens de celui-ci et réglée par des arbitres de famille (article 7). Ces derniers pouvaient même, par une disposition critiquable, allouer à tout époux divorcé et indigent, quels que soient par ailleurs ses torts et le mode de divorce utilisé, une pension alimentaire à la charge de son ex-conjoint, dans la mesure de ses facultés (article 8). Toutefois, ces pensions seraient éteintes par le remariage de leur titulaire (article 9) (41).

Enfin le quatrième et dernier paragraphe de la loi réglait le sort des enfants issus de l'union dissoute (42). Au cas de divorce par consentement mutuel ou pour incompatibilité d'humeur, les filles étaient confiées à la mère avec les garçons de moins de 7 ans. Au delà de cet âge, les derniers étaient remis au père, sauf toutefois convention contraire des époux, toujours possible sur ce point (article 1^{er}).

Si le divorce avait été prononcé pour cause déterminée, dont il pouvait résulter une flétrissure pour l'un des parents, l'Assemblée de famille désignerait le gardien des enfants (article 2).

Au cas de remariage de l'un des anciens époux divorcés, c'était encore l'Assemblée de famille qui statuait sur le point de savoir si la garde des enfants lui serait maintenue ou si, au contraire, ils seraient désormais remis à son ex-conjoint ou à une tierce personne (article 4).

Quoi qu'il en soit d'ailleurs, père et mère contribuaient l'un et l'autre, selon leurs facultés, aux frais d'entretien et d'éducation de leurs enfants (article 5), qui conservaient tous les droits légaux et conventionnels, droits de succession notamment, résultant pour eux de l'union dissoute (articles 6 et 7).

Toutes les contestations relatives aux enfants, postérieures au divorce étaient soumises à des arbitres de famille, à charge d'appel devant le tribunal de district (article 9).

Telles étaient les dispositions de cette loi du divorce, si longtemps et si impatiemment réclamée par les cercles libéraux de la capitale, et dont la discussion, amorcée par surprise le 30 Août 1792 et poursuivie sans fièvre, avait abouti à un vote unanime, complètement dominé par les contingences extérieures, sans qu'aucune opposition véritable se soit jamais manifestée.

(41) Ceci devait constituer un obstacle au convol de l'époux divorcé bénéficiaire de la pension et une prime au concubinage. Cf. pétition Arnold du Bois, de Rouen, page 124.

(42) Ses rédacteurs se sont certainement inspirés des idées de Bouchotte. Au cours de la discussion, d'après M. Sagnac (*Législation civile de la Révolution française*, Paris, *thèse de lettres*, 1898, p. 290), un député aurait proposé d'enlever les enfants, aux parents pour les donner à l'Etat. Nous n'avons rien trouvé de tel aux *Archives Parlementaires*.

Il apparaît en effet très remarquable que les dispositions de l'Assemblée, qui, pendant 11 mois, avait témoigné à l'égard du divorce une indifférence marquée, aient pu se transformer si brusquement et si complètement que, dans les discours et les rapports précédant la décision, non seulement l'utilité sociale de l'institution nouvelle n'ait jamais été mise en doute, mais même que son principe n'ait jamais été discuté, le mode d'incompatibilité seul et certaines particularités de la procédure suscitant quelques résistances.

D'autre part, et cela est bien caractéristique de l'évolution accomplie, personne ne s'était préoccupé de concilier le divorce avec la religion comme les libellistes s'y étaient appliqués avec tant d'ardeur peu de temps auparavant. Le législateur entend maintenant agir sur le terrain civil, en pleine indépendance (43).

En réalité la loi du divorce était une loi révolutionnaire d'un caractère politique très accentué. Ainsi peut-on expliquer son vote hâtif, au milieu d'événements qui, après le 10 Août 1792, consacrent le triomphe des éléments extrémistes et la fin de la République constitutionnelle et bourgeoise, si laborieusement échafaudée par les Constituants (44).

Cette loi n'appartient pas au droit privé, mais au droit public et constitutionnel, son but étant, comme l'avaient réclamé presque toutes les pétitions citées (45) et comme l'ont expressément déclaré ses promoteurs et ses partisans (46), d'« établir la liberté au milieu même des familles » en traquant un dernier despotisme, stigmatisé dès 1789 par le Comte d'Antraigues : le despotisme domestique.

Après l'autorité absolue du Monarque c'est l'autorité paternelle et maritale qu'on vise, en prenant appui sur les abus certains dérivés de la pratique, dans la haute société d'Ancien Régime, des

(43) Cf. cette opinion de Cambon, député de l'Hérault, le 10 août 1792 (*Archives Parlementaires*, tome 49, page 118) : « L'intention de l'Assemblée Nationale est de respecter les opinions religieuses, mais elle ne souffrira jamais qu'elles puissent influencer sa législation ».

(44) Il est probable que si les députés avaient siégé dans une ville de Province, beaucoup moins agitée, telle qu'Orléans, Bourges ou même Versailles, leur œuvre, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, eut été toute différente, infiniment plus pondérée et conforme aux vœux de l'immense majorité de leurs commettants. Mais à Paris quelle aurait été la situation d'un membre de la Législative présentant la défense de l'indissolubilité à l'heure des massacres de septembre ?

(45) Cf. Pétition de « plusieurs citoyens et citoyennes de Paris », lue à la Législative par Aubert-Dubayet le 13 février 1792.

(46) AUBERT-DUBAYET, le 30 août : « La femme ne doit point être l'esclave de l'homme... Il est temps que les maris se courbent sous la justice universelle ».

Léonard ROBIN, le 7 septembre : « Votre amour pour la liberté vous faisait désirer depuis longtemps de l'établir au milieu même des familles et vous avez décrété que le divorce aurait lieu en France ».

mariages de convenances. Nous pensons que c'est là qu'il faut chercher avant tout le fondement de la loi du 20 Septembre 1792.

On y trouve certes aussi, comme l'avait si nettement spécifié Ducastel, une application de la théorie contractuelle du mariage et le dernier aboutissant, à la vérité un peu inattendu, des travaux de nos anciens civilistes. Mais si cette explication est assez admissible en ce qui concerne le divorce par consentement mutuel ou pour motif déterminé, il faut recourir à un autre principe pour découvrir l'essence du divorce pour incompatibilité d'humeur, rupture injustifiée et souvent injustifiable, du lien conjugal.

Or ce principe est bien d'ordre politique : la liberté individuelle, base de tout le droit public nouveau, défendait, prétendait-on, une union indissoluble (47). Puisqu'en effet le mariage n'était plus qu'un contrat ordinaire, il eut dû normalement être loisible aux époux, dans une théorie purement consensuelle, d'en arrêter les termes entièrement à leur gré et ainsi de le stipuler perpétuel et indissoluble. C'avait d'ailleurs été un argument souvent présenté par les « antivorciaires » : l'union conjugale ne saurait être dissoute parce qu'ayant été contractée « d'après le principe même de son indissolubilité ».

C'est alors que la Société intervient, dans l'intérêt public, pour défendre en quelque sorte les parties contre elles-mêmes et sauvegarder leur liberté individuelle.

Cette liberté fondamentale, qui a été consacrée par la Déclaration des droits de l'homme, est un droit naturel, essentiel, inaliénable, qui ne peut davantage être abdiqué dans le mariage que dans la prononciation de vœux perpétuels ou dans l'engagement de fournir ses services à vie. Chaque époux doit toujours conserver la faculté de se départir d'une union qui n'assure plus son bonheur, sans avoir à motiver sa décision, et alors l'autorité publique n'intervient plus que pour enregistrer la rupture du lien (48).

La pensée du législateur se trouve d'ailleurs très clairement exprimée sur ce point, non seulement dans le rapport de Léonard Robin (49), mais encore dans le préambule de la loi par lequel il est

(47) Cf. THURIOT, le 13 septembre : « Je ne crois pas, Messieurs, que des lois d'un pays libre, puissent contenir une telle disposition, elle serait tyrannique... »

(48) Le divorce est affaire de famille ; et le rôle passif assigné par la loi à l'officier d'état-civil est tout à fait remarquable : il ne doit jamais « entrer en connaissance de cause » (articles 5 et 16 du § 2). Dès qu'une contestation s'élève sur la nature ou la validité des actes qui lui sont présentés pour faire prononcer le divorce, il doit « renvoyer les parties à se pourvoir devant la juridiction compétente ». Id. article 8 de la section V du titre IV « sur le mariage », de la loi du 20 septembre 1792, sur l'état-civil (Voir en appendice).

(49) Rapport de Léonard ROBIN, le 7 septembre : « Le Comité a cru devoir accorder la plus grande latitude à la faculté du divorce... parce que la liberté individuelle ne peut jamais être aliénée d'une manière indissoluble par aucune convention ».

dit : « L'Assemblée Nationale, considérant combien il importe de faire jouir les Français de la faculté du divorce, *qui résulte de la liberté individuelle dont un engagement indissoluble serait la perte* ;

« Considérant que déjà plusieurs époux n'ont pas attendu, pour jouir des avantages de la disposition constitutionnelle, suivant laquelle le mariage n'est qu'un contrat civil, que la loi eut réglé le mode et les effets du divorce (50).

« Décrète qu'il y a urgence ».

C'est donc un principe déjà existant, dont l'Assemblée développe les conséquences naturelles. Son décret n'a qu'un caractère purement confirmatif : il se borne à réglementer « les causes, le mode et les effets » d'une institution contenue en germe dans la Constitution et qui commence à se répandre parce que sa résurrection est intimement associée au renouvellement complet des bases de l'Etat politique.

Mais, aveuglés par leurs illusions, les Révolutionnaires, chez qui désormais la Philosophie l'emportait définitivement sur la Tradition (51), faisaient œuvre purement idéologique. Ils s'étaient persuadés que l'avènement dans tous les domaines de la liberté la plus entière, provoquerait chez les individus des transformations profondes en les ramenant aux mœurs très pures de l'idyllique état de nature. L'universelle fraternité que développeraient les institutions nouvelles tarirait les discordes. Libéré de toutes ses entraves, affranchi de tous les préjugés, régénéré en un mot, l'homme se complairait indéfiniment dans une union volontairement consentie et où le divorce se bornerait à jouer le rôle lénifiant de régulateur et de soupape de sûreté, presque jamais utilisé par cela même que les époux, d'angélique patience, trouveraient dans son existence des raisons très suffisantes de sécurité et d'espoir.

Dans la procédure de divorce se retrouve la marque des illusions du législateur. Il s'était convaincu qu'en prescrivant l'observation de quelques délais, à la vérité assez brefs, il obligerait le demandeur à une réflexion et à un retour sur lui-même, qui,

(50) Nous avons déjà cité quelques cas de divorce par-devant notaire ou officier municipal, antérieurement au vote de principe du 30 août 1792. Or, le 12 septembre, un juge de paix de Paris : Charles Bosque, de la section des Enfants-Rouges, prononça un divorce. Il en fit part à l'Assemblée dès le lendemain, et le Ministre de la Justice ordonna d'impression de ce document « désormais historique ». *Archives Nationales*, A. D. II, 33.

(51) Philippe SAGNAC, op. cit., page 56 : « Les Révolutionnaires sont à la fois des philosophes et des légistes... la tradition et la philosophie se partagent l'empire de leur esprit, et c'est de cette lutte, du triomphe plus ou moins grand de la philosophie sur la tradition que va sortir la législation civile de la France ».

croyait-on, seraient très souvent salutaires et détermineraient fréquemment l'abandon d'aussi funestes intentions.

Enfin, du rôle des tribunaux et des arbitres de famille il était beaucoup espéré. Ces parents, pleinement conscients de l'importance de leur tâche, mettraient tout en œuvre pour réconcilier les époux. Afin de parvenir à ce but, aucun effort ne serait négligé par eux.

En fait, même après les immenses bouleversements politiques accomplis, les hommes restèrent des hommes, bien imparfaits et dociles esclaves de leurs passions.

D'une part, les époux désireux d'obtenir leur divorce persévérèrent dans leur dessein avec d'autant plus d'obstination que de par l'infailibilité des procédures mises à leur disposition, ils étaient assurés d'y parvenir à bref délai.

D'autre part les juridictions domestiques, comme il était facile de le prévoir, furent très loin de répondre à l'attente du législateur. Manquant d'autorité pour trancher des débats aussi graves et irritants, presque toujours dénués des connaissances juridiques nécessaires, les parents eurent trop souvent recours aux conseils intéressés des hommes d'affaires. Ceux-ci régnerent d'autant plus facilement dans les tribunaux de famille que la disposition de l'article 1^{er} du § 2 de la loi, autorisant les parties à choisir comme leurs représentants des amis à défaut de parents, couvrit toutes les fraudes (52). On l'utilisa pour introduire dans l'Assemblée, aux lieu et place des parents désignés, des légistes retors habiles soit à précipiter les procédures, soit au contraire à les faire trainer en longueur (53).

De plus, dans les cas où elles devaient statuer au fond : pour accueillir ou rejeter les demandes fondées sur un motif déterminé, ces juridictions rendirent des sentences d'une extrême divergence : les unes acquiescent aux demandes avec une inquiétante facilité, d'autres se montrent d'une rigueur excessive, peut-être par hostilité contre le principe même de l'institution. Très vite les appels au tribunal de district se multiplieront.

Les conséquences d'une législation aussi critiquable, si bien

(52) Cf. Lettre du Ministre de l'Intérieur Bénézech aux Administrations Municipales de Paris, le 17 Prairial an IV.

(53) Cf. sur ce point SÉLIGMAN, « *La justice en France pendant la Révolution* », — Pétition Goroy, adressée le 21 juin 1793 au Comité de Législation (*Archives Nationales*, D-III,361) : « Les arbitres, ordinairement gens de lois, sont toujours imbus des idées de l'Ancien Régime et par conséquent très éloignés de l'esprit de ce tribunal ».

M. CRUPPI relate dans le chapitre VII de son ouvrage un procès de divorce (divorce Suzan), qui s'étendit sur plus d'un an : 12 février 1793 au 30 février 1794 avec de multiples péripéties.

intentionnés que fussent ses promoteurs, ne pouvaient se faire attendre et nous verrons que la réaction contre les abus du divorce fut aussi prompte et vigoureuse qu'avait été subite et hâtive l'improvisation de ses règles organiques.

Loi révolutionnaire faite pour une société troublée, la loi du 20 Septembre 1792 ne pouvait guère survivre à la disparition du milieu social qui l'avait vu naître.

Toutefois il se trouva qu'au premier moment, c'est-à-dire au fort de la Révolution, certains la trouvant trop timide n'hésitèrent pas à surenchérir sur ses dispositions, même les plus hardies.

CHAPITRE IV

LES OUTRANCES DE LA PÉRIODE JACOBINE

Il est certain que le vote de la loi du divorce fût accueilli avec une vive satisfaction par les cercles avancés de la capitale .

Dès le 12 Septembre, la pétition d'une citoyenne Lefebvre (1) proclame qu'elle est « le triomphe de la philosophe et la défaite des préjugés immoraux ». Provost de Saint-Lucien, ci-devant avocat au Parlement de Paris, qui fit aussitôt paraître un manuel pratique du divorce (2), aperçoit dans cette institution « le plus grand bienfait de la Révolution Française », mais sans doute pourrait-on objecter que l'opinion de ce « défenseur officieux » n'était pas entièrement désintéressée.

Aussi, pour mieux apprécier l'enthousiasme qui s'empara de certains esprits, convient-il de citer quelques passages de l'« Exhortation fraternelle » adressée certain jour du mois d'Octobre 1792 par le citoyen Chaumette, président de la Commune de Paris, aux époux dont il recevait les déclarations de mariage,

(1) *Archives Nationales*, D-III-361.

(2) « Formules pour parvenir au divorce et décision des principales questions qui peuvent se rencontrer ». Paris, 1792, 64 pages. Analyse dans le *Moniteur* du 29 novembre 1792.

et « parmi lesquels se trouvaient deux couples antérieurement séparés, mais que la loi du divorce avait réunis » (3).

« Citoyens et Citoyennes, vous nous prouvez aujourd'hui que la liberté reposera chez nous sur des bases éternelles ; déjà le règne des mœurs commence.

« Il était réservé au divorce de rajeunir d'anciennes alliances et de remplacer par des charmes inconnus jusqu'alors *les dégoûts et les fatigues inséparables d'un lien indissoluble*. La facilité d'une rupture rassure les âmes timides. *Libres de se séparer, les époux n'en sont que plus unis*. Non, rien ne coûte que ce que l'on fait par contrainte et le plaisir même est à charge lorsqu'il devient un devoir. Le divorce est le père des égards mutuels, des complaisances, des soins, perpétuel aliment des feux honnêtes ; et c'est bien ici le cas de s'écrier avec un philosophe de nos jours : *le divorce est le Dieu tutélaire de l'hymen*, puisqu'il le fait jouir d'une paix inaltérable et d'un bonheur sans nuage ».

Et, après avoir souligné qu'en cette ère de liberté, le mariage n'était plus un joug, une chaîne, mais ce qu'il doit être : l'accomplissement des grands desseins de la nature, *l'acquit d'une dette agréable que doit tout citoyen à la Patrie* », Chaumette soutenait qu'une telle union, « fondée sur la tendresse », devait être « plus pure, plus sainte et aussi plus durable que celle formée par des préjugés », puisqu'elle n'était due qu'« à l'estime réciproque et aux passions honnêtes d'époux entièrement libres ».

Il terminait du reste, en invitant ceux-ci à donner à leurs enfants « une bonne éducation nationale, à écarter du berceau de ces intéressantes créatures, les préjugés barbares et toute idée d'esclavage. Apprenez-leur à connaître, à chérir leurs devoirs, leurs droits et que les premiers mots qu'ils bégayeront soient les mots sacrés de Patrie, de Liberté et d'Egalité. »

Cette allocution, d'une assez haute inspiration morale, donne la juste mesure des illusions qui ont alors libre cours. Au nom de la Liberté, toutes les autorités traditionnelles sont anéanties : monarchique, religieuse, domestique. On espère néanmoins entraîner les masses populaires à l'accomplissement de leurs devoirs sociaux les plus essentiels par l'exaltation de principes théoriques, très élevés certes, mais qui précisément, en raison de leur caractère philosophique et abstrait et de leur absence de liaison tangible avec les réalités concrètes, ne pouvaient obtenir auprès d'elles, grand succès.

Si d'ailleurs la faculté nouvelle du divorce apparaît à beau-

(3) Cf. *Moniteur* du mardi 23 octobre 1792, N° 297

coup fort précieuse (4), certains ne se déclarent pas encore satisfaits : il leur semble que la loi a manqué d'audace.

Dès le 25 Septembre 1792, Sédillez, dans une pétition adressée au Comité de Législation, réclamait, suivant les principes déjà exposés par lui, la simplification de la loi du divorce : « Taillée sur le modèle des lois minutieuses du despotisme, elle ne fera en effet qu'ajouter aux tourments d'un mariage mal assorti, ceux d'un procès sans fin. La grande maladie en législation, ajoute-t-il, n'est autre chose qu'une indigestion de jurisconsultes. » Ce qu'il veut, c'est « le divorce avec la chicane » et le retour à la nature : « En matière civile, voulez-vous que nous soyons heureux ? Rendez-nous libres et laissez-nous faire... En ce qui concerne le divorce, il suffit d'avoir brisé un lien prétendu indissoluble : abandonnez le reste aux conventions particulières, les meilleures des lois ; si les parties ne peuvent s'accorder, un jury civil ou des arbitres les accorderont... Un petit nombre de lois, bien claires, bien simples, rendront inutiles tous vos tribunaux. Je pourrai me juger moi-même, ou me faire juger par mon ami, par mon voisin, par le premier passant (5) ».

Dans le premier trimestre de 1793, plusieurs pétitions sont lues à la Convention, sollicitant un élargissement des conditions apposées au divorce (6). On réclame notamment que l'aristocratie

(4) L'enthousiasme devait même se traduire en chansons. Telle celle-ci, rapportée par M. Aulard, *La Révolution française*, Revue périodique, Tome VI, page 957 :

Béniissons nos législateurs,
Qui pesant toutes choses,
Du bonheur, vrais dispensateurs,
En augmentent les causes.
Ils donnent à la liberté
Une nouvelle force.
L'aurions-nous, en réalité,
Sans la loi du divorce ?

Toutefois, le dernier couplet recommande la modération :

Aux Romains, qui nous valaient bien,
On doit cette loi sage ;
Que le Français bon citoyen
En fasse un juste usage ;
Qu'enfin, l'amour du changement,
Par sa trompeuse amorce,
Ne fasse pas légèrement
Demander le divorce !

(5) Ces idées devaient être appliquées par une loi du 3 Brumaire An II (23 octobre 1793), supprimant avec le ministère indispensable des procureurs (avoués), presque toute la procédure. Toute personne munie d'un certificat de civisme pourrait désormais représenter les plaideurs. « Jamais, s'écrie BONCENNE (*Traité de Procédure*, Introduction, p. 14), la procédure ne fut plus perfide et plus hideuse que dans cet état de nudité », propice à toutes les roueries. Les résultats furent déplorables, la loi est abrogée dès le Directoire.

(6) Le 27 janvier 1793 AD XVIII B, 112, p. 454.

— 24 février — — 113, p. 419.
— 20 mars — — 114, p. 92.

figure parmi les causes déterminées de divorce (7), « l'aristocratie étant ce vil sentiment qui sacrifie tout jusqu'à la Patrie, à des affections personnelles, telles que l'intérêt particulier, l'orgueil, l'amour-propre, la vanité, l'égoïsme, etc... c'est le plus dangereux de tous, uniquement occupé de conjurations, de vengeances ou de crimes. » C'est un « mal incurable » qui ne peut être détruit que « par la force ou la terreur. » Le législateur s'est déjà attaché à l'extirper en « livrant au glaive de la loi » le contre-révolutionnaire ouvert ou en autorisant l'arrestation des suspects, dont il est apparu qu'ils « devaient être séparés de la grande société ».

Or, « ce qu'il a fait pour cette dernière, le même intérêt le réclame en faveur de la société particulière connue sous le nom de mariage... C'est là que le patriotisme gémit sous les outrages et la persécution d'une aristocratie d'autant plus opiniâtre qu'elle est à couvert de la surveillance des lois. C'est là que la Nation, impunément insultée, avilie, méprisée, perd tous les jours de bons et fidèles défenseurs ou ne les conserve qu'au prix de leur tranquillité, de leur bonheur et quelquefois de leur vie ».

En conséquence, « il faut tendre une main secourable à ces patriotes opprimés, il faut détruire ce germe de contre-révolution qui, s'il était négligé, ne manquerait pas de causer tôt ou tard de funestes effets ».

Conclusion : il faut, en assimilant l'aristocratie aux motifs déterminés de divorce admis par la loi du 20 Septembre 1792, décider qu'elle sera susceptible de donner immédiatement lieu à divorce, et enfin que, « sous aucun prétexte, les enfants ne pourront être confiés à l'époux convaincu d'aristocratie ou d'incivisme. » Et somme toute, cette thèse n'était pas très sensiblement différente de celle du citoyen Garnier, auteur d'un « Code du divorce » paru à la fin 1792, qui estime qu'on peut voir entre les époux une suffisante incompatibilité d'humeur dans le fait d'avoir sur les principes de la Révolution des opinions différentes (8).

La Convention chercha à tenir compte de ces réclamations lors de la discussion, au cours de l'été 1793, du projet de Code Civil présenté par Cambacérès, président du Comité de Législation (9).

Ce projet, « œuvre de théoricien, d'une grande simplicité de forme et d'une éloquente concision » (10), se montrait également très

(7) *Archives Nationales*, D III - 361, pièce publiée par M. OLIVIER-MARTIN. Ainsi se réalisait la prédiction de l'abbé Barruel.

(8) « Consultation » donnée dans la *Gazette des Tribunaux* de DROUET, Tome VI, p. 179.

(9) Cambacérès avait été élu Président du Tribunal criminel de l'Hérault, le 29 sept. 1791, puis député à la Convention par ce même département.

(10) OLIVIER-MARTIN, op. cit., p. 102.

audacieux : les lois naturelles pouvant seules convenir à une République naissante, on s'était souvent écarté des normes traditionnelles pour dégager par le raisonnement les règles idéales.

En matière de divorce, la voie était ouverte par la loi du 20 Septembre 1792. Mais les délais exigés paraissant trop longs à beaucoup (11), surtout en matière d'incompatibilité d'humeur où il ne fallait pas moins de 6 mois pour parvenir à la dissolution, le nouveau Code Civil établissait dans son titre VI, qu'une épreuve d'un mois suffirait après une seule Assemblée de parents.

Toutes les autres dispositions relatives au divorce étaient maintenues, presque sans débat. Tout au plus peut-on signaler que, dans le projet de Cambacérès l'expression « divorce pour incompatibilité d'humeur » ayant été remplacée par celle de « divorce par la volonté d'un seul », l'appellation ancienne fut rétablie à la demande de Lacroix, sous ce prétexte lapidaire que « la simple volonté est despotique. » Le même, appuyé par Thuriot, aurait aussi voulu supprimer les causes déterminées, déjà renfermées dans le mode d'incompatibilité, lequel avait en outre l'avantage de voiler les griefs scandaleux (12).

Cette tendance à l'aggravation des dispositions de la loi de 1792, provient de ce que de plus en plus le mariage est considéré comme une union exclusivement consensuelle, un contrat privé (13), dont l'Etat se borne à tenir registre dans le seul but de garder trace de la filiation des enfants, d'une manière analogue à celle dont, quelques années plus tard, et dans une intention de publicité, il enregistra les constitutions d'hypothèques.

L'aspect social du mariage est complètement négligé : Cambacérès dans son rapport ne fait nulle allusion à son excellence morale ou à son utilité politique. C'est affaire privée et l'on est per-

(11) Cf. pétition du sieur Noé, contrôleur des douanes de la République à Longwy (27 août 1793) : « ... c'est l'indissolubilité du lien conjugal qui a fait jusqu'à présent le malheur de tous les peuples soumis au culte catholique romain ». Sans doute l'Assemblée Législative a-t-elle « affranchi » les Français de cette « institution aussi absurde que tyrannique, en établissant le divorce », mais « le mode de ce divorce est tellement compliqué et comporte des délais si longs, qu'il est encore possible à certains époux d'éluider l'effet de cette loi bienfaisante pour perpétuer un joug qui désole leurs conjoints ».

Après avoir approuvé Collot d'Herbois de considérer mariage et divorce comme des servitudes, Noé se demande « si l'on ne pourrait pas former d'excellents citoyens sans que la loi intervienne dans les relations sexuelles, et si l'homme, à qui l'auteur des choses a donné les plaisirs de l'amour pour charmer les peines d'un songe pénible, sera moins privilégié que les animaux qui suivent sans contrainte l'instinct de la nature. »

Il termine en réclamant : « un mode de divorce plus expéditif et plus favorable aux époux opprimés » que celui de la loi de 1792.

(12) Séance du 1^{er} sept. 1793, *Moniteur*, An I, Tome XVII, p. 131.

(13) Les formalités sont réduites au minimum : le décret du 16 oct. 1793 autorise la célébration du mariage 3 jours après la publication.

suadé que les individus régénérés rempliront, sur ce point comme sur les autres, l'intégralité de leurs devoirs (14).

Les simplifications apportées par le nouveau Code Civil furent l'objet de marques d'approbation. Plusieurs adresses à la Convention en réclamèrent l'exécution provisoire dès avant la mise en vigueur de l'ensemble du Code (15), dont les discussions, traînant en longueur ne devaient finalement recevoir aucune sanction définitive.

Si l'Assemblée ne déféra pas à ces invites pressantes, du moins s'efforça-t-elle de leur donner partiellement satisfaction par la promulgation de dispositions fragmentaires destinées à alléger le fonctionnement des procédures de divorce.

C'est ainsi qu'à la suite d'une pétition Lefebvre et sur la proposition de Merlin de Douai, elle rendit, le 28 Décembre 1793, le décret du 8 Nivôse An II qui :

1° étend la compétence des Tribunaux de Famille à toutes les contestations pécuniaires entre les anciens époux divorcés (article 1), toutefois :

« Considérant qu'il s'élève une foule de réclamations contre les lenteurs que mettent ces juridictions à terminer les affaires soumises à leur décision par la loi du divorce (16), qu'il arrive souvent que, pendant ces délais, celui qui est maître de la communauté en

(14) Ces conceptions devaient trouver leur très frappante expression dans les théories d'Oudot sur le mariage « Essai sur les principes de la Législation des mariages privés et solennels, du divorce et de l'adoption ». — *Arch. Nat.*, AD II - 38), dont la Convention ordonna l'impression. Leur aboutissant c'est la suppression de toute distinction entre enfants légitimes et naturels. Oudot assimile en effet au mariage solennel, union authentiquement enregistrée, qui subsiste jusqu'à sa dissolution, également enregistrée, le mariage privé, union libre résultant de la volonté toute nue des parties, dont la durée est indifférente et qui donne naissance aux enfants dits naturels : « La Constitution, écrit-il, ne regarde plus le mariage que comme un contrat civil, mais elle ne défend pas de contracter une union moins solennelle. Si le mariage est une convention formée par le consentement des parties contractantes, les mariages privés en sont de véritables, auxquels il ne manque que la forme. Vous ne devez donc pas chercher à les flétrir en donnant exclusivement à ceux qui sont solennisés par la loi, la qualification de légitimes ».

La preuve du mariage privé résultera de la reconnaissance volontaire des enfants naturels par leurs parents et l'on espère que ceux-ci ressentiront la nécessité d'une telle démarche comme l'accomplissement d'un devoir de conscience impérieux.

On s'explique maintenant qu'un siècle plus tard, Alfred Naquet ait pu écrire (*Vers l'Union libre*, p. 65) qu'avec une législation animée de cet esprit, « il ne voyait plus guère qu'une différence philosophique, entre le mariage corrigé par le divorce de la loi de 1792 et l'union libre », telle qu'il la préconisait.

(15) Cf. Pétition adressée aux Représentants en mission dans la Seine-Inférieure et lettre de ces derniers à la Convention, datée du 19 sept. 1793, publiée par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., p. 239.

(16) Dans le chap. VII de sa thèse, M. CRUPPI relate un procès de divorce (divorce Suzan), qui, à l'époque considérée, s'étendit sur plus d'un an : 12 février 1793 - 30 février 1794.

abuse pour la dilapider et changer de nature les effets qui en dépendent »,

il leur était ordonné de se prononcer dans le mois de leur formation, sinon, à la demande de l'une des parties, le litige pourrait être porté devant le Tribunal de district (art. 2).

2° les délais pendant lesquels l'homme ou la femme divorcé ne pouvait se remarier (17), sont presque entièrement supprimés : le mari pourra désormais et dans tous les cas, se remarier aussitôt son divorce prononcé ; et si la femme doit encore attendre dix mois (art. 3), c'est dans la seule intention d'éviter la confusion de part. Mais, « s'il est constaté que le mari a abandonné depuis plus de 10 mois son domicile et sa femme, elle aussi, pourra contracter sur le champ un nouveau mariage (art. 4).

Même ainsi amendée, la loi du divorce suscita encore des critiques dont on peut trouver la très exacte expression dans la pétition du citoyen Sentix, datée de Ventôse An II (Fév.-Mars 1794), en pleine Terreur (18).

Sentix déclare la loi « impraticable, surtout dans les départements atteints de fanatisme, vicieuse en ce qu'elle prescrit des enquêtes sur des cas déterminés, dont la suite peut tirer à des conséquences très fâcheuses pour l'un des époux et qu'il est honteux de mettre au jour ». Il en résulte que, « malgré eux, de bons citoyens sont retenus dans des liens qui font leur désolation ». Aussi le pétitionnaire réclame-t-il « plus de facilité pour divorcer », seuls en profiteront « ceux qui sont mal assortis ou que leur différence d'opinions rend malheureux », la Société nouvelle ne peut qu'y gagner.

La Convention jacobine est adjurée en termes grandiloquents de rendre un décret libérateur, elle qui, déjà, a « brisé et anéanti le colosse des erreurs religieuses », en « éteignant les torches du fanatisme dans un océan de lumière qui éclaire maintenant tant de bons citoyens. » S'échauffant progressivement, Sentix s'écrit : « Au nom de la liberté, la seule divinité du Français, Montagne sainte, Montagne glorieuse, détache un rocher de ton sommet pour écraser à jamais les factions expirantes, qui se relèvent à l'ombre d'un de ces préjugés antiques qui fait peut-être encore leur criminelle espérance ; déclare que tu entends que le citoyen soit libre et entiè-

(17) Loi de 1792 : divorce par consentement mutuel ou pour incompatibilité d'humeur : un an pour les deux époux ; divorce pour cause déterminée : un an pour la femme.

(18) Oct.-nov. 1793 : exécution des Girondins ; 24 mars 1794 : exécution des Hébertistes ; 5 avril 1794 : exécution des Dantonistes, après laquelle Robespierre règne jusqu'en juillet.

La *Pétition* Sentix est publiée par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., p. 233.

rement libre, que les engagements qu'il pourra former ne peuvent être éternels et cesseront d'être, s'ils cessent de faire son bonheur ».

C'est pourquoi, « sur la base des droits de l'homme et du citoyen », Sentix revendique la possibilité du divorce après deux décades (20 jours), sur la demande de l'un des époux, devant n'importe quel officier d'état-civil, sur tout le territoire de la République.

Cette pétition avait été transmise au Comité de Législation le 20 Ventôse An II (20 Mars 1794) par Oudot, député de la Côte-d'Or.

Or ce fut le même Oudot qui, le 4 Floréal An II (22 avril 1794) rapportait devant la Convention, au nom de ce Comité, un projet de décret destiné, suivant les désirs de Sentix, à rendre plus facile la prononciation du divorce : elle serait désormais possible sur la seule production d'un acte de notoriété constatant que les époux vivaient séparés de fait depuis 6 mois (art. 1) ou que l'un avait abandonné l'autre sans lui donner de nouvelles pendant ce laps de temps. Dans le dernier cas, il n'était même pas besoin de faire appeler l'absent (art. 2).

Voici en quels termes Oudot justifia cette réforme qui, donnant lieu à d'énormes abus, devait être l'objet de critiques véhémentes et d'une abrogation rapide :

« Le divorce est une conséquence du premier des droits de l'homme ; il est incontestable qu'on ne peut contraindre aucun individu à rester attaché au sort d'un autre et qu'il suffit de la volonté d'un des époux pour rompre leurs liens ».

Cependant, reconnaît le rapporteur, « le mariage est une institution trop importante au bonheur des familles et au maintien des mœurs, pour qu'on puisse permettre de le dissoudre sans formalités et en quelque sorte « ipso facto » par la seule séparation des époux. Il est absolument nécessaire d'exiger que le divorce ne puisse s'opérer qu'avec une sorte de solennité et d'après des formes qui assurent que celui qui le demande y a mûrement pensé et qu'il a une volonté persévérante et bien décidée de le faire.

« Mais lorsque des époux sont dans des circonstances telles qu'on doit présumer qu'ils ont suffisamment réfléchi sur un acte aussi sérieux, il est inutile de prolonger des délais d'épreuve qui laissent les deux époux dans une incertitude infiniment préjudiciable à leurs intérêts, à ceux de leurs enfants et de ceux qui ont des relations d'affaires avec eux. Ces délais fournissent l'occasion à celui qui a l'administration des biens de soustraire ou de dissiper les effets de la communauté ; enfin, ils prolongent le scandale des séparations et portent une véritable atteinte aux mœurs. Tels sont, citoyens, les inconvénients des délais établis par la loi du 20 Septembre 1792 ».

Ailleurs le rapporteur constate que les divorces sont très nombreux. Ils le seront sans doute encore davantage après le vote du décret proposé, mais, loin de s'en attrister, Oudot y trouve un sujet de satisfaction : la plupart, soutient-il, proviennent de la différence des opinions entre les époux. Or, dans l'intérêt même du régime, de telles ruptures doivent être favorisées (19).

Toutefois, l'article 4 du décret proposé prend, en faveur « des défenseurs de la patrie et des fonctionnaires éloignés de leur domicile pour le service de la République », des mesures bien compréhensibles de précaution, pour éviter qu'à leur retour, après 6 mois d'absence, aux armées par exemple, ils n'aient la désagréable surprise de se trouver divorcés sans le savoir, sur l'initiative de leurs femmes. Celles-ci devront donc les assigner en divorce « devant l'officier public du dernier domicile commun ou devant celui de leur résidence actuelle ».

L'article 8, rendu sur la pétition du citoyen Espinay (20), valide les divorces passés par acte authentique avant le 20 Septembre 1792.

Enfin l'article 5 édicte de fortes pénalités contre les officiers municipaux qui, en refusant de prêter leur ministère, chercheraient à entraver le fonctionnement des lois sur le divorce. Il y a là une preuve certaine de la résistance opposée çà et là en France à l'application de textes législatifs aussi éloignés de toutes les conceptions traditionnelles (21). Souvent les adversaires du nouveau régime, n'osant trop ouvertement manifester leurs sentiments, opposent la force d'inertie aux amateurs de divorces, d'où plaintes amères de quelques pétitionnaires (22).

(19) « La Convention doit s'empresse de faciliter l'anéantissement de ces sortes de chaînes ; elle le doit surtout à ces époux qui, outre les travaux de la Révolution, ont eu sans cesse à combattre dans leur propre maison et sous le nom le plus cher un ennemi de la République ». Cf. pétition citée demandant que l'aristocratie soit admise comme motif de divorce. Id. pétition Sentix.

(20) En date du 17 pluviôse an II (6 février 1794). Publiée par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 231.

Espinay avait divorcé le 25 novembre 1791 par devant notaire sur la base de l'article 7 du Titre II de la Constitution du 3 septembre 1791 : « la loi ne considère le mariage que comme contrat civil ». Puis il s'était remarié et avait eu un enfant. Sa première femme, après le vote de la loi de 1792, l'avait poursuivi en renouvellement de divorce suivant les formes nouvelles. Espinay s'y refusa, de peur de compromettre la légitimité de son second mariage et de l'enfant qui en était issu, et s'adressa à la Convention.

(21) Le clergé, même constitutionnel, combat violemment le divorce : aussi le 22 janvier 1793, le Conseil exécutif provisoire interdira-t-il aux évêques, curés, vicaires et autres prêtres du culte catholique, « d'exiger, avant de donner la bénédiction nuptiale, des conditions que la loi du 20 septembre 1792 ne commande pas ». (Cf. ESMEIN, op. cit., page 226). On veut qu'ils la donnent même aux divorcés désireux de se remarier.

(22) Cf. pétition du sieur Noé, contrôleur des douanes, expédiée de Longwy le 27 août 1793 et déjà citée. Il s'y plaint des autorités municipales de Bayonne, son ancienne résidence, qu'il a dû quitter pour « se soustraire au supplice insupportable de la présence de sa femme ». Cette dernière entretient des intelligences avec les magistrats municipaux. Or, « les Bayonnais se sentent fortement des superstitions de leurs voisins les Espagnols... »

Cependant, sous l'influence des décrets de l'an II, la liberté du divorce allait se transformer en licence (23).

1793-94 est la période la plus troublée de la Révolution. Les coalisés envahissent la France de toutes parts. Lyon, Marseille, Toulon se révoltent avec 60 départements. A Nantes, à Paris, où Robespierre règne d'Avril à Juillet 1794, la terreur la plus sanglante s'exerce.

Dans une telle ambiance le désordre gagnait parfois les esprits. Dans une pétition du 10 Frimaire an II (29 Novembre 1793), on voit un citoyen Fleurant, de Soissons, réclamer, à l'exemple de Charron au xvi^e siècle, l'institution en France de la polygamie au nom des droits de l'homme, « qui permettent de faire tout ce qui ne nuit pas à autrui » (24).

Le 24 Avril 1794 (6 Floréal an II), le citoyen Jacques-Philippe Dhenin s'élève dans une adresse à la Convention Nationale contre un jugement du Tribunal criminel de Paris qui vient de le condamner à 12 ans de fers pour bigamie. Une telle sévérité est bien surprenante, prétend-il. On ne peut voir en effet dans son délit que « la négligence d'une simple formalité » : avant de se remarier, il a omis de faire disparaître par le divorce toute trace de sa précédente union. Il soutient que si, autrefois, la bigamie était un crime, c'était parce qu'elle portait atteinte aux droits du mariage, mais, poursuit-il, « il ne peut plus y avoir de droits du mariage là où un des époux peut le dissoudre par un simple acte de sa volonté ».

La Convention passa à l'ordre du jour sur cette réclamation,

(23) Du 22 avril 1794 au 7 juin 1795, on compte à Paris 2.005 divorces pour séparation de 6 mois et de l'an I à l'an III, il y a dans la capitale 1 divorce pour 3 mariages.

(24) Publiée par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 241. Ce serait mettre fin à un « infâme esclavage » que de supprimer « l'usage barbare » par lequel l'ancien despotisme « a contraint l'homme à n'épouser qu'une femme ». En effet, raisonne très simplement le pétitionnaire, « ou l'homme est entièrement libre ou il est esclave, point de milieu entre ces deux extrêmes » ; or « dans le premier cas... il peut avoir autant d'épouses qu'il le désire ». D'ailleurs, « c'est parce que chaque homme ne peut avoir qu'une femme qu'une quantité de celles-ci se trouvent en abandon forcé, et c'est parmi ces dernières que se rencontrent naturellement la quantité des maîtresses qui détruisent les meilleurs ménages, des femmes de débauche qui ruinent entièrement la jeunesse, tant spirituellement que corporellement ». Enfin, avec la polygamie presque plus de naissances illégitimes.

FLÉURANT termine par cette invite : « Si le désir que j'ai de voir consolider le plus fermement possible notre régénération, n'égare pas mon esprit et que vous trouviez digne de vous occuper d'un objet que je crois *si intéressant au bonheur de tous*, je suis persuadé que vos réflexions pourront produire une loi qui consacre ce principe auquel la liberté ne pourrait rien perdre, mais aurait tout à gagner.

4 ans plus tard, en 1798, à l'Assemblée de la République Cisalpine à Milan, Campagnoni présentera une motion en faveur de la polygamie, dans laquelle, comme Charron, il voit surtout une mesure des plus favorables à la propagation de l'espèce.

mais M. Glasson nous affirme (25) que Dhénin s'étant pourvu en Cassation, son pourvoi fut admis (?) (26).

Mais une constatation extrêmement curieuse, c'est que, dans leur audace même, les initiatives les plus hardies allèrent à l'encontre du but poursuivi, en fournissant aux contre-révolutionnaires le moyen facile d'obvier aux mesures destinées à les frapper.

Il est ainsi bien certain que, comme l'avait prévu Ducastel, nombre de femmes d'émigrés feignirent de divorcer pour mettre à l'abri des confiscations leur patrimoine et surtout celui de leurs époux fugitifs (27). Le décret du 4 Floréal autorisant la rupture du lien conjugal après seulement 6 mois d'absence, devait permettre d'autant plus facilement la fraude qu'il fut ultérieurement complété par celui du 24 Vendémiaire an III (16 Octobre 1794), qui dispensait de toute citation à son conjoint le demandeur prouvant par acte de notoriété que celui-ci était émigré, résidait à l'étranger ou aux colonies.

Dès le début cependant, Roland, Ministre de l'Intérieur, avait adressé au Président de la Convention une lettre (28) pour réclamer la suspension jusqu'à la fin de la guerre de la loi sur le divorce quant aux émigrés et aux étrangers : « On peut être assuré, écrivait-il, que les femmes d'émigrés se serviront du divorce pour rentrer en possession de leurs biens, puis, par l'effet du jugement, elles feront passer la majeure partie de leur fortune à leurs maris qui s'en serviront contre la République ».

La Convention se borna à décréter, le 4 Germinal an II (23 Mars 1794), que « Nulle femme ou fille d'émigré, *qu'elle soit divorcée ou non*, ne pourrait épouser un étranger, ni sortir du territoire de la République, ni vendre ses biens, sous peine d'être traitée comme émigrée » (29).

Dans une intention un peu différente, de nombreux mariages furent contractés par mesure de sûreté, avec l'intention bien arrêtée de la part de l'une des parties, de les rompre par le divorce dès

(25) Op. cit., page 262.

(26) Le Code civil se montrera très sévère pour les bigames qu'il rend passibles des travaux forcés à temps. De nos jours une évolution s'est produite dans le sens de l'indulgence, conformément au vœu de Dhénin, et la loi du 17 février 1933, pour mettre un terme aux acquittements par les jurys, a abaissé le taux de la peine encourue à 6 mois - 3 ans de prison et 50 - 5.000 francs d'amende.

(27) Cf. *Statistique du département des Bouches-du-Rhône* par le Comte DE VILLENEUVE, tome III, page 69. « La plupart des divorces étaient simulés par suite de mesures concernant les émigrés et les proscrits ». — Id. *Etat sommaire des registres... d'état civil... de la Somme*, 1928, par J. ESTIENNE, Avertissement, p. IV, en note.

(28) Arch. Nat. D-III - 361.

(29) Arch. Nat., A D - II, 38.

que le danger serait passé. Telle l'union, contée par un journal (30), de ce très vieux et très riche chanoine de la cathédrale de Paris qui, emprisonné sous la Terreur, se sauve en convolant avec la fille d'un conventionnel, largement gratifiée par contrat (31).

On se maria aussi pour échapper à la conscription, avec n'importe qui, même sa servante, quitte à divorcer ensuite. La Convention aurait examiné ce genre de fraudes dans sa séance du 16 Août 1793 (32).

Nous verrons d'ailleurs que sous le Directoire, au moment où il sera question de revenir sur les trop grandes facilités accordées au divorce, des pétitionnaires protesteront, alléguant que « beaucoup de personnes de tout âge et de toute condition, ont fait le semblant, du temps du règne de la Terreur, de contracter mariage, regardant cet engagement, avec l'esprit public d'alors, comme un moyen infaillible de sûreté qui devait les garantir de la déportation ou de la guillotine, » mais que, « leur arrière-pensée ayant néanmoins toujours été de faire un pas rétrograde en profitant de la loi du divorce sitôt que l'orage qui les menaçait serait passé, en suspendant le bénéfice de cette loi précisément au moment où elles auraient pu en profiter sans courir aucun risque, on décevait leur espoir et on les plongeait dans la désolation » (33).

Lorsqu'un régime suscite de tels expédients et lorsque une législation autorise de telles fraudes, ils sont évidemment condamnables.

(30) *Miroir* du 6 pluviôse V (26 janvier 1797).

(31) Décret des 25 brumaire-12 frimaire an II (14-26 novembre 1793) : « Les prêtres mariés ou dont les bans auront été publiés, ne seront point sujets à la déportation, ni à la réclusion ».

(32) Nous n'avons toutefois rien trouvé aux *Archives Parlementaires*.

(33) Cf. Pétition Daubian, de Mauléon, aux 500, le 8 frimaire an V (30 novembre 1796), et pétition de Louis Villard, de Montpellier, aux 500, le 10 pluviôse an V (30 janvier 1797).

CHAPITRE V

LA RÉACTION THERMIDORIENNE ET LES HÉSITATIONS DU DIRECTOIRE

Le 9 thermidor an II (27 Juillet 1794) la Convention décrétait l'arrestation de Robespierre et de ses partisans. Mais cet épisode ne constitua tout d'abord que la défaite d'une faction par une autre faction, et il fallut attendre quelque temps pour voir se dessiner dans tous les domaines une réaction sensible (1). Celle-ci ne se dégage très nettement qu'après l'échec des insurrections jacobines de germinal et prairial an III (Avril — Mai 1795).

C'est à cette époque précise : le 17 Mai 1795 (28 Floréal III), que s'élève, pour la première fois au sein de la Convention, une protestation contre la licence du divorce. Le député Bouguoyot réclame la révision de la législation en vigueur : « Le divorce, dit-il, s'obtient avec trop de facilité. Les époux abandonnent leurs enfants,

(1) Le 25 fructidor an II (10 septembre 1794) Cambacérès présente à la Convention un second projet de Code Civil, réédition plus concise et plus systématisée du premier. Le droit familial y repose essentiellement sur la liberté : tout individu est « maître de sa personne ». Le mariage est plus que jamais un contrat privé, « formé pour le bonheur de deux individus » et devant prendre fin chaque fois qu'il ne remplit pas son but. Toutefois, on entrevoit l'heureux jour où le divorce n'existera plus parce que « les unions seront le fruit du choix de la raison et non plus de la passion ou de l'intérêt ».

Ces nouveaux textes furent à peine discutés le 16 frimaire (7 décembre 1794) et le 23 fructidor an III (8 septembre 1795). Mais les idées évoluant toujours plus avant vers la réaction, Cambacérès fut chargé de les remanier.

négligent leur éducation, qui se fait en dehors de l'exemple des vertus domestiques, des soins et des secours de la tendresse paternelle et maternelle (2) ». Il conclut en priant l'Assemblée de communiquer ses observations au Comité de Législation.

Mais Rousseau lui ayant répliqué, de manière assez sotté, que « le divorce était juste quand on le demandait pour des causes graves » et que « pour ceux qui divorçaient sans bonnes raisons, il fallait se hâter de les séparer, sinon ils ne pourraient donner qu'une mauvaise éducation et de mauvais exemples à leurs enfants » (3), la Convention passa à l'ordre du jour.

Cependant les adresses hostiles au divorce commencent à affluer. La plupart émanent de la province, telle celle du citoyen Arnold du Bois, de Rouen, intitulée « Réflexions sur la loi du divorce » et datée du 3 Messidor an III (22 Juin 1795) (4). Après avoir posé en principe que la législation nouvelle « contenait beaucoup de lois dictées par les passions et les circonstances », notre pétitionnaire s'attaquait à celle du divorce qui, dit-il, « cause la désolation et la ruine d'une infinité de gens », en « violant les propriétés et en dépouillant l'infortune pour satisfaire la cupidité et l'avarice des grands. » De plus « elle empêche la population, puisque l'on perd sa pension si l'on vient à se remarier ».

Puis le pétitionnaire, invoquant successivement l'autorité de Minos, Confucius, Lycurgue, Solon, Numa et Montesquieu, fulmine contre « les monstres » qui se sont laissés aller à rendre une loi aussi « homicide et criminelle, de lèse-humanité ». Il supplie la Convention de remédier aux abus qui en sont la suite et dont il cite quelques exemples : les débiteurs indécents, pour frustrer leurs créanciers, s'entendent avec leurs femmes ; celles-ci demandent le divorce, se font attribuer en partage le plus clair de l'actif, puis rejoignent leur mari, dont naturellement la saisie n'a pas donné de résultat.

Il termine par cette exclamation indignée : « Un drôle en est à sa quatorzième femme et il en changera autant que de chemises ! » (5).

Le 19 Messidor an III (6 juillet 1795), une autre adresse réclame contre les mariages, vite suivis de divorce, des militaires. Ces

(2) L'espoir de Philibert et de Cerfvol était donc déçu, eux qui avaient soutenu que le divorce améliorerait l'éducation des enfants.

(3) *Moniteur*, an III, N° 242.

(4) *Arch. Nat.*, D-III, 361. Elle a été publiée par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 242.

(5) Le nombre des divorces pendant la Révolution a en effet été très élevé à Rouen : c'est la proportion la plus forte après celle de Paris. Approuvée par le Comité de Salut Public, cette pétition fut renvoyée au Comité de Législation le 7 messidor.

derniers trouvent d'autant plus facilement à convoler que la loi accorde des secours aux femmes des volontaires. Après les trois jours de publication, la municipalité célèbre le mariage et, comme le conte M. Olivier-Martin, « quand la troupe repart vers la frontière, le Trésor public, en payant la pension, est le seul à garder souvenir de l'union » (6). M. D'Auteville (7) relate aussi qu'à Nancy, à Metz, à chaque rentrée au cantonnement pour leurs quartiers d'hiver, les soldats, comme l'avait prôné Helvetius, convolent en prévenant leurs épouses qu'ils divorceront à leur départ (8).

Tout cela était des plus facile sous le régime de la loi de 1792, aménagée par le décret du 4 Floréal II.

Aussi le 2 Thermidor III (22 Juillet 1795), au cours de la discussion de la nouvelle Constitution, une proposition Delacroix tendant à n'admettre au sein du futur Conseil des 500 que les hommes mariés ou veufs, fut-elle très vivement combattue par Savary, qui invoqua notamment l'argument suivant : « Je crois que cet amendement est plus propre à corrompre les mœurs qu'à les épurer. Les ambitieux se marieront à la veille des élections ; ils abuseront de la jeunesse et de la fraîcheur d'une jeune fille et lorsqu'ils seront parvenus au Corps législatif, ils profiteront *des subterfuges multiples que laisse la loi du divorce* pour abandonner cette jeune personne ».

Mais Savary n'ayant pas réussi à faire écarter la proposition Delacroix, Mailhe intervint à son tour : « Afin, dit-il, que l'amendement que la Convention vient d'adopter ne soit point illusoire et produise tout l'effet qu'elle désire, je demande que le Comité de Législation soit tenu de nous présenter dans le courant de la décade des modifications à la loi du divorce qui est plutôt un tarif d'agiotage qu'une loi. Le mariage n'est plus en ce moment qu'une affaire de spéculation ; on prend une femme comme une marchandise, en calculant le profit dont elle peut être, et l'on s'en défait sitôt qu'elle n'est plus d'aucun avantage ; c'est un scandale vraiment révoltant » (9).

Il est fait droit à la demande de Mailhe ; le Comité de Législation, chargé de présenter à l'Assemblée un texte d'amendement à la loi du divorce, se prononce dès l'abord pour la suspension immédiate des décrets des 8 Nivôse et 4 Floréal an II, qui sont à l'origine des abus les plus criants.

(6) OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 173.

(7) Article « Le divorce pendant la Révolution », dans la *Revue de la Révolution*, année 1883.

(8) A la vérité le nombre des divorces qui à Metz est normal (6 divorces pour 100 mariages), est à Nancy, par contre, assez considérable (9%).

(9) *Moniteur*, an III, n° 307. Nous sommes bien loin des harangues d'Aubert-Dubayet et Léonard Robin, réclamant le divorce pour les femmes et dans leur intérêt. Par contre, ce sont les arguments de Barruel et des canoistes contre le divorce, dégradant pour la femme, qui sont repris.

Nommé rapporteur, Mailhe propose dans ce but à la Convention un projet de décret le 15 Thermidor an III (2 août 1795) : « Représentants, s'écrie-t-il, le Comité de Législation vous présentera sous peu de jours un projet modificatif des lois concernant le divorce. En attendant, il va vous proposer par mon organe de suspendre l'exécution de deux décrets de circonstance dont l'immoralité abuse avec une révoltante rapidité ». En effet, soutenait l'orateur, la loi du 20 septembre 1792 — à la discussion de laquelle il avait autrefois pris part —, si elle s'était montrée assez large sur certains points, avait par ailleurs fait preuve de prudence : « Elle avait donné au divorce une latitude illimitée, mais du moins elle opposait à l'inconstance et au caprice des formes et des lenteurs, qui laissaient à la raison le temps et la possibilité de reprendre son empire ».

Les lois des 8 Nivôse et 4 Floréal de l'an II avaient au contraire rompu ces faibles barrières : « Par ces lois, la seule séparation de fait depuis 6 mois, établie par un simple acte de notoriété, suffit pour faire prononcer le divorce, en dispensant l'époux qui le demande de tout délai, de toute épreuve, de toute formalité.

« Par ces lois, l'époux qui a séparément résidé 6 mois dans une nouvelle commune, est autorisé à citer l'autre devant l'officier public de sa nouvelle résidence.

« Par ces lois, le mari peut contracter un nouveau mariage, immédiatement après la prononciation de son divorce.

« Par ces lois, en un mot, les écarts précipités de la passion deviennent irréparables et ôtent à ces malheureuses victimes, les ressources mêmes de la réflexion et du repentir ».

En réalité, révèle Mailhe, ces textes ont une origine inavouable, ils ont été imposés à la Convention par des hommes influents pour la seule satisfaction de leurs passions et de leur intérêt personnel :

« Un malheureux époux gémissait dans une des batailles de la Terreur ; sa femme était protégée par un décemvir. Il s'agissait d'isoler la victime vouée au supplice, de lui arracher sa femme pour la jeter dans les bras d'un autre et de sauver les reprises du séquestre national... Un décret d'exception aurait pu démasquer le nouvel Appius ; on préféra s'envelopper dans les dispositions d'une loi générale : on força le Comité de Législation à proposer le Décret du 4 Floréal... » (10)

(10) Une accusation semblable devait, en la même année 1795, être lancée par Merlin contre Hérault de Séchelles auquel fut reproché d'avoir inspiré à la Convention le vote du néfaste effet rétroactif de la loi du 17 nivôse an II (6 janvier 1794), dans l'intention bien arrêtée, étant cadet de famille noble, d'initier immédiatement après une revendication contre son frère aîné pour s'assurer 80.000 livres de rente. L'effet rétroactif fut d'ailleurs aboli le 9 fructidor an III (29 août 1795).

Le rapporteur terminait par ces paroles restées fameuses : « Dans combien de familles ces lois n'ont-elles pas porté la désolation et le désespoir ! Combien n'aggravent-elles pas, surtout dans ce moment, la position de ceux qui se trouvent détenus par mesure de sûreté générale ! On séduit leurs femmes, on abuse de leur séparation de fait ; on les précipite dans des demandes en divorce qui ne rencontrent aucun obstacle, aucune difficulté !

Vous ne sauriez arrêter trop tôt le torrent d'immoralité que roulent ces lois désastreuses. Il faut, sans doute, qu'on soit libre dans les liens du mariage, mais il faut en bannir la liberté du vice pour y attacher la liberté de la vertu » (11).

Après quelques observations de Merlin de Douai et Oudot, les deux articles du projet du Comité de Législation furent adoptés pour constituer le décret du 15 Thermidor III (2 août 1795).

Le premier article suspendait les lois des 8 Nivôse et 4 Floréal an II (12).

Le second chargeait le Comité de Législation de réviser toutes les lois concernant le divorce et de présenter son travail dans le délai d'une décade.

Le Comité rédigea en effet un projet très complet (77 articles), destiné à se substituer à la loi de 1792 (13). Bien que les Conventionnels, auxquels on n'eut pas le temps de le soumettre, n'en aient jamais discuté, il est intéressant d'en donner l'analyse, car il a servi à l'élaboration des textes du Code Civil de 1804, et constitue une étape importante sur la voie du retour aux conceptions anciennes.

A l'article 1^{er} le mariage est défini : « un contrat civil perpétuel par l'intention présumée des contractants, dissoluble dans les cas déterminés par la loi » (14).

Ces cas ce sont : « le divorce, qui a lieu par le consentement mutuel des époux à l'occasion de leur incompatibilité réciproque » (art. 13) et la répudiation de l'un des conjoints par l'autre pour des causes graves, limitativement énumérées à l'article 18 ».

Dans l'une et l'autre hypothèse, la procédure est surchargée de

(11) *Moniteur*, an III, N° 321.

(12) Cette suspension fut bien accueillie. Le 12 fructidor (31 août 1795), un citoyen, en séance, en félicite l'Assemblée.

(13) Cf. *Papiers du Comité de Législation. Arch. Nat., D - III - 363*. Des extraits en ont été publiés par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 244.

(14) Id. opinion d'un pétitionnaire anonyme qui, lors de la parution du deuxième projet Cambacérés de Code Civil, adressa à la Convention des « Observations sur quelques articles » (liasse du Comité de Classification des lois, D - XXXIX - III). Il accepte « que le divorce soit admissible pour un petit nombre de causes déterminées, mais, poursuit-il, le mariage est un engagement trop sacré pour dépendre du caprice des parties ».

délais et de formalités, parfois empreintes d'un sentimentalisme puéril (15).

Ce projet marque donc une réaction très nette sur les débordements de la période jacobine. La répudiation sur allégation unilatérale d'incompatibilité d'humeur est supprimée. C'est un retour à la théorie purement contractuelle du mariage, dissoluble soit par l'accord des parties, soit lorsqu'une des conditions essentielles en a été violée par l'un des conjoints.

Si ces textes ne furent jamais examinés par la Convention c'est qu'elle n'en eût pas le temps matériel. Elle se séparait en effet le 26 Octobre 1795, quelques jours après l'émeute royaliste du 13 Vendémiaire III (5 Octobre 1795), brisée par le jeune général Bonaparte. La Constitution nouvelle, dite de l'an III, entrait en vigueur et le Directoire commençait. Mais le personnel des Assemblées reste toujours le même, puisqu'en vertu du décret du 30 août 1795, les électeurs avaient dû choisir les deux tiers de leurs nouveaux représentants parmi les Conventionnels sortants (16).

Le Conseil des Cinq Cents, chargé de l'initiative des lois, va poursuivre la lente évolution réactionnaire esquissée par la Convention, mais avec beaucoup de prudence et de circonspection (17).

Dès le début, le Directoire exécutif manifeste l'intention louable de porter tous ses efforts sur la régénération des mœurs, tant elles apparaissent dissolues en cette fin de siècle où se renouvellent tous les scandales de la Régence, quatre-vingts ans auparavant. Il proclame que « les mœurs sont la sauvegarde de la liberté » et que « sans elles, les lois, même les plus sages, sont impuissantes » ; qu' « il importe donc d'arrêter, par des mesures fermes et sévères, les progrès du libertinage qui, dans les grandes communes et particulièrement à Paris, se propagent de la manière la plus funeste » (18).

(15) Cf. le divorce par consentement mutuel : Trois assemblées de famille successives, présidées par le Juge de Paix, tentent de concilier les époux. Les enfants assistent à tous les débats : « Ceux d'entre eux qui sont âgés de moins de 7 ans, passent alternativement des bras de leur mère dans les bras de leur père ; ceux qui sont au-dessus de cet âge ont leurs mains tantôt dans celles de leur père, tantôt dans celles de leur mère. Cette scène se prolonge pendant toute la durée des séances. Le Juge de Paix, les parents, amis ou voisins ne négligent rien pour exciter ou favoriser les heureuses commotions de la pitié filiale et de la tendresse paternelle et maternelle. Les enfants obtiennent la parole toutes les fois qu'ils la demandent pour rappeler les auteurs de leurs jours à des sentiments d'harmonie » (Art. 12).

(16) Cette mesure indéfendable ne devait pas peu contribuer au manque de prestige du régime. Elle contrastait avec le désintéressement des Constituants qui, sur le point de se retirer devant la Législative, s'étaient interdit toute réélection immédiate.

Mais l'idéalisme est éteint. Ce qui domine maintenant, c'est la préoccupation de se maintenir en place le plus longtemps possible et avec le plus de profit (Cf. Coups d'Etats continuels).

(17) Cf. OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 134.

(18) Message aux Cinq Cents, le 17 Nivôse an IV (8 janvier 1796).

Or il semble bien que les facilités considérables accordées au divorce n'aient pas été étrangères, au moins pour partie, à la corruption des mœurs, en favorisant une sorte de libertinage légal. C'est un point sur lequel insistent à l'envie les pétitions qui, à partir de Janvier 1796, affluent au Conseil des Cinq Cents (19).

Presque toutes émanent de personnes menacées par le divorce basé sur le mode injustifié et injustifiable d'incompatibilité d'humeur, lequel est représenté comme engendrant d'énormes abus (20).

A l'inverse, quelques lettres, peu nombreuses, réclament le maintien du divorce, « conquête essentielle de la Révolution » (21), ou vitupèrent contre la suspension du décret de Floréal an II, suivie du retour aux « absurdes formalités » de la loi de 1792 (22).

Mais ces derniers pétitionnaires sont loin de représenter l'opinion commune : le 18 Prairial an IV (7 Juin 1796), Bénézech, Ministre de l'Intérieur, adresse aux administrations municipales des douze arrondissements du canton de Paris une circulaire (23), pour leur demander de déjouer à l'avenir, les fraudes commises

(19) Sur l'une des premières, le 4 pluviôse an IV (24 janvier 1796), l'Assemblée nommera une Commission de 3 membres : Berlier, Guillemot et Chazal, chargés de réviser les lois sur le divorce. Comme il n'est pas resté trace de son travail, M. Olivier-Martin suppose (p. 134) qu'elle fut absorbée par le Comité de Classification des Lois dont la compétence civile était très large.

(20) Cf. Pétitions du citoyen Delespine, ancien Juge au Tribunal de Paris, en date des 4 Ventôse (23 février 1796), 2 et 17 Messidor an IV (21 juin et 5 juillet 1796) ; du citoyen Vial, d'Embrun, le 20 Germinal IV (10 avril 1796) ; du citoyen Antoine, le 18 Floréal an IV (8 mai 1796) ; du citoyen Asse, le 2 Messidor an IV (21 juin 1796) ; des Administrateurs de la commune de Bapaume, le 6 Messidor an IV (25 juin 1796) ; de Marie-Anne Campion, le 29 Messidor an IV (18 juillet 1796) ; du sieur Arthon, instituteur, le 5 Thermidor an IV (24 juillet 1796) ; du citoyen Declère, le 10 Thermidor an IV (29 juillet 1796) ; du citoyen Tardy, officier de Santé à Rochefort, le 25 Thermidor an IV (13 août 1796).

Elles se trouvent toutes aux *Archives Nationales*, D - XXXIX - 4.

(21) « Adresse aux Républicains sur le divorce considéré dans ses rapports moraux et politiques », an IV, A.D. - XVIII^e - 325, pièce 9.

(22) Pétition de la citoyenne Hellequin, 28 messidor an IV (18 juillet 1796).

(23) Publiée par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 250.

Cf. également une pétition du 10 Thermidor an IV (27 juillet 1796). Le citoyen Declère y déplore qu'en matière de divorce « chaque individu interprète la loi à son gré ». Il dénonce « ces hommes de lois cupides et immoraux qui, trouvant plus d'intérêt à prêter leur ministère pour désunir les époux qu'à se rendre conciliateurs..., négligent les formalités pour parvenir plus promptement à leur but. Ils donnent aux lois l'interprétation qu'ils veulent, disant hautement que les arbitres voulus par la loi sont plutôt des témoins exigés pour la forme que des conciliateurs devant tout employer pour réunir les parties. D'après ce principe, ils se nomment arbitres et s'adjoignent leurs clercs sans même que les parents des époux aient connaissance de ce qui se passe et fait part de leur refus. Persuadés que les lois sur le divorce vont être modifiées, ils emploient tout les moyens pour terminer les procès commencés, sans égard aux contestations en nullité qui pourraient en être la suite ». Et le pétitionnaire conclut : « Empressez vous donc, citoyens Représentants, de rendre le calme à quantité d'êtres vertueux, victimes de ces abus, et de faire revivre les mœurs... en suspendant provisoirement l'exécution de toutes les lois, et par conséquent de toutes les affaires en instance à ce sujet ».

pour se débarrasser de ces mêmes formalités, par une interprétation abusive des prescriptions légales.

C'est ainsi que, pour se soustraire aux délais et aux épreuves qui doivent accompagner le divorce par consentement mutuel, les époux simulent un divorce pour cause déterminée, immédiatement prononcé avec la complicité d'arbitres complaisants (24). C'est d'autant plus facile qu'au lieu d'appeler les voisins et amis dans les Tribunaux de famille à défaut seulement de parents, en l'absence ou sur le refus de ceux-ci, on en est venu à interpréter la disposition légale comme une *alternative* laissée à la discrétion des parties intéressées, qui, lorsqu'elles veulent rapidement aboutir, nomment comme arbitres des comparses (25).

Quelques jours après cette communication, le 24 Prairial an IV (13 Juin 1796), un troisième projet de Code civil était déposé par Cambacérès. L'auteur, habile à s'adapter à toutes les évolutions, avait tenu compte de la réaction qui se manifestait de toutes parts : il affirme cette fois l'excellence du mariage ; le divorce est néanmoins maintenu, avec les délais de la loi de 1792. Le mode d'incompatibilité demeure lui aussi, car « il est fondé sur la liberté inaliénable des époux » (26).

Il est clair que les Révolutionnaires ont peine à se défaire de leurs anciennes illusions. Ils hésitent à se déjuger en désavouant trop ouvertement une institution dont ils doivent bien reconnaître les tares, mais qu'ils ont introduite dans notre législation si peu de temps auparavant et avec de tels chants d'allégresse !

Cependant, à partir de la fin de l'année 1796, le Conseil des Cinq Cents va se saisir de la question d'une réforme de la loi du divorce.

Le 24 Brumaire an V (14 Novembre 1796), le député Reynaud de l'Orne y attaque le mode d'incompatibilité (27) : « Je ne viens point, soutient-il, déclamer contre le divorce ; je le crois utile en général ; mais, parmi les différents motifs qui peuvent y donner lieu, il en est un dont on abuse chaque jour davantage et sur les dangers duquel il est temps enfin de fixer votre attention. Je veux parler de l'incompatibilité d'humeur. Il serait difficile de peindre tous les maux que cette cause de divorce occasionne ; il serait diffi-

(24) Cf. en annexe (pièce n° 6) le divorce à Montpellier, le 11 Germinal an IV (1^{er} avril 1797), de Melchior Oulmann et Léopoldine Kina.

(25) Cf. en annexe (pièce n° 1) le divorce par consentement mutuel, à Montpellier, de Jean Lautard et Catherine Ramond, qui ont comparu le 8 Brumaire VI devant « une assemblée de 6 amis à défaut de parents ».

(26) Ce projet qui fut à peine discuté, apparaît à M. OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, page 145, comme « la manifestation intéressante de la pensée habile et souple, du moins convaincu des législateurs ».

(27) *Moniteur*, an V, n° 57.

cile d'imaginer combien elle favorise la légèreté et l'inconstance des époux ; combien elle les excite au libertinage et à la débauche ; combien enfin, elle contribue à corrompre les mœurs ! Eh ! dites-moi, qu'y a-t-il de plus immoral que de permettre à l'homme de changer de femme comme d'habit, et à la femme de changer de mari comme de chapeau ? N'est-ce pas porter atteinte à la dignité du mariage ? N'est-ce pas en faire le jouet du caprice et de la légèreté ? N'est-ce pas en quelque sorte l'anéantir et le changer en un concubinage successif ?

On a pensé qu'en admettant pour cause de divorce la disparité d'humeur, on ferait cesser les dégoûts et les infidélités des époux (28). Erreur funeste ! On les a multipliés au lieu de les prévenir. Et les mœurs courent d'autant plus de dangers qu'il est plus facile de rompre les nœuds du mariage. Oh ! comment ne voit-on pas que les Français sont trop corrompus pour ne pas abuser de cette étrange facilité ? Et qu'est-elle donc autre chose cette prétendue incompatibilité qu'un mot vide de sens, dont le libertinage seul se prévaut, et qui semble n'avoir été mis dans la loi que pour l'encourager et le faire triompher ? »

En réalité, conclut Reynaud, invoquant l'opinion des officiers publics qui les prononcent (29), les divorces pour incompatibilité « n'ont en fait d'autre motif que l'inconstance et les débordements de celui qui provoque. Ainsi le divorce est le prix et la récompense du crime. Concevez, s'il est possible, quelque chose de plus scandaleux et de plus immoral. » Et il propose de ne pas attendre la discussion du Code Civil, au cours de laquelle la question sera définitivement tranchée, pour décréter la suspension du mode d'incompatibilité, « mesure qui ne préjuge de rien et ne peut nuire à personne. »

Néanmoins le Conseil, sur la proposition de Boissy d'Anglas, ajourne tout examen du problème jusqu'à la discussion du projet de Code Civil.

Mais, dès le 23 Brumaire (17 Novembre 1796), la polémique reprend sur l'adresse d'une citoyenne qui, menacée de divorce par son mari, sollicite des Cinq Cents la suspension immédiate du mode

(28) Cf. *Exhortation fraternelle* de Chaumette, page 112.

(29) Le 6 Messidor an IV (25 juin 1796), les Administrateurs de la commune de Bapaume avaient adressé aux Cinq Cents une pétition dans laquelle ils déclaraient : qu'« à portée par la nature de leurs fonctions d'observer les mœurs publiques et l'influence que peuvent avoir sur elles les lois qui les dirigent, ils pouvaient avancer avec certitude que l'incompatibilité d'humeur n'avait eu que des effets funestes et scandaleux, toutes les demandes de ce chef ayant été faites par motif d'inconstance et plus souvent de libertinage... Ils demandent au moins la suspension du divorce pour ce cas ».

Arch. Nat., D - XXXIX - 4, Liasse 28. Publiée par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 246.

d'incompatibilité (30). Plusieurs députés appuient aussitôt cette supplique. Villers s'écrie : « Rien n'est plus contraire à la morale et à la société. C'est un scandale alarmant qu'il est du devoir du législateur de faire cesser ». Philippe Delleville surenchérit : « Il faut faire cesser ce marché de chair humaine que les abus du divorce ont introduit dans la société. Il faut se hâter de rapporter l'article monstrueux qui permet d'invoquer l'incompatibilité d'humeur. »

L'Assemblée est hésitante. Toutefois, après une intervention de Cambacérès, soulignant que « la suspension aurait pour effet de laisser des intéressés dans une cruelle incertitude », elle passe à l'ordre du jour, les adversaires du mode d'incompatibilité obtenant cette seule assurance que le Comité chargé de la Codification s'occuperait incessamment de l'état des personnes et que la loi du divorce y figurerait au cinquième rang.

En vain Philippe Delleville revient-il à la charge le 11 Frimaire an V (2 décembre 1796).

Cependant les pétitions affluent toujours contre le mode d'incompatibilité : 18 Frimaire an V (9 décembre 1796) : lettre de Guérin, instituteur ; 5 Nivôse an V (26 Décembre 1796) : adresse du citoyen Bertrand, capitaine au 3^e Dragons, qui expose que, « sur le point de passer en Italie, sa femme, mère de quatre enfants vivants, forme contre lui une demande en divorce fondée sur le vain prétexte de l'incompatibilité d'humeur, mais en réalité afin de s'approprier une partie de ses biens dont il lui a laissé, depuis 4 ans qu'il est dans les armées, l'administration et la jouissance » (31).

Après lecture de cette lettre, le Conseil des Cinq Cents se range à l'opinion de Favart et nomme une commission de cinq membres (32), à l'effet de rédiger un rapport sur l'opportunité d'une suspension de ce mode néfaste.

Le 20 Nivôse an V (10 Janvier 1797), Favart monte à la Tribune pour développer ses conclusions, favorables à la suspension (33). Plus hardi que Mailhe un an et demi auparavant, il soutient que l'édifice de la loi du 20 Septembre 1792 a été mal conçu : « Cette loi, dit-il, fut adoptée sans donner à sa discussion toute l'étendue, toute la réflexion qu'elle exigeait : et pour tout dire en un mot, si ce mot peut être dit, c'est un acte fait « in extremis » dont la Convention Nationale semble n'avoir été que le fidèle exécuter. »

(30) *Moniteur*, an V, n° 60.

(31) *Moniteur*, an V, n° 97.

(32) Favart, Cambacérès, Boissy, Méaulle et Blutel.

(33) *Moniteur*, an V, n° 112.

Sans doute le divorce est-il nécessaire, mais « l'union contractée par deux époux ne doit jamais dépendre du caprice ou du libertinage de l'un d'eux. Le lien civil qu'ils contractent a un caractère trop important pour qu'on puisse le détruire à volonté. S'il est malheureusement des circonstances où ce lien peut être rompu, il faut sans doute des motifs bien puissants pour autoriser le divorce. »

Or, « tous les hommes de bonne foi sont d'accord sur un point, c'est que le mode fondé sur la simple incompatibilité d'humeur, à supposer qu'on le laisse subsister dans nos lois, exige de grandes modifications », parce que, « souvent plus imaginaire que réel, il n'a opéré que de très mauvais effets » et « des maux incalculables... »

Plus de 20.000 époux lui doivent leur désunion et en gémissent (34). Vous frémiriez si je vous présentais le tableau fidèle des victimes que le libertinage et la cupidité ont amoncelées dans la France au nom d'une loi qui n'avait pour objet que de rendre les mariages plus heureux et plus respectables, en rendant les époux plus libres.

Ici, c'est une jeune personne dont la beauté et la vertu ont attiré et irrité les vœux d'un libertin qui a recherché une union qu'il rompt quand sa passion est assouvie et qui livre à l'humiliation d'être quitté, un être dont il n'était pas digne.

Là, vous verrez un époux heureux pendant longtemps, gémir de la perte d'une épouse chérie qui ne sera plus rien pour lui, et pour qui ses enfants ne seront presque jamais l'objet de ses soins. A qui ce malheur est-il dû ? A l'intrigue d'un homme sans mœurs qui l'a séduit et à la facilité de rompre un lien que les parties avaient cru serrer pour la vie.

Plus loin, c'est la cupidité qui rompt ce lien ; presque toujours la légèreté. »

A l'appui de sa démonstration, Favart cite un exemple curieux : « Une jeune citoyenne se marie avec l'assurance de recueillir les biens d'une grand'tante ; arrive la loi du 17 Nivôse qui la prive de cet espoir ; les deux époux conviennent de faire divorce : le projet exécuté, le mari épouse la grand'tante, âgée de 82 ans, qui lui donne tous ses biens par contrat de mariage ainsi que la loi le lui permettait. Elle ne tarde pas à mourir et son jeune veuf se remarie avec sa première femme. » Et l'orateur de s'écrier alors : « Que devez-vous penser de la loi sur le divorce, si on peut en faire un trafic aussi honteux pour éluder d'autres lois ? N'est-ce pas démo-

(34) Ce chiffre paraît nettement exagéré : à Paris, métropole du divorce, il y a eu du 1^{er} janvier 1793 au 17 juin 1795 : 872 divorces pour incompatibilité d'humeur sur 5.987 ; à Montpellier pendant toute la période an I - an XI (1792-1803), 30 sur 204. A l'époque où l'orateur prend la parole le nombre des divorces pour incompatibilité dans la France entière s'élevait peut-être à 3.000.

raliser le mariage que de s'en jouer de la sorte ? Quel père ne tremble pas quand il songe qu'il faut qu'il marie sa fille ? Quelle mère ne frémit pas, quand elle est sur le point de signer le contrat de mariage d'une fille qu'elle a formée pour les vertus conjugales, pour le bonheur qui est le prix des devoirs pénibles auxquels elle va la soumettre ? Ce contrat, qui n'est pas encore formé, est peut-être déjà rompu dans les projets secrets de l'époux qui se présente » (35).

C'est donc à la suspension du mode d'incompatibilité que s'était ralliée la commission. Mais fallait-il l'appliquer aux instances en cours, ou, au contraire, la limiter aux seules demandes à venir ? C'est à ce dernier parti que s'était rangée la commission, « effrayée par la perspective des crimes que pourraient commettre sur la personne de leur conjoint des époux exaspérés par la brusque interruption de leur procédure de divorce. »

Favart appuya cette opinion par la lecture d'une lettre émanée d'une femme en instance de divorce : « Quelque chose qui puisse arriver, écrivait-elle, le jour où la loi contraire au divorce replacera ce monstre (son mari) dans mon lit, sera aussi le dernier de ses jours : je l'y poignarderai. Mais, au moment où j'exécuterai mon projet, mon père, ma mère, qui habitent chez moi, nous porteront dans notre sein un poison subtil contre lequel viendront échouer tous les secours » (L'Assemblée frémit d'horreur).

Le rapporteur émet donc l'avis que les demandes à venir seules, fussent l'objet de la suspension proposée.

La thèse de Favart fut combattue par Lecointe, soutenant d'abord, avec sans doute quelque exagération, que la loi du 20 Septembre 1792, à tort qualifiée d'acte « in extremis », avait au contraire été « vivement et longuement discutée », surtout l'article relatif au mode d'incompatibilité qui de tous, « avait le plus fixé l'attention de l'Assemblée ». Celle-ci avait pensé qu'il était « très moral de l'autoriser, pour ne pas forcer les époux à dévoiler des secrets honteux et à se déshonorer eux-mêmes ». Enfin, Lecointe estime que s'il y a lieu de réviser la loi, il faut procéder à une refonte d'ensemble et non de détail, comme le proposait Favart. En conséquence il demande l'ajournement du projet et l'Assemblée se range à ses vues.

Huit jours après, le 28 Nivôse an V (18 Janvier 1797), la discussion est rouverte par Golzart qui, dressant des abus du divorce un tableau encore plus impressionnant que Favart, réclame la suspension du mode d'incompatibilité même pour les demandes en cours.

(35) A comparer avec les déclamations enthousiastes de Cerfvol, p. 66-69.

Oudot lui répond en s'efforçant de justifier ce mode de divorce : « Ce motif, dit-il, n'est mis en avant que pour couvrir la foule de ceux qui peuvent autoriser la dissolution du mariage comme l'adultère, l'impuissance, la stérilité, l'avarice d'un époux qui laisse manquer sa famille, la prodigalité qui dissipe son patrimoine, la lâcheté de celui qui livre sa femme à la prostitution. Le motif d'incompatibilité d'humeur comprend tous les autres, et ce n'est qu'un voile officieux destiné à couvrir des maux qui ne pourraient être rendus publics sans scandale. La plupart des causes de divorces ne sont pas susceptibles de preuves ; quelles preuves peut-on donner de l'adultère ? Comment constater les vices secrets de l'un des époux ? Il faudrait donc qu'une femme soit réduite à la cruelle alternative ou de gémir en silence d'avoir été trompée, ou de rendre publics d'indécents détails. Le déshonneur d'une famille serait la suite d'une discussion de ce genre, et si le Tribunal rejette la demande, à quelles dures perplexités une épouse ne se trouvera-t-elle pas réduite ? »

Il était d'ailleurs faux que l'opinion entière condamnât le mode d'incompatibilité. C'était seulement l'opinion de quelques pétitionnaires bruyants : « Ces clameurs, ajoutait Oudot, sont répétées par trois ou quatre journalistes soldés ; et c'est ainsi que l'on fait l'opinion publique à Paris, comme le tonnerre à l'Opéra. »

Après que Lecoq eût appuyé ces observations par cette remarque qu'il était inconstitutionnel de suspendre une loi sans l'abroger complètement, les Cinq-Cents ajournèrent à nouveau la solution du problème (36).

Mais le débat reprend dès le 4 Pluviôse (24 Janvier 1797), avec l'intervention de Mailhe qui établit un saisissant parallèle entre les abus contemporains du divorce et la licence des mœurs engendrée par cette même institution à Rome, où pourtant la famille reposait sur des assises particulièrement solides. Il ajoutait : « Que n'avons-nous pas à craindre pour la République Française où le mariage n'est protégé par aucune institution conservatrice, où la faculté de le rompre par la simple volonté d'un des époux en a fait un objet de spéculation et d'agiotage ; où la dépravation de la morale publique et privée ne rencontre aucune digue, aucun obstacle, soit religieux, soit politique ? » S'élevant alors contre le mode d'incompatibilité, il soutenait que c'était un bien plus grand scandale de discréditer le mariage par l'abus du divorce que de permettre des divulgations honteuses. Il se rangeait finalement aux conclusions de Favart (37).

(36) *Moniteur*, an V, n° 120.

(37) *Moniteur*, an V, n° 125.

Après une faible réplique de Darracq, la même thèse est reprise le lendemain par Siméon qui, pour la première fois dans une Assemblée révolutionnaire, ose faire l'éloge de l'indissolubilité à peu près absolue du mariage, et ceci dans l'intérêt même des femmes : « Le mariage est indissoluble de sa nature, dit-il, ceci pour l'avantage du sexe qui déjà a perdu un de ses principaux attraits une fois qu'il s'est donné, qui voit tous les jours sa beauté se faner, que sa fécondité vieillit prématurément et qui, par sa faiblesse et par ses sacrifices, a des droits à l'appui, à la reconnaissance et à la constance de son époux » (38). En outre, le mariage doit être indissoluble dans l'intérêt des enfants, car, « à la différence de ce qui se passe chez les animaux, il existe entre l'homme, la femme et leurs enfants, des rapports perpétuels, des sentiments, des moralités et presque des besoins. Aux besoins de l'enfance, si prolongés dans notre espèce, succèdent en effet, ceux de l'éducation, ceux d'un établissement, d'un secours mutuel. Comme les enfants sont à la famille qui leur donna le jour, cette famille leur appartient ; ils sont des tiers au préjudice de qui elle ne peut être dissoute. »

Partant de là, Siméon souligne tous les inconvénients du divorce, alléguant qu' « il vaudrait mieux que quelques mariages fussent malheureux par leur indissolubilité, que si tous étaient relâchés et les familles troublées par la facilité des divorces. » Puis il ne craignait pas d'avancer que les facilités contemporaines avaient engendré « une sorte de polygamie. » « On a voulu, disait-il alléger la chaîne du mariage, disons qu'on l'a rompue et qu'au lieu du divorce, on a introduit, sous un nom honnête, une véritable prostitution. »

Il terminait par cette péroraison : « Lorsque nous examinerons le Code Civil, nous verrons si cette indissolubilité du mariage qui a des fondements si antiques et si profonds est susceptible de quelques exceptions, ce qui ne la détruirait pas. Mais, pour le moment, il doit être certain qu'assez et trop de causes déterminées de divorce resteront encore pour qu'on puisse, sans inconvénient, suspendre celle qui est tirée de la simple allégation d'incompatibilité, pour que l'on doive arrêter l'abus d'un moyen qui, en trois ans, a produit plus de divorces que l'Europe entière n'en avait vus en trois siècles » (39).

C'est encore Lecointe qui répond, puis les débats sont renvoyés au 11 Pluviôse (31 Janvier 1797). Duprat s'élève contre la suspen-

(38) Les Révolutionnaires avaient réclamé le divorce pour les femmes. Sous le Directoire au contraire, on argumente contre cette institution de ce qu'elle est contraire à leur intérêt : elle dégrade les femmes honnêtes et favorise l'inconstance des femmes légères.

(39) *Moniteur*, an V, n° 127.

sion, mais c'est parce que, plus radical que ses devanciers, il désire, lui, la suppression immédiate et complète du mode d'incompatibilité.

Le 12 Pluviôse an V (1^{er} février 1797), Bancal exprime une opinion analogue, basée sur cet argument nouveau et inattendu, que « la loi du divorce provient de l'esprit monarchique, esprit de licence. » Puis Dumolard se prononce pour la suspension, à l'inverse de Pons de Verdun.

La discussion s'éternise ; les esprits sont d'autant plus hésitants qu'une considération nouvelle intervient maintenant. Le 10 Pluviôse est parvenue aux Cinq Cents la pétition du citoyen Louis Villard, de Montpellier, qui, s'appuyant sur ce fait que sous la Terreur de nombreux mariages avaient été simulés, avec l'intention chez les contractants de les rompre aussitôt le danger écarté, en concluait que « la suspension du divorce pour cause d'incompatibilité serait une atteinte au principe de non-rétroactivité pour les mariages contractés précisément en considération de son existence. Ce serait un piège à la confiance des citoyens » (40).

Aussi le 8 Ventôse an V (27 Février 1797), l'Assemblée, plutôt que de suspendre le mode d'incompatibilité comme le voulait Favart, préférerait, sur l'initiative de Cambacérès, nommer une commission nouvelle, chargée de lui présenter des vues d'ensemble sur la législation des enfants naturels, du divorce, de l'adoption et des successions, toutes questions de brûlante actualité, bouleversées par l'intervention du législateur révolutionnaire.

En réalité les Conseils, comme au début de la Révolution les Assemblées Constituante et Législative, ne se rendent que très lentement aux modifications survenues dans l'opinion ambiante. Or, au sujet du divorce, elles étaient considérables. Après les outrances révolutionnaires on assistait dans ce domaine, comme dans tous les autres, à un retournement complet que relève avec des commentaires sévères le journal l' « Historien » (41) :

« Notre nation, écrit-il, a une versatilité de caractère incompréhensible et vraiment effrayante. Elle fait tout par persuasion et

(40) *Arch. Nat.*, D - XXXIX - 8. Nous avons vainement recherché dans les registres de l'Etat-civil de Montpellier pour la période révolutionnaire, le nom de Louis Villard, mais ne l'avons trouvé dans aucun acte de mariage ou de divorce.

Id. Pétition du citoyen Daubian de Mauléon, le 8 Frimaire an V (29 novembre 1796), demandant qu'« on accorde au moins à tous ceux qui ont pris le parti du mariage depuis l'institution des fameux comités de surveillance (mars-avril 1793) jusqu'à la fermeture de l'autre horrible des Jacobins (12 novembre 1794), la liberté de le rompre également dans un certain délai ». D. XXXIX - 5, cité par M. OLIVIER-MARTIN, page 248.

(41) Article reproduit par le *Moniteur* dans son numéro 121, du 29 Nivôse an V (19 janvier 1797).

par enthousiasme ; rien ou presque rien par conviction et par raison... Il y a quelques années, on ne trouvait si petit poète, si mince romancier, si médiocre magistrat, qui ne se crût obligé d'être déiste avec Jean-Jacques et Voltaire. Depuis ils sont devenus athées avec Hébert et Chaumette. Aujourd'hui, il faut qu'ils soient catholiques, dévôts, molinistes avec le premier venu qui se déguise en prêtre insermenté...

« Parmi les singularités de ces girouettes qui écrivent et qui parlent, une des plus étranges est le changement de toutes les opinions par rapport au divorce. Depuis vingt ans, nous avons eu vingt bons ouvrages qui, dans l'intérêt des mœurs, dans celui de la société politique, dans celui même de la religion, réclamaient contre l'indissolubilité du mariage... ».

Puis, « la soif qu'on avait du divorce s'est passée, le dégoût a suivi. Et tout à coup on a demandé la suspension, la suppression du divorce, et principalement de celui qui a pour cause l'incompatibilité d'humeur. Notre bureau est couvert de presque autant de manifestes contre le divorce que de plaidoyers pour et contre les créanciers et les débiteurs » (42).

A la vérité, prétend l' « Historien », si le nombre des divorces a atteint des chiffres si alarmants en apparence, c'est sous l'influence de causes absolument exceptionnelles : « De pauvres femmes, qui n'avaient d'autres moyens de sauver de la rapacité fiscale et révolutionnaire une partie de leurs droits matrimoniaux, ont divorcé d'avec leurs époux fugitifs et la facilité d'une loi a un peu aidé à esquiver la tyrannie de l'autre. Des maris très avides et très corrompus, ont provoqué le divorce pour voler leurs femmes en remboursant leurs dots avec du papier sans valeur ».

Enfin, « 27.000 procès en séparation de corps et de biens qui se poursuivaient devant les Tribunaux, sont tout naturellement et très utilement devenus 27.000 divorces » (43). C'est donc que « les divorces ont été beaucoup plus multipliés qu'ils ne l'auraient été dans un temps ordinaire et paisible ».

Certes, l'auteur convenait que la procédure du divorce, en particulier celle du mode d'incompatibilité, pouvait être entourée de garanties nouvelles, et alors « avec de telles lois, le divorce ne serait

(42) C'est l'époque des assignats et de la dévaluation de la monnaie.

(43) Ce chiffre, aussi donné à l'époque par Lenglet dans son *Essai sur la législation du mariage*, est absolument fantaisiste : d'après les statistiques que nous possédons, le nombre des divorces à Paris a été de 1792 à février 1797 (date de l'article), d'environ 8.000, moitié environ de l'effectif total pour la France. Sur ces 8.000, il y a eu seulement 131 conversions de séparation de corps en divorces entre le 1^{er} janvier 1793 et le 17 juin 1795.

A Montpellier, de l'an I à l'an XI, on trouve 3 conversions sur 204 divorces prononcés.

jamais nuisible : il ne dégénérerait point en abus. Il serait une ressource affligeante, mais nécessaire contre un des plus grands malheurs de l'humanité ».

Cet article reflète une opinion assez proche, croyons-nous, de celle de la majorité des Conseils, mais infiniment plus favorable au divorce que la plupart des journaux et des écrivains de l'époque. La réaction politique, qui devait se manifester très clairement aux élections royalistes d'avril 1797, s'accompagnait d'une ardente campagne contre le divorce et, chose curieuse, suivant les mêmes procédés qui avaient été utilisés avant 1792, en faveur de son introduction dans nos lois. Il y a là un parallélisme très frappant. Comme en 1789-92, l'élan est donné par un clan assez restreint : celui des royalistes préparant la Restauration du Comte de Provence, le futur Louis XVIII. Les organes les plus fougueusement « antidivorciaires : « Miroir », « Censeur », « Grondeur », et surtout l'« Accusateur Public » de Richer Sérisy, sont nettement contre-révolutionnaires (44). Mais il est bien certain que leur croisade en faveur de l'indissolubilité correspond à un besoin général de sécurité dans le peuple. Après la tourmente de la Terreur, la plupart aspirent au repos, à la stabilité et à la tranquillité. De plus, cette campagne est reprise et amplifiée par le clergé catholique, même constitutionnel, qui reprend partout son activité.

La propagande contre le divorce utilise, avons-nous dit, les mêmes formes qui avaient été employées quelques années avant, avec plein succès, en sa faveur. « On cite, nous dit M. Olivier-Martin, de piquantes anecdotes avec des commentaires spirituels et légers ou bien on invente une histoire susceptible de faire rire et de discréditer le divorce, telle celle de ce Conseil de Jurisprudence créé par des jeunes gens très intéressés à la propagation du divorce puisque celui-ci augmente le nombre de ces femmes aimables et vraiment précieuses qui, loin du joug de l'hymen, cherchent au sein de l'indépendance la fortune et le plaisir » (45).

Des développements plus sérieux sont consacrés aux scandales provoqués par l'abus du divorce et à la corruption des mœurs qui en résulte. On publie des lettres déchirantes émanant de jeunes

(44) Ils seront d'ailleurs supprimés après le Coup d'Etat du 18 Fructidor an V.

(45) Voici, puisés dans le *Miroir* du 19 Frimaire de l'an V (10 décembre 1796), les deux premiers articles des statuts de cette société : « Les sociétaires, sous le titre de défenseurs très officieux, offrent leurs talents et leurs moyens aux femmes qui, entraînées par les exemples et les avantages que retirent de leur nouvel état celles qui savent profiter de la liberté qu'elles viennent de recouvrer, désireront user du bénéfice de la loi sur le divorce.

Ils les offrent particulièrement à celles qui, sous la dénomination vague d'incompatibilité d'humeur, cachent ou le défaut total de motifs ou des motifs qu'il faut cacher ». Cité par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 192.

épouses non plus esclaves de liens détestés, mais au contraire victimes, très peu de temps après leur mariage, des facilités inouïes mises par la loi du divorce à la disposition de maris d'une cynique inconstance (46).

On voue à l'exécration « les philosophes impromptus du XVIII^e siècle », pères spirituels de cette institution et pleinement responsables du libertinage effréné qu'elle n'a pas tardé à engendrer (47). Sur ce point, ce sont les arguments des abbés Barruel et Chapt de Rastignac en 1790 qu'on reprend tout simplement.

On insiste fortement sur la précipitation avec laquelle a été votée la loi de 1792 et les motifs d'intérêt personnel qui auraient le plus souvent inspiré cette législation critiquable. Les discussions parlementaires sur les projets de réforme, sont largement reproduites et les harangues flétrissant le divorce mises en exergue. Enfin, les quelques brochures favorables à l'indissolubilité qui paraissent à l'époque sont l'objet de commentaires flatteurs.

De ces ouvrages, le plus retentissant fut celui de Madame Necker : « Réflexions sur le divorce », paru à Lausanne en 1795, peu de temps après la mort de l'auteur. Ce dernier se place uniquement sur le plan sentimental et individualiste pour démontrer même à ce point de vue, habituellement considéré comme favorable au divorce, l'indéniable supériorité du mariage indissoluble. En un style plein de charme et de délicatesse, elle chante les vertus de l'étroite conjonction qui, toute leur vie, doit unir les époux (48).

Si on lui oppose certaines situations particulièrement douloureuses elle répond « que les lois ne sont pas faites pour des exceptions et que telle est l'imperfection de nos institutions humaines

(46) Cf. *Accusateur public*, Tome II, n° 21, page 29. Publié par M. Damas, « Origines du divorce en France. La loi du 20 septembre 1792 », *Thèse de droit*, Bordeaux 1897, page 137.

(47) *Censeur* du 22 Brumaire an V (13 novembre 1796).

(48) Cf. page 17 : « Bientôt toutes les nuances délicates qui caractérisent la parfaite union des âmes viennent embellir les traits essentiels d'identité, fortement prononcés par les lois. Mais ces nuances, qui sont en même temps celles du sentiment et du bonheur, s'effaceront et se perdront insensiblement sous la loi du divorce comme le parfum des fleurs se dissipe quand elles sont prêtes à tomber de leur tige ; et, pour le prouver par un exemple, arrêtons-nous un moment sur cette communauté d'amour-propre dont nous venons de parler ; sur cet amour-propre transporté hors de nous en apparence, et qui devient ainsi mille fois plus délicieux, car il s'ennoblit, il s'agrandit dans le partage et il se purifie en changeant de sol ; mais la loi qui permet le divorce détruira absolument cet effet précieux de l'identité et de l'unité des époux. Quelle femme serait vaine d'un nom qui bientôt ne sera plus le sien ou d'une gloire qui peut réfléchir sur une autre ? Ce sentiment d'instabilité influe continuellement et imperceptiblement sur nos penchants et sur nos opinions : c'est un grain de sable qui peut empêcher à jamais deux surfaces polies de se toucher dans tous les points ».

Madame Necker insinue même que, parvenus à un certain âge, les époux ne pourront supporter sans dégoût leurs infirmités réciproques.

que leurs modifications combinées avec le plus de soins exigent toujours des sacrifices ».

D'une inspiration morale très élevée, les « Réflexions » de Mme Necker négligeaient complètement l'aspect social et politique du problème. C'est au contraire le point de vue auquel se place Guiraudet, secrétaire général aux Relations extérieures, dans son livre paru en 1797 et très expressivement intitulé : « De la famille considérée comme l'élément des sociétés. » L'auteur, qui réagit contre les tendances révolutionnaires visant à supprimer tous les groupes et toutes les autorités intermédiaires entre l'Etat et les individus, montre que la famille est la cellule de base de l'Etat, ce dernier n'étant qu'un agrégat de familles. Une société durable doit donc s'appuyer sur une famille solide. Le divorce affaiblissant celle-ci, il réclame un mariage fort, assez solidement noué pour empêcher les ruptures venues de l'humeur capricieuse des parties.

On peut également signaler l'ouvrage d'un sieur Girard : « Considérations sur le mariage et sur le divorce » (49), qui réprouve vigoureusement les facilités contemporaines du divorce, surtout lorsqu'il y a des enfants. Dans ce cas, écrit-il, « la destruction du contrat peut n'être qu'immorale, la dissolution de la famille est impolitique et barbare ».

Une campagne menée sur tous les terrains et avec un tel ensemble, devait forcément influencer l'opinion. Les scandales étaient d'ailleurs trop éclatants pour ne pas frapper même les moins sagaces. Le divorce, réclamé en 1790 comme un remède à la corruption des mœurs, était lui-même devenu un mal et, comme à Rome dans l'Antiquité, contribuait à l'accroissement de l'immoralité.

L'institution perd toute sa popularité : les chansonniers la railent (50), dans les cafés, on lui attribue tous les maux contemporains (51), dans les théâtres, on applaudit à tout rompre les tirades contre le divorce (52).

(49) Paris 1797, *Arch. Nat.*, A.D. - II - 38.

(50) Cf. Chanson *Le Rabâchage du Père Luron*, Paris 1796 (Extraite du « Directoire » des Goncourt) :

« Je n'avions qu'un' femm' et queuq'fois
« C'était trop dans le ménage ;
« J'en aurons deux, j'en aurons trois,
« Queu délic' ! Queu ramage !
« Queu plaisir tous les ans de se remarier !
« Comme les enfants vont se réjouir, biribi
« A la façon de Barbari, mon ami ! »

(51) Cf. AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne*, Tome IV, page 11 : « Dans le café de Journalier, lorsqu'il s'est agi de la loi du divorce, on s'est sans cesse réuni pour rejeter sur le changement à l'ancien Code civil une grande partie des malheurs de la société ». Rapport du Bureau central de Police, 28 Ventôse an V (18 mars 1797). *Arch. Nat.*, B B 3 - 85.

(52) Rapport de Police (Id. B B 3 - 86 : « Le public a saisi par des applaudissements très prolongés ce que les rôles du drame de *La mère coupable* offraient de sensible et de satirique contre l'institution du divorce ».

Ce retour des esprits aux principes anciens allait d'ailleurs se traduire sur le plan politique par le succès des royalistes aux élections d'avril 1797, pour le renouvellement du tiers des Conseils : sur 216 Conventionnels sortants, 13 seulement sont réélus. Peu après, Barthélemy, négociateur des traités de Bâle et royaliste constitutionnel, est nommé Directeur et Pichegru, tout acquis à Louis XVIII, Président des Cinq Cents.

Au sein de cette dernière Assemblée le problème de la révision de la loi sur le divorce, depuis si longtemps en suspens, est aussitôt soulevé avec plus de force que jamais.

Le 10 Prairial an V (30 mai 1797), Béraud du Rhône demande que le rapport de Favart soit remis en discussion. Le Conseil suit l'orateur : il écarte les propositions d'ajournement et se prononce pour l'ouverture d'un nouveau débat.

En conséquence, le 20 Prairial (9 juin 1797), Favart propose à nouveau la suspension du mode d'incompatibilité ; puis Félix Faulcon présente la défense du divorce dans un discours très habile. Il se demande si c'est au seul mode d'incompatibilité qu'on en veut, ou si, au contraire, certains par derrière lui, ne cherchent pas à atteindre l'institution tout entière. Il plaide la cause du mode d'incompatibilité, insiste sur les inconvénients de la suspension, d'ailleurs inconstitutionnelle puisqu'elle « conserverait à la loi son caractère en lui ôtant sa force. » Il conclut « à l'établissement d'une commission chargée de présenter incessamment ses vues sur le divorce, et il voudrait que toutes les discussions fussent suspendues jusqu'après son rapport.

Une tempête de protestations accueille ces dernières paroles. L'Assemblée, sans cesse saisie de pétitions nouvelles contre le mode d'incompatibilité (53), a le ferme désir d'aboutir et vite. Delleville clame qu'on veut enterrer la discussion. Bonnières approuve le projet Favart. Il voudrait même que le mariage redevint indissoluble. Toutefois devant les murmures qui, à ces mots, s'élèvent dans l'Assemblée, il retire ces paroles imprudentes. Maillard (de la Somme) souhaiterait l'abrogation complète du mode d'incompatibilité (Nouveaux murmures).

A l'inverse des orateurs précédents, Thibaudeau (du Haut-Rhin) et Emmery appuient si vivement la proposition Faulcon, destinée à sauvegarder le divorce, que Favart croit nécessaire d'intervenir pour affirmer que l'intention de la commission dont il est

(53) Pétitions de la citoyenne Macdonald-Saint-Péravy, 17 Prairial an V (6 juin 1797), A. D. XVIII-B-182, page 458 ; du citoyen Nonlabad, du 20 Prairial V (9 juin 1797) - Id. page 528 ; du citoyen Limousin, commissaire du Directoire exécutif à Jarnac, 2 Fructidor an V (20 août 1797), D. - XXXIX - 5.

rapporteur n'a jamais été de ruiner l'institution elle-même du divorce, mais seulement de suspendre un mode reconnu vicieux.

Après lui Parisot proclame à nouveau que « dans toute la France, on ne veut plus du mode d'incompatibilité » (Murmures).

Oudot, l'ancien rapporteur du décret du 4 Floréal an II, se fait entendre le dernier, au milieu des cris. Il se rallie à la proposition de Faulcon, qui est finalement adoptée par les Cinq Cents à une forte majorité (54).

Si donc l'issue ne laissait pas de place au doute quant au sentiment de l'Assemblée, il était néanmoins permis de dire que la lutte avait été chaude, les éléments adverses s'étant entrechoqués avec violence. La victoire remportée par le mode d'incompatibilité était d'ailleurs une victoire à la Pyrrhus.

Faulcon, désigné comme rapporteur de la commission dont il avait provoqué la nomination, dût lui-même reconnaître, dans son exposé du 28 Prairial suivant (17 Juin 1797), que ce mode de divorce avait pu, à juste titre, être considéré comme « le poison des mœurs et l'anarchie du mariage ».

Aussi proposait-il d'augmenter la difficulté de l'obtenir pour les époux inconstants et pressés, en doublant les délais minima de six mois qui devaient obligatoirement séparer la demande de la comparution devant l'officier d'Etat civil. Désormais une année entière au moins, devrait s'écouler avant la prononciation du divorce pour incompatibilité d'humeur.

Le lendemain 29 Prairial, l'Assemblée faisait sienne cette résolution, malgré les efforts de Bonnières et Henry-Larivière pour obtenir « in extremis » l'abolition du mode d'incompatibilité.

Le 27 Thermidor an V (15 Août 1797), le texte adopté par les Cinq Cents venait en discussion devant le Conseil des Anciens, auxquels Portalis fit un exposé remarquable. Affirmant l'indissolubilité théorique du mariage, il concluait au rejet de la proposition Faulcon, jugée par lui « incomplète et insuffisante ».

Néanmoins, le premier jour complémentaire de l'an V (17 septembre 1797), treize jours après le Coup d'Etat du 18 Fructidor (4 Septembre 1797), qui provoquait un regain de jacobinisme au Gouvernement, les Anciens écartaient ces conclusions pour adopter le projet dans le texte des Cinq Cents. Ce fut le décret du premier jour complémentaire de l'an V (*Cf.* appendice p. 219).

Là se borna l'œuvre réformatrice entreprise en matière de divorce sous le Directoire. Toutes les propositions plus hardies

échouèrent (55), les pétitions les plus pressantes ne reçurent pas de suite (56).

Comme l'a bien souligné M. Cruppi (57), « les incohérentes discussions du Conseil des Cinq Cents au sujet du divorce sont l'image fidèle de la période hésitante du Directoire. Les opinions sont ballotées, l'esprit réformateur n'est guidé par aucune idée d'ensemble. » Le Pouvoir exécutif, après avoir favorisé la réaction, la brise par le Coup d'Etat du 18 Fructidor an V (4 Septembre 1797), puis, après un timide retour aux idées révolutionnaires, casse les élections d'avril 1798, trop à gauche (Coup d'Etat du 22 Floréal an VI).

Les dirigeants de la France cherchent leur voie entre les réformes trop audacieuses des Révolutionnaires et les leçons de l'expérience acquise.

On en trouve la confirmation dans la lecture de l'opuscule publié en 1800 par Félix Faulcon, rapporteur du décret du 1^{er} jour complémentaire de l'an V, sous le titre de « Précis historique de l'établissement du divorce en France » :

« Je fis tous mes efforts, y écrit-il, pour que l'institution du divorce fut épurée de la lie révolutionnaire qui l'entâchait aux yeux des amis des mœurs et dont paraissaient en quelque sorte responsables ceux qui, comme moi, l'avaient constamment sollicitée.

« Vœux superflus ! J'étais entouré d'hommes alors tout puissants, qui croyaient s'honorer en consacrant avec opiniâtreté les fautes nombreuses qu'ils avaient commises, qui avaient pour système favori de soutenir aveuglément tout ce qui avait été fait par eux et aux yeux de qui les principes de modération et de justice devenaient un brevet de contre-révolution quand ils contrariaient quelques-unes de leurs idées ».

Puis en 1796-97, le moment semble venu de procéder à ces réformes nécessaires : « J'espérais, dit Faulcon, qu'il allait enfin devenir possible de purifier le divorce ; mais cette espérance fut vaine comme tant d'autres : je me trouvai contrarié par une autre espèce d'hommes qui, mûs de même, en sens opposé, par le funeste esprit de parti, tendaient à détruire indistinctement tout ce qui avait été fait sous la Révolution. Ils ne tardèrent pas à diriger leurs attaques contre l'institution du divorce, non pas, d'accord avec moi, pour remédier aux abus déplorables qui la profanaient, mais pour la renverser tout à fait ».

(55) Proposition Lecardonnel aux Cinq Cents, séance du 24 Brumaire VII (13 novembre 1798). A. D. XVIII B, 212, page 502.

(56) Pétition Josse, le 7 Brumaire an VIII (27 octobre 1799). Le Conseil des Cinq Cents passe à l'ordre du jour, A. D. XVIII B, 217, p. 56.

(57) Op. cit., page 101.

La présence, l'une en face de l'autre, de ces deux factions, également acharnées, empêcha l'aboutissement de toute réforme raisonnable et explique la carence législative du Directoire (58). Faulcon déclare qu'il dût « se restreindre provisoirement à la défense du fond qui était fortement menacé ».

Avant d'en terminer avec l'étude du divorce à cette époque, il nous faut brièvement envisager la tentative d'introduction en France après le 18 Fructidor an V, d'une sorte de religion civile, destinée, tout en enrayant la renaissance du catholicisme qui profitait aux royalistes, à régénérer les mœurs par l'organisation trois fois par mois : chaque décadi, de manifestations très solennelles dont l'ensemble constitue le « culte décadaire ».

En pleine Révolution déjà, les Robespierristes s'étaient convaincus de la nécessité d'exalter au sein des masses les institutions civiles nouvelles par l'organisation de fêtes d'un symbolisme clair et frappant (59).

En l'an V le Directeur La Réveillère-Lépeaux, âme sensible et délicate, adepte fervent du déisme et de la théophilanthropie, reprit les mêmes idées dans des « Réflexions sur le Culte, les Cérémonies civiles et les Fêtes nationales », qui eurent un grand retentissement. Il y déplorait que le mariage civil ne fût plus qu'une simple formalité administrative, hâtivement accomplie, en temps parfois qu'un divorce, dans le cadre poussiéreux d'une salle de Mairie, « sans que rien parle à l'âme des jeunes époux. Tout cela, ajoutait-il, n'est pas bien propre à donner l'idée d'un engagement sacré et, pour peu qu'on se sente quelque penchant à la légèreté, on doit se faire très peu de scrupule d'échapper à un lien auquel la législation paraît ne pas attacher la plus petite importance ».

Il voudrait au contraire que les mariages fussent célébrés avec la plus grande solennité, au milieu des chants et de la musique, et que « les plus douces images réunies concourent à le faire également respecter et obéir ».

Pour l'enregistrement du divorce, il faudrait aussi une cérémonie spéciale, marquant « l'affliction de la société » en présence « d'un acte qui rompt un nœud aussi sacré ».

Le 18 Fructidor an V, La Réveillère-Lépeaux fait partie des trois Directeurs organisateurs du Coup d'Etat. Aussi va-t-il profi-

(58) « Tout le temps fut consacré à entendre des motions appelées d'ordre, à déclamer avec emphase des discours de circonstance ».

(59) Couthon déclare à la Convention, le 3 Floréal an II (21 avril 1794) : « Nous sentons combien sont importantes les institutions civiles ; ce sont les institutions qui façonnent les hommes à la forme du Gouvernement qu'ils ont adopté. Nous avons la Démocratie : il faut que nos institutions soient démocratiques ».

ter de la vague d'anticléricisme qui accompagne la défaite royaliste pour tenter de mettre en pratique ses théories.

Dès le 19 Fructidor de l'an V (5 septembre 1797), les Cinq Cents nomment une commission de cinq membres, chargés de « présenter un travail sur les Institutions qui doivent garantir la durée de la République, en faisant chaque jour sanctionner son existence dans tous les cœurs ». Le 16 Brumaire an VI (5 novembre 1797), Leclerc, député de Maine-et-Loire, développe les conclusions de cette commission : « il constate l'importance des mœurs particulières pour la morale sociale. Une loi civile quelque excellente qu'elle soit, ne prévaudra jamais contre des mœurs corrompues. Il faut donc que l'Etat s'efforce de restaurer les mœurs particulières en donnant à chaque événement de la vie, un caractère solennel et touchant, ce qui autrefois, dit-il, était l'œuvre des religions » (60).

Pour y parvenir, il propose notamment de faire célébrer les mariages civils, avec l'enregistrement des adoptions et des naissances, chaque décadi dans les églises transformées en temples républicains, au cours de cérémonies très solennelles pour frapper l'imagination, et coupées du chant des hymnes, de discours de morale, et de lectures instructives par les plus hautes autorités en uniforme, d'exercices militaires, de danses, et enfin de jeux publics.

Les divorces seront eux aussi prononcés au temple, mais le quintidi, « parce que c'est le jour le plus éloigné de celui des mariages ». A l'inverse de ces derniers, ils seront environnés d'un morne silence. Leclerc explique en effet, « qu'on a cru moral de présenter au divorce comme dernier obstacle, l'aspect du lieu où, dans des temps plus heureux et sous de meilleurs auspices, les époux avaient pris la République et l'Eternel à témoins de l'inviolabilité de leurs serments ».

C'est que le divorce apparaît maintenant, même aux esprits les plus avancés, comme un péril social inquiétant, que seuls protègent encore des préjugés politiques tenaces et des difficultés de principe. On n'ose toucher à cette institution dont la naissance est liée à l'éclosion des idées nouvelles de liberté et d'émancipation des autorités anciennes. De là les hésitations du législateur, ses velléités d'intervention, et finalement sa carence à peu près complète.

Mais le culte décadaire devait être loin de répondre aux espoirs de ses promoteurs. Définitivement organisé par la loi du 13 Fructidor de l'an VI (31 Août 1798), il ne remporta qu'un succès de curiosité, dans les campagnes surtout : on allait au temple pour

(60) OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 148.

voir défiler, le décadi, le cortège des mariages. Les autres jours, l'édifice était désert (61).

Par ailleurs, les solennités déployées n'enrayèrent pas la recrudescence de divorces qui se manifeste à partir de l'an VII.

De plus en plus le catholicisme reprend son empire. Dans un Concile national, tenu à Paris en novembre 1797, sous la présidence de Lecoq, évêque métropolitain de Rennes, le clergé constitutionnel lui-même, revint à l'orthodoxie en rejetant de son sein les prêtres mariés et en se ralliant au principe de l'indissolubilité absolue du mariage.

Ce seul fait est caractéristique de l'évolution des esprits dans les dernières années du siècle.

(61) OLIVIER-MARTIN, op. cit., page 182.

CHAPITRE VI

L'APPLICATION DE LA LOI DU DIVORCE

QUELQUES STATISTIQUES

Il n'est pas très facile de donner une vue d'ensemble, précise et chiffrée, sur le nombre et la courbe des divorces en France pendant la période révolutionnaire.

Il semblerait pourtant que le décret du 20 septembre 1792, prescrivant la tenue dans chaque commune d'un état-civil complet, applicable à tous, en remplacement des registres paroissiaux, ait dû rendre aisée la tâche des chercheurs et des statisticiens.

Mais en réalité, ce qui n'est pas surprenant à une époque de troubles si intenses et si prolongés, ce transfert aux municipalités des anciennes attributions des curés catholiques ne fut pas sans être suivi de nombreux flottements et pendant quelques années les prescriptions légales furent souvent assez mal observées, surtout dans les petites communes.

C'est un fait qui résulte avec évidence des rapports du général Lacuée, conseiller d'Etat, chargé en l'an IX par les Consuls d'une mission d'inspection et de vérification de l'état-civil dans le territoire de la 1^{re} Division militaire, installée à Paris et englobant les 7 départements environnants de Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise, Aisne, Eure-et-Loir et Loiret (1). Les maires de cam-

(1) *Arch. Nat.*, AF IV, 1012.

pagne, peu instruits, sont souvent négligents (2). Dans les localités populeuses et en particulier dans les grandes villes, les officiers municipaux sont heureusement moins inexacts et c'est important pour nous, le divorce ayant été presque exclusivement pratiqué dans les centres urbains (3).

En tous cas il n'a jamais été publié ni à l'époque, ni au cours des périodes ultérieures, de statistique générale, d'un caractère officiel. Les seuls chiffres que nous possédions proviennent de recherches fragmentaires, presque toujours dues à l'initiative privée.

Les sources dont nous disposons ainsi sont les suivantes :

1° Le journal « Le Moniteur », qui a reproduit les chiffres de l'état-civil parisien du 1^{er} janvier 1793 au 30 Germinal II (17 avril 1794), puis ceux des années IV et V (1795-1797).

2° Les renseignements donnés par le journal « La Décade », N° du 28 juin 1796, sur le nombre des divorces à Paris de Floréal II à Messidor III, période presque entière d'application des décrets du 8 Nivôse et du 4 Floréal II. Ils ont été reproduits dans la « Revue de la Révolution française » de G. Bord — année 1883 — article de M. d'Auteville : « Le Divorce sous la Révolution ».

3° Les travaux de la mission Lacuée.

4° Quelques chiffres donnés par Malleville en 1801, dans son ouvrage « Le divorce et la séparation de corps »,

et 5° ceux très approximatifs produits par Carion-Nisas au Tribunat le 28 Ventôse XI (15 mars 1803), sur le nombre des mariages et divorces à Paris en l'an IX et X (1800-1802).

6° Les statistiques de M. Olivier-Martin, extraites de l'état-civil d'une douzaine de villes de province importantes, et le travail identique de M. Cruppi pour Toulouse et la Haute-Garonne de 1792 à 1816.

7° Nous y avons ajouté :

I. Une étendue assez détaillée poursuivie dans toutes les localités

(2) Exemple dans l'Oise, demande : Les registres de l'état-civil sont-ils tenus avec ordre ? Réponse : « Oui, dans les communes où les officiers publics sont intelligents, et c'est le petit nombre ».

Au cours de nos recherches personnelles qui n'ont cependant porté que sur des bourgs déjà importants des départements de l'Hérault, du Gard, de la Lozère et du Puy-de-Dôme, nous avons pu faire des constatations analogues : ainsi au chef-lieu de canton de Saint-Gervais-sur-Mare (Hérault) les registres ne sont tenus qu'à partir de l'an V.

(3) Toutefois les registres d'état-civil de Paris, les plus intéressants de tous, parce que d'une part les mieux tenus et d'autre part les plus riches en divorces, ont disparu dans les incendies de la Commune en 1871. Pour Paris, nous ne disposons donc plus que de renseignements de seconde main.

notables des départements de l'Hérault et du Gard, parmi lesquelles Montpellier, Béziers, Sète, Nîmes et Alès ; puis dans celles de la Lozère (Mende), de l'Aveyron (Rodez, Millau), du Cantal (Aurillac) et enfin du Puy-de-Dôme (Clermont-Ferrand, Riom, Thiers, etc...).

II. Les statistiques, année par année, de nombreuses cités importantes de toutes les régions de France : Marseille, Rouen, Nantes, Strasbourg, Lille, Amiens, Metz, Versailles, Caen, Angers, Besançon, Troyes, Dunkerque, Toulon, Reims, Grenoble, Avignon, Montauban, Lorient, Bourges, Bayonne, Boulogne-sur-Mer, Calais, Pau, Bastia.

Voici le résultat de ces diverses investigations :

Pour Paris (550.000 habitants) (4), nous disposons des chiffres ci-dessous :

	Mariages	Divorces	Source
1793 (9 mois)	5.464	1.663	(Le Moniteur)
Vendémiaire - Germinal II (7 mois)	5.947	1.204	—
1 ^{er} Floréal II - 30 Prairial III (14 mois)	?	3.120	« La Décade »
1 ^{er} Messidor III - 1 ^{er} Vendémiaire IV (3 mois)	?	?	
An IV (1795-96)	6.761	1.213	(Le Moniteur)
An V (1796-97)	5.638	1.043	—
An VI (1797-98)	?	?	
An VII (1798-99)	?	?	
An VIII (1799-1800)	3.306	684	Mission Lacuée
An IX (1800-01) (11 premiers mois)	3.401	569	(Malleville)
An X (1801-02)	3.000	900	(Carion-Nisas)

Par quelques calculs très simples on peut obtenir des chiffres globaux approximatifs pour la période entière d'application de la loi du divorce : 1792-1805.

En effet d'après les chiffres donnés pour les périodes précé-

(4) Cette évaluation, comme toutes celles qui vont suivre, est basée sur les chiffres donnés pour la population des villes en 1789 et 1801 par le premier *Annuaire statistique*, publié en 1837.

(5) *Mariages* en 1790 : 5.866 ; 1791 : 7.410 ; en l'an IV : 6.761 ; en l'an V : 5.638.

Divorces de Floréal II à Messidor III (14 mois) : 3.120 ; en l'an IV : 1.213. Les décrets de Ventôse et Floréal II avaient été suspendus le 15 Thermidor III, à mi-période du 1^{er} Messidor III au 1^{er} Vendémiaire IV.

dentes et postérieures (5), on peut fixer à 9.000 le nombre des mariages pendant les 17 mois qui s'étendent du 1^{er} Floréal II (18 avril 1794) au 1^{er} Vendémiaire IV (23 septembre 1795) ; et à 480 celui des divorces pendant les 3 mois écoulés du 1^{er} Messidor III (20 juin 1795) au 1^{er} Vendémiaire (23 septembre 1795).

Par ailleurs il semble raisonnable d'évaluer, toujours sur les mêmes bases, à 9.000 le nombre des mariages et 1.500 celui des divorces pour les années VI et VII réunies.

Puis, en partant des chiffres de Malleville pour les onze premiers mois de l'an IX, on obtient pour l'année entière et par une simple règle de 3 : 3.711 mariages et 628 divorces.

Enfin, si l'on admet qu'en l'an XI 3.500 mariages et 800 divorces aient pu être enregistrés, il sera possible avec tous ces éléments de dresser le tableau suivant :

	Mariages	Divorces
1793 (9 mois)	5.464	1.663
an II	7.474	2.500
an III	7.473	2.300
an IV	6.761	1.213
an V	5.638	1.043
an VI	5.000	800
an VII	4.000	700
an VIII	3.306	684
an IX	3.711	628
an X	3.000	900
an XI	3.500	800
-----	-----	-----
an I - an XI	55.327	13.231

Sous le régime de la loi du 20 septembre 1792, il y aurait donc eu à Paris, de 1792 à 1803, un total d'environ 13.000 divorces pour 55.000 mariages soit un peu moins d'un divorce pour 4 mariages (24 %).

On a donc très largement usé du divorce dans la capitale pendant la Révolution et sous le Directoire.

La contagion parisienne a gagné Versailles (25.000 habitants), tout proche, où l'on a compté de 1793 à 1802 : 401 divorces pour 3.042 mariages, soit 13 %, coefficient le plus élevé après celui de Paris et de Rouen.

En province les divorces sont presque exclusivement cantonnés dans les villes, surtout les grands centres et les ports de mer :

	Population	Mariages (6)	Divorces (6)	Soit :
Strasbourg	50.000	10.183	617	6 ‰
Lyon	110.000	9.696	844	8,75 ‰
Marseille	100.000	7.866	795	10,1 ‰
Rouen	75.000	7.808	1.050	13,5 ‰
Bordeaux	90.000	7.649	567	7,4 ‰
Toulouse	52.000	4.648	355	7,6 ‰
Brest	30.000	4.575	357	7,8 ‰
Metz	39.000	3.960	248	6,25 ‰
Orléans	35.000	3.708	195	5,2 ‰
Toulon	25.000	3.533	350	9,9 ‰
Caen	30.000	3.218	167	5,2 ‰
Nancy	30.000	2.848	254	8,9 ‰
Montpellier	33.000	2.812	197	7 ‰
Besançon	28.000	2.715	204	7,5 ‰
Grenoble	24.000	2.555	187	7,3 ‰
Reims	25.000	2.445	141	5,7 ‰
Troyes	27.000	2.423	230	9,5 ‰
Dunkerque	25.000	2.171	157	7,2 ‰
Clermont-Ferrand ..	28.000	2.119	106	5 ‰
Dijon	21.000	2.082	139	6,7 ‰
Avignon	23.000	1.821	108	5,9 ‰
Chartres	14.000	1.280	76	5,9 ‰

En règle générale les chiffres sont moins élevés dans les régions excentriques du Nord, de l'Ouest, du Centre et du Midi, languedocien ou océanique :

	Population	Mariages (6)	Divorces (6)	Soit :
Lille	50.000	5.495	237	4,3 ‰
Amiens	40.000	3.587	167	4,6 ‰
Arras	20.000	1.639	63	3,8 ‰
Boulogne-sur-Mer ..	10.000	987	38	3,8 ‰
Calais	9.000	782	37	4,7 ‰
Nantes	70.000	7.248	279	3,8 ‰
Rennes	25.000	3.334	132	4 ‰
Angers	30.000	2.481	105	4,2 ‰
Lorient	20.000	2.218	105	4,7 ‰
Limoges	20.000	1.810	72	4 ‰

(6) Période décennale an I-an X (1792-1802).

	Population	Mariages	Divorces	Soit :	
Bourges	18.000	1.449	48	3,3	%
Thiers	12.000	1.055	25	2,3	%
Riom	13.000	948	21	2,2	%
Aurillac	9.000	618	28	4,5	%
Ambert	6.000	515	7	1,3	%
Millau	6.000	453	1	0,2	%
Issoire	5.000	434	12	2,8	%
Rodez	6.500	399	2	0,5	%
Mende	4.000	355	4	1,1	%
Billom	4.000	320	9	2,8	%
Nîmes	40.000	2.891	130	4,5	%
Béziers	14.000	1.221	9	0,75	%
Sète		713	22	3	%
Alès	9.000	706	21	3	%
Beaucaire		669	2	0,3	%
Pézenas		644	10	1,5	%
Agde		574	13	2,2	%
Uzès	7.000	434	5	1,1	%
Lodève	7.500	431	4	0,9	%
Clermont-l'Hérault ..		419	5	1,2	%
Lunel		406	6	1,4	%
Bédarieux		283	3	1	%
Le Vigan	3.800	280	8	2,8	%
Montauban	22.000	1.946	68	3,5	%
Bayonne	16.000	1.442	31	2,1	%
Pau	9.000	807	22	2,7	%

On notera les proportions enregistrées dans les ports de mer (Lorient, Boulogne, Calais, Sète, Agde), généralement plus élevées que celles des autres villes d'importance comparable.

Par contre les divorces sont très peu nombreux dans les régions de montagnes reculées (Mende, Rodez, Millau, Ambert, Lodève).

De son côté M. Olivier-Martin rapporte (7) avoir feuilleté les registres d'état-civil de Dinan, en Bretagne, sans y trouver mention d'un seul divorce. Il s'agit là en effet d'une province particulièrement attachée aux traditions catholiques et, à l'inverse, hostile aux innovations révolutionnaires. Or, en notre matière, les circonstances et le milieu local jouent un rôle essentiel.

C'est ainsi qu'à Bastia (8.500 habitants), dans l'île de Corse,

(7) Op. cit., p. 160.

qui, de par sa situation géographique était particulièrement à l'abri des répercussions civiles de la secousse politique française, les tables décennales, qui indiquent 625 mariages de 1792 à 1802, ne portent pas trace de divorces pendant la même période.

Par ailleurs, dans les campagnes, naturellement conservatrices, les divorces furent assez rares (8), même aux portes de Paris. C'est ce qui ressort avec évidence des rapports de Lacuée.

En l'an VIII (1799-1800), il y avait eu dans la capitale, 3.306 mariages et 684 divorces (20,7 %).

Dans le reste du département de la Seine il y eut : pour 397 mariages, seulement 20 divorces (5 %).

Au cours des 6 premiers mois de l'an IX (1800-01) on trouvait à Paris 1.739 mariages et 327 divorces (19 %) ; et dans le reste de la Seine 260 mariages et 13 divorces (5 %).

En Seine-et-Oise, Versailles exclu, et pour

	Mariages	Divorces	Soit :
l'an VIII	2.165	53	2,4 %
Seine-et-Marne	1.438	3	0,2 %
Oise (an VII)	2.164	45	2 %
Aisne	2 126	30	1,4 %
Eure-et-Loir	2.612	24	0,9 %
Loiret	1.410	70	5 %

la dernière proportion étant la seule élevée.

Ces données sont corroborées par celles de M. Cruppi qui, dans la Haute-Garonne (Toulouse exclu), a relevé de 1792 à 1803, une moyenne annuelle de 1.350 mariages et 20 divorces (1,5 %).

Dans l'Hérault nous avons estimé à 300 environ (moyenne annuelle : 27 à 28) le nombre total des divorces pendant la période révolutionnaire, dont les 2/3 à Montpellier.

Dans le Gard le chiffre correspondant serait de 200 (18 à 19 par an) dont les 2/3 à Nîmes.

Dans le Puy-de-Dôme 230 divorces environ de 1792 à l'an XI (21 par an), dont la moitié à Clermont-Ferrand (cf. appendice p. 239).

Les départements moins peuplés et moins riches fournissent des chiffres moins élevés, tels le Cantal où l'on peut estimer à une

(8) « Quoique l'interruption du culte public ait profondément démoralisé les campagnes, en général les divorces y ont été rares (*Annales de la religion*, organe du clergé constitutionnel, tome II p. 162).

Villes	Population à la fin du XVIII ^e siècle	1793 ou An I		An II		An III		An IV		An V		An VI
		Mar.	Div.	Mar.	Div.	Mar.	Div.	Mar.	Div.	Mar.	Div.	
1. Paris	550.000 hab.	5464	1663	7474	2500	7473	2300	6761	1213	5638	1043	5000
2. Strasbourg ..	50.000 —	944	70	1261	85	1252	68	1126	66	1168	84	1141
3. Lyon	120.000 —	1057	189	1088	83	998	98	1050	91	1154	90	1007
4. Marseille	100.000 —	(4)	(4)	1975	341	1107	87	979	75	825	73	842
5. Rouen	75.000 —	1108	190 ⁽¹⁾	956	200 ⁽¹⁾	861	192	796	82	864	88	882
6. Bordeaux	90.000 —	855	86	1220	87	968	84	996	51	993	65	867
7. Nantes	70.000 —	722	20	1135	43	992	53	788	23	803	30	687
8. Lille	50.000 —	(4)	(4)	1648	82	793	76	508	27	565	6	545
9. Toulouse	52.000 —	509	44	815	107	629	63	504	24	467	21	429
10. Brest	30.000 —	(4)	(4)	1028	52	621	43	525	50	501	45	402
11. Metz	39.000 —	(4)	(4)	1318	74	541	46	385	29	381	27	341
12. Orléans	35.000 —	524	32	564	62	302	28	393	13	380	11	480
13. Amiens	40.000 —	577	10	343	35	332	27	322	25	417	17	521
14. Toulon	25.000 —	319	56	386	6 (2)	615	49	543	62	368	37	270
15. Rennes	25.000 —	288	20	513	23	425	24	377	8	325	11	341
16. Caen	30.000 —	466	22	306	36	350	38	394	12	374	7	374
17. Versailles	35.000 —	357	96	431	51	385	56	363	25	319	49	309
18. Nîmes	40.000 —	213	21	305	26	352	27	322	10	267	7	384
19. Nancy	30.000 —	240	29	506	56	323	55	264	25	277	14	324
20. Montpellier ..	33.000 —	270	16	409	38	411	43	294	20	266	24	301
21. Besançon	28.000 —	296		512	39	387	38	264	18	273	19	265
22. Grenoble	24.000 —	325	20	370	23	278	41	213	28	269	10	223
23. Angers	30.000 —	177	7	362	9	310	26	289	7	308	11	214
24. Reims	25.000 —	177	17	291	16	279	39	267	13	309	11	357
25. Troyes	27.000 —	249	29	306	34	310	36	263	28	256	24	269
26. Lorient	20.000 —	(4)	(4)	599	43	260	14	327	9	206	8	254
27. Dunkerque ..	25.000 —	(4)	(4)	229	35	360	35	245	17	267	15	290
28. Clermont-Fd.	28.000 —	135	8	216	24	201	24	211	4	252	4	257
29. Dijon (3) ...	21.000 —	240	9	248	5	253	8	225	7	216	16	197
30. Montauban ..	22.000 —	261	14	174	11	234	13	181	2	200	8	232
31. Avignon	23.000 —	74	2	184	56	202	16	214	5	193	3	183
32. Limoges	20.000 —	148	0	248	27	146	9	177	4	259	5	148
33. Arras	20.000 —	285	18	204	5	226	15	217	4	188	5	156
34. Bourges	18.000 —	(4)	(4)	240	19	178	16	168	11	159	0	201
35. Bayonne	16.000 —	135	5	180	5	184	6	259	2	176	5	164
36. Thiers	12.000 —	80	3	125	4	95	11	74	0	109	1	146
37. Boulogne-s-M.	10.000 —	(4)	(4)	180	11	115	9	116	2	92	0	122
38. Riom	13.000 —	89	5	121	5	69	6	111	1	114	0	116
39. Pau	9.000 —	87	3	114	6	89	3	103	1	86	2	94
40. Calais		95	4	76	1	95	5	102	2	78	6	61
41. Sète		71	1	79	3	84	3	71	1	80	3	50
42. Alès	9.000 —	89	3	88	5	67	5	67	1	69	1	89
43. Aurillac	9.000 —	37	4	99	3	39	4	54	2	65	0	62

(1) A Rouen les chiffres manquent pour le second semestre de l'An I, les 1^{er}, 3^e et 4^e trimestres.

(2) Ce chiffre est extrêmement faible : est-ce l'effet du siège de Toulon ? Celui-ci a cependant pu...

(3) La statistique dijonnaise, fournie par M. Olivier-Martin, est la seule qui présente une...

(4) Les chiffres de l'an I sont réunis à ceux de l'an II.

An VII	An VIII		An IX		An X		An XI		Total pour la pér. An I - An X		Pourcent.	Div. An I An XI
	Mar.	Div.	Mar.	Div.	Mar.	Div.	Mar.	Div.	Mar.	Div.		
700	3306	684	3711	628	3000	900	3500	800	51.827	12.431	23,9 %	13.231
64	674	55	877	44	1017	51	785	54	10.183	617	6 %	671
56	710	56	907	67	1002	76			9.596	844	8,75 %	
51	589	28	765	35	1046	58	824	59	7.866	795	10,1 %	854
52	490	57	610	55	618	78	714	69	7.808	1.050	13,5 %	1.119
17	595	40	647	47	757	47			7.649	567	7,4 %	
29	454	20	482	21	532	26	515	17	7.248	279	3,8 %	296
8	277	8	371	9	391	13	551	14	5.495	237	4,3 %	251
20	301	22	318	20	397	21	424	21	4.848	355	7,6 %	376
34	359	35	373	39	371	34			4.575	357	7,8 %	
19	168	16	249	19	328	16	278	16	3.960	248	6,25 %	264
16	287	6	312	12	241	8			3.708	195	5,2 %	
11	210	9	249	9	302	12	298		3.587	167	4,6 %	
29	216	14	249	14	313	52	288	24	3.533	350	9,9 %	374
3	217	7	271	15	296	13			3.334	132	4 %	
6	159	7	251	14	307	19	303	16	3.218	167	5,2 %	183
39	172	19	236	21	270	18	242	19	3.042	401	13,1 %	420
11	182	3	261	4	310	6	284	12	2.891	130	4,5 %	142
20	198	9	245	17	250	14			2.848	254	8,9 %	
10	163	8	182	13	276	8	281	9	2.812	197	7 %	206
18	167	17	191	13	231	16		8	2.715	204	7,5 %	212
10	224	14	245	12	254	15	181	11	2.555	187	7,3 %	198
11	180	9	186	6	212	10	226	0	2.481	105	4,2 %	105
8	153	12	165	4	215	10			2.445	141	5,7 %	
20	160	14	204	15	209	12	180	9	2.423	230	9,5 %	239
9	117	6	136	6	146	2	163	5	2.218	105	4,7 %	110
18	172	12	174	9	190	4	194	8	2.171	157	7,2 %	165
8	205	10	219	11	231	4	204	14	2.119	106	5 %	120
20	145	18	188	26	201	16			2.082	139	6,7 %	
3	155	4	131	6	177	2	195	4	1.946	68	3,5 %	72
6	154	7	212	5	218	3	219	5	1.821	108	5,9 %	113
7	133	2	187	6	195	10			1.810	72	4 %	
9	68	4	106	0	92	2			1.639	63	3,8 %	
0	111	0	142	0	144	2	141	3	1.449	48	3,3 %	51
1	87	2	82	2	96	1	96	0	1.442	31	2,1 %	31
3	81	1	72	2	118	0	66	1	1.055	25	2,3 %	26
4	70	6	83	2	100	2	115	1	987	38	3,8 %	39
3	75	1	80	0	95	0	86	3	948	21	2,2 %	24
1	51	1	67	0	59	5	63	0	807	22	2,7 %	22
3	67	8	60	3	66	2	64	1	782	37	4,7 %	38
2	53	2	71	2	90	3	77	3	713	22	3 %	25
2	49	0	51	0	75	0	52	0	706	21	3 %	21
2	53	4	71	2	74	6	69	2	618	23	4,5 %	30

* nous avons donc établi notre statistique en prenant pour base les seuls chiffres existants.
 nombre 1793
 ent anormale.

cinquantaine le nombre des dissolutions de mariages pour la période considérée, dont les 3/5 au chef-lieu d'Aurillac (cf. appendice p. 238).

Enfin le nombre des divorces révolutionnaires est presque nul dans les circonscriptions de montagne, pauvres et généralement très attachées à leur foi : une dizaine à peine dans la Lozère et dans l'Aveyron (cf. appendice, p. 236-237).

Si maintenant on étudie l'évolution de la courbe des divorces pendant l'ensemble de la période révolutionnaire (an I - an XI), (Cf. tableau ci-joint pour les principales villes de France), il est facile de constater que les variations sont partout identiques, en relation étroite avec la conjoncture politique.

Les divorces sont nombreux dès 1793. Le maximum est atteint à l'époque la plus troublée : en l'an II et III, avec l'application des décrets de Ventôse et Floréal. Puis, à partir du moment où la réaction thermidorienne s'accroît, leur nombre diminue nettement, pour se relever légèrement à la fin : à partir de l'an VII à Lyon, Brest, Dijon, de l'an VIII à Bordeaux, de l'an IX à Marseille, Caen et enfin de l'an X à Paris, Rouen (9).

Ces dates tardives contredisent l'hypothèse, parfois avancée (10), de l'influence sur cette recrudescence des conséquences politiques du coup d'Etat de Fructidor an V.

Il nous semble préférable d'expliquer ce relèvement de la dernière heure par le fait que nombre d'époux se sont hâtés de divorcer avant la loi restrictive annoncée depuis longtemps et dont la promulgation ne devait pas tarder.

En ce qui concerne la détermination des motifs précis invoqués à l'appui des demandes en divorce, l'absence de documents est cette fois presque complète. Néanmoins, M. d'Auteville a publié (11) pour Paris un tableau fort intéressant pour les 30 mois et demi qui s'étendent du 1^{er} janvier 1793 au 17 juin 1795 (14 nivôse II au 1^{er} Messidor III) (12).

(9) Dans certaines petites villes de province, les divorces n'apparaissent que très tard : ainsi à Ambert et Clermont-l'Hérault en l'an VII seulement.

(10) Cf. CRUPPI, op. cit., p. 111.

(11) Article « Le divorce sous la Révolution », dans la *Revue de la Révolution française*, année 1883.

(12) Ce tableau présente des garanties sérieuses d'authenticité, un périodique de l'époque ayant lui aussi donné des chiffres très approchantes (*Annales de la religion*, T. II, p. 161).

Par ailleurs, M. OLIVIER-MARTIN relate que de l'étude des Registres de l'Etat-civil de la ville de Rennes pendant la Révolution, il a tiré des déductions identiques.

Enfin, nous avons établi, d'après les renseignements tirés de l'Etat-civil de Montpellier entre 1792 et 1803, une statistique très analogue, publiée en appendice, p. 222.

Ces chiffres, s'ils s'appliquent à une période assez brève nous renseignent par contre sur les années où le divorce, à peine institué et très en vogue, fut, par les décrets de Ventôse et Floréal II, l'objet d'élargissements nouveaux, susceptibles d'une très large application.

<i>Divorces demandés par les :</i>	Hommes	Femmes	TOTAL	Proportion sur le total
I. Divorces par le consentement mutuel des époux	»	»	559	9,3 %
II. Incompatibilité d'humeur . .	253	619	872	14,6 %
III. Divorces pour motif déterminé :				
1° Démence, folie, fureur	9	3	12	
2° Condamnation afflictive ou infamante	6	40	46	
3° Crime, sévices, injures graves	74	447	521	
4° Dérèglement de mœurs notoire	95	67	162	
5° Abandon pendant 2 ans au moins	241	571	812	
6° Absence sans nouvelles pendant 5 ans	178	584	762	
7° Emigration	3	102	105	
<i>Total des divorces pour motif déterminé</i>	606	1.814	2.420	40,5 %
IV. Conversions de séparations de corps en divorces	39	92	131	2,1 %
V. 6 mois de séparation de fait .	673	1.332	2.005	33,5 %
	1.571	3.857	5.987	
	26,2 %	64,4 %		

On peut constater le nombre élevé des divorces pour séparation de fait de plus de 6 mois : plus du tiers et, à l'inverse, celui très faible des conversions de séparations de corps en divorces.

On a aussi largement usé du divorce pour incompatibilité d'humeur qui, après l'abrogation des décrets de Ventôse et de Floréal II, sera à partir de 1796 l'objet d'une application constante et très critiquée.

Signalons enfin le nombre important des divorces basés sur l'abandon pendant 2 ans (812) ou l'absence sans nouvelles pendant 5 ans (762) ; les demandes émanent alors de la femme dans la proportion des 3/4.

L'observation peut être généralisée : si l'on met à part les 559 divorces prononcés du consentement réciproque des époux, on trouve pour tous les autres modes réunis 1.571 demandes émanant du mari et 3.857 de la femme, soit de 2 à 3 fois plus.

A Toulouse M. Cruppi fait la même remarque : les 2/3 des divorces sous la Révolution y émanent de la femme.

A Montpellier et dans l'Hérault, la proportion nous a paru être des 3/5 seulement.

Dans le Puy-de-Dôme par contre, elle est beaucoup plus forte : dans la ville de Thiers la totalité des demandes proviennent même des femmes.

Ainsi sont cruellement déçues les illusions naïvement étalées au moment du vote de la loi de 1792 (13), et c'est maintenant contre la légèreté et l'inconstance féminine que vitupèrent les pétitionnaires (14).

Le nombre des divorces a donc été sous la Révolution fort élevé et sans doute pourrions-nous, disposant par nos recherches de bases sérieuses, en fixer le montant approximatif pour la France entière.

A Paris ils ont été près de 13.500. Par ailleurs nous publions le relevé de l'état-civil de la plupart des villes importantes, parmi lesquelles tous les grands centres (15). En tenant compte de leurs chiffres et de nos recherches dans les départements de l'Hérault, du Gard, de la Lozère, de l'Aveyron, du Cantal et du Puy-de-Dôme, on aboutit à un chiffre total d'environ 24.000 divorces.

On peut en déduire que pour toute la France, le chiffre de

(13) Pétition de Anne-Catherine Waterlot-Bagot à la Législative le 3 février 1792 : « C'est surtout pour le sexe qu'on est convenu d'appeler le plus faible... jusqu'ici soumis aux volontés arbitraires de l'autre, que le divorce est le plus nécessaire, et c'est celui qui abusera le moins de cette liberté ». *Arch. Nat.*, D-III.

(14) Lettre du citoyen Asse, 2 Messidor an IV (21 juin 1796), *Arch. Nat.*, D XXXIX, 4 : « Les femmes particulièrement semblent être autorisées dans leur libertinage et l'expérience démontre que la grande majorité des demandes en divorce est formée par un sexe volage qui ne cesse de jurer une fidélité à toute épreuve ».

(15) Nous n'avons pu nous procurer les statistiques de Tours, Aix-en-Provence, Saint-Etienne, Valenciennes, Le Mans, Douai, Abbeville, Dieppe, Arles, La Rochelle, Poitiers, Le Havre.

30.000 divorces est assez vraisemblable et ainsi s'avère notablement inférieure à la réalité l'hypothèse de 20.000 divorces révolutionnaires, formulée par l'abbé Vidieu au *xix^e* siècle.

De ce nombre une proportion importante est imputable aux circonstances si troublées de l'époque : guerres, révolutions, émigrations, au cours desquelles on enregistra la disparition d'une foule de gens (16).

Certains maris et surtout certaines femmes, ont dû trouver dans l'institution nouvelle le moyen élégant de se défaire en droit d'un lien qui, pensaient-ils, n'existait plus en fait (17).

De plus des conjoints catholiques pouvaient user du divorce pour se séparer, sans intention de remariage et avec l'espoir d'une réunion ultérieure, parfaitement autorisée par la loi.

Les règles nouvelles arrivaient ainsi à reproduire le rôle joué sous l'Ancien Régime par la séparation de corps (18). Mais il ne faut pas s'exagérer l'importance de ces cas d'application conforme au principe d'indissolubilité des textes relatifs au divorce : ils ont été malgré tout assez restreints et il faut reconnaître que par ailleurs le fonctionnement de la loi de 1792 devait trop souvent prêter à la fraude et au scandale.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler de multiples déviations avec les mariages simulés, contractés sous la Terreur et suivis de divorce, le péril écarté (19) ; ou bien encore les divorces simulés de femmes d'émigrés dans le but de sauvegarder les biens du ménage ; les mariages à l'essai des militaires, bientôt rompus au terme convenu ; les dissolutions frauduleuses dans la seule intention de frustrer les créanciers du mari (20).

(16) Cf. l'abondance des dispositions du Code civil de 1804 en matière d'absence : Livre 1^{er}, titre IV, art. 112-143.

(17) A Bédarieux (Hérault), en l'an II, un homme, au moment de se marier, essuie un refus de la part de l'officier d'état-civil auquel il avait été « *dénoncé* » par l'agent national comme étant encore engagé dans les liens d'une union antérieure. Mais prétendant sa première femme morte en Amérique depuis 6 ans, sans toutefois pouvoir en apporter la preuve écrite, il divorce le 9 Messidor an II (folio 15), sur production d'un acte de notoriété, pour absence sans nouvelles de celle-ci, et se remarie dès le 13 Messidor.

De tels cas sont fréquents parmi les divorces pour absence de l'un des conjoints sans nouvelles pendant de longues années. Dans les ports notamment, les femmes des marins perdus en mer pouvaient user de ce mode pour se remarier (Cf. Appendice p. 225, état-civil de Sète).

(17) Cf. Appendice, p. 225. A Béziers, Raymond-Auguste Bousquet et Catherine Ginesté divorcent pour incompatibilité le 22 Vendémiaire an IX, pour se remarier dès le 18 Messidor, moins de 9 mois après. De même à Ambert (p. 244), J.-B. Chelles et sa femme divorcent par consentement mutuel le 7 Brumaire an IX et se remarient le 30 Prairial suivant.

(19) Cf. pétitions Daubian et Villard, et dans un genre un peu différent, le mariage de Mme Récamier.

(20) Cf. Pétition Arnold du Bois, de Rouen, citée p. 124.

La mansuétude légale et administrative (21) était grande ; elle permettait la réalisation des projets les plus immoraux : deux individus, mariés chacun de leur côté, pouvaient divorcer avec la plus grande facilité pour presque immédiatement après, s'unir entre eux (22).

Les considérations pécuniaires jouaient souvent un rôle important. Nous avons déjà vu Favart citer à la tribune des Cinq Cents un divorce étrange dans le but de tourner les dispositions de la loi successorale du 17 Nivôse an II. D'autres espèces ne sont pas moins curieuses.

En voici une, puisée dans le « Miroir » du 6 Pluviôse V : un conventionnel marie sa fille au curé de sa paroisse. Les événements politiques privent cet ecclésiastique de ses émoluments. Le père fait alors divorcer sa fille qui, cette fois, épouse un très vieux et très riche chanoine de la cathédrale de Paris, emprisonné par mesure de sûreté. Cette union le sauve, et ses propriétés, « au lieu d'augmenter les biens nationaux, vont former le patrimoine de la fille du prévoyant député ».

Ailleurs, un tout jeune homme de 18 ans épouse une femme de 51 qui, par contrat de mariage, lui fait une donation universelle. Mais, frustrés de son héritage, les frères de cette femme la persuadent de demander le divorce pour incompatibilité d'humeur, à la grande indignation du jeune époux qui adresse aussitôt une pétition aux Cinq Cents contre ce mode (23).

D'autres cas, relatés par M. Olivier-Martin, sont plus attristants : un pauvre instituteur, incapable de nourrir sa femme dans les temps de grande disette, se sépare d'elle à l'amiable ; à peine est-elle revenue dans sa famille qu'elle introduit contre lui une instance en divorce pour incompatibilité d'humeur (24). Ail-

(21) Dans son désir ardent de tout simplifier, le législateur révolutionnaire était allé trop loin, notamment en ce qui concerne la pratique des actes de notoriété. Le divorce pour absence de 5 ans, puis, après le décret du 4 Floréal II, pour séparation de plus de 6 mois, s'obtient trop facilement : sur présentation d'un acte de notoriété, contresigné de 6 personnes et délivré sans garanties suffisantes.

Les Révolutionnaires avaient en effet une si bonne opinion de leurs semblables qu'ils n'avaient pas hésité à rompre avec la méfiance des anciennes Ordonnances à l'égard de toutes les déclarations testimoniales. Mais sous leur régime, les subornations de témoins devenaient possibles, dans les grandes villes surtout.

(22) Cf. Pétition des Administrateurs de la commune de Bapaume, 6 Messidor IV (25 juin 1795) ; Lettre du citoyen Tardy, officier de santé à Rochefort, 25 Thermidor an IV (13 août 1796), publiées aux *Arch. Nat.*, D-XXXIX-4.

(23) Pétition Vial d'Embrun, le 20 Germinal an IV (10 avril 1796), même source.

(24) Pétition de Guérin, instituteur, 18 Frimaire an V (9 décembre 1796). *Arch. Nat.*, D. - XXXIX - 5.

leurs, un rentier ruiné par la banqueroute des 2/3 ne peut satisfaire aux goûts de dépense de sa jeune épouse : elle demande le divorce (25).

Enfin il arriva bien souvent aux femmes de profiter de l'absence aux Armées de leur mari, « Défenseur de la République », pour mener à bien une instance en divorce (26).

Nous connaissons déjà les protestations soulevées par la fréquence des divorces à Paris sous le Directoire : ce fut, suivant l'expression de Bonald, quelques années plus tard, une véritable « polygamie successive » (27). Les « jeunes veuves », c'est-à-dire les femmes divorcées, étaient nombreuses dans cette société frivole et corrompue, décrite par les Goncourt dans leur « Histoire de la Société française sous le Directoire ».

Le mal atteint toutes les classes sociales (28), même les plus élevées (29), et on divorce d'autant plus facilement que, nous l'avons déjà dit, des hommes de loi retors s'ingénient à hâter et à

(25) *Miroir* du 16 Frimaire V (7 décembre 1796).

(26) Cf. Pétition de Vuillermet, canonnier au 7^e Bataillon du Jura à Belle-Ile-en-Mer. *Arch. Nat.*, D - III - 361, citée par M. SAGNAC, op. cit., p. 427 :

« Il y a deux ans que je suis au service de la République. Mes parents m'ont fait savoir que ma femme leur avait signifié son divorce il y a environ un mois, et c'est ce qui les met dans un chagrin mortel... Son divorce a été intenté sur l'incompatibilité d'humeur et de caractère. Je vous prie de me dire ce que vous pensez de cela. Faudra-t-il donc si parmi les personnes alliées ensemble, il s'en trouve une qui soit à demi toquée, que pour des riens l'on se sépare ? Il en résulterait, Citoyens, des maux sans fin. Vous me ferez donc savoir ce que vous pensez à ce sujet ».

Dans l'émotion profonde et l'indignation de Vuillermet se reflète la croyance, ancrée depuis plus de 10 siècle chez les Français, que le mariage doit être un état stable et solidement noué entre les conjoints.

(27) Cf. Pétition ARTHON, instituteur, 5 Thermidor IV (24 juillet 1796) : « Je demande à la France entière si l'on n'a pas déjà vu des particuliers réclamer 3 fois le privilège du divorce depuis que cette loi est en exécution ».

A Aurillac et Clermont-Ferrand nous avons rencontré des individus se remariant en troisièmes noces, après 2 divorces successifs (Cf. appendice p. 239 et 240). Par ailleurs on assiste à des convols entre divorcés : Cf. à Montpellier, mariage de Pierre-Auguste Banne avec Diane Colondre, le 8 Germinal III (appendice p. 233) ; à Riom remariage de Michel Charbonnier et Marie Laronde, en l'an II et III (appendice p. 244).

(28) Dans l'Hérault, il nous est apparu que les 2/3 des divorcés étaient de condition modeste. Il est toutefois difficile de fournir sur ce point de très grandes précisions parce que les professions ne sont souvent pas indiquées par les actes ou bien encore, sous la Terreur, elles sont dissimulées ou travesties par précaution.

(29) Cf. *Miroir* du 16 Floréal V (6 mai 1797) : Après 40 ans de mariage, une comtesse divorce pour incompatibilité d'humeur devant son ancien domestique devenu officier d'état-civil et « qui, d'un seul mot, a annulé un contrat signé par le roi, la reine, les princes et toute la Cour ». Rapporté par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., p. 170.

Thérèsia Cabarrus, la célèbre « Merveilleuse », divorça deux fois : une première au début de 1793, d'avec le marquis de Fontenay, pour épouser à la fin de 1794 le Conventionnel Tallien ; une seconde, en 1801, d'avec celui-ci, pour convoler une dernière fois, en 1805, avec le prince de Chimay.

simplifier les procédures en déformant le sens des textes (30) et que les officiers d'état-civil, souvent peu instruits, négligent les dispositions légales (31), à tel point que l'on en vit célébrer des mariages incestueux (32) ou nuls du fait de la bigamie d'un des conjoints (33).

Pouvaient-ils d'ailleurs être très encouragés à remplir très exactement leurs fonctions, puisque, s'il faut en croire le citoyen Louis Lambin (34), l'un d'eux qui avait refusé de marier une femme encore engagée dans les liens d'un premier mariage, s'était vu dénoncer pour ce fait au Tribunal du Département ?

Le désordre des mœurs et l'anarchie administrative se font alors très exactement pendant. Un travail de mise au point des institutions s'impose, aussi bien dans le domaine civil que politique.

Ce sera l'œuvre de Bonaparte et du Consulat, après le coup d'Etat des 18 et 19 Brumaire VIII (7 et 8 novembre 1799).

(30) Cf. Lettre de Bénézech, ministre de l'intérieur, le 18 Prairial an IV (7 juin 1796) ; pétition Declère, le 10 Thermidor an IV (29 juillet 1796), citée par M. OLIVIER-MARTIN, op. cit., p. 250. Les arbitres sont considérés comme de simples témoins. Ils sont pris parmi les « amis » des parties, alors que la famille ignore parfois tout de la procédure engagée (Voir plus haut p. 129, note 23).

(31) Dans l'Hérault, nous avons relevé plusieurs cas d'application tardive et abusive du décret du 4 Floréal II : plusieurs années après sa suspension, en l'an VII, VIII, à Béziers, à Sète, à Saint-Gervais-sur-Mare, des officiers d'état-civil déclarent encore les mariages dissous sur la simple présentation d'actes de notoriété affirmant que les époux vivent séparés de fait depuis plus de 6 mois. Cf. Annexes, pièces n° 13, 14, 15 et 16.

(32) Circulaire du Ministre de l'Intérieur le 26 Fructidor an IV (13 septembre 1796).

(33) *Observations* du juge BEXON (*Arch. Nat.*, D - XXXIX - 8) : 3 bigames furent traduits à une seule session du tribunal de la Seine et condamnés à des peines sévères.

Nous avons déjà vu p. 119 la supplique adressée à la Convention, le 6 Floréal II (24 avril 1794) par Jacques-Philippe Dhenin, condamné pour ce crime à 12 ans de fers.

(34) Lettre du 1^{er} Thermidor V (20 juillet 1797). *Arch. Nat.*, D - XXXIX - 5.

CHAPITRE VII

LA RÉFORME DU DIVORCE PAR LE CODE CIVIL SON ABOLITION PAR LA LOI DU 8 MAI 1816

L'une des préoccupations dominantes du nouveau régime fut de mener à bien l'œuvre de codification, toujours tentée sans jamais aboutir par les Assemblées précédentes. Du moins les textes abandonnés purent-ils utilement servir.

Le 30 Frimaire an VIII (21 décembre 1799), six semaines après le coup d'Etat, un nouveau projet était présenté à la Commission législative substituée au Conseil des Cinq Cents (1). C'est le projet Jacqueminot, du nom de son principal auteur, qui s'était d'ailleurs borné à puiser dans les travaux précédents en en modifiant toutefois sensiblement l'esprit. Aussi ne leur épargnait-il pas les critiques, mais en termes très modérés, car Cambacérès était Ministre de la Justice avant d'être nommé Consul en remplacement de Sieyès (2).

Le rapport préliminaire insistait sur la nécessité de couper court au scandale des divorces continuels. Suivant une formule déjà usitée en l'an III (3), le mariage était défini : « Une union per-

(1) Cf. FENET, *Travaux préparatoires du Code civil*, Tome I, page 527.

(2) « Les projets de la Convention portent trop l'empreinte du temps. Leur rédacteur, quoique sage, fut obligé de payer tribut aux erreurs qui l'assiégeaient. Il a reconnu lui-même la nécessité de retoucher plusieurs parties de son ouvrage. »

(3) Cf. plus haut page 127.

pétuelle dans l'intention des parties, dissoluble dans certains cas déterminés par la loi. » La règle c'est l'indissolubilité, le divorce étant l'exception. Aucun titre spécial ne lui était d'ailleurs consacré.

De par son insignifiance même, le projet Jacqueminot passa à peu près inaperçu.

Puis fut promulguée la Constitution nouvelle de l'an VIII, établissant un mécanisme législatif inédit : les textes, préparés par le Conseil d'Etat à la demande du gouvernement, étaient discutés par le Tribunat indiquant son opinion par un simple vœu d'acceptation ou de refus. Il appartenait enfin au Corps législatif de voter ou de repousser le projet, sans en avoir débattu lui-même, mais après avoir entendu l'exposé de trois Conseillers d'Etat, commissaires du gouvernement, et de trois tribuns, porte-paroles des sentiments de leur Assemblée.

C'est ce processus complexe, mais bien agencé, qui fut mis en œuvre pour l'élaboration des lois civiles nouvelles.

Le 24 Thermidor an VIII (9 août 1800), un arrêté des Consuls nommait une Commission de 4 membres chargés d'élaborer un projet de Code civil : Tronchet, Président du Tribunal de Cassation, Malleville, Juge et Bigot de Préameneu, commissaire du gouvernement au dit Tribunal, et enfin Portalis, commissaire du gouvernement près du Tribunal des Prises.

Ils se préoccupèrent d'abord de l'état des personnes. Le divorce y venait après le mariage, en sixième lieu. Chose curieuse, tous les quatre lui étaient plus ou moins hostiles. Ce fut Portalis qui rédigea les textes en notre matière.

Il se montrait extrêmement prudent et modéré : le mariage est une institution de droit naturel, perpétuelle par sa destination : la procréation et l'éducation des enfants. Toutefois, l'indissolubilité absolue n'étant possible « que dans une société d'hommes sages et vertueux », il y avait lieu de tenir compte des faiblesses et des passions du plus grand nombre, en établissant à l'usage des époux irréductiblement séparés un divorce sévèrement réglementé, utile à l'Etat en ce qu'il permettrait de remplacer les unions dissoutes par d'autres, plus heureuses sans doute, et peut-être fécondes. Trois millions de protestants sur trente-six millions de Français admettaient d'ailleurs le divorce et il fallait, en vertu du principe de liberté de conscience, très à la mode sous le nouveau régime pacificateur des esprits, que la loi civile le mette à leur disposition.

Sur ces bases, Portalis proposait un divorce fort étroit. Le motif d'incompatibilité qui avait engendré « un libertinage pour ainsi dire régulier et menaçant de remplacer le mariage », était banni avec le divorce par consentement mutuel ; le rapporteur esti-

mant en effet que le mariage n'était pas une société d'intérêts privés puisque des tiers : l'Etat et les enfants, étaient intéressés à sa conservation, il en résultait que le « mutuus dissensus » des parties ne pouvait à lui seul rompre le lien.

Seuls étaient admis quelques motifs déterminés, le rétablissement de la séparation de corps n'étant pas prévu.

Quant aux procédures de divorce, elles étaient enlevées aux Tribunaux de famille et confiées aux juridictions de droit commun (4).

Vers la fin de l'année 1800, ces dispositions furent avec le reste du projet de Code civil, soumises aux observations du Tribunal de Cassation et des Tribunaux d'Appel.

Elles rencontrèrent en général leur approbation.

Seuls le Tribunal de Cassation, et encore après une discussion excessivement confuse, et les Tribunaux de Paris et de Rouen, les deux métropoles du divorce, réclamèrent le maintien du mode d'incompatibilité, mais avec de telles conditions et formalités que l'usage en était rendu à peu près impraticable. Enfin, le Tribunal de Douai aurait souhaité l'extension des motifs déterminés de divorce.

Au contraire toutes les autres juridictions consultées firent montre de tendances restrictives. C'est ainsi que Limoges voudrait imposer aux conjoints divorcés un stage de cinq ans avant le remariage, tandis que Caen et Bourges suspectent fort le motif d'abandonnement, inséré au projet, dans lequel ils entrevoient la possibilité d'une collusion frauduleuse entre les époux.

Ces vœux caractérisent bien l'attitude générale de l'opinion publique vis-à-vis du divorce : on n'en est plus du tout à le considérer comme un bien, mais comme un remède plein d'inconvénients parce que d'un maniement particulièrement délicat. Méfiance, voire même hostilité, tels sont au début du XIX^e siècle, les sentiments presque unanimes des Français à l'égard du divorce.

Les Tribunaux de Riom et de Montpellier vont même jusqu'à réclamer son abolition. Le premier le déclare incompatible avec le principe admis de la perpétuité du mariage et présente son opinion comme l'expression du « vœu le plus général des citoyens de son ressort » ; le second n'hésite pas à donner à sa consultation un fondement religieux : « Le dogme qui réprouve la dissolution du plus saint des contrats, écrit-il, a jeté les plus profondes racines dans

(4) C'était consacrer l'habitude qui s'était vite introduite sous le régime de la loi de 1792, de porter devant les tribunaux de district toutes les causes délicates : à Montpellier, à partir de l'an IV ou V, tous les divorces pour motifs déterminés sont prononcés par cette juridiction, composée de juristes plus compétents et malgré tout plus expéditifs que les parents garnissant les tribunaux de famille.

le cœur et dans l'esprit des Français ; il domine toujours leur raison quoique la religion qui l'établit ait cessé d'être dominante en France. Le mépris et l'indignation générale vengeront toujours les mœurs de l'outrage qui leur sera fait au nom des lois, et l'opinion publique, plus révoltée du remède que du mal, condamnera sans ménagements les époux divorcés dont les Tribunaux auront couronné les désirs » (5).

C'était aussi une préoccupation d'ordre confessionnel, inspirée du souci de respecter la liberté de conscience, qui portait les Tribunaux de Toulouse, Agen et Nîmes, dont les ressortissants étaient très attachés à leur foi catholique, à solliciter le rétablissement à côté du divorce de l'antique institution de la séparation de corps et d'habitation.

Le catholicisme connaît alors, grâce à la cessation des dernières persécutions et à l'avènement du nouveau régime, une très vive renaissance qui s'accroîtra encore après la signature à Paris, le 15 août 1801, du nouveau Concordat, dont le préambule reconnaissait que « la religion catholique, apostolique et romaine était celle de la grande majorité des citoyens français ».

Ce renouveau survenant à l'instant même où s'engageaient les discussions sur le maintien ou l'abolition du divorce dans nos lois codifiées, suscitèrent l'éclosion de nombreuses brochures favorables au second parti.

La plus connue est celle de Charles de Bonald (6). La meilleure partie de cet ouvrage est celle où l'auteur dénie au mariage le caractère d'un simple contrat d'association pour démontrer que, contrairement aux affirmations si souvent produites et comme l'avaient déjà souligné après Montesquieu, Sédillez, Mailhe et Siméon, le divorce était loin d'être une institution favorable aux femmes : « La société domestique, écrit-il, n'est point une association de commerce où les associés entrent avec des mises égales et d'où ils puissent se retirer avec des résultats égaux. C'est une société où l'homme met la protection de la force, la femme les besoins de la faiblesse ; l'un le pouvoir, l'autre le devoir ; société où l'homme se place avec autorité, la femme avec dignité ; d'où l'homme sort avec toute son autorité, mais d'où la femme ne peut sortir avec toute sa dignité : car de tout ce qu'elle a porté dans la société, elle ne peut en cas de dissolution reprendre que son argent. Et n'est-il pas souverainement injuste que la femme, entrée dans la famille avec la jeunesse et la fécondité, puisse en sortir avec la stérilité et la vieil-

(5) Cité par André MOLLIÉ, « La question du divorce », *Thèse de droit*, Dijon 1930, page 16, d'après André Nougarié, Baron de Fayet : « De la législation sur le mariage et le divorce ».

(6) *Du divorce*, Paris 1801.

lesse et que, n'appartenant qu'à l'état domestique, elle soit mise hors de la famille à qui elle a donné l'existence, à l'âge auquel la nature lui refuse d'en former une autre ? »

Conclusion : « Le mariage n'est pas un contrat ordinaire puisqu'en le résiliant les deux parties ne peuvent se mettre au même état où elles étaient avant de le former. Je dis plus : et si le contrat est volontaire lors de la formation, il ne peut plus l'être, il ne l'est presque jamais lors de sa résiliation, puisque celle des deux parties qui a manifesté le désir de le dissoudre ôte à l'autre toute liberté de s'y refuser et n'a que trop de moyens de forcer son consentement. » (7)

Et si l'on invoque ces situations conjugales intolérables auxquelles il n'apparaît d'autre issue que le divorce, de Bonald répond avec Mme Necker, que ce sont là des exceptions non susceptibles d'influencer la règle générale.

Des idées assez analogues se retrouvent dans les deux longues brochures de Nougarede (8). La conception d'un mariage purement contractuel est, selon lui, d'autant plus critiquable qu'il n'y a pas égalité au point de vue du divorce entre l'époux catholique et son conjoint irrégulier. Le contrat n'est plus « synallagmatique au point de vue des effets », puisque, « tandis que l'époux irrégulier peut à son gré rompre le mariage, l'époux fidèle à sa croyance se trouve, à moins qu'il ne la sacrifie à ses passions, engagé seul dans des nœuds indissolubles ».

Mallevillé enfin, l'un des commissaires rédacteurs du projet de Code civil, publia un bref opuscule (9) pour combattre le divorce auquel il avait déjà fait, au sein du Tribunal de Cassation, une très vive opposition. Partisan d'un droit familial autoritaire à la romaine, basé sur les puissances maritale et paternelle, il soutient que le divorce, enlevant tout le respect dû au mariage, porte à la famille un coup mortel. De plus c'est un remède facile qui induit les parties à s'engager dans les liens conjugaux sans la réflexion suffisante : « La fureur du divorce ne discontinue pas depuis dix ans, écrit-il, mais il ne s'exerce plus aujourd'hui sur les mariages contractés avant que la nation eût acquis cette triste faculté, c'est sur des unions formées depuis, qu'il s'opère avec la licence la plus effrénée; c'est relativement aux mariages même contractés sur un premier divorce, c'est quelquefois sur des mariages formés depuis huit jours qu'il est réclamé » (10). A l'appui de ses affirmations Mallevillé cite

(7) Op. cit., chap. XI.

(8) *De la législation sur le mariage et sur le divorce*, Paris, an X. — *Histoire des lois sur le mariage et sur le divorce*, Paris an XI.

(9) *Du divorce et de la séparation de corps*, Paris 1801.

(10) On en vient aux mœurs d'Otaïti décrites par Diderot.

les chiffres élevés des divorces à Paris pour l'époque contemporaine.

Il semble bien que l'auteur traduise des aspirations générales et que, comme l'écrivait le « Journal des Débats » (11), « le peuple français, loin de soupirer après une législation si favorable aux passions, ait regretté presque à l'unanimité ce relâchement et cette condescendance » de nos lois civiles à l'égard du divorce.

Il est d'ailleurs assez symptomatique que tous les ouvrages alors publiés sur la question (12) soient défavorables à l'institution (13), à une seule exception près : la brochure du citoyen Chevalier, défenseur officieux (14), qui prétend encore défendre le mode d'incompatibilité au nom de l'inaliénabilité de la liberté individuelle (15). Or, comme l'observe M. Olivier-Martin, « ce n'était guère le moment de parler de liberté individuelle en pleine renaissance des maximes autoritaires ».

Jusque sur le terrain du plus pur sentimentalisme, le principe de l'unité conjugale trouvait en Chateaubriand un éloquent défenseur (16) : « Ne donnons point à l'hymen les Ailes de l'Amour, s'écriait-il, ne faisons point d'une simple réalité un fantôme volage. Une chose détruira encore votre bonheur dans vos liens d'un instant : vous y serez poursuivis par vos remords, vous comparerez sans cesse une épouse à l'autre, ce que vous avez perdu à ce que vous avez trouvé ; et, ne vous y trompez pas, la balance sera toute en faveur des choses passées : ainsi Dieu a fait le cœur de l'homme. Cette distraction d'un sentiment par un autre empoisonnera toutes vos joies. Caresserez-vous votre nouvel enfant ? Vous songerez à celui que vous avez délaissé. Presserez-vous votre femme sur votre cœur, votre cœur vous dira que ce n'est pas la première. Tout tend à l'unité dans l'homme : il n'est point heureux s'il se divise ; et comme Dieu, qui le fit à son image, son âme cherche sans cesse à concentrer en un point le passé, le présent et l'avenir ».

Telle était l'atmosphère, très favorable à l'indissolubilité, dans laquelle se déroulèrent les discussions sur la place qu'il convenait de faire au divorce dans le nouveau Code civil.

(11) N° du 10 Germinal an X (31 mars 1802).

(12) Cf. *Polémiques de Presse sur l'institution du divorce (an IX-an XI)* par Henri HAYEM, chez Rousseau 1910.

(13) Cf. notamment les *Réflexions sur le divorce* d'ALÉA, qui s'applique encore à réfuter l'ouvrage d'HENNET, et le livre d'AGIER : *Du mariage dans ses rapports*, d'après lequel le mariage doit être un contrat civil indissoluble.

(14) *Objections aux articles du projet de Code civil relatifs au divorce*. 1801 - Arch. Nat. A D - II 33.

(15) « Des femmes esclaves n'eussent point inspiré de courage, écrit-il, des femmes libres firent des héros. »

(16) *Génie du Christianisme*, édition de 1828, page 43.

Le 14 Vendémiaire an X (3 Octobre 1801), Portalis présentait au Conseil d'Etat son projet avec les observations des tribunaux consultés. Les débats ne tardèrent pas à mettre aux prises les deux partis opposés : celui des traditionalistes, sourdement hostiles au divorce, et celui des novateurs, encore imbus des maximes révolutionnaires et bien décidés à faire admettre le divorce en termes suffisamment larges.

Comme en toutes les autres matières, le Code napoléonien fit œuvre de transaction, mais on peut néanmoins se demander quelle aurait été la latitude abandonnée au divorce si les derniers n'avaient pas reçu dans leur effort l'appui décisif du Premier Consul. Ce fut en effet l'un des points sur lesquels la volonté de Bonaparte pesa très nettement sur l'issue finale.

On peut en être surpris au premier abord. De par ses tendances autoritaires qui en tout lui firent introduire une sévère discipline, il devait être naturellement porté à considérer d'un œil favorable l'indissolubilité du mariage, lui qui était bien décidé à en faire, suivant le vœu de Malleville, une société domestique à la romaine fortement organisée sous l'autorité maritale.

Ce point de vue trouve une confirmation dans les « Mémoires » du Conseiller d'Etat Thibaudeau, où les discussions sont rapportées sous leur jour véritable, d'une manière beaucoup plus colorée et intéressante que dans le pâle procès-verbal officiel. Voici d'après cette source digne de foi les opinions profondes de Napoléon sur le divorce : « Le divorce, dit-il, devait être dans notre législation ; la liberté des cultes le réclamait ; mais ce serait un grand malheur qu'il passât dans nos habitudes. Qu'est-ce qu'une famille dissoute ? Que sont les époux qui après avoir vécu dans les liens les plus étroits que la nature et la loi puissent former entre des êtres raisonnables, deviennent tout à coup étrangers l'un à l'autre, sans pouvoir néanmoins s'oublier ? Que sont des enfants qui n'ont plus de père, qui ne peuvent confondre dans les mêmes embrassements les auteurs désunis de leurs jours ; qui, obligés de les chérir et de les respecter également, sont pour ainsi dire forcés de prendre parti entre eux ; qui n'osent pas rappeler en leur présence le déplorable mariage dont ils sont les fruits ! Oh ! gardons-nous d'encourager le divorce ! De toutes les modes, ce serait la plus funeste ! N'impri-mons pas le sceau de la honte à l'époux qui en use, mais plaignons-le comme un homme à qui il est arrivé un grand malheur. Que les mœurs repoussent la triste nécessité que la loi n'a pu refuser aux époux malheureux ! »

Ailleurs il lui paraît nécessaire de réfréner les velléités d'indépendance de nombreuses femmes, encouragées par la vague de féminisme révolutionnaire : « L'adultère est devenu très commun,

dit-il, c'est une affaire de canapé... Il faut donc un frein aux femmes qui sont adultères pour des clinquants, des vers, Apollon, les Muses... (17). Or, si vous admettez le divorce pour incompatibilité de caractère, vous ébranlez le mariage ; au moment de le contracter, on le sentira fragile ; ce sera comme si l'on disait : Je me marie jusqu'à ce que je change d'humeur. Ne prodiguez pas non plus les cas de nullité, car le mariage fait il est grave de le défaire... »

Bonaparte considérait donc le divorce avec défaveur (18). Si néanmoins il se joignit à ses partisans au Conseil d'Etat, de même que peu après il devait soutenir l'adoption, ce fut probablement par intérêt personnel. Déjà le Premier Consul songeait à rendre son pouvoir héréditaire. Or son union avec Joséphine de Beauharnais, contractée depuis plus de sept ans, était restée stérile. Sans doute pensait-il déjà y mettre fin. Il fallait qu'une telle démarche fût admise par les lois civiles.

Peut-être faut-il aussi y voir une dernière teinte du Jacobinisme qui, en son temps, avait trouvé dans le jeune officier corse un adepte plein d'enthousiasme. Il considérait encore comme barbare d'enchaîner à toujours deux êtres remplis d'aversion l'un pour l'autre.

Quoi qu'il en soit, Bonaparte finit par imposer ses opinions à la majorité des Conseillers d'Etat, qui, dès l'abord, avait cependant pris parti contre lui.

Certes personne ne s'était enhardi jusqu'à réclamer la suppression complète du divorce. Tronchet seul, osa manifester quelques scrupules de principe, alors que Portalis, pourtant peu favorable, qualifie le divorce de faculté de droit naturel (19). Il s'élève toutefois contre la théorie si souvent produite dans les Assemblées révolutionnaires, de l'inaliénabilité de la liberté individuelle. C'est au nom d'une liberté nouvelle, constamment invoquée après le Concordat et les accords avec les Eglises Réformées : la liberté des cultes, qu'il entend maintenant justifier le maintien du divorce dans nos lois : du moment que certaines religions l'autorisent, il faut,

(17) Nous sommes loin des paroles d'AUBERT-DUBAYET le 30 août 1792 : « Il est temps de voir les maris se courber sous la justice universelle... »

(18) Par l'article 7 des Statuts Organiques du 30 novembre 1806, il devait l'interdire aux Princes de sa maison, ne leur permettant que la séparation de corps. « La famille impériale est trop auguste, écrit LOCRÉ (*Esprit du Code Civil*), pour avoir besoin du divorce, institution qui discrédite forcément ceux qui en font usage ».

(19) « Le besoin de la langue a seul fait admettre cette expression : permettre, autoriser le divorce. A parler exactement, la loi civile ne le permet, ni ne l'autorise ; elle se borne à prévenir l'abus. Elle ne donne pas une liberté que tous tiennent de la nature ; elle ne parle que pour la restreindre et la circonscrire dans des limites qui ne pourraient être franchies sans que la société fut troublée ». (Conseil d'Etat, procès-verbal du 14 Vendémiaire an X).

dit-il, que les lois civiles le mettent à la disposition de leurs adhérents.

Il est bien clair qu'un tel raisonnement est éminemment contestable puisqu'il conduirait à l'introduction en France d'institutions très contraires à nos mœurs, comme la polygamie, sous le fallacieux prétexte que quelques-uns de nos compatriotes ont cru bon de se rallier à une doctrine religieuse qui les admet (20).

Mais le divorce ainsi justifié ne rencontrant pas d'opposition avouée, la bataille se livra entre ses partisans et ses adversaires sur les limites qu'il convenait de lui assigner.

« Les uns s'inspiraient des principes traditionnels sur la perpétuité idéale du mariage à laquelle seul un divorce strictement réglementé devait faire échec dans les situations désespérées. C'était notamment Portalis, Malleville, Tronchet, Bigot de Préameneu, les quatre rédacteurs du projet initial, et avec eux Boulay

« Les autres, s'inspirant des principes révolutionnaires, veulent un divorce plus facile, complément nécessaire du mariage, accordé à la suite d'un consentement mutuel ou pour cause d'incompatibilité d'humeur, avec plus ou moins de précautions. Ce sont Berlier, Emmercy, Regnaud de Saint-Jean-d'Angely, Thibaudeau, Cambacérès. » (21)

Les premiers s'appuient sur les tendances restrictives certaines de l'opinion publique, clairement exprimées par les Tribunaux d'Appel. Ils se prévalent des scandales de la loi de 1792, venant d'ailleurs corroborer l'expérience romaine.

Les seconds soutiennent que ces abus auraient été évités par une réglementation plus sage. Sous une forme maintenant voilée, ils invoquent toujours, avec Berlier, l'inaliénabilité de la liberté individuelle et prétendent encore que le divorce sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur permet d'éviter des débats pénibles, désastreux pour l'honneur familial, en mettant au contraire fin très dignement à une union malheureuse.

La discussion fut longue et confuse (22). Un projet Boulay concrétisant les vœux des adversaires d'un divorce trop large, fut péniblement adopté. Il rejetait le divorce par consentement mutuel et le mode d'incompatibilité.

C'est alors qu'intervint le Premier Consul. Il proclame bien, certes, que le mariage est une union perpétuelle dans l'intention des

(20) C'est le point de vue diamétralement opposé qu'avait soutenu en 1758, au cours du procès Borach-Lévy, l'avocat général Séguier : « Même si la religion catholique venait à permettre le divorce, l'Etat devrait rejeter une institution aussi contraire à ses intérêts politiques et sociaux.

(21) OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, page 212.

(22) Commencée le 14 Vendémiaire an X (6 octobre 1801), elle se prolonge les 16, 24 et 26 Vendémiaire, 4 Brumaire (8, 16, 18 et 26 octobre 1801) 6, 14 et 16 Nivôse an X (27 décembre 1801, 4 et 6 janvier 1802).

parties, qu'il doit être impossible de rompre par une simple allégation unilatérale et peut-être fantaisiste d'incompatibilité de caractère. Mais, à l'inverse, il faudrait tenir compte de « l'incompatibilité constatée par le consentement mutuel des parties et basée sur des faits soumis à l'appréciation de la famille. » Cette dernière interviendrait ainsi lors de la dissolution du mariage, pour en vérifier les fondements, de même que lors de la célébration, pour sanctionner le choix réciproque des époux.

Cette thèse remporta un premier succès lorsqu'il fut admis « que les sévices seront réputés prouvés quand il y aura consentement mutuel des époux. » Puis sous prétexte de mettre de l'ordre dans une discussion qui s'éternisait, Bonaparte fit rédiger par Emmerly des « bases » très sensiblement différentes du projet Boulay précédemment adopté par le Conseil d'Etat, puisqu'elles admettaient comme cause de divorce le consentement mutuel des époux, accompagné il est vrai, d'épreuves destinées à faire ressortir l'incompatibilité absolue de leurs caractères.

De nouveaux débats s'engagent alors, à l'issue desquels Cambacérès, secondant les vues de Bonaparte, profite de la lassitude générale pour enlever le vote d'un texte introduisant le divorce par le consentement mutuel pur et simple. Les « antidivorciaires » parvinrent seulement à entourer cette institution de précautions et de garanties, telles que la complication de la procédure et la nécessité de l'autorisation des parents.

Le divorce était donc possible d'après les articles du projet : d'abord pour quelques motifs déterminés et, en second lieu, par la réalisation du consentement mutuel des époux, celui-ci étant une combinaison du divorce révolutionnaire de ce nom et du mode d'incompatibilité. A la vérité, c'était surtout de ce dernier que tenait le divorce par consentement mutuel du Code civil. Comme l'écrit M. Coulon (23) : « Beaucoup pensaient encore qu'il existait des natures délicates, sensibles, qui, obligées de recourir au divorce, éprouveraient une répugnance invincible à mettre le public dans la confidence des troubles secrets de leur foyer domestique. On crut qu'en dehors de la preuve directe des causes du divorce, il y avait d'autres moyens d'établir l'existence réelle de ces causes. On jugea qu'on pouvait atteindre ce but en exigeant, outre le consentement des époux, des garanties de temps et des formalités si nombreuses et telles qu'elles ne laisseraient aucun doute sur l'existence réelle d'une cause sincère de divorce. » (24).

(23) COULON, *Le divorce et la séparation de corps*, Tome I, page 193.

(24) C'est là, très exactement rapportée, l'opinion du Premier Consul qui espérait ainsi éviter presque toutes les poursuites en adultère et nombre de scandales.

Mais en même temps qu'il sauvegardait le divorce, le projet de Code civil, par un complément à la rédaction première de Portalis, réintroduisait dans nos lois la séparation de corps, à la demande des modérés et des catholiques et conformément aux réclamations de plusieurs tribunaux d'appel. Cette mesure apparaissait en effet conforme au respect de la liberté de conscience (25) : on ne pouvait sans violer celle-ci contraindre les époux catholiques malheureux à user du divorce, interdit par leur religion sous les peines spirituelles les plus sévères. Il fallait leur procurer le seul remède autorisé par leur foi.

Ce ne fut pas néanmoins sans discussions animées que fût admis le principe de ce rétablissement. Comme sous l'Ancien Régime, on reprocha à la séparation de condamner les époux à un célibat perpétuel. Mais surtout, les préjugés révolutionnaires étaient encore vivaces chez beaucoup. Il leur semblait qu'une telle satisfaction accordée au catholicisme fût le prélude d'autres concessions nouvelles et plus importantes aux idées anciennes. Enfin cette mesure, dont l'adoption était la conséquence logique de la signature du Concordat, héritait de l'hostilité rencontrée par celui-ci chez les derniers tenants du Jacobinisme anticlérical (26).

La discussion se termina le 22 Fructidor an X (9 septembre 1802), le projet fut définitivement arrêté le 26, et officieusement soumis au Tribunal qui y fit ses observations : il aurait notamment souhaité voir exclure le divorce par consentement mutuel dans les cas où des enfants étaient issus du mariage.

Le 20 Brumaire an XI (11 Novembre 1802), Emmery, se livre devant le Conseil d'Etat à une analyse des modifications demandées par le Tribunal. La rédaction dernière est alors arrêtée et, le 19 Ventôse an XI (10 mars 1803), elle est transmise au Corps Législatif qui, conformément aux règles constitutionnelles, la communique officiellement pour avis au Tribunal.

Le 27 Ventôse (18 mars 1803), au nom de la Section de Légis-

(25) LOCRÉ, op. cit. « Le respect pour la liberté des cultes étant le motif qui a fait introduire le divorce, on conçoit qu'il n'ait pu entrer dans l'esprit du législateur de blesser d'un autre côté cette même liberté ». Le procès-verbal de la discussion au Conseil d'Etat s'exprime d'ailleurs ainsi : « On peut assurer que la séparation est dans le vœu de la grande majorité du peuple français. Elle lui est dictée par le sentiment de sa propre religion, qui a consacré l'indissolubilité du mariage. Elle a même, abstraction faite de toute idée religieuse, une base respectable dans un sentiment noble et généreux qui fait que l'on veut obéir à la foi donnée lors même que la personne à qui l'on a juré une éternelle fidélité, y manque de son côté, et c'est sans doute d'après ces motifs que cette séparation facultative est admise même dans les pays protestants, où le divorce n'est pas en opposition avec la religion ».

(26). Au sortir du premier *Te Deum officiel* à Notre-Dame après le Concordat, le Général Delmas déclare au Premier Consul : « C'est une belle capucina. Il n'y manque qu'un million d'hommes qui ont été tués pour détruire ce que vous rétablissez ». Cf. MALET, *Histoire de 1789 à 1848*, page 259.

lation de cette Assemblée, Savoye-Rollin présente un rapport favorable : il fait le procès de la loi de 1792, loi de persécution destinée à poursuivre le culte catholique jusque « dans les derniers replis des consciences » des fidèles puisque, à la suite de l'abolition de la séparation de corps, le seul recours offert à leurs infortunes était un remède contraire à leur foi. Par ailleurs, on avait prodigué de si larges issues à la rupture du mariage, que celui-ci était devenu « la proie de toutes les passions licencieuses du cœur humain » (27).

Conclusion : « Il faut plier cette loi à des réformes que réclament à la fois les mœurs et les consciences », pour sauvegarder le mariage, « cette institution fondamentale des sociétés humaines..., dont aucun peuple, d'une civilisation commencée ou achevée, n'a jamais méconnu le caractère de perpétuité. »

Seul Carion-Nisas combattit le projet, se livrant à une charge violente contre le divorce, en faveur de l'indissolubilité. Il s'étendit longuement sur les abus et les scandales du divorce révolutionnaires et cita à l'appui quelques chiffres éloquentes, mais sans doute un peu exagérés, sur l'usage qui en avait été fait à Paris au cours des années précédentes (28). Mais il s'attaqua aussi au principe même de l'institution, s'efforçant de prouver par des exemples historiques :

1° Que le divorce est néfaste au bonheur de l'homme vivant en société ;

2° Qu'il est contraire au bon ordre des empires ;

3° Que tous les peuples qui ont admis le divorce dans leurs lois, l'ont flétri dans l'opinion et dans les mœurs ;

4° Qu'en particulier la loi proposée était en contradiction avec l'esprit et l'existence des lois les plus chères au peuple français ;

5° Qu'elle était en contradiction avec elle-même, le but et les principes avoués de ses promoteurs.

Il se serait néanmoins résigné à l'admettre dans les cas désespérés, mais alors avec des formalités d'une sévérité inouïe. Les époux auraient d'abord obtenu la séparation de corps. Puis, après quelques années de vie isolée et la réconciliation ne se faisant tou-

(27) « La loi de 1792 avait pour ainsi dire lancé le divorce au milieu de la société contre l'institution même du mariage : elle avait tellement accumulé les moyens de le rompre et abrégé les formes pour y réussir, que si les mœurs n'avaient pas résisté, le divorce serait devenu une condition nécessaire du mariage.

(28) Exemple : pour l'an IX (1800-1801), Carion-Nisas énonce 4.000 mariages et 700 divorces, alors que Malleville, dans l'opuscule analysé plus haut, donne pour les onze premiers mois de la même année les chiffres, qui paraissent plus exacts, de 3.401 mariages et 569 divorces (Pour une année entière on obtiendrait sur cette base 3.711 mariages et 628 divorces).

Par ailleurs il prétend que sur 30 actes de divorces on en trouve 10 dans lesquels l'un des époux ou les deux divorcent pour la seconde fois. Il en conclut, non sans raison parfois : « Ce que l'on prend pour une incompatibilité relative n'est autre chose qu'une insociabilité absolue ».

toujours pas, ils auraient adressé une requête de divorce au Sénat. Les demandes, instruites par le sénateur dans le ressort duquel (Sénatorie) résidaient les pétitionnaires, auraient été finalement admises ou rejetées par une décision du Sénat prenant la forme de Sénatus-Consulte (29).

Mais sa voix ne rencontra pas grand écho (30) et le 28 Ventôse an XI (19 Mars 1803), par 46 voix contre 19, le Tribunat formulait un vœu d'adoption.

La décision définitive restait à prendre par le Corps Législatif. Celui-ci statuait sans discussion, après avoir seulement entendu les orateurs du Gouvernement et ceux du Tribunat.

Pour défendre son projet le Premier Consul désigna Treillard, Emmery et Dumas; quant aux trois tribuns ce furent Gillet, Savoye-Rollin et Pictet. Mais seuls Treillard et Gillet prirent la parole et prononcèrent deux discours très remarquables, qui éclairent fort bien les mobiles du législateur de 1803, si différents de ceux du législateur révolutionnaire.

Treillard surtout, très habilement, sut se dégager de tout dogmatisme et de tout parti-pris pour se placer sur le seul terrain de l'opportunité politique et religieuse.

Il estime que « la question doit recevoir une solution différente suivant le génie et les mœurs des peuples, l'esprit des siècles et l'influence des idées religieuses sur l'ordre politique ».

Aussi « l'autorisation du divorce serait-elle inutile, déplacée, dangereuse, chez un peuple naissant dont les mœurs pures, les goûts simples assureraient la stabilité du mariage, parce qu'elles garantiraient le bonheur des époux » (31), de même qu' « elle serait

(29) Analogie avec la procédure anglaise de divorce avant 1857 : pour rompre un mariage, il fallait un acte du Parlement (Chambre des Pairs), ce qui évidemment rendait les divorces très rares (200 en deux cents ans d'après Carion-Nisas).

(30) Il est intéressant de noter que personne, en dehors de Carion-Nisas (et encore n'était-il pas absolument intransigeant), n'osera préconiser le retour pur et simple à l'indissolubilité absolue de l'Ancien Régime. Il est vrai que les diverses Assemblées du Consulat sont presque entièrement composées (sur 458 parlementaires, 330 venaient des Conseils du Directoire) d'anciens Révolutionnaires qui considéraient le divorce comme une des conquêtes essentielles du nouveau régime. Ils avaient souvent contribué à le faire voter, tels Sédillez tribun en l'an XI, ou même en avaient usé personnellement, comme le Général Serviès, maire de Saint-Gervais et député de l'Hérault au Corps législatif (Cf. annexes, pièces 16 et 17) ; et même s'ils étaient effrayés par l'abus qui en avait été fait, ils hésitaient à se déjuger si vite. Ce sont donc des considérations politiques qui, avec la collaboration intéressée de Bonaparte, sauvèrent le divorce.

(31) C'était aussi l'opinion de Portalis : « Si nous avions à faire à un peuple neuf, je n'établirais pas le divorce », réplique-t-il au Conseil d'Etat au Premier Consul qui voulait lui faire avouer son hostilité à cette institution. Le divorce n'apparaît plus du tout comme un bien en soi, comme « le Dieu tutélaire de l'Hymen », mais comme un moindre mal, un remède dont on souhaite qu'il soit rarement utilisé.

utile, nécessaire, si l'activité des passions et le dérèglement des mœurs pouvaient entraîner la violation de la foi promise et les désordres incalculables qui en sont la suite » ; enfin « elle serait inconséquente chez un peuple qui n'admettrait qu'un seul culte, s'il pensait que ce culte établit d'une manière absolue l'indissolubilité du mariage » (32).

Or quelles sont à ce point de vue les conséquences des principes posés par la Constitution française ?

Tout d'abord, par suite de la sécularisation du droit, « le Code civil ne peut recevoir l'influence d'aucune croyance particulière ». En effet, d'une part « les croyances religieuses diffèrent sur beaucoup de points », et d'autre part « le pacte social garantissant à chaque individu la liberté du culte qu'il professe, nul n'a le droit de s'interposer entre la conscience d'un autre et la divinité. *Le plus sage est celui qui respecte le plus tous les cultes* ».

Conclusion : « La question du divorce doit être envisagée sous un point de vue purement politique, abstraction faite de toute idée religieuse, mais elle doit cependant être décidée de manière à ne gêner aucune conscience, à n'enchaîner aucune liberté ; il serait injuste de forcer le citoyen dont la croyance repousse le divorce, à user de ce remède (33) ; il ne le serait pas moins d'en refuser l'usage quand il serait compatible avec la croyance de l'époux qui le sollicite ».

Et l'orateur pose ainsi le problème à résoudre : « Dans l'état actuel du peuple français, le divorce doit-il être permis ? ».

Treillard affirme d'abord l'excellence sociale du mariage : « Nous ne connaissons pas d'acte plus solennel... C'est par lui que les familles se forment et que la société se perpétue ». Il est aussi bien évident que « de tous les contrats, il n'en est pas un seul dans lequel on doive plus désirer l'intention et le vœu de la perpétuité de la part de ceux qui le contractent ».

Toutefois, « il ne doit pas être moins universellement reconnu que la légèreté des esprits, la perversité du cœur, la violence des passions, la corruption des mœurs ont trop souvent produit dans l'intérieur des familles des excès tels que l'on s'est vu forcé de permettre *de fait* la rupture d'unions qu'on regardait cependant comme indissolubles *de droit* ».

Ah certes ! si l'on pouvait espérer sûrement et efficacement

32) C'avait été la situation fictive sous l'Ancien Régime après la Révocation de l'Edit de Nantes en 1685 jusqu'à l'Edit de Tolérance de 1787.

(33) C'était le système de la loi de 1792.

remédier à ces désordres par quelque institution bienfaisante, la question ne se poserait plus.

Mais comme en fait « il nous est défendu de concevoir de semblables espérances, il ne nous reste plus que le choix du remède à appliquer au mal que nous ne saurions extirper ».

Quel est ce remède : séparation de corps comme avant 1792, divorce comme après cette date, ou enfin, troisième solution conciliatrice, divorce et séparation de corps ?

Treillard écarte à nouveau les opinions extrêmes, soit de ceux « qui ont parlé du divorce comme d'une institution céleste qui allait tout purifier », soit de leurs adversaires qui y voient au contraire « une mission infernale achevant de tout corrompre ici-bas : la vérité et la sagesse, dit-il, se trouvent rarement dans les extrêmes ».

Il tient néanmoins à redresser deux erreurs graves commises par le législateur précédent : « Le divorce en lui-même ne peut pas être un bien, c'est le remède d'un mal », se hâtant toutefois d'ajouter aussitôt qu'« il ne doit pas être signalé comme un mal s'il peut être un remède quelquefois nécessaire ».

En second lieu « on ne doit pas confondre le contrat de mariage avec une foule d'autres actes qui tirent aussi leur existence du consentement des parties, mais qui, n'intéressant qu'elles, peuvent se dissoudre par une volonté contraire à celle qui les a formés ». Or « le mariage, lui, n'intéresse pas seulement les époux qui le contractent, il forme un lien entre deux familles et il crée dans la société une famille nouvelle qui peut elle-même devenir la tige de plusieurs autres familles. Le citoyen qui se marie devient époux, il deviendra père ; ainsi s'établissent de nouveaux rapports que les époux ne sont plus libres de rompre par leur seule volonté ».

Ces développements ultérieurs et nécessaires du mariage amènent l'orateur à envisager le problème du divorce sous le triple aspect des rapports des époux entre eux, avec leurs enfants et enfin avec la société. Sous ces trois angles, reprenant avec beaucoup d'adresse et de modération les arguments que nous connaissons bien, Treillard va s'efforcer de démontrer la supériorité du divorce sur la séparation de corps, en approfondissant les inconvénients de cette dernière.

C'est en apparence seulement que le lien conjugal subsiste entre les époux séparés. N'ayant en fait plus rien de commun, ils vivent chacun de leur côté dans un célibat forcé. L'espoir de la réconciliation est généralement illusoire : elle n'intervient presque

jamais. Aussi l'un et l'autre, le coupable comme l'innocent, « isolés, en proie aux regrets, quelquefois aux remords, éprouvant le désir bien naturel de remplir le vide affreux qui les environne », privés par surcroît du droit de contracter une nouvelle union avouable, se laissent-ils souvent aller à la dissipation, contraints qu'ils y sont par « le désir de courir les distractions pour se fuir soi-même ». Le divorce, au contraire, leur permettra de fonder un nouveau foyer, en leur apportant peut-être le bonheur.

L'intérêt des enfants lui-même commande que « le tableau hideux de la guerre intestine » entre leurs parents soit effacé par le spectacle d'un second hymen plus heureux, dans le cadre duquel les sentiments d'affection des auteurs de leurs jours « se soutiendront bien plus sûrement que dans les désordres d'une union illícite auxquels il est si difficile d'échapper quand on n'a plus le droit de prétendre aux honneurs du mariage ».

« Le véritable intérêt des enfants, conclut Treillard, est de voir leurs parents heureux, dignes d'estime et de respect, et non pas de les trouver isolés, tristes, éprouvant un vide insupportable ou comblant ce vide par des jouissances qui ne sont jamais sans amertume parce qu'elles ne sont jamais sans remords. »

L'orateur va même jusqu'à prétendre que « dans une foule d'occasions, les secondes noces sont, pour les enfants, de la part de leurs parents, un grand acte de tendresse ». Mais il y comprend il est vrai, les remariages après veuvage.

Quant à la société il apparaît à Treillard hors de doute que « son intérêt réclame le divorce, parce que les époux pourront contracter dans la suite de nouvelles unions », alors que « par l'indissolubilité absolue, elle se trouverait appauvrie de nombre de familles dont elle aurait pu s'enrichir ».

« Il faut donc admettre le divorce, conclut-il ; les formes, les épreuves dont il sera environné pourront en prévenir l'abus : espérons, s'écrit-il comme le Premier Consul, que le nombre des époux divorcés ne sera pas grand ! »

Toutefois, « le pacte social garantit à tous les Français la liberté de leur croyance ». Or, « des consciences délicates peuvent regarder comme un précepte impérieux l'indissolubilité du mariage ; si le divorce était le seul remède offert aux époux malheureux, ne placerait-on pas les citoyens dans la cruelle alternative de fausser leur croyance ou de succomber sous un joug qu'ils ne pourraient plus supporter ! Ne les mettrait-on pas dans la dure nécessité d'opter entre une lâcheté ou le malheur de toute leur vie ? ».

Aussi, d'après les textes proposés, le conjoint demandeur aura-t-il la faculté de choisir à son gré entre l'un ou l'autre remède : divorce ou séparation de corps. Mais, poursuit Treillard, comme « il ne serait pas juste que l'époux qui a choisi comme plus conforme à sa croyance la voie de la séparation, pût maintenir pour toujours l'autre époux, dont la croyance n'est peut-être pas la même, dans l'interdiction absolue de contracter un nouveau mariage, on a, pour éviter la violation de cette liberté que la Constitution garantit à tous, autorisé ce dernier, après un certain intervalle, à demander que la séparation soit convertie en divorce, si l'époux qui a fait prononcer cette séparation ne consent pas à la faire cesser.

Ainsi se trouvent conciliés, autant qu'il est possible, deux intérêts également sacrés : la sûreté des époux d'un côté, et la liberté religieuse de l'autre ».

Dans sa péroraison enfin, l'orateur du gouvernement s'écriait : « Dans les maux physiques un artiste habile est forcé quelquefois de sacrifier un membre pour sauver le corps tout entier. Ainsi, des législateurs admettent le divorce pour arrêter des maux plus grands. Puissions-nous, un jour, par de bonnes institutions, en rendre l'usage inutile ! C'est par de bonnes lois, mais aussi par de grands exemples, que les mœurs publiques se réforment et se purifient. Ce n'est pas le langage seul qu'on doit épurer ; c'est la morale qu'il faut mettre en action. Que le mariage soit honoré ; que le nom et les droits des époux soient respectés ; que l'opinion publique régénérée flétrisse également le séducteur et l'infidèle, et nous n'aurons peut-être plus besoin du divorce ; mais jusque-là, *gardons-nous de repousser un remède que l'état actuel de nos mœurs rend encore et trop souvent nécessaire* ».

Ce sont des idées très analogues qui se retrouvent dans la harangue prononcée par Gillet au nom du Tribunat. Lui aussi affirme que, « à ne considérer le mariage que dans le principe de son institution, la permanence est son état, la perpétuité son vœu, l'indivisibilité entre les époux sa condition naturelle ». Mais, avoue-t-il ensuite, « à le considérer dans ses effets, tel que la marche de la société nous le présente, tous ne répondent pas à la dignité de ce grand contrat ; il est des atteintes qui le brisent, il est des résistances qui en soulèvent tous les fondements. Ces atteintes et ces résistances seront-elles comptées pour rien par le législateur ? Croira-t-il qu'elles seront sans danger du moment qu'il aura proclamé qu'elles seront sans remède, et, satisfait d'avoir établi par une théorie générale que l'union conjugale est toujours entière, dédaignera-t-il de s'occuper de ce qui altère son intégrité dans la pratique ? Conserver par de tels principes, ce serait détruire »...

Le remède c'est le divorce, mais un divorce sagement réglé, très différent de celui de la loi de 1792 dont Gillet dénonce encore au passage les abus, issus principalement du mode d'incompatibilité : « Nous avons vu travestir en incompatibilité de caractère les moindres dégoûts, les chagrins les plus légers, les simples contrariétés, et jusqu'aux fantaisies de l'inconstance. Ce fut une source intarissable, où toutes les passions vinrent s'abreuver et qui inonda la société de scandales ».

Pour justifier le maintien du divorce au Code civil, Gillet invoqua les mêmes considérations, politiques et opportunistes, que Treillard : « Comme remède, dit-il, sans doute le divorce est affligeant, mais encore moins par ses effets que par ses causes ; comme faculté, il appartient depuis douze ans à notre législation, depuis plusieurs siècles aux mœurs des familles que la République a nouvellement acquises pour sa famille immense (les protestants). Ce sont des motifs suffisants pour n'en pas rejeter le principe ; bientôt, pour le faire avouer par la sagesse, il ne s'agira que d'en prévenir l'abus et d'en régler les conséquences ».

À l'issue de ces deux exposés, le Corps législatif, à la majorité de 188 voix contre 31, adopta le projet qui, converti en loi du 10 Germinal an XI (31 mars 1803), prit la place du décret du 20 septembre 1792 au nouveau Code Napoléon dont il forma le Titre VI du Livre 1^{er}.

C'est par l'analyse de ses dispositions de détail que nous apercevrons le mieux les tendances restrictives du législateur de l'an XI. Le Titre VI dans sa rédaction de 1803, était divisé en trois Chapitres : le premier relatif aux causes, le deuxième à la procédure et aux effets du divorce pour cause déterminée, le troisième au divorce par consentement mutuel des époux.

Il n'y avait plus en effet que deux modes de divorces : le divorce par consentement mutuel des époux et le divorce pour motif déterminé.

Le premier était, nous l'avons déjà dit, une combinaison du divorce révolutionnaire de ce nom et du mode d'incompatibilité. Mais il en était bien différent par l'esprit : « On se ferait, avait dit Treillard, une bien fausse idée du divorce par consentement mutuel et l'on calomnierait d'une étrange manière les intentions du gouvernement, si l'on pouvait penser qu'il a voulu que le contrat de mariage fut détruit par le seul consentement de deux époux. La simple lecture de l'article proposé en annonce l'esprit et la véritable intention »...

En effet, l'article 233 s'exprimait ainsi : « Le consentement

mutuel et persévérant des époux, exprimé de la manière prescrite par la loi, sous les conditions et après les épreuves qu'elle détermine, prouvera suffisamment que la vie commune leur est insupportable, et qu'il existe par rapport à eux, une cause péremptoire de divorce ».

Quant aux motifs déterminés de divorce, il n'y en a plus que trois (34) : les excès, sévices ou injures graves de l'un des époux envers l'autre (article 231), la condamnation de l'un d'eux à une peine afflictive ou infamante (article 232) ; quant à l'adultère, la loi civile se montrait, comme encore aujourd'hui la loi pénale (articles 337 et 339 du Code pénal), et conformément aux traditions de notre Ancien Droit, plus sévère pour la femme que pour le mari : l'adultère de la femme, que rend très grave au point de vue social l'existence de la présomption « pater is est... » en matière de filiation, est toujours une cause de divorce pour le mari (article 229), tandis que la femme ne peut demander le divorce pour cause d'adultère de son mari que s'il a entretenu une concubine dans la maison commune (article 230) (35).

La procédure de divorce n'était pas la même suivant que la demande était fondée sur un motif déterminé ou sur le consentement mutuel des époux. Dans les deux cas, mais dans le second surtout, elle était d'une extrême complication, évidemment destinée à faire reculer les plaideurs (36). Nous allons en donner le rapide exposé.

Notons préalablement que les tribunaux de famille, qui s'étaient montrés si inférieurs à leur tâche, disparaissent complètement. La juridiction légalement compétente est maintenant celle de droit commun, c'est-à-dire le Tribunal d'arrondissement du domicile conjugal. Il faut en effet que l'instance se déroule devant des magistrats instruits et capables de déjouer les fraudes des

(34) On supprime avec le motif d'émigration ceux d'abandon ou d'absence, comme l'avaient demandé maints tribunaux d'appel, ou enfin celui de démence. Pour ce dernier Gillet avait au Corps législatif, le 30 Ventôse an XI, éloquemment justifié l'innovation intervenue : « Sans doute, avait-il dit, l'époux dont l'esprit s'aliène n'est plus sous le rapport de l'une de ses facultés les plus essentielles, le même être que celui avec qui l'union avait été contractée. Mais, dans cette altération cruelle, il n'y a rien de son fait, ni de sa volonté, et il n'en ne peut pas dire de lui qu'il a rompu le contrat. Quand il garde sa foi, pourquoi donc celle de son associé serait-elle dégagee ? Et où serait la sublimité du devoir du mariage, où serait sa dignité, si, borné à une simple association de plaisirs, il n'était pas bien plus encore, une assistance généreuse que deux faibles créatures se prêtent contre tous les maux de l'humanité, et un mutuel entre-soutien dans la carrière douloureuse de la vie ».

(35) Cette distinction n'a pas été reprise par la loi du 27 juillet 1884.

(36) Cf. TREILLARD : « Une sage lenteur doit donner aux passions le temps de se refroidir ».

hommes d'affaires dont les agissements avaient suscité de telles doléances sous le régime de la loi de 1792 (37).

La loi de 1803 s'applique en effet tout au long de ses dispositions à faciliter le rapprochement des conjoints désunis, notamment en exigeant leur présence presque à chaque acte de procédure et en leur donnant toutes les occasions de réflexion désirables. De telles mesures s'accompagnent tout naturellement de l'élimination aussi large que possible de l'intervention, généralement peu lénitive, des hommes d'affaires.

C'est ainsi que dans le divorce pour cause déterminée, la requête initiale, détaillant tous ses griefs, sera remise au Président par l'époux en personne, sauf le cas de maladie constatée par deux certificats médicaux, dans lequel le magistrat se transportera alors à son domicile pour l'entendre (art. 236) et lui faire, comme s'il s'était présenté au Palais, toutes les observations convenables sur le sérieux de sa démarche (art. 237).

S'il persiste, c'est le préliminaire de conciliation entre les époux au cours duquel le Président leur fera « toutes les représentations qu'il croira propres à opérer un rapprochement » (art. 239).

Dans les trois jours de la non-conciliation le Tribunal, sur rapport du magistrat conciliateur, accorde la permission de citer ou en suspend la faculté pendant un délai de réflexion de 20 jours au maximum (art. 240).

Puis demandeur et défendeur comparaissent, seuls ou assistés d'un conseil, devant le Tribunal siégeant à huis-clos pour exposer leurs griefs et nommer leurs témoins (art. 241-244).

L'affaire vient ensuite à l'audience publique, où le Tribunal, sur le rapport d'un juge-commissaire et les conclusions du Ministère Public, admet en la forme la demande, ou, au contraire, la rejette, s'il est opposé une fin de non-recevoir valable (art. 245-246), telle que la réconciliation des époux postérieure à l'action en justice (art. 272). Le demandeur doit être présent à l'audience, car « en aucun cas son conseil ne sera admis s'il n'est pas lui-même comparant en personne » (art. 248).

Si l'affaire est en état et si la demande paraît justifiée, il peut être immédiatement statué au fond, sinon il faudra préalablement ordonner une enquête (art. 247). Les dépositions des témoins seront reçues par le Tribunal entier siégeant à huis-clos, en présence

(37) En fait on en était venu très tôt à le saisir de toutes les causes délicates.

du Ministère Public, des parties et de leurs conseils ou amis jusqu'au nombre de trois de chaque côté (art. 253). C'était une pâle survivance des dispositions de la loi de 1792 sur les arbitres de famille.

Le jugement définitif, même s'il reconnaissait la demande fondée, pouvait ne pas l'admettre immédiatement, mais autoriser seulement les époux à vivre séparés pendant une année d'épreuve (art. 259). On espérait, en effet, qu'après cette courte « séparation de corps », le demandeur, ayant longuement réfléchi dans l'isolement, reviendrait sur sa funeste détermination et consentirait à reprendre la vie commune.

Mais, à l'expiration de ce délai, le divorce est pour lui de droit. Toutefois, nouvelle survivance de la législation révolutionnaire, le Tribunal qui « admet » le divorce, ne le « prononce » toujours pas lui-même, mais renvoie les parties devant l'officier d'état-civil auquel cette fonction continuait d'être dévolue (art. 258) (38).

Contre le jugement de divorce, l'appel, puis le pourvoi en cassation, étaient possibles dans les mêmes conditions que de droit commun (art. 262-263).

Mais, lorsque la décision autorisant le divorce était passée en force de chose jugée, le conjoint qui l'avait obtenue devait se présenter devant l'officier d'état-civil dans un délai de deux mois (art. 264), sinon il était déchu du bénéfice de ce jugement, étant par là présumé avoir abandonné ses premières intentions (39). Il n'aurait pu reprendre son action en divorce que pour des causes nouvelles, sauf à se prévaloir des anciennes à l'appui (art. 266).

Telle était la procédure prévue par le législateur de l'an XI dans le divorce pour cause déterminée. Dans le but de décourager les époux malheureux tant que leur situation serait supportable, elle avait été si compliquée qu'on l'avait écartée dans le cas, évidemment très spécial, de condamnation à une peine afflictive ou

(38) Dès l'origine cependant, la cérémonie du divorce devant l'Officier d'Etat civil s'était avérée un peu ridicule. Sauf dans les cas de consentement mutuel, les deux époux ne se présentaient jamais ensemble, le défendeur faisant presque toujours défaut, et le divorce était prononcé en son absence, sur la réquisition du demandeur accompagné de ses quatre témoins, ou de son mandataire (*Cf.* divorce Serviès, annexes, pièce n° 17).

Parfois même un procureur représentait les deux époux devant l'Officier d'Etat civil : *Cf.* à Montpellier, en l'an V, divorce de Fulcrand Poujol et Marguerite Azéma (folio 72).

(39) Sous le régime de la loi de 1792, il n'avait pas été prévu de délai pour la prononciation du divorce pour motif déterminé. Aussi avait-elle parfois lieu très longtemps après la clôture de la procédure. *Cf.* Appendice p. 237, prononciation à Mende (Lozère), le 27 août 1810, d'un divorce pour motif déterminé, sur le vu d'une sentence arbitrale rendue en 1793.

infamante (40), et que le législateur de 1884 l'ayant conservée pour aller plus vite, lors du rétablissement du divorce en France, elle fut reconnue presque aussitôt impraticable et remplacée par celle, plus simple, de la loi du 18 avril 1886.

Et pourtant sa complexité était moindre que celle du divorce par consentement mutuel, objet de toutes les méfiances après les abus de l'époque précédente. Là les difficultés ont été accumulées par les modérés du Conseil d'Etat, qui, contraints de s'incliner devant la volonté impérieuse de Bonaparte, avaient aussitôt cherché à reprendre dans les détails ce qu'ils avaient dû concéder sur le fond.

Pour divorcer par consentement mutuel, il fallait que le mari ait plus de 25 ans, la femme plus de 21 ans et moins de 45 (art. 275 et 277) ; le mariage devait durer depuis plus de deux ans et moins de vingt (art. 276-277) ; les époux devaient obtenir le consentement par acte authentique des mêmes ascendants qui eussent dû autoriser leur mariage s'ils avaient été mineurs (art. 278) ; enfin, ils devaient s'entendre par écrit sur le point de savoir à qui les enfants seraient confiés, où la femme se retirerait et quelle pension alimentaire lui servirait son mari pendant le temps des épreuves légales (art. 280).

Ils se présentent ensuite ensemble et accompagnés de deux notaires devant le Président du Tribunal de leur domicile (art. 281), qui leur « fera telles représentations et exhortations qu'il croira convenables et leur développera toutes les conséquences de leur démarche » (art. 282).

S'ils persistent en leur résolution, ils lui remettent les pièces qui prouvent qu'ils ont satisfait aux conditions légales et notamment obtenu l'autorisation de leurs ascendants (art. 283). Du tout procès-verbal détaillé est dressé par les notaires (art. 284).

La même cérémonie se renouvelle quatre fois encore, de trois mois en trois mois (art. 285).

En la dernière occasion, un an s'étant écoulé depuis la déclaration initiale, les époux qui, cette fois sont accompagnés non plus de deux notaires, mais chacun de « deux amis, personnes notables de l'arrondissement âgées de 50 ans au moins », requièrent l'admission de leur divorce (art. 286).

Il en est dans les trois jours référé au Tribunal siégeant en la Chambre du Conseil, qui, sur les conclusions écrites du Minis-

(40) Le divorce est alors prononcé sur la simple présentation d'une expédition du jugement.

rière Public et si toutes les formalités légales ont été satisfaites, fera droit à leur réquisition (art. 288 à 290).

Contre ce jugement l'appel est possible entre le dixième et le vingtième jour de sa date (art. 292). Mais les conjoints devront se présenter devant l'officier d'état-civil pour faire prononcer leur divorce dans les vingt jours de la décision judiciaire qui l'a admis, sinon elle sera considérée comme non avenue (art. 294) (41).

Un divorce aussi compliqué devait être d'autant moins usité que l'art. 305 imposait aux époux de très lourds sacrifices pécuniaires en faveur de leurs enfants, s'il y en avait : le transfert au jour de leur première déclaration de la propriété de la moitié de tous leurs biens, dont ils avaient dû préalablement faire dresser l'inventaire (art. 279). Et, s'ils en conservaient la jouissance jusqu'à la majorité des enfants, c'était à la charge de les entretenir. Tout ceci sans préjudice des autres avantages qu'ils pouvaient leur avoir faits par d'autres dispositions.

Enfin, après un divorce par consentement mutuel, il n'était permis de se remarier qu'à l'expiration de trois années (art. 297), alors que, dans tous les autres cas, la femme seule était astreinte à un stage de viduité de dix mois (art. 296).

Ce n'était d'ailleurs pas la seule innovation apportée par la loi de 1803 : le remariage des anciens époux divorcés était formellement interdit (art. 295), pour éviter, Treillard l'expose longuement, qu'ils ne divorcent sans que la vie commune leur soit devenue véritablement insupportable, avec l'intention de se réunir plus tard s'ils en éprouvaient l'envie. On aurait ainsi fait dévier de son but normal ce remède grave qu'était le divorce en l'appliquant à des cas nullement désespérés, où la séparation eût probablement suffi.

Autre restriction bien conforme à la morale, le conjoint adultère ne pourrait jamais épouser son complice (art. 298). D'une manière générale du reste, celui contre lequel le divorce avait été prononcé pour cause déterminée, non seulement perdait tous ses avantages pécuniaires (art. 299), mais encore devait servir une pension alimentaire à son conjoint dans le besoin (art. 301).

Enfin les enfants au lieu d'être aveuglément remis, comme trop souvent sous le régime de la loi de 1792, les garçons au père et les filles à la mère, étaient confiés à l'époux qui obtenait le divorce, à moins qu'il n'en fût différemment ordonné dans leur intérêt par le Tribunal (art. 302).

On saisit fort bien par cet ensemble de dispositions l'esprit

(41) Dans la loi de 1792, le délai était de 6 mois.

du législateur de 1803, bien différent de celui de 1792. Pour ce dernier, le divorce est la mise en œuvre de cette faculté de droit naturel, propre à tout individu, de mener son existence à sa guise, faculté inviolable, d'un caractère véritablement constitutionnel et dont on attend d'heureux effets. Les sanctions appliquées à l'époux coupable étaient très légères, et surtout on n'entendait pas limiter par de vaines restrictions son libre arbitre dans l'avenir.

En l'an XI, au contraire, le divorce est devenu franchement impopulaire. C'est un moindre mal, un remède bien médiocre que l'on conserve presque à regret, en souhaitant qu'il soit appliqué le plus rarement possible. Aussi cherche-t-on à en détourner les époux par des formalités inextricables et surtout par la crainte de sanctions sévères prises à l'égard de celui d'entre eux qui aura osé violer la foi conjugale.

Quant à la séparation de corps, elle était précisément rétablie comme susceptible de concurrencer dans une certaine mesure le divorce, dont elle jouerait le rôle chez les catholiques. Quelques articles, très peu nombreux (42), lui étaient consacrés, la décision de rétablissement ayant été prise en dernière heure et après de chaudes discussions.

Elle ne s'obtenait que pour des motifs déterminés : les mêmes que ceux du divorce. Mais comme elle laissait subsister le lien conjugal, on avait jugé inutile de lui opposer les mêmes obstacles qu'à celui-ci et l'article 307 prévoyait qu'elle serait « intentée, instruite et jugée de la même manière que tout autre action civile ».

La grande objection faite à l'introduction de la séparation de corps dans le Code civil, c'était qu'elle réduisait les époux à une sorte de célibat forcé des plus périlleux pour leur vertu. Aussi avait-on facilité sa conversion en divorce, malgré l'opinion de Cambacérès invoquant l'atteinte portée à la liberté de conscience du demandeur originaire, amené à divorcer malgré lui, en dépit de ses convictions religieuses contraires. L'article 311, relatif à la question, s'était contenté de poser quelques restrictions : la demande de conversion ne pourrait jamais émaner de la femme adultère ; la séparation durerait depuis trois ans au moins et enfin, il faudrait que l'époux qui l'avait obtenue ait refusé d'y mettre fin. Quand ces trois conditions étaient remplies, la conversion était de droit pour le défendeur qui désirait se remarier, conformément à l'intérêt politique de l'Etat.

Suivant le principe de la non-rétroactivité des lois, les disposi-

(42) 6 (306-311) contre 72 au divorce (234-305).

tions du Code civil sur le divorce ne s'appliquèrent *qu'aux demandes postérieures à leur promulgation* (10 Germinal an XI c'est-à-dire 31 mars 1803). Une loi vint le décider formellement, dès le 26 Germinal (16 avril 1803), pour trancher les difficultés qui s'étaient immédiatement élevées.

Le nombre des divorces sous l'Empire, de 1803 à 1816, fut d'ailleurs très faible, par un contraste frappant avec les chiffres si élevés de la période précédente : « Sous le régime du Code civil, écrit M. Glasson (43), les scandales produits par la loi de 1792 ne se renouvelèrent plus. La moyenne des divorces fut à Paris de 50 à 75 par an », soit un divorce pour 100 mariages.

La même constatation a été faite par M. Cruppi à Toulouse (44). Le nombre des divorces, qui avait été en moyenne de 20 à 25 par an entre 1794 et 1802, y tombe à deux ou trois à partir de 1804 (1 %).

Dans le reste de la Haute-Garonne, le chiffre serait de 16 à 18 par an (45), plus 9 séparations de corps, pour une moyenne de 1450 mariages. On retrouverait ainsi, c'est une observation intéressante, le nombre à peu près exact, des séparations de corps prononcées avant la Révolution par le Présidial de Toulouse : 22 par an en moyenne, de 1786 à 1789.

D'autre part, dans son livre sur « Le mariage et les mœurs en France », M. Legrand établit ainsi la moyenne annuelle des divorces pour la période considérée :

1802-1805 : 462.

1806-1816 : 180 (dont 1/3 à Paris).

Nous nous sommes d'ailleurs procuré, émanant de villes importantes, quelques statistiques dont les chiffres peu élevés peuvent être utilement comparés à ceux de l'ère révolutionnaire (cf tableau ci-joint).

Compte tenu de tous ces renseignements nous croyons pouvoir évaluer à 2.000-2.500 le nombre des divorces en France, sous l'Empire, de 1803 à 1816, au lieu de 30.000 pendant la période précédente 1792-1803, ressortissant à la loi du 20 septembre 1792.

Dans le petit nombre de divorces prononcés sous l'Empire on peut trouver la confirmation de cette opinion que l'institution n'avait pas pénétré bien profondément les mœurs françaises. Déconsi-

(43) Op. cit., page 266

(44) Op. cit., pages 161-162.

(45) Ce qui nous semble comparativement bien élevé. A Toulouse même, nous avons trouvé moins de divorces que M. Cruppi (Cf. tableau ci-joint).

Villes	Population en 1811	Divorces en										Total	moyen. ann.	moy. An I-XI		
		An XII	XIII	XIV et 1806	1807	1808	1809	1810	1811	1812	1813				1814	1815
1. Paris	620 000 hab.	15	15	7	5	6	7	10	5	3	3		1	4	50-75	1.100
2. Marseille	100 000 —	27	8	6		7	10	8	6	5	12	4	10	2	6	78
3. Rouen	85 000 —	3	2	2		1	1	3	1	3	1	?	?	?	8	102
4. Nantes	30 000 —	9	3	7	1	3	3	2		5	3	2	2	2	1-2	27
5. Lille	60 000 —	14	18	8	3	10	4	21	16	14	14	13	4	4	3	23
6. Strasbourg	52 000 —	4	3	3			2	1	1	2	2				143	61
7. Toulouse	52 000 —			2	1		1	3				1	2		1-2	34
8. Amiens	40 000 —	9	2	3	3	1	2	4	2			2	3	1	1	15
9. Metz	40 000 —	7	2					1	1						0-1	13
10. Nîmes	37 000 —	3						1	1			1	2		1	17
11. Caen	35 000 —	1	1	2		1	1	5				1	2		14	1
12. Montpellier	33 000 —	2	2	1					1	1	2				5	5
13. Reims	31 000 —	4	5		1			1	1		2	1			0-1	19
14. Clermont-Fd	31 000 —	1					1			1					15	1
15. Angers	30 000 —	5													4	0-1
16. Besançon	30 000 —	4	1		1	1	1	1	1			1			5	0-1
17. Toulon	28 000 —	10	2	3	3	4	4	7	3	5	7	6	7	1	11	1
18. Versailles	26 000 —	6	2									2	1	1	62	5
19. Troyes	25 000 —	6	3		1				1						12	1
20. Montauban	25 000 —	1							1		1				11	1
21. Grenoble	23 000 —	4		1			1	2				1			22	4
22. Avignon	23 000 —	1		1								1			0-1	0-1
23. Bourges	17 000 —	2			2										9	18
24. Boulogne-s-Mer	13 000 —	1	1		3			3		1		1			2	0-1
25. Calais	10 000 —				1		1								4-5	4
26. Pau	8 000 —		1												0-1	0-1
27. Rodez	6 500 —						2	2	3	2			1		6-1	3-4
28. Mende	5 500 —	1						1							12	1
		1						1		2					2	0-1
															1	0-1
															4	0-1

Aucun divorce de 1803 à 1816 à Bayonne, Bastia, Sète, Aurillac.

Remarque. — En l'an XII et XIII se font encore sen tir les effets de la loi du 20 septembre 1792.

dérée par l'usage souvent excessif qui en avait été fait dans les villes, elle était devenue franchement impopulaire avec la réaction politique, sociale, et religieuse.

Faut-il aussi tenir compte avec M. Glasson de l'agitation de l'époque, des guerres qui absorbaient tous les esprits ? Nous ne le pensons pas, puisque c'est précisément pendant la période la plus troublée de la Révolution que les divorces avaient été les plus nombreux, peu de temps auparavant.

Mais, s'il y eut peu de divorces, l'un d'eux du moins, fit sensation à la fin de l'année 1809 : celui de l'empereur Napoléon avec Joséphine de Beauharnais (46).

En fait d'ailleurs, s'agit-il bien d'un divorce véritable relevant du droit privé ? Nous pensons, au contraire, avec M. Chevalley (47), que ce fut une « dissolution de mariage de l'ordre exclusivement politique. »

C'est bien là du reste l'expression usitée par tous les documents officiels : Déclarations faites par Napoléon, puis par Joséphine, le soir du 15 décembre 1809, aux Tuileries, devant les membres assemblés de la famille impériale, en présence de Cambacérès, Prince-archichancelier et du comte Regnaud de St-Jean d'Angély, Secrétaire de l'état de cette famille ; l'article 1^{er} du Sénatus-Consulte adopté par le Sénat le lendemain, 16 décembre, et consacrant la rupture du mariage de l'empereur (48).

Ce sont les historiens ou les contemporains dans leurs Mémoires, qui ont usé de ce terme erroné : « le divorce » de Napoléon. On est même allé jusqu'à ajouter qu'il s'agissait d'un divorce par consentement mutuel, en tirant argument de cette phrase terminant le procès-verbal de la séance du 15 décembre 1809 : « Sur quoi LL. MM. Impériales et Royales nous ayant demandé acte de leurs déclarations respectives ainsi que du consentement mutuel qu'elles contiennent, etc.... »

En fait, il n'est pas très difficile de souligner les divergences fondamentales entre la dissolution du mariage de l'empereur et le divorce par consentement mutuel, tel que l'avait établi le Code civil.

(46) Le divorce de Napoléon a été étudié au point de vue historique par M. Frédéric MASSON (*Joséphine répudiée*), au point de vue canonique par M. WELSCHINGER (*Le divorce de Napoléon*, Plon 1889) et au point de vue du droit civil par M. COLMET DE SANTERRE (Conférence prononcée à l'Académie des Sciences Morales et Politiques le 5 mai 1894 et publiée chez Picard, en 1894, sous le titre : *Le divorce de l'Empereur et le code Napoléon*).

(47) « La théorie des différents ordres de lois d'après Montesquieu et son application à l'histoire : Le divorce de Napoléon », *Thèse de droit*, Paris 1912.

(48) Article 1^{er} : « Le mariage contracté entre l'Empereur Napoléon et l'Impératrice Joséphine est dissous ».

Il ne pouvait être question pour Napoléon d'utiliser les procédures longues et compliquées de ce mode de divorce, alors que certaines des conditions exigées n'étaient même pas remplies : le consentement de Madame Mère ne fut jamais requis et Joséphine avait plus de 45 ans.

Mais surtout, la différence d'esprit est frappante entre les deux institutions. L'article 233 du Code Civil dit que « le consentement mutuel et persévérant des époux, exprimé de la manière prescrite par la loi, sous les conditions et après les épreuves qu'elle détermine, prouvera suffisamment que la vie commune leur est insupportable.. »

Or ici les deux époux spécifient bien, chacun de leur côté et avec une émotion qui ne devait pas être entièrement feinte, leur déchirement profond de rompre, en raison de sa stérilité, une union de près de quinze ans : « La dissolution de mon mariage, dit Joséphine, ne changera rien aux sentiments de mon cœur. L'empereur aura toujours en moi sa meilleure amie ». Et Napoléon : « Dieu sait combien une pareille résolution a coûté à mon cœur ! Loin d'avoir jamais eu à me plaindre, je n'ai au contraire qu'à me louer de l'attachement et de la tendresse de ma bien-aimée épouse. Elle a embelli quinze ans de ma vie, le souvenir en restera toujours gravé dans mon cœur ».

Enfin dans le divorce par consentement mutuel, le remariage n'est autorisé qu'après trois ans, alors qu'ici au contraire, l'Empereur divorce pour se remarier aussitôt et s'assurer une descendance : dès le 7 février 1810, huit semaines plus tard, il épousera par la procuration de Duroc, Marie-Louise d'Autriche.

La rupture du lien conjugal entre Napoléon et Joséphine ne fut donc pas un divorce, c'est-à-dire un acte civil, mais une dissolution de mariage de l'ordre politique, réalisée d'ailleurs par la voie constitutionnelle du Sénatus-Consulte.

Au point de vue religieux, comme à toutes les périodes d'affaiblissement de l'autorité pontificale, on dissimula la chose sous une nullité de mariage.

La seule autorité compétente pour dissoudre un mariage régulier dans un grand intérêt d'Etat, comme il y en avait eu des exemples dans l'Histoire, était le Souverain Pontife. Mais Pie VII, en conflit avec l'Empereur et interné à Savone, eût très probablement soulevé des objections.

Aussi pour éviter son intervention, Cambacérès, fort expert en la matière et fertile en expédients, décida-t-il, sur l'avis d'une commission de sept Evêques, présidée par le Cardinal Maury, d'introduire devant l'Officialité de Paris, une simple procédure d'an-

nulation du mariage religieux de l'Empereur, contracté secrètement la veille du sacre devant le grand aumônier Cardinal Fesch, sous le prétexte de célébration irrégulière : défaut de publicité en l'absence du curé et des témoins exigés par l'Eglise, et aussi défaut de consentement de la part de Napoléon qui, Talleyrand, Berthier et Duroc vinrent l'attester, l'avait considéré comme une cérémonie simulée, destinée à apaiser les scrupules de Joséphine et du Pape.

Sur ces bases, le mariage fut cassé par les deux juridictions ecclésiastiques superposées : diocésaine et métropolitaine, et, les dernières objections de la Cour catholique d'Autriche étant ainsi levées, l'Empereur put épouser Marie-Louise.

Toutefois, comme le remarque M. Coulon (49), « On ne peut s'empêcher de faire de singulières réflexions en rapprochant ce divorce de celui de Philippe-Auguste : le roi de France luttant quinze ans pour être obligé de renoncer à ses projets, après avoir fait mettre un royaume en interdit, l'Empereur des Français obtenant en moins de deux mois son divorce de juges ecclésiastiques complaisants ». Cette fois-ci, il est vrai, la voix du Pape n'avait pu faire entendre sa protestation puisque le Souverain Pontife, dont l'attitude avait été toujours très courageuse, était emprisonné et impuissant.

Le divorce fut aboli sous la Restauration, immédiatement après les Cent Jours, par la « Chambre introuvable ».

La Charte Constitutionnelle de 1814, tout en proclamant la liberté de conscience (50), avait reconnu le catholicisme religion d'Etat (51), un peu comme sous l'Ancien Régime entre l'Edit de Nantes et sa révocation.

Aussi, de même que les Révolutionnaires avaient estimé qu'un régime instituant une liberté individuelle et politique très poussée devait parallèlement accorder le divorce en termes très larges, de même il apparut à beaucoup de royalistes que la Restauration de la Monarchie devait obligatoirement s'accompagner de la suppression complète et définitive de cette institution, condamnée par la religion d'Etat.

Dès le 14 décembre 1815, Charles de Bonald, l'auteur de la brochure parue en 1801, demande à la Chambre des Députés « que

(49) Op. cit., page 223.

(50) Art. 5 : « Chacun professe sa religion avec une égale liberté et obtient pour son culte la même protection ».

(51) Art. 6 : « Cependant la religion catholique, apostolique et romaine est la religion de l'Etat ».

sa Majesté soit suppliée d'ordonner que les articles du Code civil relatifs au divorce soient supprimés ».

Le 26 décembre, il prend la parole pour justifier son initiative, invoquant au passage contre le divorce, l'autorité de Portalis (52). Sa proposition fut prise en considération.

La discussion, commencée le 16 février 1816, se poursuivit le 2 mars suivant (53). Le rapporteur de la Commission spéciale chargée d'examiner le projet, M. de Trinquelayne, argua en faveur de l'adoption, de la nécessité d'accorder la loi civile avec les institutions politiques restaurées et la loi religieuse, l'indissolubilité étant d'ailleurs bien conforme au droit naturel et à l'intérêt social :

« Si le mariage est indissoluble par les institutions et par sa nature, si la religion de l'Etat le déclare tel, et l'intérêt de la société exige qu'il le soit, comment la loi civile pourrait-elle ne point l'admettre ? »

Après avoir exposé les diverses théories précédemment émises quant à la nature de l'union conjugale, il ajoutait en effet : « Pour nous, Messieurs, qui avons conservé la foi de nos pères... les lois constitutives du mariage ont une source bien plus noble : elles dérivent de la divinité même... Le premier homme reçut de la main de Dieu sa compagne, et, dans le transport de sa joie, cédant à une inspiration divine, il dicta à sa race la loi de cette ineffable union : l'homme quittera son père et sa mère pour s'attacher à son épouse, elle s'appellera de son nom, et ces deux êtres confondus n'en feront plus qu'un ».

Puis, après avoir rappelé que l'union conjugale puisait dans le sacrement catholique de mariage une vertu céleste, parce qu'il semblait en résulter que chaque époux, à l'exemple du premier homme, reçût sa compagne des mains de la divinité même, il concluait avec les théologiens : « Une union formée par Elle ne doit pas pouvoir être détruite par les hommes, de là son indissolubilité religieuse ».

Or, « si ce dogme n'est pas reconnu par toutes les églises chrétiennes, il l'est incontestablement par l'Eglise catholique ; et la religion de cette Eglise est celle de l'Etat ; elle est celle de l'immense majorité des Français.

(52) « Le divorce est aux yeux de la loi civile un acte d'injustice, et, je peux le dire, cette raison parut démonstrative au célèbre jurisconsulte, feu M. Portalis, à la prière de qui, celui qui a l'honneur de parler devant vous, Messieurs, traita alors la question du divorce ». *Moniteur Universel* du 29 décembre 1815. — *Archives Parlementaires*, 2^e série, tome XV, pages 608 et suivantes.

(53) *Arch. Parl.*, 2^e série, tome XVI, pages 192 et suivantes, puis 355 et suivantes.

La loi civile qui permet le divorce est donc en opposition avec la loi religieuse.

Or cette opposition ne doit pas exister ; car la loi civile empruntant sa plus grande force de la loi religieuse, il est contre sa nature d'induire les citoyens à la mépriser.

Il faut donc pour les concilier que l'une des deux fléchisse et mette ses dispositions en harmonie avec celles de l'autre. Mais la loi religieuse appartient à un ordre de choses fixe, immuable, élevé au-dessus du pouvoir des hommes. La nature des lois humaines, dit Montesquieu, est d'être soumise à tous les accidents qui arrivent et de varier à mesure que les volontés des hommes changent. Au contraire, la nature des lois de la religion est de ne varier jamais. C'est donc à la loi civile à céder, et l'interdiction du divorce prononcée par la loi religieuse doit être respectée par elle ».

Un seul député : Fornier de Saint-Lary, présente, avec beaucoup de modération et d'éloquence, la défense du divorce (54). Il s'éleva contre le discrédit injuste dans lequel était alors tombé cette institution, considérée comme « le rejeton scandaleux du libertinage et de la corruption, contemporain de la licence et des débordements révolutionnaires », et que personne n'osait plus défendre. Or, d'après l'orateur, le divorce n'est pas la cause du désordre des mœurs : il l'accompagne seulement, en permettant alors de remédier à « la loterie de l'hymen ». Très modeste dans ses revendications, Fornier de Saint-Lary se bornait à réclamer le maintien du divorce dans le cas d'adultère, pour éviter que, le crime consommé, « un abîme de glace ne sépare à jamais deux personnes destinées à se haïr » pour toujours.

Mais la Chambre, dans son immense majorité, suivit M. de Trinquelayne pour adopter la proposition de Bonald par 195 voix contre 22.

Déposée à la Chambre des Pairs le 12 mars 1816, elle y vint en discussion le 19, sur le rapport de M. de Lamoignon qui, plaçant le débat sur un terrain bien différent : celui de la malfaisance sociale du divorce, donna la juste mesure de la désaffection profonde de toutes les classes de la nation pour cette institution (55) :

(54) Son discours ne fut pas publié au *Moniteur* officiel. Il est reproduit par les *Arch. Parl.*, 2^e série, tome XVI, page 358, 2^e colonne.

(55) Phénomène curieux à première vue, les Pairs, nommés par le Roi, sont moins portés aux excès de la réaction que les Députés élus. Ces derniers sont en effet issus d'un suffrage très restreint, alors que les Pairs, parmi lesquels on compte nombre d'anciens révolutionnaires très assagis par l'exercice du pouvoir, la fortune acquise et les honneurs, sont infiniment plus proches de l'opinion commune. On les verra quelques années plus tard, s'opposer au vote de projets contre-révolutionnaires approuvés par les Députés, comme celui rétablissant partiellement le droit d'aînesse ou frappant de mort les sacrilèges religieux.

« Depuis longtemps, dit-il, l'opinion publique a flétri le divorce... Il appartenait à un gouvernement qui ne veut s'appuyer que sur les bonnes mœurs de le faire entièrement disparaître de notre législation. Il est certain que le divorce est contraire à l'affection conjugale, il est certain qu'il provoque l'inconstance, qu'il empêche de bien assortir les mariages ; qu'il est souvent une source d'injustice, et qu'enfin il est contraire au bonheur des époux, au bonheur des enfants, au bonheur des familles, aux bonnes mœurs, et par conséquent à la population » (56).

Définitivement adoptée par la Chambre des Pairs le 25 avril, la proposition de Bonald devint la loi du 8 mai 1816, décrétant l'abolition du divorce en France, sans toutefois abroger formellement les articles du Code Civil qui s'y rapportaient.

En effet, restée seule, la séparation de corps n'était plus réglementée que par six articles très insuffisants : pour tout ce qu'ils ne prévoyaient pas, il fallait se reporter aux dispositions relatives à l'institution défunte.

Sans doute, dès 1816, le gouvernement désireux de combler cette lacune, saisit-il les Chambres de deux projets : l'un de 38 articles, véritable code de la séparation de corps, l'autre concernant les divorces accomplis. Discutés, amendés et finalement adoptés par la Chambre des Pairs, ils furent envoyés à la Chambre des Députés qui ne s'en occupa jamais.

La suppression du divorce par la loi du 8 mai 1816 ne souleva en France aucune protestation. Il semble, au contraire, qu'elle ait été vue avec faveur par la grande majorité des Français qui n'avaient jamais accordé le droit de cité à cette institution (57). Comme le remarque M. Glasson (58), « il y avait une certaine habileté à provoquer une loi qui entamait l'œuvre du Code Civil sans soulever les protestations de la nation ».

(56) *Arch. Parl.*, 2^e série, tome XVI, pages 621 et suivantes. Il est à noter que pas une seule fois au cours de la discussion, le reproche ne fut adressé au divorce d'avoir donné lieu à des abus sous l'Empire. Au contraire, dans un rapport publié au *Moniteur* du 22 décembre 1816 (p. 1428) : rapport à la Chambre des Pairs par M. le Comte Abrial, au nom d'une commission spéciale composée de lui, du comte de Malleville, de M. Christian de Lamoignon, du comte Emmery, du comte Barbé de Marbois, de MM. Morel de Viadé et de Sèze, et chargée de l'examen d'un projet de loi sur les effets du divorce (voir ci-dessous), le comte Abrial reconnaissait que son usage avait été très restreint au cours de cette période : « La loi du 8 mai 1816 a aboli le divorce, écrivait-il. La presque unanimité avec laquelle elle a été votée, annonce combien elle était dans le vœu de l'opinion publique. C'était une plante étrangère que l'on avait voulu naturaliser en France, mais que les mœurs de la nation, ainsi que les principes de la religion repoussaient. Aussi n'a-t-elle pu jeter des racines profondes; et dans les derniers temps, on ne voyait presque plus de divorces... ».

(57) Cf. Chrestien de Poly, *Divorce*, 1815.

(58) Op. cit., page 267.

Mais si la réforme intervenue répondait certainement à un vœu presque général, ses promoteurs et notamment de Bonald, eurent souvent le tort de la présenter comme une réaction catholique et une mesure d'ordre politique, de nature à donner satisfaction à la société française d'Ancien Régime.

Aussi, dès la chute des Bourbons, leurs adversaires s'empresèrent-ils de réclamer l'abrogation de la loi de 1816 à laquelle, contre toute justice, ils attribuaient une marque exclusivement politique et un caractère purement artificiel.

En 1831, M. de Schonen sollicite de la Chambre des Députés le rétablissement du divorce, en justifiant ainsi sa proposition : « Pour nous, hommes de la Révolution de Juillet, l'origine de la loi de 1816 et son but doivent suffire pour en provoquer dès aujourd'hui l'abrogation » (59). Après un rapport favorable d'Odilon Barrot, qui ne voit dans l'indissolubilité du mariage qu'un dogme religieux, le projet fut à quatre reprises adopté par la Chambre basse, représentant maintenant les aspirations de la bourgeoisie libérale et voltairienne, mais chaque fois repoussé par la Chambre des Pairs à la demande de Portalis fils et sous l'influence, dit-on, de la reine Amélie

En 1848, un nouveau projet était déposé par Crémieux, Garde des Sceaux, mais après le vote défavorable de la Commission chargée de l'examiner, il fut retiré par Marie, successeur de Crémieux.

Le rétablissement du divorce ne devait s'opérer qu'à la fin du siècle par le vote de la loi du 27 Juillet 1884, grâce à l'opiniâtreté d'Alfred Naquet, qui, préconisant l'institution de l'union libre et la suppression de la famille (60), avait entrevu dans cette réforme une première étape vers la réalisation de ses projets.

Après avoir, en 1876, présenté sans succès une première proposition s'inspirant fortement de la loi de 1792 (61), il déposait en 1878 un nouveau texte, beaucoup plus proche cette fois des dispositions du Code de 1804. Repoussé par la Chambre en 1880, il fut repris par son auteur quelques mois plus tard, pour aboutir finalement au vote de la loi du 27 Juillet 1884.

Il ne semble pas que cette innovation ait été très vivement réclamée par l'opinion. Certes quelque temps auparavant, une intéressante polémique avait opposé Dumas fils et Naquet lui-même

(59) *Moniteur*, 1831, page 1352.

(60) Alfred NAQUET, « Religion, propriété, famille, 1869 - Vers l'union libre.

(61) « Avec une loi analogue à celle du 20 septembre 1792, je ne verrais guère qu'une différence philosophique entre le mariage corrigé par le divorce ainsi compris et l'union dite libre, telle que notre milieu la comporte » (*Vers l'union libre*, page 65).

d'une part, à l'abbé Vidieu et au Père Didon, d'autre part (62), et par ailleurs, des auteurs dramatiques ou littéraires avaient plaidé la cause du divorce dans leurs livres, leurs pièces de théâtre et leurs conférences (63). Aux alentours de 1880, on voit même M. Maresq aîné, réimprimer le « Cri d'un honnête homme », de Philibert, avec une préface d'Albert Naquet. Mais cette agitation, assez factice, n'avait pas touché, semble-t-il, la masse de la nation.

En fait, ce qui détermina essentiellement la réintroduction du divorce dans notre Code Civil, ce fut l'établissement d'un lien entre le problème de la dissolubilité et de l'indissolubilité du mariage et certaines difficultés contemporaines, d'ordre politique ou religieux. « La question du divorce, écrivait en 1880 M. Glasson (64), a le tort d'être comprise en France, comme beaucoup d'autres, dans certains programmes politiques, et de même que l'on voit certaines personnes demander la liberté de l'enseignement dans l'intérêt de l'Eglise contre l'Etat, de même, d'autres réclament le divorce dans l'intérêt, bien ou mal entendu, de l'Etat contre l'Eglise. »

C'est un fait regrettable qu'en 1884 on ne se soit pas davantage préoccupé des répercussions sociales de la réforme. Une préoccupation politique dominait les esprits : le vote du divorce apparut surtout comme un acte d'émancipation de notre législation de la tutelle du cléricalisme. A une époque où la République n'était pas encore définitivement affermie, il semblait qu'en instituant le divorce on le consolidait en portant un coup sérieux aux monarchistes et aux catholiques, étroitement unis pour la conservation des institutions anciennes.

C'est une destinée vraiment curieuse que celle du divorce en notre pays, où il a toujours été accueilli moins pour lui-même que pour les idées qu'il était censé représenter et où son introduction a toujours offert le caractère d'une réforme de droit public plutôt que de droit privé.

(62) A. NAQUET : *Le divorce*, 1876 ; A. DUMAS fils : *La question du divorce*, 1879 ; abbé VIDIEU : *Famille et divorce*, 1879 ; père DIDON : *Indissolubilité et divorce*, 1880.

(63) Emile AUGIER : Mme Caverlet ; LEGOUVÉ : *Une séparation ; Histoire universelle des femmes*.

(64) Op. cit., page 492.

CONCLUSION

De l'expérience révolutionnaire du divorce, il nous faut maintenant tirer la leçon : elle est très significative et des enseignements d'ordre général peuvent facilement en être déduits.

Les déclamations, si pleines d'illusions, des orateurs de 1792-1794 peuvent nous surprendre aujourd'hui, elles étaient alors généralement sincères.

Les Révolutionnaires s'étaient fermement persuadés que, régénérés par les réformes profondes opérées dans tous les domaines sous le signe radieux de la liberté naissante, les individus, maintenant dégagés de toute contrainte et guidés par les lumières de leur seule raison, prouveraient par l'excellence de leur conduite dans la vie, la justesse des doctrines si à la mode de Rousseau affirmant la bonté originelle de l'homme.

Dans ces conditions, le divorce étant offert à des époux très honnêtes, très patients et très doux, ils en useraient certainement très peu ; mais alors ce serait vraiment là une issue absolument inévitable, qu'il était inutile de chercher à retarder par les temporisations de vaines procédures.

Le divorce était donc établi dans nos lois comme le symbole vivant du respect presque superstitieux désormais accordé à l'intérieur des familles elles-mêmes, aux notions de liberté individuelle, mais on espérait qu'il resterait un symbole un peu théorique, une institution décorative, d'un rôle surtout préventif et destinée à fonctionner très rarement.

Malheureusement, le postulat initial étant faux, l'édifice entier était voué à une ruine complète et rapide.

Il n'est pas vrai que l'homme soit foncièrement bon, honnête et doux. Lorsqu'il se trouve affranchi des seules disciplines capables de le retenir sur la pente du mal, il est presque toujours livré sans défense à ses instincts mauvais.

Or, comme l'a bien souligné M. Olivier-Martin, tout au long du

18^e siècle la religion, les traditions rigides de la société, les anciennes lois civiles, qui sans doute avaient besoin d'une réformation, mais non d'une subversion totale, avaient été abondamment bafouées et les institutions les plus respectables, comme le mariage, spirituellement raillées.

Puis, convaincu de la nécessité de faire table rase du passé, le législateur révolutionnaire, négligeant tous les enseignements de l'expérience, s'était attaché à détruire toutes les autorités domestiques traditionnelles : paternelle ou maritale. Dans cette association libre, basée sur la confiance mutuelle et l'égalité la plus stricte, qu'était devenue la famille, on avait compté pour l'accomplissement par les époux de leurs devoirs sociaux les plus importants, sur les effets bienfaisants d'une discipline individuelle maintenant librement consentie.

Or, c'était requérir de leur part beaucoup trop d'abnégation que de leur demander de sacrifier leurs velléités d'indépendance personnelle, voire même leurs passions, aux intérêts immenses de l'union conjugale.

Au nom de qui, au nom de quoi?

L'individu, dégagé de tous les cadres anciens, se trouvait écrasé par son isolement même : les disciplines librement consenties sont toujours limitées au cercle restreint d'une élite morale peu nombreuse. Le devoir social, la conscience morale et toutes ces notions abstraites dont les orateurs d'assemblées faisaient si largement état dans leurs harangues (1), ne pouvaient combler le vide immense créé.

Comme l'écrit M. Olivier-Martin, « un homme du peuple ne sacrifiera jamais ses passions personnelles à cette abstraction qu'on appelle la société. Ce n'est pas parce que la société est intéressée à la perpétuité du mariage que cet homme ne divorcera point. Les Révolutionnaires, imbus des idées de Rousseau, épris de la simple nature et vertueux, sentaient la valeur de cette considération. Ils firent preuve d'une bien courte psychologie en attribuant à la masse les mêmes raffinements de moralité et en lui offrant une arme redoutable avec invitation en termes vagues et pompeux de ne pas s'en servir ».

Il n'est donc pas surprenant que leur attente ait été si cruellement déçue et qu'après avoir « légiféré avec une sérénité de demi-dieux pour un agrégat d'hommes philosophes et fraternels », ils se soient « aperçu que les lois théoriquement les meilleures avaient dans le milieu social des répercussions inattendues » : en l'espèce que la loi du divorce loin de faire disparaître les dissensions conjugales et la corruption, avait favorisé leur épanouissement.

(1) Cf. discours de CHAUMETTE au mois d'octobre 1792, p. 112.

*
**

Seconde constatation déjà formulée et particulièrement fâcheuse : le problème du divorce a presque toujours été obscurci par des préoccupations et des arrière-pensées politiques.

C'est un phénomène très net sous la Révolution et l'Empire, où la courbe des divorces suit très exactement celle des événements politiques.

Comme l'indique bien M. Cruppi (2), « au vote du divorce, à chacune de ses transformations, correspond un mouvement caractéristique de la Révolution. Le divorce, institution constitutionnelle de la Législative, devient avec la Convention une institution révolutionnaire ; après Thermidor, le mouvement monarchiste le rend impopulaire... enfin le Consulat prépare tout doucement sa fin, qui interviendra tout naturellement en 1816 ».

De même saisissant parallélisme entre la crise religieuse et celle du mariage : « Au divorce constitutionnel de la Législative correspond la Constitution civile du Clergé... Au divorce révolutionnaire de la Convention, la disparition momentanée de l'Eglise ; à la réaction de Thermidor, le succès passager des catholiques ; le Coup d'Etat de Fructidor qui conduit à la tentative d'une religion civile et républicaine et aux fêtes décadaires, correspond au relèvement du nombre des divorces de l'an VIII, IX et X (3) ; le divorce très atténué de 1804 sera la conséquence des efforts d'organisation et d'apaisement religieux du Directoire et du Consulat ».

D'une manière générale tous les gouvernements dits « avancés » s'empressent d'établir le divorce ou d'en élargir les conditions. Au contraire l'indissolubilité a toujours été considérée comme l'apanage des régimes conservateurs ou réactionnaires, jouissant de l'appui de l'Eglise catholique (4).

La législation sur le divorce est presque considérée comme appartenant au droit public et constitutionnel et ce préjugé a certainement influencé le législateur de 1884, après le législateur révolutionnaire.

La liaison ainsi établie est regrettable : le divorce, l'indissolubilité du mariage sont des institutions de droit privé et le jugement porté sur leur valeur morale et sociale doit l'être en dehors de toute

(2) Op. cit., p. 111.

(3) Il nous semble pourtant que ce relèvement est trop éloigné du coup d'Etat pour qu'une relation de cause à effet puisse à bon droit être établie entre ces deux phénomènes.

(4) Ce phénomène est particulièrement saisissant dans l'Espagne présente : la République, instaurée en 1931, introduit aussitôt le divorce, que le Général Franco s'empresse de supprimer en 1937 dans les territoires contrôlés par son Gouvernement.

considération extra-juridique et sous l'angle exclusif de leurs répercussions sur le milieu ambiant.

*
**

Or à ce point de vue quelle attitude prendre ?

En 1897 dans l'introduction à sa thèse sur « Les origines du divorce en France », M. Damas écrivait : « Peut-être un jour les statistiques diront-elles si le divorce a eu chez nous des effets heureux ou nuisibles, s'il a ou non favorisé la repopulation, s'il a épuré ou corrompu les mœurs, s'il a facilité plus de mariages qu'il n'en a dissous. »

Aujourd'hui, 54 ans après le rétablissement de cette institution en France, il nous est possible de consulter les statistiques. Voici, à intervalles réguliers, celles des mariages, divorces et naissances dans notre pays :

Années	Mariages (5)	Naissances vivantes (5)	Excédent des n. viv. sur les décès (5)	Divorces transcrits sur les Registres d'Etat-civil (6)	Proportion par rapport aux Mar.
1885	293.570	972.914	+ 96.797	4.227	1,4 %
1890	280.050	884.258	— 29.781	5.457	1,9 %
1900	312.118	879.000	— 10.831	7.157	2,3 %
1910	320.644	822.475	+ 90.263	12.975	4 %
1913	312.036	790.355	+ 58.914	14.998	4,8 %
1921 (7)	455.543	811.776	+ 118.651	32.472	7,1 %
1925	352.830	770.060	+ 62.244	19.871	5,6 %
1930	342.059	749.953	+ 101.067	20.307	5,9 %
1935	284.895	640.527	— 17.852	21.004	7 %
1936				21.986	

de 1925 à 1930 il y eu 18 à 20.000 divorces transcrits en moyenne ;
de 1930 à 1935 20 à 21.000.

Les résultats ne sont pas niables : tandis que le nombre des mariages reste stationnaire, divorces et naissances suivent une courbe inverse : croissante pour les premiers (8), décroissante pour

(5) Pour les 90 départements, Alsace-Lorraine comprise.

(6) Le chiffre des divorces prononcés par les Tribunaux (statistique du Ministère de la Justice) est toujours plus élevé : ainsi en 1930 pour 20.307 divorces transcrits, il y a eu 23.334 divorces prononcés. Le nombre des divorces prononcés chaque année atteindrait donc maintenant 25.000.

(7) L'année 1921 est anormale parce que suivant la guerre de très près : après la fin des hostilités nombre de démobilisés se sont remariés ou ont divorcé, qui n'avaient pu le faire de 1914 à 1919, et le chiffre des naissances s'est trouvé enflé d'autant.

(8) On tend vers la proportion de 10 divorces pour 100 mariages, déjà atteinte ou même dépassée dans de nombreuses villes comme Montpellier, où en 1933 il a été enregistré 63 divorces pour 577 mariages. Id. Clermont-Ferrand, 635 mariages et 73 divorces en 1937.

En un an il y a donc aujourd'hui en France presque autant de divorces prononcés (25.000) que pendant la période entière d'application de la loi révolutionnaire du divorce (1792-1803).

les secondes, à tel point que les décès commencent à dépasser les naissances chaque année et que sans l'immigration étrangère la population de notre pays diminuerait.

Loin de nous la pensée d'attribuer au seul divorce la responsabilité d'une situation démographique aussi mauvaise. C'est un dilemme depuis longtemps posé (9) que celui de savoir si cette institution corrompt les mœurs ou si, au contraire, ce sont les mœurs corrompues qui multiplient les divorces. Chacun s'attache à l'un ou l'autre terme suivant qu'il est partisan ou adversaire du divorce.

A vrai dire tous deux sont conformes à la réalité.

Il est certain que, selon l'alternative du divorce inutile ou dangereux, dans une société austère comme la Rome primitive, il y a très peu de mariages rompus par le divorce ; alors que dans un milieu social dissolu comme celui de la Rome impériale ou comme la nôtre, cette institution est appelée à faire florès. Ainsi se vérifie cette maxime que, dans une large mesure, les institutions ont moins de valeur ou de malfeasance par elles-mêmes que par l'application qui en est faite et l'atmosphère dans laquelle elles se développent.

Il en résulte logiquement qu'une série de mesures législatives contre le divorce, si elles n'étaient appuyées sur un effort continu de relèvement du niveau moral de la nation, seraient vaines et masqueraient seulement le chancre qui nous ronge.

Mais il nous apparaît aussi peu contestable, et nous invoquons cette étude à l'appui de notre opinion, que le divorce, si destructeur de la famille (10), est un facteur puissant de démoralisation. Il discrédite profondément le mariage, dont on ne peut plus dire avec le divorce moderne, qu'il demeure entièrement « une union perpétuelle dans l'intention des parties », un « consortium omnis vitae ».

Le divorce en effet, n'est souvent plus conçu de nos jours comme un remède exceptionnel à des situations notoirement douloureuses, mais comme un moyen facile et, avec l'assistance judiciaire, accessible à tous, de rompre le mariage dès qu'une mésintelligence de quelque gravité est venue l'altérer (11).

(9) Il se trouve déjà formulé dans les *Corps Politiques* du Président LAVIE, parus en 1755.

(10) C'était la « qualité » que lui reconnaissait NAQUET (*Religion propriété, famille*), pour lequel, suivant l'aboutissant logique des conceptions du législateur de 1792, le mariage est une atteinte à la liberté individuelle et à la loi de la nature, car il subsiste même après que l'un des époux a cessé d'aimer l'autre. Cet époux n'est plus alors placé dans des conditions favorables à la reproduction de l'espèce, et non seulement il a le droit, mais même le devoir social de chercher un amour nouveau. Il y a là rencontre discordante de concepts anarchisants et de considérations tirées de l'intérêt politique de l'Etat.

(11) Cf. la très intéressante thèse de M. A. MOLLIER, « La question du divorce », *Thèse de droit*, Dijon 1930.

Dans les grandes villes une véritable « polygamie successive » en résulte parfois, qui avilit l'institution conjugale, car il ne peut être nié que, par une application peut-être inattendue en la matière, mais très exacte croyons-nous, des principes économiques de rareté, un mariage unique et pour la vie est infiniment plus respectable que plusieurs unions successivement rompues dans le scandale.

L'évolution des esprits dans ce domaine est d'autant plus alarmante qu'elle affecte même les campagnes qui, sous la Révolution, n'avaient presque pas été touchées par la crise du mariage (12).

Les réalités contemporaines viennent ainsi à nouveau et très clairement dénoncer cette illusion naïve du législateur révolutionnaire que le divorce, loin de distendre les liens conjugaux, les serre davantage en rendant les époux plus attachés à leurs devoirs.

Nous sommes de l'opinion inverse, défendue par Portalis au Conseil d'Etat (13), et nous pensons avec M. Lefebvre (14) que « le sentiment du lien vraiment irrévocable est le meilleur frein contre toute tendance des mœurs à conclure trop légèrement comme à supporter impatiemment les engagements du mariage. » Les expériences romaine et révolutionnaire sont en ce sens.

C'est aussi l'avis du philosophe anglais Hume (15) : « Une affection solide, écrit-il, gagne à être contrainte, loin d'en souffrir, elle ne va jamais plus loin que lorsqu'un grand intérêt ou la nécessité même a formé le lien et a engagé deux personnes à fournir la même carrière. »

Quelle que soit d'ailleurs l'opinion retirée de ces controverses d'ordre théorique (16), il doit être aujourd'hui reconnu que le problème se pose maintenant sur un terrain nouveau, très proche des préoccupations de l'heure présente.

Des dangers exceptionnels menacent notre pays en raison pré-

(12) Dès 1927, il y avait 8 divorces pour 100 mariages dans les arrondissements ruraux de Sens et d'Evreux, 5,5 % à Nogent-sur-Seine. Il est d'ailleurs intéressant de noter que les campagnes de l'Yonne et de l'Aube sont depuis longtemps profondément déchristianisées.

(13) « Quand des époux sauront qu'ils ne peuvent pas se délier légèrement, ils seront plus attentifs à se complaire, plus exacts dans leurs obligations mutuelles, plus portés à se ménager et à étouffer des semences de divisions, qui souvent ne s'accroissent et n'amènent une rupture que parce qu'on sait qu'on peut se séparer ».

(14) *Histoire du droit matrimonial français*, T. II : Le lien de mariage, p. 333.

(15) *Essais moraux et politiques*, t. I, p. 399 et suivantes.

(16) Les tendances personnelles, l'éducation reçue, le milieu, influent puissamment sur le jugement porté. Ainsi avons-nous vu les mêmes arguments souvent invoqués à l'appui de thèses respectives et par les « divorciaires » et par les « anti-divorciaires ». Ex. : L'intérêt des femmes contraire (Montesquieu, Sédillez, Mailhe, Siméon, de Bonald) ou conforme au divorce (Cervol, Aubert-Dubayet).

cisement de la faiblesse de sa population comparée à celle de ses voisins (17). Le moment semble venu de procéder à un examen de conscience général et à une réformation profonde de nos institutions et de nos mœurs, en tenant compte cette fois de toutes les expériences passées, parmi lesquelles l'expérience révolutionnaire, si profitable à tous égards.

A la faveur de cette révision très étendue, sans doute y aurait-il lieu de se préoccuper d'entraver les progrès du divorce, mais pas seulement sur le terrain législatif.

C'est pour notre Patrie une question de vie ou de mort : pour que la Société se perpétue, il faut une famille solidement constituée et, comme conclut M. Mollier d'après une phrase de Louis de Bonald : « Quant l'Etat laisse attaquer ou attaque la famille, la famille se venge et, le jour venu, elle détruit l'Etat. »

La Rome antique nous en a déjà fourni l'exemple !

(17) Quelques chiffres éclaireront la situation. En 1800, France : 27 millions d'habitants, Autriche : 23 millions, Allemagne (360 Etats) : 21 millions (dont Prusse 10), Grande-Bretagne : 17 millions, Italie (une dizaine d'Etats) : 17 millions.

En 1938, Grande Allemagne (unifiée) : 80 millions, Grande-Bretagne : 46 millions, Italie (unifiée) : 43 millions, France : 40 millions, plus 2.500.000 étrangers et plus nos colonies, grâce auxquelles, avec un empire de 100 millions d'habitants, nous faisons encore figure de Grande Puissance.

APPENDICE

**Loi du 20 septembre 1792 ; l'an quatrième de la liberté
qui détermine les causes, le mode et les effets du divorce**

L'Assemblée Nationale, considérant combien il importe de faire jouir les Français de la faculté du divorce, qui résulte de la liberté individuelle dont un engagement indissoluble serait la perte ; considérant que déjà plusieurs époux n'ont pas attendu, pour jouir des avantages de la disposition constitutionnelle, suivant laquelle le mariage n'est qu'un contrat civil, que la loi eût réglé le mode et les effets du divorce, décrète qu'il y a urgence.

L'Assemblée Nationale, après avoir décrété l'urgence, décrète sur les causes, le mode et les effets du divorce, ce qui suit :

§ 1^{er}. — CAUSES DU DIVORCE

Art. 1^{er}. — Le mariage se dissout par le divorce.

Art. 2. — Le divorce a lieu par le consentement mutuel des époux.

Art. 3. — L'un des époux peut faire prononcer le divorce, sur la simple allégation d'incompatibilité d'humeur ou de caractère.

Art. 4. — Chacun des époux peut également faire prononcer le divorce sur des motifs déterminés ; savoir :

1° Sur la démence, la folie ou la fureur de l'un des époux ;

2° Sur la condamnation de l'un d'eux à des peines afflictives ou infâmantes ;

3° Sur les crimes, sévices, ou injures graves de l'un envers l'autre ;

4° Sur le dérèglement de mœurs notoire ;

5° Sur l'abandon de la femme par le mari ou du mari par la femme pendant deux ans au moins ;

6° Sur l'absence de l'un d'eux sans nouvelles, au moins pendant cinq ans ;

7° Sur l'émigration dans les cas prévus par les lois, notamment par le décret du 8 Avril 1792.

Art. 5. — Les époux maintenant séparés de corps par jugement exécuté ou en dernier ressort, auront mutuellement la faculté de faire prononcer leur divorce.

Art. 6. — Toutes demandes et instances en séparation de corps non jugées, sont éteintes et abolies : chacune des parties payera ses frais. Les jugements de séparation non exécutés ou attaqués par appel ou par la voie de la cassation, demeurent comme nonavenus, le tout sauf aux époux à recourir à la voie du divorce, aux termes de la présente loi.

Art. 7. — A l'avenir aucune séparation de corps ne pourra être prononcée : les époux ne pourront être désunis que par le divorce.

§ 2. — MODES DU DIVORCE

Mode du divorce par consentement mutuel

Art. 1^{er}. — Le mari et la femme qui demanderont conjointement le divorce seront tenus de convoquer une assemblée de six au moins des plus proches parents ou d'amis, à défaut de parents ; trois des parents ou amis seront choisis par le mari, les trois autres seront choisis par la femme.

Art. 2. — L'assemblée sera convoquée à jour fixe et lieu convenu avec les parents ou amis ; il y aura au moins un mois d'intervalle entre le jour de la convocation et celui de l'assemblée. L'acte de convocation sera signifié par un huissier aux parents ou amis convoqués.

Art. 3. — Si, au jour de la convocation, un ou plusieurs des parents ou amis convoqués, ne peuvent se trouver à l'assemblée, les époux les feront remplacer par d'autres parents ou amis.

Art. 4. — Les deux époux se présenteront en personne à l'assemblée ; ils y exposeront qu'ils demandent le divorce. Les parents ou amis assemblés leur feront les observations et représentations qu'ils jugeront convenables. Si les époux persistent dans leur dessein, il sera dressé par un officier municipal requis à cet effet, un acte contenant simplement que les parents ou amis ont entendu les époux en assemblée dûment convoquée, et qu'ils n'ont pu les concilier. La minute de cet acte, signée des membres de l'assemblée, des deux époux et de l'officier municipal, avec mention de ceux qui n'auront su ou pu signer, sera déposée au greffe de la municipalité ; il en sera délivré expédition aux époux gratuitement, et sans droit d'enregistrement.

Art. 5. — Un mois au moins, et six mois au plus après la date de l'acte énoncé dans l'article précédent, les époux pourront se présenter devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité où le mari a son domicile ; et sur leur demande, cet officier public sera tenu de prononcer leur divorce sans entrer en connaissance de cause. Les parties et l'officier

public se conformeront aux formes prescrites à ce sujet, dans la loi sur les actes de naissance, mariage et décès.

Art. 6. — Après le délai de six mois, mentionné dans le précédent article, les époux ne pourront être admis au divorce par consentement mutuel, qu'en observant de nouveau les mêmes formalités et les mêmes délais.

Art. 7. — En cas de minorité des époux ou de l'un d'eux, ou s'ils ont des enfants nés de leur mariage, les délais ci-dessus indiqués d'un mois pour la convocation de l'assemblée de famille, et d'un mois au moins après l'acte de non-conciliation pour faire prononcer le divorce, seront doubles, mais le délai fatal de six mois après l'acte de non conciliation, pour faire prononcer le divorce, restera le même.

*Mode du divorce sur la demande d'un des conjoints
pour simple cause d'incompatibilité*

Art. 8. — Dans le cas où le divorce sera demandé par l'un des époux contre l'autre, pour cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère sans autre indication de motifs, il convoquera une première assemblée de parents, ou d'amis à défaut de parents, laquelle ne pourra avoir lieu qu'un mois après la convocation.

Art. 9. — La convocation sera faite devant l'un des officiers municipaux du domicile du mari, en la maison commune du lieu, aux jour et heure indiqués par cet officier. L'acte en sera signifié à l'époux défendeur, avec déclaration des noms et demeures des parents ou amis au nombre de trois au moins, que l'époux demandeur entend faire trouver à l'assemblée, et invitation à l'époux défendeur de comparaître à l'assemblée, et d'y faire trouver de sa part également trois, au moins, de ses parents ou amis.

Art. 10. — L'époux demandeur en divorce sera tenu de se présenter en personne à l'assemblée. Il entendra, ainsi que l'époux défendeur, s'il comparait, les représentations des parents ou amis à l'effet de les concilier. Si la conciliation n'a pas lieu, l'assemblée se propagera à deux mois, et les époux y demeureront ajournés. L'officier municipal sera tenu de se retirer pendant ces explications et les débats de famille ; en cas de non-conciliation, il sera rappelé dans l'assemblée pour en dresser acte, ainsi que de la prorogation dans la forme prescrite par l'article 4 ci-dessus ; expédition de cet acte sera délivrée à l'époux demandeur, qui sera tenu de le faire signifier à l'époux défendeur si celui-ci n'a pas comparu à l'assemblée.

Art. 11. — A l'expiration des deux mois, l'époux demandeur

sera tenu de comparaître de nouveau en personne. Si les représentations qui lui seront faites, ainsi qu'à son époux s'il comparait, ne peuvent encore les concilier, l'assemblée se propagera à trois mois et les époux y demeureront ajournés ; il en sera dressé acte, et la signification en sera faite, s'il y a lieu, comme au cas de l'article précédent.

Art. 12. — Si à la troisième séance de l'assemblée à laquelle le provoquant sera également tenu de comparaître en personne, il ne peut être concilié, et persiste définitivement dans sa demande, acte en sera dressé ; il lui en sera délivré expédition qu'il fera signifier à l'époux défendeur.

Art. 13. — Si aux première, seconde ou troisième assemblées, les parents ou amis indiqués par le demandeur en divorce ne peuvent s'y trouver, il pourra les faire remplacer par d'autres à son choix. L'époux défendeur pourra aussi faire remplacer à son choix les parents ou amis qu'il aura fait présenter aux premières assemblées ; et enfin l'officier municipal lui-même, chargé de la rédaction des actes de ces assemblées, pourra, en cas d'empêchement, être remplacé par un de ses collègues.

Art. 14. — Huitaine au moins, ou au plus dans les six mois après la date du dernier acte de non-conciliation l'époux provoquant pourra se présenter pour faire prononcer le divorce, devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité où le mari a son domicile ; il observera, ainsi que l'officier public, les formes prescrites à ce sujet dans la loi sur les actes de naissance, mariage et décès. Après les six mois, il ne pourra y être admis qu'en observant de nouveau les mêmes formalités et les mêmes délais.

*Mode du divorce sur la demande d'un des époux
pour cause déterminée.*

Art. 15. — En cas de divorce demandé par l'un des époux pour l'un des sept motifs déterminés, indiqués dans l'article 4 du § 1^{er} ci-dessus, ou pour cause de séparation de corps, aux termes de l'article 5, il n'y aura lieu à aucun délai d'épreuve.

Art. 16. — Si les motifs déterminés sont établis par des jugements comme dans les cas de séparation de corps, ou de condamnation à des peines afflictives ou infamantes, l'époux, qui demandera le divorce, pourra se pouvoir directement pour le faire prononcer, devant l'officier public chargé de recevoir les actes de mariage dans la municipalité du domicile du mari. L'officier public ne pourra entrer en aucun cas en connaissance de cause. S'il s'élève

dévant lui des contestations sur la nature ou la validité des jugements présentés, il renverra les parties devant le tribunal de district, qui statuera en dernier ressort, et prononcera si ces jugements suffisent pour autoriser le divorce.

Art. 17. — Dans le cas de divorce pour absence de cinq ans sans nouvelles, l'époux qui le demandera pourra également se pourvoir directement devant l'officier public de son domicile, lequel prononcera le divorce sur la présentation qui lui sera faite d'un acte de notoriété, constatant cette longue absence.

Art. 18. — A l'égard du divorce fondé sur les autres motifs déterminés, indiqués dans l'article 4 du § 1^{er} ci-dessus, le demandeur sera tenu de se pourvoir devant des arbitres de famille, en la forme prescrite dans le Code de l'ordre judiciaire pour les contestations entre mari et femme.

Art. 19. — Si d'après la vérification des faits les arbitres jugent la demande fondée, ils renverront le demandeur en divorce devant l'officier du domicile du mari, pour faire prononcer le divorce.

Art. 20. — L'appel du jugement arbitral en suspendra l'exécution ; cet appel sera instruit sommairement et jugé dans le mois.

§ 3. — EFFETS DU DIVORCE PAR RAPPORT AUX ÉPOUX

Art. 1^{er}. — Les effets du divorce par rapport à la personne des époux sont de rendre au mari et à la femme leur entière indépendance avec la faculté de contracter un nouveau mariage.

Art. 2. — Les époux divorcés peuvent se remarier ensemble. Ils ne pourront contracter avec d'autres un nouveau mariage qu'un an après le divorce, lorsqu'il a été prononcé sur consentement mutuel, ou pour simple cause d'incompatibilité d'humeur ou de caractère.

Art. 3. — Dans le cas où le divorce a été prononcé pour cause déterminée, la femme ne peut également contracter un nouveau mariage avec un autre que son premier mari qu'un an après le divorce, si ce n'est qu'il soit fondé sur l'absence du mari depuis cinq ans sans nouvelles.

Art. 4. — De quelque manière que le divorce ait lieu, les époux divorcés seront réglés par rapport à la communauté de biens, ou à la société d'acquêts qui a existé entre eux, soit par la loi, soit par la convention, comme si l'un d'eux était décédé.

Art. 5. — Il sera fait exception à l'article précédent, pour le cas où le divorce aura été obtenu par le mari contre la femme, pour l'un des motifs déterminés, énoncés dans l'article 4 du § 1^{er} ci-dessus, autre que la démence, la folie ou la fureur, la femme en

ce cas sera privée de tous droits et bénéficie dans la communauté de biens ou société d'acquêts ; mais elle reprendra les biens qui y sont restés de son côté.

Art. 6. — A l'égard des droits matrimoniaux emportant gain de survie, tel que douaire, augment de dot ou agencement, droit de viduité, droit de part dans les biens meubles ou immeubles du prédécédé, ils seront dans tous les cas de divorce, éteints et sans effet. Il en sera de même des dons ou avantages pour cause de mariage, que les époux ont pu se faire réciproquement ou l'un à l'autre, ou qui ont pu être faits à l'un d'eux par les père, mère ou autres parents de l'autre. Les dons mutuels faits depuis le mariage et avant le divorce resteront aussi comme non avenus et sans effet, le tout sauf les indemnités ou pensions énoncés dans les articles suivants.

Art. 7. — Dans le cas de divorce pour l'un des motifs déterminés énoncés dans l'article 4 du § 1^{er} ci-dessus, celui qui aura obtenu le divorce sera indemnisé de la perte des effets du mariage dissous et de ses gains de survie, dons et avantages, par une pension viagère sur les biens de l'autre époux, laquelle sera réglée par des arbitres de famille, et courra du jour de la prononciation du divorce.

Art. 8. — Il sera également alloué par des arbitres de famille, dans tous les cas de divorce, une pension alimentaire à l'époux divorcé qui se trouvera dans le besoin, autant néanmoins que les biens de l'autre époux pourront la supporter, déduction faite de ses propres besoins.

Art. 9. — Les pensions d'indemnité ou alimentaire énoncées dans les articles précédents seront éteintes si l'époux divorcé, qui en jouit, contracte un nouveau mariage.

Art. 10. — En cas de divorce pour cause de séparation de corps, les droits et intérêts des époux divorcés resteront réglés, comme ils l'ont été par le jugement de séparation, et selon les lois existant lors de ces jugements, ou par les actes et transactions passés entre les parties.

Art. 11. — Tout acte de divorce sera sujet aux mêmes formalités d'enregistrement et publication, que l'étaient les jugements de séparation ; et le divorce ne produira à l'égard des créanciers des époux que les mêmes effets que produisaient ces séparations de corps ou de biens.

§ 4. — EFFETS DU DIVORCE PAR RAPPORT AUX ENFANTS

Art. 1^{er}. — Dans le cas du divorce par consentement mutuel, ou sur la demande de l'un des époux pour simple cause d'incompa-

tibilité d'humeur ou de caractère, sans autre indication de motifs, les enfants nés du mariage dissous seront confiés, savoir, les filles à la mère, les garçons âgés de moins de sept ans également à la mère ; au-dessus de cet âge ils seront remis ou confiés au père ; et néanmoins le père et la mère pourront faire à ce sujet tel autre arrangement que bon leur semblera.

Art. 2. — Dans tous les cas de divorce pour cause déterminée, il sera réglé en assemblée de famille auquel des époux les enfants seront confiés.

Art. 3. — En cas de divorce pour cause de séparation de corps, les enfants resteront à ceux auxquels ils ont été confiés par jugement ou transaction, ou qui les ont à leur garde et confiance depuis plus d'un an. S'il n'y a ni jugement ou transaction, ni possession annale, il sera réglé en assemblée de famille auquel du père ou de la mère séparés les enfants seront confiés.

Art. 4. — Si le mari ou la femme divorcés contractent un nouveau mariage, il sera également réglé en assemblée de famille si les enfants qui leur étaient confiés leur seront retirés et à qui ils seront remis.

Art. 5. — Soit que les enfants, garçons ou filles, soient confiés au père, ou à la mère seule, soit à l'un et à l'autre, soit à des tierces personnes, le père et la mère ne seront pas moins obligés de contribuer aux frais de leur éducation et entretien ; ils y contribueront en proportion des facultés et revenus réels et industriels de chacun d'eux.

Art. 6. — La dissolution du mariage par divorce ne privera dans aucun cas les enfants nés de ce mariage, des avantages qui leur étaient assurés par les lois ou par les conventions matrimoniales ; mais le droit n'en sera ouvert à leur profit, que comme il le serait si leur père et mère n'avaient pas fait divorce.

Art. 7. — Les enfants conserveront leur droit de successibilité à leur père et à leur mère divorcés. S'il survient à ces derniers d'autres enfants de mariage subséquent, les enfants des différents lits succéderont en concurrence, et par égales portions.

Art. 8. — Les époux divorcés ayant enfants ne pourront en se remariant faire de plus grands avantages, pour cause de mariage, que ne le peuvent, selon les lois, les époux veufs qui se remariant ayant enfants.

Art. 9. — Les contestations relatives au droit des époux d'avoir un ou plusieurs de leurs enfants à leur charge et confiance ; celles relatives à l'éducation, aux droits et intérêts de ces enfants, seront portées devant des arbitres de famille ; et les jugements rendus en cette matière seront, en cas d'appel, exécutés par provision.

**Loi du 20 septembre 1792 ; l'an quatrième de la Liberté,
qui détermine le mode de constater l'état-civil des citoyens
(naissances, mariages, décès)**

**SECTION V. — DU DIVORCE DANS SES RAPPORTS AVEC LES FONCTIONS
DE L'OFFICIER PUBLIC CHARGÉ DE CONSTATER L'ÉTAT CIVIL DES
CITOYENS.**

Art. 1^{er}. — Aux termes de la Constitution, le mariage est dissoluble par le divorce.

Art. 2. — La dissolution du mariage par le divorce sera prononcée par l'officier public chargé de recevoir les actes de naissance, mariage et décès, dans la forme qui suit :

Art. 3. — Lorsque deux époux demanderont conjointement le divorce, ils se présenteront accompagnés de quatre témoins majeurs devant l'officier public, en la maison commune, aux jour et heure qu'il aura indiqués ; ils justifieront qu'ils ont observé les délais exigés par la loi sur le mode du divorce ; ils représenteront l'acte de non conciliation qui aura dû leur être délivré par leurs parents assemblés ; et sur leur réquisition, l'officier public prononcera que leur mariage est dissous.

Art. 4. — Il sera dressé acte du tout sur le registre des mariages ; cet acte sera signé des parties, des témoins et de l'officier public, ou il sera fait mention de ceux qui n'auront pu ou su signer.

Art. 5. — Si le divorce est demandé par l'un des conjoints seulement, il sera tenu de faire signifier à son conjoint un acte aux fins de le voir prononcer ; cet acte contiendra réquisition de se trouver en la maison commune de la municipalité, dans l'étendue de laquelle le mari a son domicile, et devant l'officier public chargé des actes de naissances, mariages et décès, dans le délai qui aura été fixé par cet officier. Ce délai ne pourra être moindre de trois jours, et en outre d'un jour par dix lieues en cas d'absence du conjoint appelé.

Art. 6. — A l'expiration du délai, le conjoint demandeur se présentera, accompagné de quatre témoins majeurs, devant l'officier public ; il représentera les différents actes ou jugements qui doivent justifier qu'il a observé les formalités et les délais exigés par la loi sur le mode de divorce, et qu'il est fondé à le demander ; il représentera aussi l'acte de réquisition qu'il aura dû faire signifier à son conjoint, aux termes de l'article précédent, et sur sa

réquisition, l'officier public prononcera, en présence ou en absence du conjoint dûment appelé, que le mariage est dissous.

Art. 7. — Il sera donné acte du tout sur le registre des mariages, en la forme réglée par l'article 4 ci-dessus.

Art. 8. — S'il s'élève des contestations de la part du conjoint contre lequel le divorce sera demandé, sur aucun des actes ou jugements représentés par le conjoint demandeur, l'officier public n'en pourra prendre connaissance ; il renverra les parties à se pourvoir.

Art. 9. — L'officier public qui aura prononcé le divorce, et en aura fait dresser acte sur les registres des mariages, sans qu'il lui ait été justifié des délais, des actes et des jugements exigés par la loi sur le divorce, sera destitué de son état, condamné à cent livres d'amende, et aux dommages-intérêts des parties.

Décret des 8 — 14 Nivôse An II (28 Décembre 1793)

Art. 1^{er}. — Les tribunaux de famille auxquels sont attribués les jugements des contestations entre maris et femmes, après le divorce, dans les cas prévus par les articles 7 et 8 du paragraphe III de la loi du 20 Septembre 1792 sur le divorce, et dans les cas prévus par l'article 9 du paragraphe IV de la même loi, connaîtront aussi de celles relatives aux règlements des droits des époux dans leur communauté, et de leurs droits matrimoniaux emportant gain de survie.

Art. 2. — Ces tribunaux de famille seront obligés de prononcer sur ces contestations dans le délai d'un mois après leur formation.

Les époux, ou l'un d'eux, pourront porter l'affaire soumise à la décision des arbitres de la famille par devant le tribunal du district, si ces arbitres ont négligé de prononcer leur jugement pendant ce délai.

Art. 3. — Le mari divorcé peu se remarier immédiatement après le divorce ; l'épouse divorcée ne peut se remarier que dix mois après.

Art. 4. — S'il est constaté que le mari ait abandonné depuis dix mois son domicile et sa femme, celle-ci pourra contracter un nouveau mariage aussitôt après le divorce.

Décret du 4 Floréal An II (25 Avril 1794)

Art. 1^{er}. — Lorsqu'il sera prouvé par un acte authentique ou de notoriété publique que deux époux sont séparés de fait depuis plus de six mois, si l'un d'eux demande le divorce, il sera prononcé, sans aucun délai d'épreuve, conformément à l'article 17 du paragraphe II de la loi du 20 Septembre 1792.

L'acte de notoriété publique sera donné par le Conseil général de la commune ou par les Comités civils de section sur l'attestation de six citoyens.

L'époux qui demandera le divorce pourra, dans le cas d'une résidence de six mois dans une nouvelle commune, faire citer l'autre par devant l'officier public de ce nouveau domicile.

La citation sera donnée à la personne de l'époux défendeur ou au dernier domicile commun, chez l'agent national, qui sera tenu de l'afficher pendant une décade à la porte de la maison commune.

Art. 2. — S'il est constaté par acte authentique ou de notoriété publique que la séparation des époux a lieu par l'abandon fait par l'un d'eux du domicile commun, sans donner de ses nouvelles, l'époux abandonné pourra obtenir son divorce sur la seule présentation de l'acte authentique ou de notoriété, six mois après cet abandon et sans avoir besoin d'appeler l'époux absent.

Art. 3. — Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les époux se pourvoiront dans la forme ordinaire, tant pour le règlement de leurs droits que pour ce qui concerne l'éducation et l'intérêt de leurs enfants.

Art. 4. — Les femmes des défenseurs de la patrie et des fonctionnaires éloignés de leur domicile pour le service de la République ne pourront néanmoins, pendant l'absence de leur mari, demander le divorce que par devant l'officier public de leur dernier domicile commun, ou par devant celui de la résidence actuelle de leur mari.

Elles ne pourront réclamer pendant son absence que ce qu'elles ont apporté en mariage, et tous les règlements qu'elles feront faire de leurs droits ne seront que provisoires jusqu'au retour de leur mari.

Art. 5. — Tous les officiers municipaux qui ne voudront pas recevoir une action en divorce, ou qui refuseront de le prononcer dans les cas prévus par les articles 1 et 2 ci-dessus, seront destitués et pourront être condamnés à des dommages et intérêts envers les parties sans préjudice des peines portées par l'article 8 de la section V de la loi du 14 Frimaire, qui leur seront appliquées, s'il y a lieu

Art. 6. — Le divorce ne pourra être attaqué par la voie de l'appel. S'il a été prononcé avant l'accomplissement des délais, on pourra le faire prononcer de nouveau après leur expiration.

Art. 7. — La femme divorcée peut se remarier aussitôt qu'il sera prouvé par un acte de notoriété publique qu'il y a dix mois qu'elle est séparée de fait de son mari.

Celle qui accouche après son divorce est dispensée d'attendre ce délai.

Art. 8. — Les divorces qui ont été effectués en vertu du principe que le mariage n'est qu'un contrat civil et qui ont été constatés par des déclarations authentiques faites par devant des officiers municipaux, des juges de paix ou des notaires, depuis la déclaration de ce principe et avant la promulgation de la loi du 20 Septembre 1792, sont confirmés.

Décret du 24 Vendémiaire An III (15 Octobre 1794)

La Convention décrète que celui qui, poursuivant le divorce, établira, par un acte authentique ou de notoriété publique, que son époux est émigré ou qu'il est résidant à l'étranger ou dans les colonies, sera dispensé de l'assigner au dernier domicile ; et le divorce sera prononcé sans aucune citation.

Loi du 15 Thermidor An III (2 Août 1795)

Art. 1^{er}. — L'exécution des lois des 8 nivôse et 4 floréal an II, relatives au divorce, demeure suspendue à compter de ce jour.

Art. 2. — Le Comité de législation est chargé de réviser toutes les lois concernant le divorce, et de présenter, dans le délai d'une décade, le résultat de son travail.

Loi du 1^{er} jour complémentaire An V (17 Septembre 1797)

Art. 1^{er}. — Dans toutes les demandes en divorce qui ont été ou sont formées sur simple allégation d'incompatibilité d'humeur et de caractère, l'officier public ne pourra prononcer le divorce que six mois après la date du dernier des trois actes de non-conciliation exigés par les articles 8, 10 et 11 de la loi du 20 Septembre 1792.

Art. 2. — A l'égard des demandes en divorce formées pour la cause ci-dessus, après lesquelles les trois actes de non-conciliation auront eu lieu, l'officier public ne pourra prononcer le divorce que six mois après la publication de la présente.

ÉTUDES LOCALES

I. — DEPARTEMENT DE L'HERAULT

*Recherches effectuées aux Archives départementales de l'Hérault
et au Bureau de l'Etat-Civil de la Ville de Montpellier*

1° Etat-Civil de Montpellier

Arch. Départ., Etat-Civil 177 - 100 à 110

	Mariages	Divorces
année 1792-1793	270	16
an II	409	38
an III	411	43
an IV	294	20
an V	266	24
an VI	301	17
an VII	240	10
an VIII	163	8
an IX	182	13
an X	276	8
an XI	281	9
an I - XI	3.093	206 6,6 %

C'est la courbe habituelle avec maximum en l'an II et III et décroissance ultérieure. Après la promulgation de la loi du 10 Germinal de l'an XI (31 mars 1803), le nombre des divorces est presque nul : 2 en l'an XII, 2 en l'an XIII, un en l'an XIV, plus aucun de 1806 à 1816.

Quant à la répartition des divorces par catégories et d'après le sexe de l'époux demandeur, elle a été de l'an I à l'an XI, la suivante :

[illegible]

TOTAUX

(1) N'ont pu être retrouvés 2 divorces prononcés en 1792.

On notera la proportion importante des divorces pour motif déterminé : presque la moitié. Il n'a pas été possible de les détailler tous : dans un très grand nombre de cas en effet, l'acte de divorce ne spécifie pas le motif (2), sans doute pour éviter le scandale, par discrétion dans l'intérêt des familles.

L'évolution chronologique peut, semble-t-il, être ainsi définie :

I. — Dans les premiers temps on invoqua principalement l'abandon pendant deux ans ou l'absence sans nouvelles pendant cinq ans (14 divorces sur 24), la dernière cause étant particulièrement avantageuse puisqu'elle permettait le prononcé immédiat du divorce sur la seule production d'un acte de notoriété, l'époux demandeur étant libre de se remarier sur-le-champ.

II. — Dans une seconde phase, le décret du 4 Floréal de l'an II est largement utilisé : 51 divorces sur 71 prononcés pendant sa courte période d'application de dix-sept mois (4 Floréal de l'an II-15 Thermidor de l'an III). Le contingent des divorces pour séparation de plus de six mois, représente d'ailleurs le quart de l'effectif total (206 pour la période 1792 - an XI).

III. — Enfin, après l'abrogation des décrets de l'an II, la plus grande part des divorces revient aux motifs déterminés (62 sur 109), parmi lesquels ceux d'abandon et d'absence sont les plus importants (24). On note aussi un développement intéressant des modes de consentement mutuel (23) et d'incompatibilité d'humeur (24).

Le premier, qui requiert l'entente préalable des parties, permet en effet d'aboutir très vite : un mois après la non-conciliation devant les parents assemblés, l'officier d'état-civil prononcera la dissolution du mariage.

Le second présente des caractéristiques opposées : en un délai nettement plus long : six mois, puis un an après le décret du premier jour complémentaire de l'an V, l'un des époux parvient infailliblement à vaincre toutes les résistances de l'autre, si obstinées soient-elles (3), et ce sans avoir à révéler les motifs de sa détermination.

Comme à Paris, il y a eu très peu de conversions de séparations de corps en divorces : 3 sur 204 espèces.

Par ailleurs nous n'avons relevé à Montpellier, comme du reste

(2) Cf. annexes, n° 3, divorce Fontane-Chapel, où l'on porte seulement à l'acte cette mention : « Il a été reconnu que l'époux demandeur était fondé à obtenir le divorce ».

(3) Cf. Divorce Fabre-Bouat, cité en annexe, n° 2.

dans tout l'Hérault, qu'un seul cas de divorce pour émigration (4). Ce faible usage du mode d'émigration s'explique très vraisemblablement par un sentiment de prudence : on a préféré user d'autres causes plus discrètes et aussi plus commodes telles que l'abandon ou la séparation de fait pendant six mois.

Il est enfin intéressant de noter l'analogie très frappante entre ce tableau et celui publié pour Paris à la page 159. Les légères différences s'expliquent sans doute par ce fait que les chiffres de la capitale sont donnés pour une période restreinte : 1^{er} janvier 1793-17 juin 1795, et non pour toute la durée d'application de la loi de 1792 comme à Montpellier.

Il en résulte, notamment, que le contingent des divorces du décret de Floréal an II tient une place plus importante à Paris (33 %) qu'à Montpellier (25 %).

2^e Etat-Civil de Béziers

Arch. Départ., 32 81 à 90

	Mar.	Div.	
1793 :	78	1	Consentement mutuel de Pierre Vigan et Anne Maréchal, le 12 février 1793 : folio 13.
an II :	131	2	D. 4 Fl. II : l'un demandé par Anne Rauzié le 27 prairial (actes Guibal, folio 53) ; l'autre, reproduit en annexe, pièce n° 12, par François Chavarder, le 14 fructidor (actes Labour, folio 48).
an III :	144	1	Consentement mutuel de Nicolas Destagnol et Anne Blanchot, le 29 floréal, après 25 ans de mariage.
an IV :	152	1	Divorce pour motif déterminé non spécifié obtenu par le mari : un cordonnier de 55 ans (folio 144).
an V :	165	»	
an VI :	153	»	
an VII :	79	2	Obtenus par les femmes : l'un au folio 2, pour absence sans nouvelles du mari : un négociant, pendant plus de cinq ans ; l'autre, au folio 83, pour abandon de <i>près</i> de 2 ans, abusivement basé sur le décret du 4 floréal an II, suspendu depuis plus de 4 ans ; il est certainement irrégulier ; nous l'avons reproduit en annexe, pièce n° 14 (Divorce Béziat-Roman).
an VIII :	58	1	Obtenu par la femme pour abandon par son mari depuis cinq ou six ans (folio 24). Là aussi le décret du 4 floréal an II est illégalement invoqué pour éviter la convocation d'une assemblée de famille ; grâce à lui un acte de notoriété suffira.

(4) Divorce Amier-Bertrand, reproduit en annexe, n° 8. A Nîmes, par contre et dans le Puy-de-Dôme, nous en avons trouvé de plus nombreux (Cf. annexes, n° 9 et 10).

	Mar.	Div.	
an IX :	136	1	Au folio 4 : le 22 vendémiaire, divorce pour incompatibilité de Raimond-Auguste Bousquet, propriétaire foncier, et Catherine Gineste, à la demande de cette dernière. Ils devaient d'ailleurs se remarier le 18 messidor an IX, neuf mois après. Le divorce a joué dans ce cas comme une séparation de corps de brève durée.
an X :	125	»	
an XI :	104	1	Folio 22 : le 2 nivôse, divorce pour incompatibilité d'humeur à la demande du mari : J.-J. Bermond fils, commis marchand, qui, âgé de 34 ans, a 11 ans de moins que sa femme: Victoire-Antoinette Jaumes.

an I-an XI 1.325 10 (0,75 %)

Le nombre des divorces enregistrés à Béziers a donc été extrêmement faible.

La répartition est la suivante :

	Hommes	Femmes	TOTAL
Consentement mutuel	»	»	2
Incompatibilité d'humeur	1	1	2
Motifs déterminés	1	1	2
Plus de 6 mois de séparation (D. du 4 Fl. de l'an II)	1	3	4
	3	5	10
	5+2 Cons. Mut.		

3° Etat-Civil de Sète

Arch. Départ., 312^{20 et 21}

	Mar.	Div.	
1793 :	71	1	Feuillet 15 : demandé par la femme d'un négociant pour incompatibilité d'humeur.
an II :	79	3	Feuillet 16 : un consentement mutuel. Feuillet 18 : 1 f. pour excès et sévices. Feuillet 20 : 1 h. pour motif dét. non spécifié.
an III :	84	3	Feuillet 6 : 1 marin pour mot. dét. non spécifié. Feuillet 16 : 1 h. pour absence de sa femme pendant plus de cinq ans ; Feuillet 22 : un cons. mut.
an IV :	71	1	1 f. pour incomp. d'humeur.
an V :	80	3	Feuillet 26 : 1 h. pour absence de sa femme de puis environ deux ans ; Feuillet 44 : 1 h. invoquant une longue séparation d'avec sa femme. 1 f. pour absence de son mari depuis 15 ans.
an VI :	50	2	1 cons. mut. ; 1 f. pour abandon par son mari depuis 25 mois.
an VII :	64	2	Feuillet 2 : 1 f. pour absence de son mari depuis 9 mois (application abusive du décret du du 4 floréal II abrogé depuis 4 ans), cf. annexes, pièce n° 13 (Divorce Nourrigat-Sambussy). Feuillet 22 : un cons. mut.

an VIII :	Mar. 53	Div. 2	1 f. pour condamnation de son mari à une peine afflictive et infamante ; 1 f. pour absence sans nouvelles de son mari depuis deux ans révolus.
an IX :	71	2	1 h. pour abandon par sa f. deux ans sans nouvelles ; 1 h. pour absence de sa femme six ans sans nouvelles.
an X :	90	3	Feuillet 3 : 1 f. pour incompatibilité. Feuillet 21 : 1 f. pour abandon 9 ans sans nouvelles ; feuillet 32 : 1 f. pour le même motif pendant 8 ans.
an XI :	77	3	2 cons. mut. ; 1 f. pour abandon 7 ans sans nouvelles.

790 25 (3 %)

Après l'an XI on ne trouve plus sur les registres aucun divorce.

REPARTITION

	Hommes	Femmes	TOTAL
Consentement mutuel	»	»	6
Incompatibilité	»	3	3
Mot. dét. non spécifiés	2	»	2
Condamnation afflictive	»	1	1
Excès, sévices	»	1	1
Absence sans nouvelles pendant plus de cinq ans	2	4	6
Abandon deux ans au moins et appli- cations abusives du D. 4 Fl. II ..	3	3	6
	7	12	25

12+6 Cons. Mut.

4^e Etat-Civil de Pézenas

Arch. Départ., 207 19 bis, 20, 21, 22

1793 :	Mar. 40	Div. »	
an II :	84	3	1 Cons. mut. et 6 séparations de fait de plus de 6 mois (D. 4 fl. II) ; 4 demandes émanant du mari et 2 de la femme.
an III :	99	4	
an IV :	71	»	
an V :	73	1	Pour incompatibilité, demandé par la f.
an VI :	80	1	1 f. pour condamnation de son mari, Cf. annexes, pièce n° 4. (Divorce Stanos-Rouch).
an VII :	41	»	
an VIII :	32	»	
an IX :	56	1	Pour incompatibilité, demandé par la femme.
an X :	68	»	
an XI :	66	»	
	710	10	(1,4 %)

REPARTITION

	Hommes	Femmes	TOTAL
Consentement mutuel	»	»	1
Incompatibilité	»	2	2
Condamnation afflictive	»	1	1
D. 4 Fl. II (6 mois de séparation	4	2	6
	4	5	10
		5+1 Cons. Mut.	

5° Etat-Civil d'Agde

Arch. Départ., 3 25, 26, 27

	Mar.	Div.	
1793 :	72	1	Cons. mut.
an II :	48	»	
an III :	61	2	D. 4 fl. II, séparation de plus de 6 mois, demandés par les femmes.
an IV :	45	1	Le mari pour mot. dét.
an V :	54	2	Les maris pour mot. dét.
an VI :	63	1	La femme pour condamnation du mari.
an VII :	54	2	Les femmes pour abandon par leur mari.
an VIII :	38	1	Le mari, pour incompatibilité.
an IX :	76	»	
an X :	63	3	3 f. : 2 pour absence de leur mari pendant plus de cinq ans ; la dernière, âgée de 19 ans, pour incompatibilité.
an XI :	93	1	Cons. mut.
an I-an XI	667	14	(2 %)

REPARTITION

	Hommes	Femmes	TOTAL
Consentement mutuel	»	»	2
Incompatibilité	1	1	2
Motifs dét. non spécifiés	3	»	3
Condamnation afflictive	»	1	1
Abandon plus de deux ans	»	2	2
Absence plus de 5 ans sans nouvelles ..	»	2	2
D. 4 Fl. II	»	2	2
	4	8	14
		8+2 Cons. Mut.	

6° Etat-Civil de Lodève (7.500 habitants)

Arch. Départ., 146 ²⁶ et ²⁷

	Mar.	Div.	
1793 :	27	»	
an II :	16	»	
an III :	43	2	1 cultivateur pour séparation de plus de 6 mois; 1 f. pour mot. dét. non spécifié.
an IV :	64	»	
an V :	40	1	F. Arrazat pour excès et sévices de la part de son mari. Cf. annexes, pièce n° 5.
an VI :	65	»	
an VII :	29	»	
an VIII :	48	1	Cons. Mut.
an IX :	41	»	
an X :	61	»	
an XI :	49	»	
	480	4	(0,8 %)

REPARTITION

	Hommes	Femmes	TOTAL
Consentement mutuel	»	»	1
Motifs déterminés	»	2	2
D. 4 Fl. II	1	»	1
	1	2	4
2+1 Cons. Mut.			

7° Etat-Civil de Clermont-l'Hérault

Arch. Départ., 81 ¹⁶

	Mar.	Div.	
1793 :	42	»	
an II :	67	»	
an III :	33	»	
an IV :	34	»	
an V :	48	»	
an VI :	32	»	
an VII :	47	3	1 cons. mut. ; 1 f. pour abandon par son mari ; 1 h. pour incompatibilité.
an VIII :	20	»	
an IX :	38	»	
an X :	58	2	1 cons. mut. ; 1 f. pour absence de son mari sans nouvelles pendant plus de 5 ans.
an XI :	42	1	Cons. Mut.
	461	6	(1,3 %)

REPARTITION

	Hommes	Femmes	TOTAL
Consentement mutuel	»	»	3
Incompatibilité	1	»	1
Abandon	»	1	1
Absence sans nouvelles	»	1	1
	1	2	6
	2+3 Cons. Mut.		

8° Etat-Civil de Lunel Arch. Départ., 149¹⁰

	Mar.	Div.	
1793 :	42	2	1 f. pour absence sans nouvelles de son mari pendant plus de 5 ans ; 1 h. pour mot. dét.
an II :	24	4	3 f. pour mot. dét. ; 1 h. pour séparation de plus de 6 mois.
an III :	49	»	
an IV :	38	»	
an V :	55	»	
an VI :	77	»	
an VII :	33	»	
an VIII :	19	»	
an IX :	28	»	
an X :	41	»	
an XI :	42	1	1 f. pour incompatibilité d'humeur.
	448	7	(1,5 %)

REPARTITION

	Hommes	Femmes	TOTAL
Incompatibilité	»	1	1
Motifs déterminés	1	3	4
Absence de plus de 5 ans	»	1	1
D. du 4 Fl. II	1	»	1
	2	5	7

9° Etat-Civil de Saint-Pons-de-Thomières (3.500 habitants) Arch. Départ., 294^{6 et 7}

	Mar.	Div.	
an I :	22	»	
an II :	31	»	
an III :	33	1	1 f. : D. du 4 fl. II.
an IV :	14	»	
	100	1	

(Au-delà de l'an IV, les registres d'état-civil du Saint-Ponais n'ont pas été versés aux Archives Départementales de l'Hérault.)

10° Etat-Civil de Bédarieux

Arch. Départ., 28¹⁶ et 17.

	Mar.	Div.	
an II :	14	2	1 h. pour absence de sa f. depuis plus de 6 ans , 1 f. : D. du 4 fl. II.
an III :	43	»	
an IV :	22	»	
an V :	31	»	
an VI :	33	»	
an VII :	50	»	
an VIII :	26	»	
an IX :	34	1	1 f. pour absence de son mari pendant plus de 5 ans sans nouvelles.
an X :	35	»	
an XI :	30	»	
	313	3	(1 ‰)

11° Etat-Civil de Saint-Gervais-sur-Mare

Arch. Départ., 268⁸

	Mar.	Div.	
an V :	12	»	
an VI :	7	»	
an VII :	24	»	
an VIII :	22	2	2 h. : l'un (Général Serviès) pour séparation de fait pendant plusieurs années ; l'autre pour séparation de fait pendant plus de 6 mois. Tous deux sont irréguliers et nous les avons reproduits en annexe : N°s 15 et 16.
an IX :	12	»	
an X :	9	»	
an XI :	6	1	Le Général Serviès fait reprononcer son divorce. Cf. annexes, pièce n° 17.
	92	2	

Pour l'ensemble du département (Montpellier exclus) les recherches effectuées nous montrent 24 divorces demandés par les hommes, 43 par les femmes et 15 consentements mutuels.

Au total 288 divorces pour les 11 villes notables de l'Hérault dont nous avons examiné l'état-civil révolutionnaire ; le chiffre total pour le département entier ne doit pas être supérieur à 300.

II. — DEPARTEMENT DU GARD

1° Etat-Civil de Nîmes (40.000 habitants)

	Mar.	Div.
1793	213	21
an II	305	26
an III	352	27
an IV	322	10
an V	267	7
an VI	384	15
an VII	295	11
an VIII	182	3
an IX	261	4
an X	310	6
an XI	284	12
	3.175	142 (4,4 %)

2° Etat-Civil d'Alès (9.000 habitants)

	Mar.	Div.
an I	89	3
an II	88	5
an III	67	5
an IV	67	1
an V	69	1
an VI	89	4
an VII	62	2
an VIII	49	»
an IX	51	»
an X	75	»
an XI	52	»
	758	21 (2,7 %)

3° Etat-Civil de Beaucaire

	Mar.	Div.
1793	38	1
an II	106	1
an III	73	»
an IV	67	»
an V	91	»
an VI	53	»
an VII	84	»
an VIII	27	»
an IX	55	»
an X	75	»
an XI	67	»
	736	2 (0,3 %)

4° Etat-Civil d'Uzès (7.000 habitants)

	Mar.	Div.
1793	33	2
an II	33	2
an III	52	»
an IV	32	»
an V	52	»
an VI	53	»
an VII	49	»
an VIII	27	1
an IX	54	»
an X	49	»
an XI	43	»
	477	5 (1 %)

5° Etat-Civil du Vigan (3.800 habitants)

	Mar.	Div.
an I :	8	»
an II :	23	3
an III :	44	»
an IV :	22	»
an V :	21	»

A Saint-Gilles : 3 div. (en 1793, an II et VII).
 Pont-Saint-Esprit : 3 div. (en 1793, an II et III)
 Anduze : 2 div., en l'an II.
 Verfeuil : 1 div., en l'an X (demandé par le
 mari : un Martiniquais).
 Saint-Jean-du-Gard : 1 div.
 Aigues-Mortes : 1 div.
 Vauvert : 1 div. (an II).

	Mar.	Div.	
an VI :	40	»	Saint-André-de-Valborgne : 0.
an VII :	27	»	Valleraugue : 0.
an VIII :	21	3	
an IX :	38	1	
an X :	36	1	
an XI :	30	»	
	310	8 (2,6 %)	

Au total, 178 divorces pour les 12 villes ou localités notables du Gard dont nous avons examiné l'état-civil.

Le chiffre total pour le département entier ne devait pas dépasser 200.

*
* *

Nous donnons ici quelques observations générales tirées de nos recherches en Languedoc, dans les départements de l'Hérault et du Gard. Elles corroborent les constatations déjà faites au chapitre VI:

Le divorce a été pratiqué dans les villes, surtout les agglomérations importantes comme Montpellier (206 divorces) et Nîmes (142 divorces). Faut-il attribuer le plus grand nombre de divorces constaté à Montpellier, dont la population (33.000 habitants) était pourtant moindre que celle de Nîmes (40.000 habitants), à ce fait qu'elle était la capitale de la province, siège de l'Intendance, de l'Université et de nombreuses administrations, que donc le mouvement des idées y était plus intense ? Peut-être.

Pourtant, à Nîmes et dans le Gard, une très importante fraction de la population était protestante, et si nous avions entrepris des recherches dans ce département, c'était précisément pour voir si le divorce, toléré par la religion réformée, n'y avait pas été l'objet d'un usage plus fréquent que dans l'Hérault.

En fait on a moins divorcé à Nîmes qu'à Montpellier et dans le Gard que dans l'Hérault. Cela tient très probablement aux mœurs austères de ces protestants : dans les cantons camisards des Cévennes notamment, nous n'avons découvert que très peu de divorces. C'est bien la preuve qu'en notre matière le milieu et les mœurs ont une influence capitale.

On peut en trouver une nouvelle confirmation dans le petit nombre de divorces enregistrés parmi les populations des arrondissements montagneux de Lodève et de Saint-Pons, alors qu'il est nettement plus élevé dans le Bas-Languedoc, en particulier dans les ports, où les mœurs sont souvent plus libres : Sète et Agde.

Toutefois faut-il se garder de toute conclusion trop absolue (5) : les circonstances locales, le plus ou moins grand retentissement de la secousse révolutionnaire ont certainement joué leur rôle.

Sans nous être livré à une recherche particulière sur ce point, nous n'avons pas remarqué de conjoints divorçant plusieurs fois de suite : ces cas ne se sont probablement surtout rencontrés que dans les très grands centres.

Par contre nous avons noté maints divorces suivis d'un remariage très rapide, expliquant parfois la rupture du lien précédent.

A Béziers, Pierre Vigan divorce par consentement mutuel d'avec Anne Maréchal le 12 février 1793, et se remarie avec Jeanne Bompaire, de Bédarieux, le 30 Ventôse an II (20 mars 1794) (6). A Agde, André Albert, cultivateur, épouse Jeanne Vié le 21 janvier 1793 ; ils divorcent par consentement mutuel dès le 13 avril (7), et le mari convole avec Anne Latapie, le 6 Germinal an II (27 mars 1794).

Dans la même ville, Marie-Anne Pastre divorce pour séparation de fait de plus de 6 mois, le 4 Ventôse an II (23 Février 1794) pour se remarier le 21 Floréal (11 mai).

A Pézenas, et pour le même motif, François Audran divorce d'avec Marguerite Boujac le 19 Nivôse an III (9 Janvier 1795), et se remarie à Marie-Claire Delmas le 22, trois jours après.

A Montpellier, Pierre-Auguste Banne, négociant, divorce par consentement mutuel, le 27 Pluviôse an III (16 Février 1795), d'avec Jeanne-Magdelaine-Henriette Silhol (folio 71) et se remarie (folio 85) le 8 Germinal (29 mars) avec Diane Colondre, de Genève, *elle aussi divorcée*.

Après le décret du 15 Thermidor de l'an III (2 Août 1795) suspendant ceux de Ventôse et Floréal an II, on eût dû entièrement revenir aux règles posées par la loi du 20 septembre 1792. On note cependant dans la pratique un flottement très sensible.

Ainsi à Montpellier, Pierre Vézian divorce pour incompatibilité d'avec Marie-Marguerite Rozier, le 4 Germinal an IV (25 mars

(5) A Béziers, centre important du Bas-Languedoc et siège d'un Présidial (14.000 hab.), les divorces ont été proportionnellement 3 fois moins nombreux que dans la petite ville cévenole du Vigan.

(6) D'après la loi du 20 septembre 1792, un délai d'un an devait obligatoirement séparer le divorce par consentement mutuel ou pour incompatibilité d'humeur du remariage des époux. Mais le décret des 8-14 Nivôse an II (28 décembre 1793 - 3 janvier 1794) vint autoriser le convol immédiat du mari, la femme seule étant astreinte à l'observation d'un délai de viduité de dix mois, décomptés après le décret du 4 Floréal de l'an II (25 avril 1794) à partir du premier jour de la séparation de fait qui, au bout de 6 mois, donnait droit au divorce.

(7) Détail curieux : le premier témoin à l'acte de divorce est Bernard-Guillaume Couaix, 39 ans, prêtre, constitutionnel sans doute ?

1796) — folio 54, -- et, loin d'observer le délai d'épreuve d'un an, se remarie avec Anne Lescure dès le 7 (28 mars 1796) — folio 55 — de telle sorte que divorce et remariage se suivent presque l'un l'autre sur le registre.

C'est surtout le décret du 4 Floréal qui, pendant longtemps encore, continua à être parfois invoqué et appliqué dans les actes de divorce de la région languedocienne. On voulait conserver le bénéfice des dispositions si pratiques de son article 2, d'après lesquelles la dissolution du mariage devait être prononcée sur la seule production d'un acte de notoriété, sans que les parties aient à subir les lenteurs de la procédure préalable devant les arbitres de famille, et, en cas d'abandon sans nouvelles, sans même avoir à faire appeler l'époux absent.

Ainsi à Sète, le 27 Vendémiaire an VII (19 Octobre 1798), Margueritte Nourrigat, divorcée d'avec Antoine Sambussy, qui l'a abandonnée depuis 9 mois, après en avoir justifié par acte de notoriété. Cf. annexes, pièce n° 13.

De même à Saint-Gervais-sur-Mare, le 6 Thermidor an VIII (26 Juillet 1800), Pierre Dolque, cultivateur, fait prononcer la dissolution de son mariage avec Marie Loubet, dont il est séparé de fait depuis plus de 6 mois (Cf. annexes pièce n° 15), pour s'unir à Marie-Rose Crébassa dès le 22 Brumaire an IX (12 Novembre 1800).

A la même catégorie appartient aussi le divorce Béziat-Roman, prononcé à Béziers le 7 Fructidor an VII (25 août 1799), et basé sur l'absence du mari depuis *près de deux ans* (Annexes, pièce n° 14).

D'une manière générale, il semble bien que les divorces pour absence et séparation de fait aient été prononcés un peu à la légère par les officiers de l'état-civil, qui se contentent souvent (Cf. état-civil de Sète) d'un acte de notoriété affirmant « une longue absence et abandon » (Cf. Divorce Nourrigat-Sambussy) ou « plusieurs années de séparation » (Cf. Divorce Serviès-Treillard, le 7 Vendémiaire an VIII à Saint-Gervais-sur-Mare).

Ces divorces étaient irréguliers puisque la loi de 1792 exigeait une décision judiciaire lorsque l'absence était inférieure à 5 ans, ou même au delà lorsque le conjoint absent avait donné de ses nouvelles.

Aussi verrons-nous précisément le Général Emmanuel-Gervais Serviès, maire de Saint-Gervais et membre du Corps Législatif, faire régulariser en l'an XI, par le Tribunal de Béziers (Cf. annexes, pièce n° 17), son divorce, déjà prononcé en l'an VII dans des conditions suspectes.

En fait d'ailleurs, dans les cas de très longue séparation, l'é-

poux absent était souvent décédé : ce devait être fréquent dans les ports, en raison des disparitions en mer. A Sète, par exemple, nous voyons de nombreuses femmes rompre leur union par le divorce pour absence sans nouvelles de leur mari depuis 7, 8, 9 ou 15 ans.

La procédure de divorce pouvait être longue et compliquée si l'un des conjoints, pour s'opposer à la dissolution de son mariage, accumulait les obstacles. C'est une constatation déjà faite par M. Cruppi, à propos du divorce Suzan.

Nous avons pu en trouver à Montpellier un nouvel exemple dans le divorce de Pierre Fabre et Jeanne Bouat (*Cf.* annexes, pièce n° 2). Il s'étaient mariés à Sète, le 27 Frimaire de l'an III (17 décembre 1794), 5^e feuillet, acte n° 17 ; ils divorcent à Montpellier pour incompatibilité d'humeur le quatrième jour complémentaire de l'an IV (21 septembre 1796).

Ont-ils à nouveau convolé ? Nous n'en avons pas trouvé la trace ni à Montpellier ni à Sète. Ou bien la femme a-t-elle réussi à faire prononcer la nullité de ce divorce ? Toujours est-il que Pierre Fabre forme le 3 Germinal an IX (24 mars 1801) une nouvelle demande, identiquement basée sur l'incompatibilité de leurs deux caractères.

Les trois Assemblées de famille prescrites ont lieu, avec les intervalles requis, le 5 Floréal de l'an IX (25 avril 1801), puis le 6 Messidor de l'an IX (25 juin 1801) et enfin le 7 Vendémiaire de l'an X (29 Septembre 1801). Aux termes de la loi du 1^{er} jour complémentaire de l'an V, le divorce ne pouvait être prononcé qu'à l'expiration d'un délai de 6 mois. Le jour en est donc fixé au 8 Germinal de l'an X (29 mars 1802).

Mais 5 jours avant, le 3 Germinal, Jeanne Bouat fait opposition devant le Tribunal civil. Déboutée le 28 Floréal de l'an X (18 mai 1802), elle relève appel pour perdre à nouveau, le 15 Thermidor de l'an X (3 août 1802). Sur une seconde opposition formée le 23 Thermidor, elle est encore déboutée le 25, et le divorce est finalement prononcé le 1^{er} Fructidor de l'an X (19 août 1802).

Commencée le 23 mars 1801, la seconde procédure aboutit donc à la dissolution du mariage le 18 août 1802 seulement, après un an et demi, malgré tous les désirs de célérité du législateur révolutionnaire.

Quant à la rédaction proprement dite des actes, les formules utilisées sont très variables : les unes très brèves, comme à Sète ou à Lunel ; d'autres, très longues, reproduisent toute la procédure suivie (*Cf.* divorce Arrazat à Lodève en l'an V, reproduit en annexe, pièce n° 5).

Dans les grandes villes comme Montpellier, des modèles impersonnels s'établissent vite et, après quelques années, les divorces

sont souvent rassemblés à la fin du registre des mariages, ce qui rend les recherches infiniment plus aisées que lorsqu'ils sont noyés dans la masse des mariages (8).

Dans certains départements comme le Gard, le Tarn ou l'Aveyron, à partir de l'an VI ou VII, les registres sont formés de cadres imprimés, identiques pour chaque catégorie d'actes : mariages, divorces, naissances, décès ou adoptions, et dont les Officiers municipaux n'ont plus qu'à remplir les blancs par la mention des circonstances particulières de la cause.

III. — DEPARTEMENT DE LA LOZERE

Au chef-lieu de Mende (4.500 habitants) il a été enregistré de l'an I à l'an XI : 4 divorces pour 387 mariages (1,1 %). La répartition annuelle est la suivante :

	Mar.	Div.	
1793 :	21	1	Le 24 janvier 1793, à la demande du mari : Pierre Jacques, maçon, pour dérèglement de mœurs de sa femme.
an II :	33	1	Le 22 fructidor, à la demande de la femme : Marie Gouny qui « voulant profiter de nos loys régénératrices », invoque le décret du 4 floréal II (séparation de plus de 6 mois — ici elle atteint 6 ans). Dès le 26 fructidor — 4 jours après — elle se remarie à Louis Castanet, gendarme.
an III :	34	1	Le 25 germinal, à la demande de Margueritte Lafont qui invoque le D. du 4 floréal II (séparation de plus de 6 mois) pour se délier d'avec son mari : le sieur Mellac, capitaine de grenadiers au 9 ^e Bataillon du Lot.
an IV :	28	»	
an V :	31	»	
an VI :	47	»	
an VII :	55	»	
an VIII :	27	»	
an IX :	46	1	Le 21 pluviôse, demandé par la femme pour abandon par son mari : Simon Grégut, pendant plus de 2 ans.
an X :	33	»	
an XI :	32	»	
an I-an XI	387	4	

Sous l'Empire, de 1803 à 1816, on relève à Mende également 4 divorces.

(8) D'une manière générale d'ailleurs, les registres des mariages de l'état-civil de Montpellier pour la période révolutionnaire sont, ainsi que leur table décennale, fort bien tenus.

Les deux premiers sont l'aboutissant de procédures entreprises sous le régime de la loi du 20 septembre 1792 : celui de François-Esprit Ango, minéralogiste, et de Jeanne-Marie Lapierre, prononcé le 29 frimaire XII, pour incompatibilité à la demande de la femme ; et celui d'un sieur Tisserant, prononcé le 27 août 1810 seulement, sur le vu d'une sentence arbitrale rendue en 1793 et reconnaissant fondé un motif déterminé invoqué par le mari (9).

Les deux derniers au contraire sont conformes aux dispositions du Code Civil de 1804 : ce sont ceux de Marie-Gabrielle-Aglæ Moré de Charaix de Serverette et Jean-Antoine-Royeri de Beaufort, qui, s'étant mariés le 1^{er} mai 1809, divorcent par consentement mutuel le 18 janvier 1812 ; et de François-Urbain-Jean-Baptiste de Borel et Sophie-Augustine de Retz-Servièrre, le 11 mai 1812 à la demande de la dernière.

Dans le reste du département, les divorces sont, comme d'ailleurs encore de nos jours, très rares, même dans les cantons protestants limitrophes du Gard. Nous en avons retrouvé 1 à Florac (2.000 habitants) — consentement mutuel de Placide Robert et Elisabeth Paradan, le 15 Messidor XI — et 1 à Saint-Germain-de-Calberte — Jean-Pierre André et Jeanne Pous le 1^{er} Veudémiaire III — et n'en avons aperçu aucun à Meyrucis, Pont-de-Montvert, Barre-des-Cévennes, Marvejols, Châteauneuf-de-Randon.

Au total et pour le département entier de la Lozère, le nombre des divorces révolutionnaires n'a pas été supérieur à une dizaine.

IV. — DEPARTEMENT DE L'AVEYRON

	1 ^o Etat-Civil de Milau (6.000 habitants)		2 ^o Etat Civil de Rodez (6.500 habitants)		
	Mar.	Div.	Mar.	Div.	
1793 :	20	»	25	1	Le 19 août, cons. mut. de J.-J. Gally, directeur des Postes et de Geneviève Geynet-Baron, mariés le 25 avril 1774.
an II :	48	1	51	1	Le 26 pluviôse : 1 f. pour sévices et injures graves.
an III :	63	»	45	»	
an IV :	57	»	51	»	
an V :	61	»	50	»	

(9) A la différence des divorces par consentement mutuel ou pour cause d'incompatibilité qui, sous peine de déchéance de toute la procédure intervenue, devaient être prononcés 6 mois au plus tard après la date du dernier acte (art. 6 et 14 du § 2 de la loi du 20 septembre 1792), le divorce pour motif déterminé n'était soumis quant à sa prononciation à aucun délai de rigueur.

	Mar.	Div.	Mar.	Div.
an VI :	?	(10) ?	39	5
an VII :	90	?	39	5
an VIII :	38	»	35	»
an IX :	37	»	21	»
an X :	39	»	43	»
an XI :	59	»	55	»
an I-an XI	512	1 (0,2%)	454	2 (0,5%)

Le nombre des divorces révolutionnaires a donc été à peu près nul à Rodez, Millau, Villefranche (11), comme sans doute dans tout l'Aveyron : une dizaine à peine pour le département entier.

A plus forte raison a-t-il dû en être de même sous le Consulat et l'Empire : pendant cette période nous n'avons relevé qu'un seul divorce à Rodez : en l'an XII.

V. — DEPARTEMENT DU CANTAL

A Aurillac, chef-lieu du département (9.000 hab.), a été enregistré un nombre de divorces relativement élevé : 30 pour 687 mariages (4,3 %) de l'an I à l'an XI, la répartition annuelle étant la suivante :

	Mar.	Div.
an I :	37	4
an II :	99	3
an III :	39	4
an IV :	54	2
an V :	65	»
an VI :	62	1
an VII :	64	2
an VIII :	53	4
an IX :	71	2
an X :	74	6
an XI :	69	2
an I-an XI	687	30 (4,3 %)

(10) Les registres d'état-civil (mariages) de la commune de Millau, pour l'an VI et VII, semblent perdus : ils ne se trouvent en effet ni aux Archives municipales, ni aux Archives départementales à Rodez. Mais il est peu probable qu'il y ait eu des divorces ces années-là à Millau. Quant au nombre des mariages, il a pu être de 90 environ.

(11) Aucun divorce sur les registres des mariages de Villefranche de l'an IV à l'an VII, les seuls qui soient détenus par les Archives de l'Aveyron.

Nous avons noté qu'un individu nommé Louis Mex, tanneur, était porté sur la Table décennale comme ayant divorcé deux fois : la première d'avec Marguerite Bonal le 22 fructidor II (mariage contracté le 3 juin 1778) ; la seconde d'avec Thérèse Cantagrel, le 7 fructidor VIII.

A Mauriac (2.500 habitants), chef-lieu de district sous la Révolution, aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement, les Tables décennales de l'état-civil n'indiquent aucun divorce, mais en feuilletant les registres nous en avons retrouvé 2 : l'un, le 24 germinal II, demandé par une femme pour absence de son mari depuis 29 ans, l'autre, le 28 Ventôse III, rompant un mariage contracté le 10 janvier 1792, sur l'initiative du mari : Pierre-Marie Boucheron, qui convole à nouveau le 21 Pluviôse IX.

A Pleaux, petite ville ancienne et important chef-lieu de canton, nous relevons un seul divorce, le 4 janvier 1793, à la demande de la dame Chazette, âgée de 67 ans, pour cause d'absence du sieur Dulac, son mari, depuis plus de 20 ans, dont les 8 dernières sans nouvelles.

Sur ces bases, pour l'ensemble du département du Cantal le nombre des divorces révolutionnaires ne doit pas être supérieur à une cinquantaine.

VI. — DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DOME

A Clermont-Ferrand (28.000 habitants), chef-lieu du département, la répartition annuelle des mariages et des divorces sous la Révolution est la suivante :

	Mar.	Div.
an I :	135	8
an II :	216	24
an III :	201	24
an IV :	211	4
an V :	252	4
an VI :	257	9
an VII :	192	8
an VIII :	205	10
an IX :	219	11
an X :	231	4
an XI :	204	14
an I-an XI	2.323	120 (5,1 %)

Nous avons noté au passage qu'un sieur Etienne Gendreau, divorcé Dubois en premières noces et Guénard en secondes noces, convolait pour la troisième fois en l'an IX avec une dame Champagne.

Après la promulgation des dispositions restrictives du Code Civil, on ne trouve sous l'Empire presque plus de divorces à Clermont-Ferrand : 1 en l'an XII, 1 en 1809, 1 en 1812, 1 en 1814.

Dans le reste du département les divorces révolutionnaires sont à peu près exclusivement concentrés dans les gros bourgs de la plaine fertile de la Limagne, arrosée par l'Allier, et particulièrement dans les 4 villes, chef-lieux de district, de Riom, Thiers, Issoire et Billom. A l'inverse ils sont peu nombreux dans la région accidentée du Livradois (Ambert) et à peu près inexistantes dans les montagnes de l'Ouest : aucun divorce à Besse-en-Chandesse, chef-lieu de district, de même qu'à Tauves et Rochefort, importants cantons non loin des Monts-Dores.

Voici le détail de l'état-civil révolutionnaire (mariages et divorces) pour les 5 villes les plus peuplées : Thiers, Riom, Ambert, Issoire, Billom.

1° Etat-Civil de Thiers (12.000 habitants)

	Mar.	Div.	
an I :	80	3	Le 28 février 1793 : à la dem. d'1 f. de 29 ans et après jugement du tribunal de famille ; le mariage dissous avait été contracté le 11 août 1784. Le 23 mars 1793 : à la demande de la f. et après jugement du tribunal de famille sur défaut du mari, un charpentier ; mariage contracté le 30 juin 1773. Le 27 mars 1733 : un marchand et sa f. par cons. mutuel.
an II :	125	4	Le 26 ventôse II : un journalier de 70 ans et sa femme de 37 ans, par cons. mut. ; mariés le 21 janv. 1769. Le 13 prairial II : Antoine Gouin-Faure, notaire public, et sa f., tous deux âgés de 68 ans, par cons. mut. ; mariés le 22 février 1741. Le 11 Messidor II : 1 coutelier de 47 ans et sa f. de 60 ans, par cons. mut. ; mariés le 3 nov. 1771. Le 16 thermidor II : 1 coutelier de 60 ans et sa f. de 62 ans, par cons. mut. ; mariés le 2 sept. 1762.
an III :	95	11	Le 6 vendémiaire III : div. pour mot dét. après décision du trib. de fam. ; les 2 époux requièrent le div. ; mariés le 3 juin 1773. Le 16 frimaire III : 1 f. pour séparation de plus de 6 mois (D. 4 floréal II). Le 8 nivose III : div. pour mot. dét. après décision du trib. de fam., à la demande de la f., semble-t-il ; mais le mari, boulanger, est présent à la mairie et tous deux requièrent le div. ; mariés le 25 janvier 1785. Le 12 pluviôse III : 1 coutelier de 48 ans et sa f.

de 52, à la dem. de cette dernière pour séparation de 6 mois ; mariés le 3 mars 1772.

Le 20 ventôse III : à la dem. de la f. une couturière de 60 ans, pour séparation de 6 mois ; mariés le 30 août 1775.

Le 25 ventôse III : 1 papetier de 36 ans et sa f. de 25, à la dem. de la f. pour sévices (jugt du trib. de fam.) ; mariés le 20 novembre 1792.

Le 25 germinal III : mot. dét. à la dem. de la f. ; mariage le 21 juin 1768.

Le 22 floréal III : à la dem. de la f., âgée de 26 ans, pour absence de son mari depuis 9 ans ; D. 4 floréal II invoqué ; mariage le 17 juin 1781.

Le 25 floréal III : 1 f. de 60 ans pour séparation de 6 mois d'avec son mari, papetier ; mariage le 15 février 1773.

Le 9 thermidor III : div. pour mot. dét. ; les époux, âgés de 32 et 25 ans, se présentent l'un et l'autre devant l'officier d'état civil ; le mari est remouleur ; mariage le 31 janv. 1783.

Le 22 thermidor III : 1 f. pour séparation de plus de 6 mois.

an IV :	74	»	
an V :	109	1	5 germinal V : la f. d'un coutelier pour incompatibilité ; mar. le 19 février 1781.
an VI :	146	»	
an VII :	154	3	26 frimaire VII : la f. d'un boulanger, âgée de 31 ans, pour incomp. ; mar. le 23 sept. 1782.
			18 germinal VII : la f. d'un propriétaire, âgée de 26 ans, pour incomp. ; mariage le 11 octobre 1791.
			6 floréal VII : un cordonnier et sa f. par cons. mut. ; mar. civil contracté le 3 germinal III.
an VIII :	81	1	4 nivôse VIII : div. pour incomp. de Claudine-Benoite Réal de Bussy, 58 ans, d'avec François-Hugues Maisre ; mar. le 25 juin 1789.
an IX :	72	2	3 vendémiaire IX : la f. d'un teinturier, âgée de 28 ans, contre son mari, âgé de 42, pour incompatibilité.
			23 ventôse IX : la f. d'un coutelier pour absence de son mari depuis 12 ans sans nouvelles.
an X :	118	»	
an XI :	66	1	5 vendémiaire XI : la f. d'un coutelier pour absence sans nouvelles et abandon par son mari depuis 13 ans.

an I-an XI 1.101 26 (2,3 %)

A noter qu'à part 3 divorces pour motif déterminé, dont il est malaisé de discerner le demandeur, l'initiative de toutes les dissolutions de mariage prononcées à Thiers revient aux femmes.

La répartition des divorces par catégories est la suivante :

6 consentements mutuels (dont 5 au début. : en 1793 et an II).

9 motifs déterminés (6 non spécifiés à l'acte, 2 absences, 1 divorce pour sévices).

6 divorces pour séparation de 6 mois (D. 4 Floréal II).

5 divorces pour incompatibilité d'humeur et de caractère (à la fin : en l'an V, VII, VIII, IX).

Enfin, nous avons relevé, parmi ces derniers précisément, une procédure particulièrement longue : c'est le divorce de Benoit Compagnon, teinturier, né en 1759, et de Pétronille Chevalier, née en 1773, à la demande de celle-ci. Elle obtient du tribunal l'autorisation de citer à la date du 23 Messidor VII. Les 3 Assemblées de famille, prévues par la loi de 1792 dans le divorce pour incompatibilité, ont lieu le 21 fructidor VII, le 15 frimaire VIII et enfin le 28 Ventôse VIII. La dissolution du mariage, contracté le 3 février 1789, est prononcée par l'officier d'état-civil de Thiers, le 3 Vendémiaire IX.

Mais sans doute ces opérations étaient-elles entachées de quelque irrégularité et le mari a-t-il réussi à en faire prononcer la nullité, puisque une seconde procédure, identique à la première, ne tarde pas à s'engager. Les 3 Assemblées de famille se réunissent à nouveau les 5 Floréal IX, 22 Messidor IX et 13 Brumaire X. Peu de temps avant le jour fixé pour la dissolution du mariage devant l'officier d'état-civil, Benoit Compagnon fait opposition pour cause de nullité, à la date du 3 Floréal X. Mainlevée n'en est ordonnée que le 11 Floréal XIII par le tribunal civil de Thiers. D'une opposition à ce jugement, Compagnon est à nouveau débouté le 29 Messidor XIII. Il interjette appel, mais la Cour de Riom, les 22 février et 6 mars 1806, confirme la décision des premiers juges et le divorce est enfin prononcé par le maire de Thiers, le 21 avril suivant, presque 6 années après l'introduction de la requête initiale (23 Messidor VII, juillet 1800).

2° Etat-Civil de Riom (13.000 habitants)

	Mar.	Div.	
an I :	89	5	16 mai 1793 : un domestique de 43 ans et sa f. de 44, par cons. mut. ; mariés le 5 juillet 1784. 16 juillet 1793 : Anet Valeix, garde national destiné à la Vendée, 29 ans, et sa f. par cons. mut. ; mariage le 24 mai 1791. 20 juillet 1793 : div. d'Angélique de Combarel et Ignace du Bois Saint-Etienne pour incompatibilité à la dem. de la f. ; le mari fait défaut ; mariage contracté en 1765. 8 août 1793 : incompatibilité à la dem. de la f. ; mar. le 27 octobre 1781. 29 août 1793 : incomp. à la dem. de la f. sur défaut du mari ; mariage le 29 juin 1790.
an II :	121	5	3 octobre 1793 : incomp. à la dem. de la f. sur défaut du mari ; mariage le 14 avril 1785. 9 nivôse II : 1 f. pour abandon par son mari depuis 27 mois ; mariage le 25 novembre 1776. 13 floréal II : div. par cons. mut. de Michel Charbonnier, 30 ans, boulanger et Marie Laronde, 36 ans, mar. contracté le 9 avril 1780. 13 thermidor II : 1 f. de 68 ans pour sép. d'avec son mari depuis plus de 6 mois (D. 4 flor. II) ; le mar. ayant été contracté le 4 janvier 1764, cette f. avait été autorisée par son mari à vivre

	Mar.	Div.	
			séparée par convention du 12 septembre 1784.
			15 thermidor II : 1 f. (Antoinette Tabardin) pour absence de son mari sans nouvelles depuis 8 ou 9 ans ; mariage le 29 juillet 1769.
an III :	69	6	29 vendémiaire III : Joséphine-Suzanne Mâcon, 28 ans, détenue, femme de Bosredon, émigré, pour émigration de ce dernier ; mariage le 26 octobre 1784.
			30 brumaire III : 1 sergent pour séparation de 6 mois (Décret du 4 floréal II).
			9 pluviôse III : 1 f. pour absence sans nouvelles de son mari depuis plus de 20 ans ; mariage en 1772.
			28 ventôse III : 1 cordonnier pour absence de sa femme depuis 7 ans sans nouvelles, mar. le 29 janvier 1764.
			2 prairial III : Léonard Boutaudon, 39 ans, ci-devant conseiller à la ci-devant Cour des Aides de Clermont-Ferrand, pour séparation de 6 mois (D. 4 fl. II).
			14 prairial III : 1 f. pour sép. d'avec son mari D. 4 fl. II) parti depuis 2 ans avec les troupes envoyées en Vendée.
an IV :	111	1	17 thermidor IV : 1 f. (Françoise Heyraud) pour absence sans nouvelles de son mari depuis 30 ans ; mar. contracté le 7 février 1763. Elle se remarie 3 jours après : le 20, avec Guillaume Coquery, capitaine de la Garde Nationale.
an V :	114	»	
an VI :	116	»	
an VII :	78	3	25 nivôse VII : la f. d'un homme de loi pour incompatibilité ; mar. le 3 mai 1779.
			13 messidor VII : 1 f. pour absence sans nouvelles depuis 7 ans de son mari, qu'elle prétend mort aux armées ; mar. le 8 octobre 1782.
			28 fructidor VII : un défenseur officieux pour incomp. ; mar. le 8 août 1782.
an VIII :	75	1	13 Vendémiaire VIII : une marchande pour incomp. ; mar. le 9 février 1784.
an IX :	80	»	
an X :	95	»	
an XI :	86	3	6 frimaire XI : 1 f. de 42 ans pour condamnation de son mari, âgé de 64 ans ; mariage contracté le 16 novembre 1788 ;
			18 frimaire XI : François-Priest Leyris, propriétaire et homme de lettres, 32 ans, pour abandon par sa f. ; div. prononcé par le tribunal de Riom ; mariage contracté le 24 nivôse III.
			27 nivôse XI : 1 perruquier de 32 ans pour abandon par sa f. depuis plus de 2 ans ; cette dernière fait défaut, mais cependant approuve et requiert devant l'officier d'état civil la dissolution du mar., contracté le 19 messidor II.
an I-an XI	1.034	24	(2,3 %)

La répartition des divorces par catégories est la suivante :

	Hommes	Femmes	Total
Consentement mutuel	»	»	3
Incompatibilité d'humeur	1	6	7

		Hommes	Femmes	Total
Motifs déterminés : (3, 7, 10)	abandon	2	1	3
	absence sans nouvelles .	1	4	5
	émigration	»	1	1
	condamnation	»	1	1
D. 4 Fl. II (sép. de 6 mois)		2	2	4
		6	15	24
				15+3 Cons. Mut.

Nous avons noté que Michel Charbonnier et Marie Laronde, divorcés par consentement mutuel le 13 floréal II, se sont l'un et l'autre remariés à des divorcés : lui, le 23 thermidor II, à Antoinette Tabardin, divorcée à Riom huit jours auparavant de Jean Armand; elle, le 15 vendémiaire V, à Jean Sarrazin, divorcé à Clermont-Ferrand, le 7 frimaire II, d'avec Marguerite Mègmont.

3° Etat-Civil d'Ambert (6.000 habitants)

	Mar.	Div.	
an I :	35	»	
an II :	55	»	
an III :	46	»	
an IV :	53	»	
an V :	43	»	
an VI :	60	»	
an VII :	53	1	26 pluviôse VII : 1 f. pour condamnation de son mari.
an VIII :	56	1	30 messidor VIII : cons. mut. de Charles-Jean Rapp, 38 ans, gendarme national, né en Autriche et de Marie Puy, 50 ans.
an IX :	36	4	7 brumaire IX : J.-B. Chelles, propriétaire, et sa f. par cons. mut. Ils se remariaient ensemble dès le 30 prairial suivant, 7 mois après. 26 brumaire IX : un propriétaire de 35 ans et sa femme de 45, par cons. mut. 21 germinal IX : un tanneur et sa f. par cons. mut. 12 floréal IX : un huissier et sa f. par cons. mut.
an X :	78	1	9 Germinal X : un bourrellier et sa f. âgés de 21 ans, par cons. mut. ; ils s'étaient mariés mineurs, le 10 floréal IX.
an XI :	41	»	
an I-an XI	556	7	(1,2 %)

Sauf le premier en date, tous les divorces sont basés sur le consentement mutuel des parties.

4° Etat-Civil d'Issoire (5.000 habitants)

	Mar.	Div.	
1793 :	40	»	
an II :	57	4	17 brumaire II : 1 f. de 47 ans pour incomp. d'avec son mari, marchand, âgé de 36 ans. 19 germinal II : 1 f. de 63 ans pour incomp., défaut du mari ; mariage en 1774. 27 prairial II : à la dem. de Catherine de la Rochelambert pour émigration de son mari : Pierre Molin de la Vernède, ancien officier de dragons. Cf. annexes, pièce n° 9. 27 prairial II : A la dem. de Jeanne-Claudine de la Rochelambert, sœur de la précédente, pour émigration de Joseph de la Salle, son mari. Ces deux divorces sont certainement simulés.
an III :	42	1	18 vendémiaire III : à la dem. de Marguerite de Roquelaure pour émigration de son mari : Jacques-Alexis de la la Salle, qui en réalité aurait péri dans les massacres du 10 août 1792 (D. 4 fl. également invoqué). Cf. annexes, pièce n° 10.
an IV :	45	1	3 thermidor IV : 1 entrepreneur et sa f. par cons. mut.
an V :	39	1	21 prairial V : 1 f. de 23 ans pour incomp. ; mar. le 15 fructidor III.
an VI :	38	1	21 prairial VI : 1 f. de 44 ans pour incomp.
an VII :	50	1	1 ^{er} germinal VII : François Mallet, greffier du tribunal de police corr., pour incomp. ; f. défaillante.
an VIII :	42	1	8 germinal VIII : 1 propriétaire de 46 ans et sa f. de 24, par cons. mut.
an IX :	43	1	10 fructidor IX : la f. d'un cultivateur pour absence sans nouvelles de son mari depuis 15 ans.
an X :	38	1	16 vendémiaire X : un garçon tailleur de 19 ans pour incomp., contre sa f. âgée de 26 ans ; mariés le 30 vendémiaire VIII.
an I-an X	434	12	(2,8 %)

Répartition par catégories :

	Hommes	Femmes	Total
Consentement mutuel	»	»	2
Incompatibilité	2	4	6
Motifs émigration	»	3	3
déterminés : absence	»	1	1
	2	8	12
	8+2 Cons. Mut.		

5° Etat-Civil de Billom

	Mar.	Div.	
1793 :	38	4	7 janvier 1793 : Geneviève-François Leturg, pour émigration de son mari ; Joseph-Nicolas de Laboulaye. 19 février 1793 : 1 libraire de 33 ans et sa f. par cons. mut. 8 août 1793 : la f. d'un tailleur pour incomp. 9 août 1793 : la f. d'un cultivateur pour incomp.
an II :	42	1	19 germinal II : 1 f. de 28 ans pour incomp. ; elle se remarie le 1 ^{er} sans-culottide II.
an III :	29	2	5 pluviôse III : 1 f. pour sép. de fait depuis 18 ans (D. 4 fl. II). 17 germinal III : 1 voiturier de 85 ans et sa f. de 65 ans, par cons. mut.
an IV :	36	»	
an V :	33	»	
an VI :	28	»	
an VII :	46	»	
an VIII :	20	»	
an IX :	28	1	7 fructidor IX : 1 chapelier de 37 ans et sa f. de 44, par cons. mut.
an X :	20	1	19 messidor X : 1 propriétaire de 52 ans et sa f. de 32, pour incomp., à la demande de la f.
an XI :	27	1	30 nivôse XI : 1 h. pour incompatibilité.
an I-an XI	347	10	(2,8 %)

REPARTITION

	Hommes	Femmes	Total
Consentement mutuel	»	»	3
Incompatibilité	1	4	5
Emigration	»	1	1
Sép. de fait (D. 4 Fl. II)	»	1	1
	1	6	10
	6+3 Cons. Mut.		

VII. — DEPARTEMENT DU VAR

Extrait d'un article de M. Jacques Parès, Conservateur de la Bibliothèque municipale et des Archives de ville de Toulon, sur le divorce à Toulon sous la Révolution, paru dans le « Bulletin de la Société des Amis du Vieux Toulon », juillet-août-septembre 1924. n° 3, à nous très aimablement signalé par Mme Suzanne Flèche, actuellement conservatrice de la Bibliothèque municipale de Toulon :

« Permis par la loi salique, puis prohibé comme contraire à l'esprit du christianisme, le divorce fut rétabli en France par la loi du 20 septembre 1792. Les premières applications à Toulon de la nouvelle loi eurent lieu les 28 et 29 novembre 1792, au bénéfice d'un charpentier : Jean-Pierre Artigues, et d'un perruquier, Jean-Michel Ytié, leurs femmes les ayant quittés depuis vingt et vingt-deux ans. Le 6 décembre suivant, c'était une femme, Louise Pauline Colle, épouse du citoyen Henri L'Epine, contrôleur des vivres de la Marine « sans nouvelles de son mari depuis onze ans », qui demandait et obtenait le divorce. Dès lors, les divorces se multiplièrent, nous en avons compté dix-sept dans les deux derniers mois de l'année 1792. Généralement le motif invoqué par les femmes comme par les hommes était l'abandon du domicile conjugal depuis un laps de temps plus ou moins long ».

ANNEXES

PIÈCE N° 1

Divorce par consentement mutuel

Etat-civil de Montpellier, an VI, 14° feuillet

L'an six de la République, et le 13 Frimaire, heure de onze avant midy, par devant nous, Louis Guillaume Gourgas, administrateur municipal, officier de l'état-civil, sont comparus, Jean Lautard, facturier, et Catherine Claire Ramond, mariés, habitans cette commune qui nous ont dit que voulant procéder à la dissolution de leur mariage par consentement mutuel, ils avaient conjointement par acte du 4 Vendémiaire dernier, en conformité du paragraphe 2 de la loi du 20 septembre 1792, qui détermine les causes, modes et effets du divorce, fait convoquer une assemblée de *six amis à défaut de parents*, dont trois choisis par chacun d'eux ; que cette assemblée fut tenue par devant nous, le 8 Brumaire dernier, qu'ils s'y présentèrent en personnes, et qu'ils y exposèrent qu'ils demandaient le divorce par consentement mutuel ; que malgré les représentations et exhortations de la dite assemblée, ils persistèrent de plus fort dans leur dite demande en divorce ; qu'en conséquence il fut par nous dressé acte de la tenue de cette assemblée, et de leur non conciliation ; qu'ils se présentent de nouveau tous deux aujourd'huy et nous invitent et requièrent qu'aux termes de l'article 5 du paragraphe précité de la dite loi du 20 septembre 1792, nous prononçons leur divorce.

Nous Administrateur Municipal Officier de l'état-civil susdit, avons donné acte aux dits Jean Lautard, facturier, et Catherine, Claire Ramond, de leurs comparution et dire, et fésant (sic) droit à leur réquisition, vu le dit acte de non conciliation en date du 8 Brumaire dernier, et attendu que le délai d'un mois exigé par le dit article 5, pour la prononciation du divorce, est expiré avons prononcé et prononçons au nom et en vertu de la loi, que le mariage entre le dit Jean Lautard, facturier, et la dite Catherine Claire Ramond, est dissous.

Témoins, Antoine Tarson, caffetier, âgé de 40 ans, Fulcrand Boudal, courtier, âgé de 33 ans, Jean Combes, chapellier, âgé de 46 ans, et Louis Triaire, vendeur de vin, âgé de 31 ans, tous habitants de cette commune, signés avec le dit Jean Lautard, et nous, la dite Catherine Claire Ramond, ayant déclaré ne savoir signer, de ce requise.

(Signatures :)

PIÈCE N° 2

Divorce pour incompatibilité d'humeur

Etat-civil de Montpellier, an X, 126^e feuillet

Du 1^{er} jour du mois de Fructidor l'an dix de la République Française.

Acte de divorce de Pierre Fabre, âgé d'environ 39 ans, né à Pézenas, département de l'Hérault, le 1^{er} décembre 1763, profession d'ancien négociant, demeurant à Montpellier depuis environ 6 ans, fils légitime de Jacques Fabre et d'Elisabeth Martin, domiciliés au dit Pézenas.

Et de Jeanne Bouat, âgée d'environ 32 ans, née à Sette, département de l'Hérault, le 31 mai 1770, demeurant au dit Sette, fille légitime de feu Sébastien Bouat et de Claire Lauger survivante, habitant au dit Sette.

Les actes préliminaires sont :

1° L'acte de convocation en date du 3 Germinal an IX de l'Assemblée exigée par l'article 8, § 2 de la loi du 20 septembre 1792 (vieux style) pour le mode de divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur et de caractère.

2° L'acte de la tenue de la première assemblée en vertu de la dite convocation, en date du 5^e jour du mois de Floréal, signifié le 5 Prairial suivant.

3° L'acte de la seconde assemblée du 6^e jour du mois de Messidor de la dite année signifié le 18 du dit mois.

4° L'acte de la tenue de la troisième et dernière assemblée, en date du 7^e jour du mois de Vendémiaire an X, signifié le 4 Brumaire suivant avec citation pour voir prononcer le divorce au 8 Germinal prochain.

5° L'acte d'opposition à la dite prononciation en date du 3 Germinal dernier.

6° Le procès-verbal de l'officier public, en date du 8° du dit mois de Germinal, qui délaisse à se pourvoir sur la dite opposition.

7° Le jugement du Tribunal civil de l'arrondissement de Montpellier en date du 28 Floréal dernier, qui maintient les dits actes d'assemblée et ordonne qu'il sera passé outre par l'officier public de l'état-civil à la prononciation du divorce d'entre Pierre Fabre et Jeanne Bouat.

8° L'acte de citation du 18 Prairial dernier donné en conséquence dudit jugement à la dite Bouat pour voir prononcer le divorce.

9° Le jugement du Tribunal d'appel séant à Montpellier en date du 15 Thermidor dernier, qui confirme le susdit jugement du Tribunal de 1^{re} instance et en ordonne l'exécution.

10° La signification dudit jugement du Tribunal d'appel du 19 du même mois de Thermidor, portant citation à la dite Bouat pour voir prononcer le divorce.

11° L'acte d'opposition au divorce en date du 23 dudit mois de Thermidor.

12° Le procès-verbal de l'officier public, du même jour, qui renvoie conformément à l'article 8, section 3 de la loi du 20 septembre 1792 (v. s.).

13° L'ordonnance rendue par le dit Tribunal d'appel séant à Montpellier, le 25 dudit mois de Thermidor dernier et

14° Enfin la signification de la dite ordonnance du 26 du susdit mois de Thermidor portant citation à la dite Bouat pour voir prononcer le dit divorce ce jourd'huy, heure de dix du matin, le tout en forme et dûment enregistré.

Le dit Pierre Fabre, après que l'heure de la citation et celle de la surséance ont été passées, a demandé à haute voix la dissolution de son mariage.

En présence d'Antoine Bertin, négociant, âgé de 35 ans ; de Raymond Louis Delon, directeur des octrois, âgé de 42 ans ; de Jean Xavier Madal, commis marchand, âgé de 25 ans ; et d'Etienne Lautois, médecin, âgé de 42 ans, tous quatre domiciliés à Montpellier.

Après quoi, moi Jean Baptiste Dupuy, adjoint à la mairie, faisant les fonctions d'officier public de l'état-civil, ai prononcé qu'au nom de la loi le mariage du dit Pierre Fabre, ancien négociant et de la dite Jeanne Bouat est *dissous* et j'aye signé avec le dit Pierre Fabre, requérant le divorce et lesdits témoins.

(Signatures :)

PIÈCE N° 3

Divorce pour motif déterminé (non spécifié)

Etat-civil de Montpellier, an III, 113° feuillet

L'an III de la République Française et le 24 Prairial, s'est présentée au Secrétariat des officiers publics de cette commune la citoyenne Anne Fontane, native et habitante de cette commune, épouse de Simon Chapel, habitant aussi de cette commune, qui nous a dit que voulant procéder à la dissolution de son mariage, elle avait en conformité de la loi du 20 septembre 1792 (vieux stile) provoquée (*sic*) une assemblée de famille pour juger la légitimité de sa demande.

Nous officier public soussigné, vû (*sic*) la décision arbitrale en datte du 20 courant, duement enregistrée le 22, qui déclare que laditte Anne Fontane est fondée à obtenir le divorce, à suite de laquelle est l'ordonnance rendue par le citoyen Chauvet, président du Tribunal du district du 22 aussi courant, enregistrée le même jour,

vu aussi l'acte de somation (*sic*) donnée audit Simon Chapel, en datte du 22 aussi courant duement enregistrée le 23, à comparaître aujourd'hui devant nous à dix heures du matin dans une des salles de la Maison Commune pour voir prononcer la dissolution de leur mariage et

vu les articles 4 et 19 de la loi du 20 septembre 1792 (vieux stile) qui détermine les causes, modes et effets du divorce et

attendu que le dit Chapel n'a point comparu, que l'heure de la somation et celle de la surcéance (*sic*) sont passées,

prononçons au nom de la loi que le mariage d'entre Anne Fontane et Simon Chapel *est dissous*,

Témoins : Benoît Coulet, âgé de 50 ans ; Jean Etienne Salettes, officier de santé, âgé de 60 ans ;

Pascal Auguste Sadde, âgé de 42 ans, et Etienne Pontier, âgé de 63 ans,

habitants de cette commune qui ont signés (*sic*) avec la divorcée et nous.

(Signatures :)

MOULINIER, off. pub.

PIÈCE N° 4

**Divorce pour condamnation de l'un des conjoints
à une peine afflictive ou infamante**

Etat-civil de Pézenas, an VI

Aujourd'hui 25 Thermidor, l'an VI de la République Française une et indivisible, à 4 heures du soir, par devant moy Jean Brunel administrateur municipal de la commune de Pézenas, département de l'Hérault, élu le 18 du courant officier public pour rédiger les actes destinés à constater l'état-civil des citoyens, est comparue dans la salle de la Maison Commune, la citoyenne Anne Jeanne Rouch, âgée de 23 ans, domiciliée à Pézenas, épouse de Bertrand Stanos dit Laffond domiciliée (*sic*) de la même commune, laquelle assistée des citoyens Nicolas Meunier, ancien tailleur de corps, âgé de 60 ans, Jacques Franc, tailleur d'habits, âgé de 47 ans, Antoine Lenthéric, boulanger, âgé de 44 ans, et Jacques Cøllet fils, tailleur d'habits, âgé de 30 ans, tous domiciliés de cette commune,

laquelle dite Anne Jeanne Rouch ma (*sic*) requis de prononcer la dissolution de son mariage avec le dit Bertrand Stanos dit Laffond contracté le 25 Brumaire an III à Pézenas par André, officier public de la même commune,

vu par moy l'expédition du jugement rendu par le Tribunal criminel du département de l'Hérault le 16 Messidor an VI signé Senty greffier, enregistré à Montpellier le 12 Thermidor an VI par Petil, qui a reçu 2 francs, qui condamne le dit Bertrand Stanos Laffond, perruquier, natif de l'Isle en Dodon (1), domicilié en dernier lieu à Toulouse et âgé de 38 ans ou environ, taille de 5 pieds 4 pouces, cheveux et sourcils noirs, yeux gris et enfoncé (*sic*), nez long, bouche ordinaire, menton rond, visage ovale et maigre, front découvert, à la peine de 22 années de fer conformément à l'art 3, titre III, aux articles 1, 2 et 4, seconde section du titre II de la 2^e partie du Code pénal et aux art. 6 et 7 titre I^{er} de la 1^{re} partie du même Code,

vu l'acte notifié au nom de la dite Anne Jeanne Rouch le 21 du courant par Louis Joseph Jourdan, officier ministériel attaché au Tribunal de Commerce de Pézenas, portant citation au dit Bertrand Stanos Laffond, actuellement détenu dans la maison de Justice

(1) Dans la Haute-Garonne, arrondissement de Saint-Gaudens.

à Montpellier, de se trouver aux présents jour, lieu et heure et par devant moy officier public pour voir prononcer le divorce demandé par la dite Anne Jeanne Rouch avec déclaration qu'il sera passé outre en son absence, le dit acte de citation enregistré à Pézenas le 24 du présent mois par le citoyen Barthélemy qui a reçu 15 sols,

vu enfin l'art. 4 du paragraphe 1 de la loi du 20 septembre 1792 et les articles 15 et 16 du paragraphe 2 de la même loi,

en vertu des pouvoirs qui me sont délégués, j'ai déclaré au nom de la loi que le mariage entre les dits Bertrand Stanos Laffond et Anne Jeanne Rouch est dissous et qu'ils sont libres de leurs personnes comme ils étaient avant de l'avoir contracté et j'ai dressé le présent acte que la dite Anne Jeanne Rouch partie dissidente et les dits Nicolas Meunier, Jacques Franc, Antoine Lenthéric, et Jacques Collet fils, témoins, ont signé avec moy, non le dit Bertrand Stanos Laffond qui ne s'est point présenté,

fait en la Maison Commune de Pézenas les jours, mois et an cy dessus,

(quoique le jugement précité porte que le dit Bertrand Stanos Laffond était domicilié en dernier lieu à Toulouse, d'après la vérification faite des registres de la commune il en résulte que le dit Bertrand Stanos Laffond, qui y avait établi son domicile depuis quelques années, n'a fait aucun acte de cessation de domicile et qu'il n'a quitté la dite commune qu'au moment où il fut lancé contre lui un mandat d'arrêt à raison du vol dont il est question dans le dit jugement, de manière qu'il n'a pu être domicilié à Toulouse étant dans les liens d'un mandat d'arrêt) -- approuvant le renvoy.

(Signatures :)

PIÈCE N° 5

Divorce pour excès, sévices, injures graves

Etat-civil de Lodève (146²⁷), an V

Aujourd'hui 16 Messidor, an V de la République Française, 7 heures du matin, dans la Maison Commune, devant moi Bernard Poujol, officier municipal et public, s'est présentée la citoyenne Marie Thérèse Arrazat, âgée de 40 ans, épouse du citoyen Guillaume Arrazat, âgé de 43 ans, domiciliés dans cette commune, section de la Liberté, laquelle m'a exhibé :

1° Un acte de jugement, rendu à sa demande et en sa faveur par le Tribunal civil de ce département de l'Hérault, le 1^{er} de ce mois ;

2° Un acte de citation du jour d'hier, à ce relatif, desquels deux actes la teneur suit :

1° Au nom du peuple français. Le Tribunal civil du département de l'Hérault, séant à Montpellier, a rendu en première section le jugement suivant :

Entre la citoyenne Marie-Thérèse Arrazat épouse du citoyen Guillaume Arrazat domiciliés à Lodève, contre le dit Guillaume Arrazat de la même commune.

Le Blanc pour la dite Arrazat fondé de ses pouvoirs en sa citation du 20 Préréal dernier, a conclu à ce que le cit. Guillaume Arrazat son mari, soit adjourné en audience du Tribunal pour, tenant la communication qui lui a été faite de l'enquête composée de quatre témoins, à laquelle la demanderesse a fait procéder en exécution du jugement du Tribunal du 3 du même mois, voir adjuger à la dite épouse Arrazat les fins et conclusions par elle prises dans l'instance, et telles autres qu'elle jugera à propos de former, avec dépens.

Le substitut du commissaire du pouvoir exécutif.

La dite Arrazat aiant formé instance devant le Tribunal en divorce d'avec son mari, d'après l'art. 4 de la première section de la loi du 20 septembre 1792, sur un des motifs, déterminés par le dit article, poursuivi le 3 Préréal dernier, d'autorité du Tribunal un jugement par défaut contre son mari, lequel jugement la charge de prouver et vérifier tant par actes que par témoins devant le juge de paix de Lodève, qu'elle éprouve journellement des excès de la part de son dit mari par des coups, des injures, et en la chassant de la maison, notamment l'hiver dernier, qu'elle fut tenue d'aller prendre un azile chez un voisin ; que son mari dissipe les effets de la maison, jusqu'à ceux de son épouse ; enfin que la veille de la demande en divorce il se jetta comme un furieux sur elle, et l'aurait laissée morte sans le secours qui survint ; que depuis la dite époque elle est obligée de se tenir enfermée dans une chambre de la maison, pour se dérober à ses regards ;

En vertu duquel jugement qui réserve à Arrazat la preuve contraire, son épouse a fait procéder à une enquête composée de 4 témoins, à suite de laquelle elle a fait donner à son mari la citation plus haut mise en qualité :

Faut-il prendre droit de l'enquête, et adjuger à la dite femme Arrazat ses demandes, ou faut-il l'en débouter ?

Le Tribunal jugeant à la charge de l'appel, et en défaut du dit Arrazat :

Considérant que les effets articulés dans le jugement interlocutoire sont victorieusement établis par l'enquête, que le moien, que

la loi offre dans ce cas pour provoquer le divorce, ne saurait être plus justement appliqué qu'à la femme Arrazat, qui courrait le danger de perdre la vie, si elle restait plus longtemps en société avec son époux, qui l'a excédée et maltraitée.

Par ces motifs,

Le Tribunal prenant droits de l'enquête de la dite Arrazat, renvoie devant l'officier public de Lodève, pour faire prononcer le divorce dont s'agit, condamne le dit Arrazat aux dépens liquidés à 29 livres, sans à ce comprendre les droits d'expédition, enregistrement et signification du présent jugement.

Présents et appointans les citoyens : Gazel, président, Albisson, Montels, Avellan et Despuech juges.

à cette cause, à la requête de la dite citoyenne Arrazat, il est ordonné à tous officiers ministériels sur ce requis, de mettre le présent jugement à exécution et de faire pour raison d'icelui tous exploits requis et nécessaires.

Délibéré en secret, et prononcé publiquement à l'audience du Tribunal à Montpellier le 1^{er} Messidor an V de la République Française une et indivisible, collationné, Tadiou greffier (signé)

Enregistré à Montpellier le 3 Messidor an V, reçu 1 franc, Durand (signé)

(Suit l'acte de signification dudit jugement faite à la personne de Guillaume Arrazat, le 8 Messidor an V, par Jean Pierre Natolis, officier ministériel à Lodève)

2^e L'an V^e de la République Française et le 15 Messidor, par moi Jean Fulcran Cauvy, officier ministériel résidant à Lodève sous-signé, à la requête de la citoyenne Marie-Thérèse Arrazat, épouse du citoyen Guillaume Arrazat, négociant à Lodève, y demeurants ; en vertu du jugement rendu par le Tribunal civil du département de l'Hérault le 1^{er} du courant, j'ai cité le citoyen Arrazat à comparoir demain 7 heures du matin dans une des salles de la maison commune du dit Lodève par devant l'officier public de la dite commune, pour voir prononcer le divorce, ordonné par le dit jugement, avec déclaration qu'il y sera procédé même en son absence, et lui ai laissé copie cy-devant, aiant reçu celle du dit jugement, au domicile, parlant à sa servante : Cauvy, ainsi signé.

Après lecture desquels actes, en l'absence du susdit citoyen Guillaume Arrazat, non comparant, quoique dûment cité, et en présence de la dite citoyenne Marie-Thérèse Arrazat, son épouse demanderesse, et des témoins ci-après nommés à ce requis, en vertu des pouvoirs qui me sont délégués par la loi, et conformément au dispositif du dit jugement, et en exécution d'icelui, j'ai déclaré et prononcé

au nom de la loy, que le mariage d'entre lesdits Guillaume et Marie-Thérèse Arrazat est dissous et qu'ils sont libres de leurs personnes comme ils l'étaient avant de l'avoir contracté, et j'en ai dressé le présent acte, que la dite Marie-Thérèse Arrazat a signé en présence des citoyens Philippe Caulier, écrivain, Jean Louis Journeaud, officier de police, Michel Bernard et Michel Audibert, tous deux officiers ministériels de la commune, tous quatre y domiciliés, témoins requis soussignés avec moi dit officier public.

(Signatures :)

PIÈCE N° 6

Divorce pour dérèglement de mœurs notoire

Etat-civil de Montpellier, an IV, 56° feuillet

L'an IV de la République Française et le 11 Germinal, s'est présenté au Secrétariat de l'état-civil de cette commune Melquior Oullmann, ébéniste, époux de Léopoldine Kina, habitants de cette commune, qui nous a dit que voulant procéder à la dissolution de son mariage d'avec la ditte Kina pour cause de dérèglement de mœurs notoire de la part de la ditte Kina son épouse, ils s'étaient volontairement retirés devers le citoyen Devals, juge de paix de cette commune, arbitre choisi par les 2 parties à l'effet de juger souverainement de leur contestation respective.

Nous Pierre Moulinier, officier de l'état-civil soussigné,

vu le (procès) verbal dudit Devals par lequel il conste (*sic*) que la ditte Kina étant accusée par son mari d'un dérèglement de mœurs notoire, *elle n'a pas disconvenu de cette inculpation* et a ajouté qu'attendu que la loy du 20 septembre 1792 (v. s.) indique pour ce cas un moyen de divorce sans délai d'épreuve, *elle s'en remet entièrement à la sagesse dudit arbitre.*

vu aussi la déclaration du dit Devals qui renvoie les parties devant nous pour faire prononcer leur divorce conformément à l'article de la 1^{re} section de la loy du 20 septembre 1792 précitée,

prononçons au nom et en vertu de la loy que le mariage entre les dits Oullmann et Kina est dissous,

Témoins : Jean François Senaux fils, officier de santé, âgé de 22 ans ; François Guiral, perruquier, âgé de 33 ans ; Henry Sollier, fabricant de bas, âgé de 40 ans, et Joseph Curnier, teinturier, âgé de 35 ans, habitants de cette commune, qui ont signé avec le divorcé et nous.

(Signatures :)

PIÈCE N° 7

Divorce pour absence sans nouvelles de plus de 5 ans

Etat-civil de Montpellier, an II, 50° feuillet

L'an second de la République Française et le 3 Germinal, s'est présenté à la Maison Commune Gottlieb Broer, luthier, habitant de Montpellier, qui nous a dit qu'en exécution de la loi du 20 septembre 1792 (vieux style) qui détermine les causes, mode et effets du divorce, article 17 du paragraphe 2, il s'est pourvu conformément à la dite loi d'une (*sic*) acte de notoriété qui constate l'absence sans nouvelles de Suzanne Rittmayer son épouse depuis plus de 5 années,

vu ledit acte de notoriété tenue (*sic*) devant le citoyen Rochette, notaire public juré à Genève le 4 février dernier (vieux stile), à suite duquel est le visa du Comité provisoire administratif établi par la nation genevoise et celui du citoyen Soulavie, agent de la République Française, en date du 25 Pluviôse dernier,

nous Joseph Debrès, officier public, après lecture faite du dit acte de notoriété, considérant qu'aux termes de l'article 17 du paragraphe 2 de la loi du 20 septembre 1792 (vieux stile), il n'y a (*sic*) pour le cas spécifié aucun délai d'épreuve, sur la réquisition qui nous est faite par le dit Broer, prononçons au nom de la loi que le mariage d'entre les dits Gottlieb Broer et Suzanne Rittmayer *est dissous*.

Témoins : Louis Lejay, professeur de l'Ecole publique de dessin (*sic*), âgé de 39 ans, Fulcrand Charlot, âgé de 32 ans, Jean Jacques Comte, âgé de 34 ans et Jean Pierre Maurice Peitavin, âgé de 25 ans, habitants de cette commune qui ont signé avec le dit Broer divorcé et nous officier public.

(Signatures :)

PIÈCE N° 8

Divorce pour émigration et abandon de plus de 2 ans

Etat-civil de Montpellier, an II, 32° feuillet

L'an second de la République Française et le dixième Nivôse, s'est présentée à la Maison Commune Catherine Amier, native de Gignac, département de l'Hérault, et habitante de Montpellier, qui nous a déclaré que voulant procéder à la dissolution de son mariage, elle s'était retirée aux termes de la loi devant un Tribunal de fa-

mille lequel avait décidé qu'elle était fondée à invoquer le divorce pour cause d'abandon pendant plus de 2 ans et pour émigration de la part de son mary Joseph Bertrand, en conséquence, la renvoie devant nous pour faire prononcer le dit divorce,

vu la décision motivée des arbitres en datte du 6 Nivôse, enregistrée le même jour,

vu l'ordonnance exécutoire du citoyen Bertrand Chauvet, président du Tribunal de district de Montpellier en datte du sextidi Nivôse signiffiée le dit jour au dit Joseph Bertrand, enregistrée le 7 du même mois,

nous Jean Gallavielle, officier public soussigné, en vertu de la loy sur la réquisition qui nous en a été (*sic*) faite par la dite Catherine Amier et attendu que le dit Joseph Bertrand est compris dans la liste des émigrés, prononçons que le dit mariage est dissous.

Témoins : Noël Laurent, âgé de 42 ans, Etienne François La-roque, perruquier, âgé de 44 ans, Jean Antoine Viel, âgé de 24 ans, Pierre Laurent, imprimeur, âgé de 43 ans, habitans de cette ville qui ont signé avec nous sauf la ditte Catherine Amier divorcée qui na seu (*sic*) signer de ce requise.

(Signatures :)

PIÈCE N° 9

Etat-civil d'Issoire, an II

Aujourd'huy 27 Prairial l'an II de la République Française, une indivisible et impérissable, à 11 heures du matin par devant moi Jean-Baptiste Gleyze, membre du Conseil général de la commune d'Issoire, élu le 15 janvier 1793 (vieux stile) pour rédiger les actes destinés à constater les naissances, les mariages et les décès des citoyens ;

Est comparu en la salle publique de la maison commune : Catherine de la Rochelambert, âgée de 32 ans, fille à Henry, Gilbert de la Rochelambert et à Magdelaine, Louise, Marthe, Catherine d'Au-terroche, épouse de Pierre Molin de la Vernède, ancien officier de dragons, laquelle assistée de Jean Baptiste Douet, âgé de 49 ans, de l'état de marchand, domicilié d'Issoire, de Robert Guillien, âgé de 34 ans de l'état de tailleur, domicilié d'Issoire, d'Antoine Bayel, âgé de 48 ans, domicilié d'Issoire, d'André Maloi, âgé de 30 ans, de l'état de marchand appotiquaire, domicilié d'Issoire, m'a requis de prononcer la dissolution de son mariage contracté le 5 février 1782

entre Pierre de Molin de la Vernède de Saint Pouey conformément à l'extrait délivré par Bonnoure, secrétaire de la Municipalité d'Issoire, vu par moi sur la liste générale des émigrés l'émigration de Pierre Molin Saint Pouey en date du 5 juillet 1792, vu aussy un certificat des membres du comité de surveillance qui certifie que la fille Lambert femme Saint Pouey est dans notre commune depuis le 13 Frimaire dernier, j'ay en vertu de l'article 2^e du décret du 4 Floréal, en vertu des pouvoirs qui me sont délégués, déclaré au nom de la loi que le mariage entre Pierre Molin et Catherine la Rochelambert est dissous et qu'ils sont libres de leurs personnes comme ils l'étaient avant de l'avoir contracté, j'ay dressé le présent acte que Catherine la Rochelambert, Jean Baptiste Douet, Antoine Bayel, André Maloi ont signé avec moi et Robert Guillien, l'un des témoins n'a pu signer, de ce requis, fait en la maison commune d'Issoire les jours, mois et an cy dessus.

(Signatures :)

Note. — La réunion d'arbitres de famille pourtant requise par la loi du 20 septembre 1792 dans le cas de divorce pour émigration (cf. mention portée à l'acte de divorce Amier-Bertrand, pièce n^o 8), n'a pas eu lieu ici. Pour s'en passer, on fait appel, comme dans l'acte suivant (pièce n^o 10), aux dispositions de l'art. 2 du décret du 4 Floréal II autorisant le prononcé du divorce sur présentation d'un simple acte de notoriété après 6 mois de séparation de fait.

PIÈCE N^o 10

Municipalité d'Issoire, état-civil, an III

Aujourd'hui 18 Vendémiaire l'an III de la République Française une indivisible et impérissable, à 8 heures du soir, pardevant moi, Jean-Baptiste Gleyze membre du Conseil général de la commune d'Issoire, élu le 15 janvier de l'année 1793 (vieux stil) pour rédiger les actes destinés à constater les naissances, mariages et décès des citoyens,

est comparu (*sic*) en la Maison Commune, la citoyenne Margueritte de Rocquelord (1), âgée de 42 ans, fille légitime de Louis Rocquelord et de Margueritte Garnaud, épouse de Jacques Alexis de La Salle, laquelle assistée de Jean Baptiste Malbet, de l'état de marchand, âgé de 44 ans, domicilié d'Issoire, de Louis Guillermin, âgé

(1) L'orthographe véritable attestée par la signature de la divorcée est Roquelaure.

de 40 ans, de l'état de plâtrier, domicilié d'Issoire, de Jean Vallière, âgé de 39 ans, de l'état de perruquier, domicilié d'Issoire, de Jean Peyheoux, de l'état de boulanger, âgé de 25 ans, domicilié d'Issoire, m'a requis de prononcer la dissolution de son mariage en date du 22 août 1763, contracté avec Jacques Alexis de la Salle, conformément à l'extrait délivré par Chandezon, officier public de la commune de Ludesse, vu par moi un certificat des administrateurs du Directoire du district d'Issoire qui atteste que le nommé Lassalle père habitant avant son émigration le lieu de Chenat, canton de Champeix, district d'Issoire, est porté sur la liste des émigrés du département du Puy de Dôme à dater du 18 Germinal de l'an II de la République, en foi de quoi le présent certificat a été délivré par Domingon-Meyrand, Chomette et Magnier, administrateurs.

Vu aussi un certificat des membres du Comité de Surveillance qui certifie que ladite Rocquelord, femme Lassalle-Vignet, est domiciliée de cette commune depuis le 13 Germinal dernier, auquel ont signé Barbat, Montcellet, Prévot de Bort, Barrier, Chabrot, Terrasse, Pirrou et Jaumard, tous membres du dit Comité, laquelle Rocquelord Lassalle nous a exposé que Jacques Alexis Lassalle son mary était allé à Paris au mois de janvier 1792 pour des affaires de famille, que contant (*sic*) y faire quelque séjour, il avait amené Jean-Baptiste, François Lassalle son fils, âgé de 14 ans, que 3 certificats déposé au département prouvent leur résidence à Paris jusqu'à la fin de juillet 1792, que l'un et l'autre ont malheureusement payris (*sic*) dans les journées du 10 août, quelle a la certitude morale de leurs morts puisqu'elle lui a été atesté (*sic*) par plusieurs citoyens du département qui se trouvaient alors à Paris, qu'elle a fait toutes les démarches possibles pour avoir des preuves autanquies de leurs morts, que l'espoir de ce les procurer (*sic*) l'a empêché jusqu'icy de demander le divorce, mais ce voyant dans l'impossibilité absolue de pouvoir prouver légalement la mort de son mary pour le faire reyer de la liste des émigrés, elle prend le party de faire le divorce et nous requiert de le prononcer. En conséquence de ce j'ay, en vertu de l'article 2 du décret des 4 et 5 Floréal de l'an II et en vertu des pouvoirs qui me sont délégués, déclaré au nom de la loi que le mariage entre Jacques Alexis de La Salle et Margueritte de Rocquelord est dissous et qu'ils sont libres de leurs personnes, comme il l'était avant de la voir contracté (*sic*) et j'ai dressé le présent acte que Margueritte de Rocquelord, Jean-Baptiste Maibet, Jean Vallière, Louis Guillermine et Jean Peyheoux ont signé avec moy, fait en la Maison Commune d'Issoire les jours, mois et an cy-dessus.

(Signatures :)

Note. — Le but poursuivi par la demanderesse est parfaitement clair : c'est d'échapper aux déchéances pécuniaires frappant l'émigration, puisqu' « elle n'a pris le parti de faire le divorce » que lorsqu'elle s'est vue « dans l'impossibilité absolue de faire rayer son mari de la liste des émigrés ».

PIÈCE N° 11

Conversion de séparation de corps en divorce

Etat-civil de Montpellier, an III, 85^e feuillet

L'an III de la République Française et le 7 Germinal, s'est présenté au Secrétariat des officiers publics de cette commune Louis Gas père, habitant en cette commune, époux de Marie Magdelaine Cabannes habitante aussi de cette commune, qui nous a dit que voulant procéder à la dissolution de son mariage pour cause de séparation de corps prononcée entre les dits époux par jugement exécuté rendu par le ci-devant sénéchal de Montpellier le 18 décembre 1784 (v. s.) et qu' à cet effet il a fait un acte de sommation à la dite Cabannes de se trouver ce jourd'huy devant nous pour voir prononcer le dit divorce en conformité de l'article 5 du paragraphe I et des articles 15 et 16 du paragraphe 2 de la loi du 20 septembre 1792 (v. s.).

Nous officier public soussigné, vu le dit jugement et l'acte ci-dessus énoncé et attendu les dispositions des articles ci-dessus cités et que la dite Marie Magdelaine Cabannes ne s'est point présentée et que l'heure de la sommation et celle de la surséance sont passées, prononçons en vertu de la loi que le mariage entre Louis Gas père et Marie Magdelaine Cabannes est dissous.

Témoins : Henry Dupy, sculpteur, âgé de 62 ans, Antoine Coste, âgé de 51 ans, Fulcrand Charlot, âgé de 33 ans et Jean Pierre Maurice Peitavin, âgé de 27 ans, habitants de cette commune qui ont signé avec le dit Gas divorcé et nous.

(Signatures :)

PIÈCE N° 12

Divorce pour cause de séparation de fait de plus de 6 mois

(Décret du 4 Floréal II)

Etat-civil de Béziers, an II, Mariages, actes Labour, folio 48

AU NOM DE LA NATION

Aujourd'hui 14^e Fructidor l'an II républicain, 9 heures du matin, dans la Maison Commune de Béziers, département de l'Hérault, devant nous Etienne Jean Depierre, officier municipal, en l'absence

des officiers publics élus par délibération du Conseil général du 13 Brumaire à l'effet de recevoir les actes civils des mariages et divorces, conformément aux loix du 20 septembre 1792 (vieux style) et du 4 Floréal dernier,

s'est présenté le citoyen François Chavarder, commandant du 1^{er} Bataillon des Vengeurs, natif de cette commune, âgé de 38 ans, assisté de Jean Carbonel cadet, charpentier, âgé de 31 ans, de André Salvaniac, gendarme, âgé de 41 ans, de Jean François Tadome, plâtrier, âgé de 53 ans et de Jean Jacques Pezet cadet, âgé de 25 ans, citoyens dudit Béziers, témoins par lui amenés,

lequel dit François Chavarder a dit que vivant séparé de fet (*sic*) depuis plus de 6 mois avec la citoyennne Catherine (*sic*) Fabre, son épouse, demeurante en cette commune, âgée d'environ 30 ans, et désirant fermement jouir du bienfait de la loy de la Convention Nationale du 4 Floréal dernier, il a déclaré vouloir faire prononcer le divorce entre lui et la ditte Fabre, remettant pour l'exécution de ce l'acte de notoriété publique, à lui délivrée, en la forme prescrite en la ditte loy du 4 Floréal, par le Conseil général de cette commune le 28 Thermidor dernier d'après les attestations données par les 6 témoins, duquel il conste que le dit Chavarder est véritablement séparé de fait depuis plus de 6 mois avec la ditte Fabre sa femme,

le dit Chavarder a en outre remis l'acte qu'il a fait signifier le 10 du courant à la ditte Fabre aux fins pour elle de comparaître ce jourd'huy lieu et heure pour voir en exécution de la susditte loy du 20 septembre 1792 (vieux style), prononcer le divorce dont il s'agit, en lui déclarant qu'il le sera même en son absence, le dit acte contenant en outre notification du susdit acte de notoriété à la ditte Catherine Fabre, le tout signifié par Boniface Moreau, nommé officier ministériel au Tribunal du district de Béziers,

et attendu qu'il s'est écoulé 2 heures de plus que celle annoncée en la citation et que la ditte Catherine Fabre n'est point comparu, le dit citoyen Chavarder nous a requis de plus fort de prononcer le dit divorce,

vu l'acte de mariage des dits Chavarder et Catherine Fabre en date du 13 novembre 1789 (vieux style),

nous officier municipal, en vertu des pouvoirs qui me sont délégués par les dittes lois, avons prononcé à intelligible voix au nom de la loy que le mariage entre le dit François Chavarder et la ditte Catherine Fabre est dissous et qu'ils sont libres de leurs personnes comme ils l'étaient avant de l'avoir contracté, et avons dres-

sé le présent acte qui a été signé par le dit François Chavarder, les dits Carbonnel, Tadome, Salvaniac et Pezet, témoins, et nous dit officier municipal.

(Signatures :)

PIÈCE N° 13

Etat-civil de Sète, an VII, acte N° 2

L'an VII de la République Française une et indivisible et le 27 Vendémiaire à 4 heures du soir, s'est présentée à la Maison Commune à Sette, devant nous Pierre Peyrel, administrateur municipal faisant fonctions d'officier d'état civil, la citoyenne Margueritte Nourrigat, âgée de 35 ans, native de Montagnac, habitante de cette commune, laquelle, assistée des citoyens Laurent Feliou, tailleur d'habits, âgé de 56 ans, André Rieunier, aussi tailleur d'habits, âgé de 43 ans, André Pioch, commis-négociant, âgé de 23 ans, Mathieu Bouny, lieutenant de canonnières, âgé de 38 ans, tous habitants de cette commune, témoins basnommés, a demandé le divorce, pour cause *d'absence et d'abandon depuis environ 9 mois* de Antoine Sambussy, travailleur de terre, natif de Montagnac, âgé d'environ 53 ans, son époux,

vu l'acte de notoriété constatant cette longue absence et abandon,

nous en conséquence de la réquisition de la dite citoyenne Margueritte Nourrigat et en vertu de la loi prononçons que leur mariage est dissous, -

les dits témoins Laurent Féliou, André Rieunier, André Pioch et Mathieu Bouny ont signé avec nous, excepté le susdit Laurent Féliou qui a déclaré ne le savoir, ainsi que la requérante.

(Signatures :)

PIÈCE N° 14

Etat-civil de Béziers, an VII, folio 83

L'an VII de la République Française une et indivisible et le 7 fructidor, 4 heures après midy, dans la Maison Commune de Béziers, département de l'Hérault, devant moi Jean-Philippe Cassagne, officier public de la dite commune et en présence des témoins soussignés, a comparu la citoyenne Marie Claire Béziat, épouse de Joseph Martin Roman, perruquier, originaire de la commune d'Avignon, département de Vaucluse, résidante en cette commune depuis

environ 5 ans, qui a dit qu'ayant été mariée avec le dit Roman dans la dite commune d'Avignon en l'année 1790, elle résida avec son dit mary sur cette dernière commune jusque vers l'an II de la République, qu'ils vinrent se fixer dans la présente commune où ils vécurent ensemble jusques au mois de Vendémiaire an VI, époque à laquelle le dit Roman son mari disparut à son insue (*sic*), sans qu'il lui est (*sic*) donné depuis cette époque aucun signe d'existence et qu'il lui est (*sic*) même fait passer les moindres (*sic*) secours pour se substenier ainsi que 3 enfants issues de leur mariage qu'il lui a laissée (*sic*) ; que ledit Roman son mari n'a plus reparu dans cette commune, qui forme le seul domicile (*sic*) de la comparante, qu'il ne paroît même pas en avoir fixé aucun puisqu'il ne la pas appelée et qu'il ne lui en a pas procuré d'autre ; en sorte qu'elle est délaissée elle et ses enfants de la part du dit Roman son mary, depuis près de 2 ans dans cette commune, lieu de sa résidence, le seul et véritable domicile commun ;

lesquels faits sont constatés par l'acte de notoriété fournie (*sic*) à la comparante le 3 du courant par les citoyens André Bernard, pharmacien, Charles Préaubert, menuisier, Jean Abadie, marchand, et Mathieu Salles, armurier, ses voisins, le dit acte reçue par le citoyen Passebosc, notaire public de cette commune et enregistrée le même jour par le citoyen Asselin, receveur d'enregistrement au Bureau de Béziers, qui a reçu 1 franc 10 centimes ;

et attendu que l'absence du dit Roman son mari, prouve de sa part l'abandon qu'il a fait de la comparante et désirant profiter de la loi bienfaisante de la Convention Nationale en date du 4 Floréal an II, elle a déclaré vouloir faire prononcer la dissolution de son mariage ;

moi dit officier public,

vu le susdit acte de notoriété, ai donné acte à la comparante de ses dires et réquisitions, et en vertu des pouvoirs qui me sont délégués par l'article 2 de la loi du 4 Floréal an II, j'ai prononcé à haute et intelligible voix au nom de la loi que le mariage entre la dite Marie Claire Béziat et le dit Joseph Martin Roman est dissous et qu'ils sont libres de leurs personnes, comme ils l'étaient avant de l'avoir contracté, et ai dressé le présent acte que j'ai signé avec les citoyens Joseph Gailhac, secrétaire, âgé de 43 ans, Guillaume Jalabert, secrétaire, âgé de 38 ans, Thomas Rocagel fils, secrétaire, âgé de 22 ans, et Marie Pierre François Guillaume Donnadieu, secrétaire en chef, âgé de 33 ans, citoyens de la présente commune, témoins amenés par la comparante et non cette dernière pour ne savoir de ce requise.

(Signatures :)

PIÈCE N° 15

Etat-civil de Saint-Gervais, an VIII

Mairie de St Gervais, arrondissement communal de Béziers, du 6 Thermidor an VIII républicain, 11 heures du matin.

Acte de divorce du citoyen Pierre Dolque, âgé de 32 ans 10 mois, 25 jours, né au Masage du Cros, commune de St Gervais, terre foraine, département de l'Hérault, le 11 août 1767 (v. stile), cercier à la journée, demeurant aud. Masage, lequel a demandé à haute voix la dissolution du mariage qu'il a contracté avec la citoyenne Marie Loubet, fille de feu Jacques Loubet, domiciliée sur la présente commune, en présence des citoyens Joseph Denis Méric, notaire public, âgé de 36 ans, Emanuel Bermond, fabricant de bas, âgé de 27 ans, de Joachim Crassous, boucher, âgé de 48 ans et de Jacques Martin, tailleur d'habits, âgé de 53 ans, tous domiciliés sur la présente commune, m'ayant à cet effet remis l'extrait de l'acte de notoriété dressé par les cy-devant administrateurs du canton de St Gervais portant attestation de 6 citoyens de cette commune, qu'il n'a jamais habité ni vécu avec lad. Loubet et qu'il est par conséquent *séparé de fait depuis plus de 6 mois*, en datte du 19 Germinal dernier, duement enregistré au Bureau de Bédarioux par le citoyen Darmaing qui a reçu 1 franc 1 décime et l'original de l'acte de sommation qu'il a fait signifier à lad. Loubet le 2 du courant dûment enregistré par led. Darmaing qui a reçu 1 franc 1 décime.

Après quoi moy, François Marie Emmanuel Serviès, maire de la commune de St Gervais-ville, faisant les fonctions d'officier public de l'état-civil, ay prononcé en l'absence de lad. Loubet qui n'a pas comparu dans le délai de la citation ny celui de la surcéance, au nom de la loy, que le mariage dud. Dolque avec lad. Loubet est dissous, et me suis signé avec lesd. témoins, non led. Dolque pour ne savoir de ce interpellé.

(Signatures :)

PIÈCE N° 16

I. — Acte de notoriété

*Extrait des registres des délibérations
de l'Administration municipale du canton de Saint-Gervais*

Du 7 Vendémiaire, l'an VIII de la République
Française, une et indivisible.

L'an VIII de la République Française
est comparu le citoyen Emmanuel Serviès, général de brigade réformé, domicilié sur la présente commune, qui a dit vouloir constater par un acte de notoriété publique qu'il est séparé de fait, depuis plusieurs années, de la citoyenne Treillard, son épouse, il a administré pour témoins (suivent les noms des témoins au nombre de six)... lesquels ont attesté que led. Serviès est séparé depuis plusieurs années de la d. Treillard, son épouse, de laquelle attestation le présent demeurera chargé et ont les d. Serviès et témoins administrés par luy, signé avec nous (suivent les signatures) (1).

II. — Acte de divorce

*Extrait des registres des actes de divorce
de l'Administration municipale du canton de Saint-Gervais
département de l'Hérault*

L'an VIII de la République Française une et indivisible et le 17 nivôse, devant moy, Laurent Granier, agent municipal de la commune de Saint Gervais, département de l'Hérault, chargé par la loi de recevoir les actes de naissances, divorces et décès dans la maison commune.

Est comparu le citoyen Emmanuel Gervais Serviès, général de brigade réformé, domicilié sur la présente commune depuis environ sept mois, assisté des citoyens Barthélémy Moulinier, commissaire du Gouvernement près l'Administration de ce canton ; Joseph Martin, propriétaire foncier ; Pierre Farret, ci-devant receveur du droit d'enregistrement et Joachim Crassous, boucher, tous domi-

(1) Archives de M. Gustave Bord, reproduit par M. DAMAS, *Les origines du divorce en France*, p. 120.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	9
INTRODUCTION	11
CHAPITRE I ^{er}	
Les précédents historiques	13
CHAPITRE II	
L'opinion au XVIII ^e siècle	27
I. La théorie du mariage-contrat civil	27
II. Les abus de la politique matrimoniale d'Ancien Régime et les campagnes en faveur du divorce ...	35
III. Arguments présentés en faveur du divorce	57
IV. Tendances de l'opinion publique vis-à-vis du divorce à la veille et au début de la Révolution	75
CHAPITRE III	
Les Assemblées révolutionnaires. Le vote de la loi du 20 septembre 1792	83
CHAPITRE IV	
Les outrances de la période jacobine	111
CHAPITRE V	
La réaction thermidorienne et les hésitations du Directoire ..	123
CHAPITRE VI	
L'application de la loi du divorce. Quelques statistiques	149
CHAPITRE VII	
La réforme du divorce par le Code civil. Son application par la loi du 8 mai 1816	165
CONCLUSION	199
APPENDICE	207
Textes de lois relatifs au divorce pendant la Révolution ..	209
Etudes locales	221
ANNEXES	249

